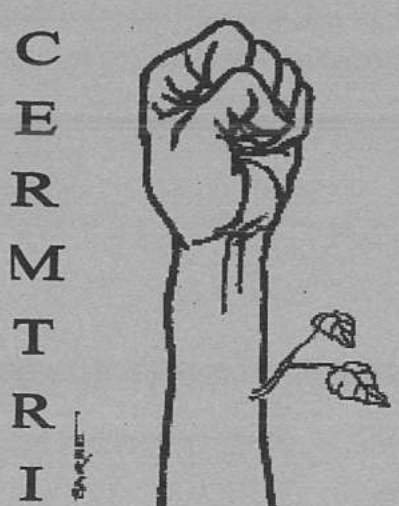
Cahiers du mouvement ouvrier

La révolution et la guerre civile espagnoles (1936-1938)

1re partie



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 55 - Troisième trimestre 2012 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 9 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

• Andreu Camps : présentation ..... p. 5

• Jean Catalogne et Roland Corominas :
chronologie de la période 1930-1939 ..... p. 9

• Glossaire ..... p. 25

• Andreu Camps : l'échec de la dictature
de Primo de Rivera (1923-1930) ..... p. 29

• Josep Antoni Pozo, Luis Gonzalez et Manuel Cuso :
de 1931 à 1936 : la révolution ouvrière mûrit ..... p. 35

• Josep Antoni Pozo : le pouvoir révolutionnaire
en Catalogne de juillet à octobre 1936 ..... p. 45

• Josep Antoni Pozo :
restauration contre révolution ..... p. 61

• Luis Gonzalez : les journées de mai 1937 ..... p. 75

• Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 ..... p. 87

• Miquel Amoros :
extrait de *La revolución traicionada* ..... p. 97

• Pierre Chevalier : la guerre civile
et le Comité d'action marocaine ..... p. 105

• Le procès des bolcheviks-
léninistes espagnols (1938) ..... p. 113

• Trotsky et le POUM (choix de textes) ..... p. 119

• Portraits ..... p. 125
— Jaime Bailus ..... p. 126
— Largo Caballero ..... p. 130
— Santiago Carillo ..... p. 135
— Lluys Companys ..... p. 140

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Consultez le blog "l'histoire défigurée, la géographie manipulée"

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

A partir du n° 54, le prix du numéro passera à 9 euros et celui de l'abonnement pour la France à 32 euros.

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Quatre-vingts ans après...

Andreu Camps

Ce *Cahier du mouvement ouvrier* aborde une période centrale de la révolution en Europe, les années 1931-1939 qui s'étendent de la proclamation de la République en Espagne à la fin de la guerre civile, le 1er avril 1939, guerre qui a vu la victoire des troupes de Franco et qui a ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale. Dans les différents articles, portraits et témoignages que nous publions, nous donnons les éléments qui permettent de mieux comprendre les enjeux de la situation actuelle, des processus révolutionnaires ouverts à la chute de la monarchie, y compris de l'échec de la première dictature de Primo de Rivera de 1923 à 1930 et, notamment, du parcours politique des organisations qui représentaient la classe ouvrière, à commencer par les grandes organisations syndicales, CNT et UGT, les partis politiques (PSOE, PCE, POUM) et les partis de la bourgeoisie républicaine. Cette recherche n'a pas pour but d'épuiser la question ; la guerre et la révolution en Espagne sont des événements historiques à l'origine encore aujourd'hui de nombreuses publications (plus de 30 000 titres) ; pas plus qu'elle ne constitue un élément de simple recherche historique. En effet, quatre-vingts ans se sont écoulés, les circonstances sans aucun doute ont changé, mais personne ne peut dire aujourd'hui que l'affrontement entre les classes qui a débouché sur la révolution et la guerre civile dans les années 1930 n'est pas aujourd'hui encore l'affrontement entre les classes de la société, c'est-à-dire la grande bourgeoisie et la classe ouvrière salariée.

Pire que dans les années 1930...

Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, augure illustre des cercles du pouvoir des Etats-Unis, en visite en Espagne début juillet, a déclaré : « *Quelques économies européennes, du point de vue du PIB ou du chômage, sont dans un état pire que dans les années 1930 (...). C'est le cas de l'Espagne comme de l'Italie (...). Les scénarii politiques ne sont pas aussi mauvais que dans les années 1930 mais, comme à cette époque, nous assistons à un développement de l'extrémisme.* »

Evidemment, il serait faux d'établir une analogie historique de façon mécanique. S'il existe des éléments communs, il y a aussi des différences essentielles.

Quand on voit, en ce mois de juillet, déferler sur Madrid la marche des mineurs qui exigent du gouvernement le maintien de l'ouverture des mines et la garantie des emplois ; quand on voit la population, au passage des mineurs, leur apporter massivement son soutien ; quand on voit les affrontements entre les mineurs et la garde civile, n'importe quel travailleur en Espagne se rappellera ce que ses parents lui ont raconté à propos de l'insurrection d'octobre 1934 où les mineurs des Asturies ont pris les armes contre le gouvernement réactionnaire et ont constitué l'Alliance ouvrière. Mais l'analogie s'arrête là. De profondes modifications se sont opérées, notamment dans le mouvement ouvrier.

Et pourtant...

La monarchie espagnole est l'héritière de la vieille monarchie déchue en 1931. C'est une institution « représentative » des forces les plus réactionnaires de la société : le capital financier, qui a subi une extrême concentration sous la dictature de Franco et qui s'est pleinement inséré dans le marché mondial ; la grande propriété terrienne, l'Eglise catholique, qui reste la vieille institution avec tous ses privilèges ; l'énorme appareil d'Etat parasitaire, qui vit sur le dos de tous les peuples de l'Etat espagnol, la police, l'ensemble de l'appareil répressif judiciaire et l'armée, avec la caractéristique actuelle d'être insérée dans l'Otan et au service des aventures militaires de l'impérialisme dominant.

Cet énorme appareil d'Etat, doublé institutionnellement depuis 1978 par le considérable appareil administratif de chacune des dix-sept régions, a accentué son caractère parasitaire avec la caractéristique moderne d'être inséré dans les institutions — et à leur service — de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Union européenne.

C'est pour cela que, du point de vue des intérêts des travailleurs et des peuples qui composent l'Etat espagnol, le combat pour la République, pour l'union des Républiques libres exprime de manière concentrée le besoin de se débarrasser des institutions parasitaires, source de corruption et garantie des intérêts du capital financier, c'est-à-dire de l'exploitation de la classe ouvrière et de l'oppression des peuples.

Les choses ont changé évidemment. La question nationale, notamment, des peuples basque et catalan, détournée pendant trente ans par la régionalisation imposée à la mort de Franco, reste malgré tout une des questions pendantes dont la résolution est incompatible avec la monarchie et avec l'Union européenne.

Mais dans les années 1930, les forces politiques qui combattaient pour l'autodétermination des peuples ont subi une profonde transformation. Il est pathétique d'entendre aujourd'hui le porte-parole du gouvernement catalan, issu d'un parti nationaliste, dire que son gouvernement sera le premier à mettre en place les plans d'austérité dictés par l'Union européenne et revendiquer d'être le meilleur élève de Bruxelles et du FMI.

Aujourd'hui, il est évident que la souveraineté des peuples ne peut avoir comme point de départ que l'indépendance par rapport aux institutions de Bruxelles.

Du point de vue du mouvement ouvrier

La recomposition du mouvement ouvrier, sous et après la longue nuit de la dictature franquiste, ne s'est pas opérée en reproduisant les mêmes formes organisées que dans les années 1930. Il est vrai qu'au niveau politique, le PSOE s'est maintenu comme le parti majoritaire et traditionnel de la classe ouvrière, mais le PCE, en voie de disparition accélérée après la chute de l'URSS, a laissé un vide qui, pour l'instant, n'est pas comblé.

Du point de vue syndical, la CNT, l'organisation la plus importante dans les années 1930, s'est scindée en deux organisations minoritaires qui se réclament du même héritage, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est discutable.

Entre-temps, l'organisation syndicale, dirigée au début par le PCE, les Commissions ouvrières (CCOO), syndique, avec l'UGT, l'écrasante majorité des travailleurs syndiqués.

Les formes que prend la lutte des classes ont sans aucun doute des caractéristiques communes : la spontanéité, la tendance à l'action directe, à la constitution de piquets de grève, et, à un autre niveau, d'assemblées, mais, plus que jamais, malgré les différences nationales et régionales, la classe ouvrière se reconnaît comme une seule classe ouvrière, de Bilbao à Cadix et de Madrid à Barcelone.

Evidemment, beaucoup de différences pourraient être trouvées. Mais hormis l'affrontement général entre les classes de la société, une question majeure reste à régler qui n'a trouvé de solution ni dans les années 1930 ni aujourd'hui. Dans *Classes, partis et direction*, Léon Trotsky tire le bilan des causes qui ont conduit à la défaite de la révolution espagnole et démontre que ce n'est ni la combativité de la classe ouvrière ni sa disponibilité aux plus grands sacrifices qui a manqué, mais que, en dernière instance, c'est la soumission à la défense de l'ordre bourgeois des sommets du mouvement ouvrier, des vieilles organisations, à différents niveaux, qui a empêché la victoire. Cela permet de répondre à la question : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ?

Ces dernières années, nous assistons en Espagne à une montée en puissance de la résistance de la classe ouvrière face à la politique dictée par les institutions du capital financier : l'Union européenne et le FMI. Depuis le plan d'ajustement du gouvernement Zapatero (PSOE), en mai 2010, jusqu'au mémorandum signé par Rajoy avec la troïka le 10 juillet, pas un jour ne passe sans une grève ou une manifestation. Que manque-t-il ?

La lecture des documents que nous fournissons sur les années 1930 jette un éclairage sur les obstacles politiques qui ont empêché que la révolution soit victorieuse, ce qui, sous des formes différentes, se reproduit aujourd'hui. Ce n'est pas une formule de style : nous essayons de fournir des éléments qui, par le débat, puissent aider à résoudre aujourd'hui les questions essentielles héritées du passé.

Andreu Camps

Le 11 juillet 2012

Chronologie raisonnée de la période 1930-1939

Roland Corominas

Cette chronologie a été essentiellement réalisée à partir des documents, choisis sans a priori, d'historiens ou de militants dont les affirmations ont été souvent vérifiées : par exemple l'historiographie sur les livraisons d'armes à l'Espagne ont donné lieu à des polémiques qui peuvent se révéler bénéfiques pour le chercheur. L'annexe à la Chronologie de la guerre civile espagnole publiée en espagnol dans Wikipédia présente des faits d'armes peu rapportés qu'il convient de vérifier avec soin ; cependant, de nombreux faits peu documentés sont accompagnés de la mention *« citation requise »*. Enfin, des différences de dates peuvent apparaître selon les auteurs à propos de certains événements, informations ou décisions ; cela tient très souvent à la différence entre la survenue de l'événement et sa publication, ou bien entre la décision politique et par exemple la publication officielle du décret… qui peut tarder un certain temps, ce qui est aussi de la politique.

Chronologie raisonnée de la période 1930-1939

1930

28 janvier : Primo de Rivera est destitué par Alphonse XIII.

Février : création de l'Opposition communiste de gauche espagnole.

16 août 1930 : pacte « républicain » de San Sebastian de la quasi-totalité des forces politiques avec le soutien de la CNT et d'une fraction du PSOE opposée à Largo Caballero.

Septembre : grève du bâtiment à Barcelone et agitation dans toute la Catalogne. Retour de Andreu Nin en Espagne après neuf ans passés en URSS.

14 novembre 1930 : l'UGT, dirigée par Largo Caballero, organise une grève générale à Madrid.

12-20 décembre 1930 : éclatement de la rébellion d'un secteur des officiers de la garnison de Jaca, soutenue par un appel à la grève générale de la CNT qui échouera.

1931

1er février-14 février 1931 : « interrègne » de Dámaso Berenguer.

8 février : le gouvernement Berenguer convoque des élections parlementaires qui sont boycottées par les républicains et les socialistes.

12 février-1er mars : *La Batalla*, organe de la fédération communiste catalano-baléare, reparaît ; après sa scission d'avec le PCE, le journal deviendra l'organe du Bloc ouvrier et paysan (BOC).

14 février : démission de Berenguer.

22 mars : rétablissement des garanties constitutionnelles.

Mars : la CNT poursuit sa réorganisation dans la clandestinité. Fondation de Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, Gauche républicaine de Catalogne).

12-14 avril : élections municipales où les forces républicaines l'emportent largement. Le roi prend la fuite quelques jours plus tard sans abdiquer et la République est proclamée le 14 avril.

15 avril : l'ERC, dirigée par Francesc Macià, proclame la République catalane, position qu'il abandonnera vite sous la pression du gouvernement provisoire de Madrid.

Mai : sous l'égide du ministre socialiste Largo Caballero sont créées des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

7-11 mai : incendie d'églises et de couvents dans quelques villes d'Espagne.

15 mai : publication de *Comunismo*, revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste de gauche.

Juin : élections des Cortes constituantes.

11-16 juin : plein succès du congrès national extraordinaire de la CNT qui s'organise en fédération nationale d'industrie.

28 juin : les élections aux Cortes constituantes de la République donnent la victoire à la coalition républicaine et socialiste. En Catalogne, victoire de l'ERC.

Juillet : « Semaine sanglante », à Séville : grève générale et proclamation de la loi martiale. La Banque de Catalogne est en suspension de paiements.

Août : important manifeste des « Trente » à l'intérieur de la CNT, ouvertement anti-FAI et sa politique insurrectionnelle, qui prendra une place importance au sein de la confédération.
Le Statut de l'autonomie de la Catalogne est plébiscité par 75 % de l'électorat catalan.

Octobre : publication de *El Soviet*, hebdomadaire de l'Opposition communiste de gauche.

20 octobre : les Cortes approuvent la loi de défense de la République.

Novembre : publication, à Madrid, de *Mundo Obrero*, quotidien du PCE.

9 décembre : les Cortes approuvent la Constitution de la République.

Décembre : fondation des « Juntes d'offensive national-syndicalistes » (JONS, d'idéologie fasciste).

1932

Janvier : intenses mobilisations, parfois armées, en diverses régions d'Espagne, à la suite de la crise économique mondiale. Approbation de la loi sur le divorce et la sécularisation des cimetières.

23 janvier : dissolution de la Compagnie de Jésus.

Février : déportations massives de syndicalistes et d'anarchistes catalans et valenciens.

Mars : IVe Congrès du PCE.
Constitution de l'ICE (Gauche communiste d'Espagne) ; début des divergences avec Trotsky.

Avril : la CNT de Catalogne exclut les syndicats contrôlés par le BOC et les « Trente ».

Mai : création par le BOC d'une Union agraire, fédération de syndicats paysans dans la province de Lérida qui s'étendra dans les mois suivants à la Catalogne.

28 juillet : loi sur l'ordre public.

10 août : échec du *pronunciamiento* de Sanjurjo.

9 septembre 1932 : le Statut d'autonomie de la Catalogne est voté à une large majorité aux Cortes, très en retrait par rapport au Statut plébiscité en août 1931.

Septembre : les Cortes approuvent une timide réforme agraire. Les syndicats paysans, liés au BOC, à la CNT, ou à l'Union de Rabassaires prennent de l'ampleur.

Décembre : la CNT déclare avoir 1 200 000 adhérents et l'UGT un peu plus d'un million.

1933

Janvier : grèves insurrectionnelles appelées par la CNT qui vont provoquer de nombreux incidents et les graves événements du massacre de Casas Viejas, province de Cadix.

Avril : défaite des républicains aux élections municipales.

Septembre : le plénum régional de la CNT des Asturies décide d'adhérer à un pacte d'alliance révolutionnaire avec les socialistes et l'UGT.

Octobre : le plénum des régions de la CNT décide d'appeler à l'abstention électorale ; la répression contre l'intense agitation politique et sociale se solde par quelque 9 000 anarcho-syndicalistes en prison.

9 octobre : dissolutions des Cortes.

29 octobre : José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur, fonde la tristement célèbre Phalange espagnole.

19 novembre : les élections législatives donnent la victoire à la droite espagnole (CEDA, Confédération espagnole de droites autonomes).

9 décembre : constitution de l'Alliance ouvrière de Catalogne.

Décembre : mort de Francesc Macià, premier président de la Généralité de Catalogne.

1934

Février : fusion de la Phalange espagnole avec les JONS.

Mars : décret d'amnistie pour les militaires insurgés d'août 1932.
L'Alliance ouvrière de Catalogne décrète la grève générale contre le fascisme et en solidarité avec les grévistes de Madrid. Malgré l'opposition de la CNT et du gouvernement de la Généralité, la grève est plutôt suivie.
Constitution, aux Asturies, de l'Alliance ouvrière, composée de l'UGT, de la CNT et la Fédération socialiste des Asturies, que rejoignent le BOC et la Gauche communiste.

Avril : la Généralité de Catalogne approuve la loi des contrats de culture favorable aux fermiers, aux métayers et aux petits viticulteurs ; cette loi sera déclarée inconstitutionnelle par le tribunal des garanties constitutionnelles de la République en juin.

Mai à juillet : le mouvement pour les Alliances ouvrières trouvera un certain nombre de concrétisations, comme à Madrid, Castellón et Séville.

Juillet : Trotsky propose à la Gauche communiste l'entrée dans le Parti socialiste.

11 septembre : le plénum du comité central du PCE décide d'entrer dans les Alliances ouvrières.
La revue *Comunismo* annonce que les trotskystes espagnols ne suivront pas l'invitation de Trotsky à entrer dans le Parti socialiste.

5 octobre : insurrection ouvrière aux Asturies.

6 octobre 1934 : le président de la Generalitat, Lluís Companys, proclame l'Etat Catalan, qui va durer dix heures.

1935

Janvier : suspension *sine die* du Statut de la Catalogne. La répression bat son plein dans toute l'Espagne.

Février à avril : plusieurs tentatives pour unifier les organisations marxistes en Catalogne se solderont par un échec.

Mai : grand meeting autorisé à Madrid pour l'amnistie.

Juillet : les Cortes approuvent la loi de contre-réforme agraire.

Août : première apparition publique de l'Alliance ouvrière à Valence lors d'un immense meeting.

29 septembre : fondation du POUM.

Décembre : le plénum national du PSOE tente d'élargir l'Alliance ouvrière en Front populaire en s'alliant avec les républicains, ce qui provoquera la démission de Largo Caballero comme président du parti.

1936

2 janvier : la censure est levée.

7 janvier : dissolution des Cortes et convocation de nouvelles élections.

15 janvier : constitution de l'alliance électorale des divers partis de gauche par le moyen du Front populaire.

16 février : victoire électorale de la gauche. Companys et les conseillers de la Généralité sortent de prison et reprennent leur poste.

17 février : autorisation de réouverture des Maisons du peuple (PSOE), fermées depuis 1934. Intense campagne de Gil-Robles pour que soit déclaré l'état de guerre, et de Franco, chef de l'état-major de l'armée, afin que soit imposée la loi martiale.

18 février : les généraux Franco, Goded et Fanjul se rencontrent pour étudier la possibilité de déclarer par eux-mêmes l'état de guerre. Le gouvernement déclare l'état d'alarme pour huit jours.

22 février : loi d'amnistie pour les délits politico-sociaux.

23 février : le général instigateur de la répression d'octobre 1934 est arrêté.

26 février : rétablissement de la Généralité de Catalogne. Lluís Companys réélu président. La République rétablit la réforme agraire et la Généralité remet en vigueur la loi des contrats de culture.

Mars : début d'une série ininterrompue d'attentats fascistes.

2 mars : préparatifs pour élaborer un Statut d'autonomie de l'Aragon.

8 mars : rencontre de nombreux officiers d'état-major se préparant à un coup d'Etat en cas de menace grave contre l'« unité de la patrie ».

10 mars : attentat contre le vice-président socialiste des Cortes.

14 mars : la Phalange espagnole est déclaré illégale, et son fondateur, José Antonio Primo de Rivera, est arrêté.

16 mars : décret aux termes duquel sont confisqués les latifundia rendus à leurs propriétaires en Andalousie.

25 mars : quelque 60 000 paysans occupent des latifundia en Estrémadure.

1er avril : Santiago Carrillo devient secrétaire général des Jeunesse socialistes unifiées, affiliées à la IIIe internationale.

5 avril : grand meeting d'unification de militants socialistes et communistes.

7 avril : démission du président de la République.

13 avril : des phalangistes assassinent le magistrat qui avait condamné les auteurs de l'attentat contre le vice-président socialiste des Cortes.

14-16 avril : affrontements mortels autour de la proclamation de la République.

17 avril : les conjurés fixent la date du coup d'Etat au 20 avril.

19 avril : échec de la tentative de soulèvement militaire à Madrid.

1er au 11 mai : congrès extraordinaire de la CNT où sont réaffirmés les principes du communisme libertaire et établi un plan de collectivisations. L'Union des petits viticulteurs (Rabassaires) radicalise ses positions et se renforce.

3 mai : Azaña est élu comme nouveau président de la République.

4 mai : Primo de Rivera, dans une lettre, invite ouvertement les officiers à se rebeller.

10 mai : Azaña, président de la République. Les socialistes se refusent à entrer dans le gouvernement.

20 mai : début de rédaction d'un Statut d'autonomie pour les deux Castilles plus le León.

29 mai : début des conversations entre militaires et phalangistes pour le prochain soulèvement.

2 juin : grève quasi totale du bâtiment qui se terminera le 4 juillet sur un arbitrage gouvernemental plutôt à l'avantage des grévistes. Les préparatifs du soulèvement entre officiers d'état-major se poursuivent.

13 juin : réunion secrète de sous-officiers de la Flotte pour définir une position en cas de rébellion des officiers.

16 juin : aux Cortes, on s'affronte sur la question de l'ordre public. Plus de soixante officiers de la Garde civile, soupçonnés de conspirer contre la République, sont déplacés.

23 juin : Franco, qui n'a pas participé directement à la conception des préparatifs du soulèvement, envoie une lettre à Casares Quiroga, chef du gouvernement, pour l'informer de l'existence de la préparation d'un coup d'Etat.

25 juin : accord pour approbation au Congrès du Statut de l'Euzkadi (Pays basque).

28 juin : un référendum en Galice montre que l'immense majorité de la population se prononce pour le Statut d'autonomie.

1er-16 juillet : intense activité quasi publique de préparation et mise au point du soulèvement.

12-13 juillet : assassinat d'un lieutenant des Gardes d'assaut. Le lendemain, Calvo Sotelo, inspirateur des attentats fascistes, est assassiné. Franco décide de se joindre au coup d'Etat. Le gouvernement se refuse à distribuer des armes aux travailleurs.

14 juillet : le gouvernement de la République ferme des locaux anarchistes, monarchistes et phalangistes. L'enterrement de Calvo Sotelo donne lieu à une grande manifestation de la droite insurrectionnelle. Le gouvernement fait fermer deux journaux de droite.

15 juillet : 185 dirigeants phalangistes sont arrêtés. La session parlementaire est suspendue pour huit jours.

17 juillet : soulèvement militaire au Maroc.

18 juillet : soulèvement dans la péninsule ; se prétendant sûr de la loyauté des officiers, le gouvernement Casares Quiroga minimise le soulèvement franquiste, appelle au calme dans la péninsule, refuse de donner des armes aux organisations ouvrières.
Les partis socialiste et communiste affirment dans un communiqué commun de soutien au gouvernement : « *Le gouvernement commande et le Front populaire obéit.* » Le chef du gouvernement démissionne. Le soulèvement militaire a lieu dans toute la péninsule. A Barcelone, le soir, CNT et UGT lancent l'ordre de grève générale pendant que les ouvriers s'emparent de toutes les armes qu'ils trouvent.

19 juillet : après une brève tentative de constituer un gouvernement de compromis avec les généraux rebelles, un nouveau gouvernement (José Giral) est formé à Madrid.

20 juillet : le soulèvement généralisé à toute la péninsule est un échec. Franco est victorieux à Cadix, Séville et Cordoue, en Aragon, dans la Navarre, à Burgos, Valladolid, à Oviedo ; il subit un échec à Madrid et il est écrasé en Catalogne où se mettent en place les comités armés qui assurent la sécurité des rues. Hésitations dans le camp franquiste. L'Espagne est coupée en deux, en gros selon une ligne Sud-Ouest/Nord-Est qui, partant de Badajoz, rejoindra la Catalogne en passant par Madrid et en contournant l'Aragon. Globalement, la rébellion a échoué là où les organisations ouvrières n'ont pas attendu l'aval du gouvernement pour agir.

20-22 juillet : constitution à Madrid du premier gouvernement Giral, exclusivement « républicain », dont chaque ministère est surveillé par les comités qui s'y constituent immédiatement.

21 juillet : à Barcelone, la CNT décide de soutenir la continuité de Companys à la tête du gouvernement de la Généralité et donne son accord à la formation du Comité central des milices antifascistes (CCMA) ; celui-ci se constitue, avec Josep Tarradellas comme représentant du gouvernement de la Généralité sous l'autorité duquel sera signé le décret de constitution. De fait, mais sans le dire, le CCMA assumera la plus grande partie des tâches du nouveau pouvoir qu'il est réellement.

23 juillet : *« ir a por todo »* (« aller jusqu'au bout »), formule ambiguë de García Oliver dans le premier plenum régional de la CNT où se discute la possibilité d'adopter la ligne « radicale » que suggère l'espagnol mais qui n'affirmera pas sa volonté d'aller vers la prise du pouvoir ; cette position sera rejetée. Fondation du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) adhérent de l'Internationale communiste de Staline.

25 juillet : Hitler reçoit à Bayreuth les envoyés de Franco.

A Barcelone, Julio Alvárez del Vayo, ministre d'Etat, reçoit García Olivier, représentant de la CNT au comité central des Milices, pour lui remettre un message à transmettre à Largo Caballero afin que ce dernier fasse pression sur le gouvernement espagnol pour proclamer l'indépendance du Protectorat espagnol au Maroc.

26 juillet : nouveau plenum régional de la CNT qui confirme le précédent et appelle à la reprise du travail dans une perspective de lutte « antifasciste ».

27-28 juillet : arrivée en Espagne du premier escadron d'avions envoyé par Mussolini ; arrivée également des premiers avions allemands.

31 juillet : à ce jour sont parvenus jusqu'à Séville 2 073 éléments de l'armée d'Afrique, surtout par la voie des airs.

29 juillet : aligner tous les comités sur la ligne de capitulation de l'ERC : la Commission des milices des *Comarcas*, laissée par la CNT aux mains du PSUC et de l'ERC, en termes à peine voilés, menace de sanctions les comités locaux ou de *Comarcas* qui ne respecteraient pas la représentation à laquelle ont droit toutes les organisations antifascistes d'après l'acte de constitution du CCMA.

31 juillet : formation d'un nouveau gouvernement (« Conseil ») élargi au PSUC, refusé par la CNT qui exigera de Companys la dissolution immédiate de ce gouvernement, et l'obtiendra.

Fin juillet : conférence internationale du Mouvement pour la IV[e] Internationale. A l'issue de la conférence, une délégation se rend au Maroc et en Catalogne, puis en Espagne afin d'aider les patriotes marocains dans leurs démarches auprès du CCMA et de la Généralité.

1[er] août : Léon Blum propose la non-intervention en Espagne.

4 août : un plenum national de la CNT approuve la participation au gouvernement de Madrid.

5 août : une partie de l'Armée d'Afrique parvient à franchir le détroit de Gibraltar au cours d'une opération aéronavale.

6 août : formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité exclusivement « républicain ».

8 août : la France ferme ses frontières.

10 août : réorganisation des patrouilles de contrôle catalanes avec participation de toutes les organisations participant au CCMA. A ce jour, sont parvenues jusqu'à la péninsule huit bataillons dont trois de la Légion et un escadron de « Regulares » (Armée régulière du Maroc). Confiscation des propriétés terriennes abandonnées par leurs propriétaires.

11 août : la première tentative officielle de mettre un frein au pouvoir des Comités révolutionnaires au sein du gouvernement de Madrid sera de créer un « Conseil » (ministère) en charge de l'Economie, sous la forme d'un projet de collectivisations et de nationalisations avec « contrôle ouvrier » ouvrant la voie à une « Nouvelle économie ».
Les institutions religieuses sont fermées.

14 août : chute de Badajoz ; la répression qui suivra provoquera la mort de 2 000 à 4 000 personnes. La chute de Badajoz et Mérida permet à Franco d'opérer la jonction entre les forces du Nord et du Sud.

17 août : le plenum régional d'unions locales et de *Comarcas* de la CNT de Catalogne décide la dissolution du CCMA.

23 août : premiers décrets des rebelles qui annulent la loi de réforme agraire de la République.

23 et 25 août : le gouvernement Giral prend les décrets de constitution des « tribunaux populaires » qui donnent aux jugements sommaires une apparence de légalité. Ces décrets stipulent que les nouveaux tribunaux seront composés de 3 membres de la magistrature et 14 membres des partis du Front populaire et des syndicats, 2 par organisation ; ils n'entreront vraiment en fonction qu'après la participation de la CNT au gouvernement Largo Caballero en novembre.
Arrivée à Barcelone du consul soviétique, Vladimir Antonov-Ovseenko, bientôt suivi de l'ambassadeur soviétique, Marcel Rosenberg.

Fin août : le plenum secret du Mouvement libertaire de Catalogne décide de participer au gouvernement de la Généralité.

31 août : décret du gouvernement Giral qui entamait l'épuration et la réorganisation de la Garde civile, rebaptisée Garde nationale républicaine, laquelle va recruter des milliers d'agents ; même chose pour les Gardes d'assaut qui sont 28 000 début décembre ; idem pour le Corps de carabiniers qui atteindra les 40 000 membres en avril 1937 ; la quasi-totalité de ces corps ne combattra jamais au front et sera réservée pour l'arrière, notamment les carabiniers dont la considérable montée en puissance est contradictoire à leur vocation de surveillance des frontières, forcément très réduite du fait de la fermeture des frontières imposée par le gouvernement français.

3 septembre : au plenum des régionales de la CNT, l'idée de participer au gouvernement de Largo Caballero sera finalement acceptée, à la condition que soit adopté le principe de commissions ministérielles mixtes avec 2 délégués CNT, 2 UGT, 2 représentants du Front populaire et un délégué du gouvernement ; Largo Caballero refuse, mais la CNT maintient sa participation. Il faudra encore les plenums du 21 août, 3 et 15 septembre et encore le 18 octobre pour emporter l'accord de l'organisation qui se ralliera à la position de la direction malgré le refus opposé par Largo Caballero à toutes les propositions de compromis, notamment celle de constituer un Conseil national de défense qui serait un gouvernement mais sans le dire, refusé également par le PCE et les « républicains ».

3 septembre : démission du gouvernement Giral.

4 septembre : chute d'Irún.
Formation à Madrid du gouvernement Largo Caballero avec participation de toutes les organisations « antifascistes », à l'exception de la CNT et du POUM.

5 septembre : date supposée de la fameuse photographie (ou montage ?), *Mort d'un Milicien*, par Robert Capa.

6 septembre : discours de Andreu Nin au Gran Price de Barcelone pour défendre l'idée d'un gouvernement sans ministres bourgeois et pour la constitution d'une Junte nationale de défense.

9 septembre : début des travaux du Comité de non-intervention, à Londres. Communiqué conjoint PSUC-UGT demandant que tout soit soumis à un seul mot d'ordre : gagner la guerre.

13 septembre : chute de Saint-Sébastien.

12-14 septembre : la CNT se prononce pour la constitution de Juntes de défense ; à Barcelone, elle accepte de collaborer à un nouveau « Conseil de la Généralité » avec représentation de toutes les composantes « antifascistes ».

14 septembre : le représentant de la Généralité au CCMA revendique officiellement pour le gouvernement *« des fonctions globales étendues à tout le territoire »*.

17 septembre : la CNT vote la dissolution des milices antifascistes.

27 septembre : chute de Tolède (à 80 kilomètres de Madrid).

28 septembre : formation du « Conseil de la Généralité », présidé par Josep Tarradellas, et dans lequel, à côté de ses amis « républicains » siégeront la CNT, la FAI, le PSUC, le POUM, et UdR « Rabassaires ». Le lendemain de sa formation, le journal de l'ERC signalait l'accord de tous les secteurs politiques et syndicaux et avertissait que quiconque désobéirait serait déclaré factieux.

30 septembre : voyage de Tarradellas à Lérida, en compagnie de Nin, afin d'établir l'autorité du nouveau « Conseil » sur les comités locaux, et alors que dans ces derniers, POUM et CNT étaient prépondérants sur une ligne d'indépendance et de défense des conquêtes révolutionnaires menacées par les partis bourgeois « républicains » soutenus par le PSUC.

Fin septembre : dissolution du CCMA.

1er octobre : approbation du Statut d'autonomie du Pays basque.

7 octobre : décret sur la terre avalisant une situation de fait ; il prévoit la confiscation sans indemnités des propriétés rurales appartenant à des personnes ayant intervenu directement ou indirectement dans le soulèvement ; les organisations de paysans et d'ouvriers agricoles gardent à perpétuité l'usufruit des grandes fermes, soit que leurs propriétaires les aient exploitées directement ou qu'ils les aient données en location.
Les métayers gardent l'usufruit de leurs fermes à la condition qu'elles ne dépassent pas 30 hectares en zone non irriguée, 5 dans les zones irriguées et 3 en plaine fertile (la « huerta »). Il constituera la base juridique de l'affrontement des ouvriers agricoles unis dans leurs coopératives contre « petits » et moyens propriétaires qui utiliseront le décret pour réclamer la restitution de leurs biens ; cet affrontement sera instrumentalisé sur tous les tons par le PCE, le PSUC, l'ERC et UR pour mener une puissante campagne contre « l'indiscipline sociale » ; enfin, le décret ne touchait pas aux grands propriétaires fonciers, « républicains » ou non, compromis avec les généraux rebelles et, parmi ces derniers, ceux qui, avant le 18 juillet, n'avaient pas provoqué des affrontements avec les ouvriers agricoles.

9 octobre : décret de la Généralité portant sur la dissolution des comités révolutionnaires et leur remplacement par des conseils municipaux selon la représentation proportionnelle du Conseil de la Généralité ; ce décret permet à l'ERC de reconstituer une grande partie de son pouvoir perdu dans les localités catalanes.

13 et 16 octobre : lancement conjoint par le PSUC et l'ERC de la campagne contre les « comités irresponsables », qui doivent être considérés comme des *« factieux »*, ajoute *Treball*, (Travail), l'organe du PSUC.

14 octobre : Nin, comme *conseller* (ministre) de Justice signe le décret de constitution des tribunaux populaires, à l'image du décret du gouvernement Giral des 23 et 25 août.

18 octobre : l'état-major central républicain constituent les premières Brigades mixtes, premier pas important pour

transformer les colonnes de miliciens en une « véritable » armée, « l'Armée populaire de la République ».

22 octobre : le PSUC, l'UGT, la CNT et la FAI signent un communiqué commun pour soutenir le nouveau Conseil de la Généralité.

24 octobre : décret « collectivisations et contrôle des travailleurs » impulsé par la CNT, aux termes duquel le conseiller d'Economie de la CNT nomme, avec l'approbation des travailleurs, un représentant de la Généralité dans chacune des entreprises collectivisées regroupées dans les conseils industriels généraux. A son tour, chaque conseil est représenté au Conseil économique de Catalogne, un organisme central de planification et de coordination. En fait, cela revenait à accorder au gouvernement la prérogative exclusive de procéder aux mesures de réquisition et d'expropriation des biens et terres des factieux.

25 octobre : meeting CNT-FAI et PSUC-UGT de soutien aux mesures prises ; meeting également du POUM qui manifeste ses désaccords avec le gouvernement du front « antifasciste ».

27 octobre : décret sur la remise obligatoire aux autorités des armes longues, qui n'aura guère de succès.

29 octobre : première apparition remarquée des fameux tanks T-26 soviétiques lors d'une contre-attaque à Seseña.

Octobre : création des Brigades internationales.

2 novembre : bombardement aérien de Bilbao.

3-4 novembre : chute de Talavera de la Reina ; le gouvernement Largo Caballero avec participation de la CNT (quatre ministres) et de l'UGT est constitué à Madrid.

6 novembre : « *Ceux qui attaquent le gouvernement, ceux qui font obstacle aux mesures gouvernementales indispensables en temps de guerre, sont en réalité des fascistes masqués* » (*Treball*, organe du PSUC).
Création de la Junte de défense de Madrid, dirigée par le général Miaja.

7 novembre : le gouvernement républicain s'enfuit à Valence. Bombardements intenses sur Madrid.
Solidaridad Obrera est reprise en main, départ de Balius.

13 novembre : premier grand combat aérien, au-dessus de Madrid, entre avions russes et italiens.

17 novembre : le POUM est chassé du gouvernement de la Généralité.

18 novembre : le congrès de la CNT de Valence exige la dissolution des corps de police et l'intégration individuelle de leurs membres dans les milices ouvrières.

Hitler et Mussolini reconnaissent le gouvernement de Franco. Echec de l'offensive franquiste sur Madrid qui sera pilonnée par l'aviation et les canons.

19 novembre : bombardements aériens et d'artillerie constants sur Madrid

20 novembre : mort suspecte de Buenaventura Durruti, blessé la veille sur le front de Madrid avec sa « colonne » ; à Barcelone, un hommage gigantesque lui sera fait à son enterrement. Exécution de José Antonio Primo de Rivera.

21 novembre : le Conseil de la Généralité approuve les mesures destinées à promouvoir la militarisation des milices.

24 novembre : le PSUC et l'UGT s'adressent à la CNT-FAI pour demander que soit constitué un gouvernement *« disposant de pleins pouvoirs »*, à l'image de celui de Madrid, c'est-à-dire en excluant le POUM qui avait été exclu de la Junte de défense de Madrid à la demande du PCE et sans que personne ne proteste ; à Barcelone, la CNT refuse dans un premier temps.

Novembre-décembre : massacres dits de Paracuellos del Jarama ; lors de l'évacuation des prisons madrilènes par les autorités républicaines, des prisonniers seront exécutés massivement (autour de 2 500, voir l'article consacré à ce point débattu et très controversé).

25 novembre : échec de l'offensive républicaine sur Oviedo.

Novembre : échec de l'offensive franquiste contre Madrid.

29 novembre : Juan Peiró, ministre CNT de l'Industrie de Largo Caballero dans un meeting : *« Ou bien le gouvernement est de trop ou bien les comités sont de trop ; non, les comités ne sont pas de trop... il faut simplement qu'ils soient des éléments auxiliaires du gouvernement »* (*Solidaridad Obrera*, journal national de la CNT, 29 décembre 1936).

4 décembre : décret de création des Brigades mixtes.

7 décembre : Franco refuse la main tendue de Juan de Borbón.

12 décembre : le gouvernement Tarradellas se déclare en crise ; le POUM pose à la CNT l'alternative suivante : continuer une collaboration avec le gouvernement qui devient une complicité contre-révolutionnaire ou bien batailler avec lui pour la création du Front ouvrier révolutionnaire qui posera le problème du pouvoir. Ce même jour, le PSUC demande publiquement que le POUM soit exclu de l'exécutif et exige la suppression du Secrétariat de défense et de la Junte de sécurité, dominés par la CNT — avec participation du POUM — qui *« gouvernaient plus que le gouvernement lui-même »*.

17 décembre : le POUM est exclu du gouvernement de la Généralité avec l'accord de la CNT. Le PSUC, à travers l'UGT, entrera avec trois ministres dans un exécutif que la CNT fera mine de considérer comme ayant un caractère syndical, alors qu'elle sera en position très minoritaire par rapport à l'ERC et au PSUC réunis (quatre ministres contre sept).

22 décembre : un militant du PSUC, Rodríguez Salas, est nommé comme nouveau commissaire à l'Ordre public en Catalogne. Pour la première fois, depuis juillet, quelqu'un qui n'était pas de l'ERC, ou qui ne jouissait pas de la confiance de ce parti, était nommé pour occuper la plus haute instance — après le conseiller (ministre) de la Généralité — en matière d'Ordre public.

25 décembre : *« On peut discuter la question de savoir si dans les premiers temps de la guerre civile ont été nécessaires les nombreux organismes qui ont été créés dans les villages et les villes de l'Espagne loyaliste. Il est hors de doute que maintenant (...), ils gênent considérablement l'œuvre gouvernementale »* (*Mundo Obrero*, organe du PCE).

27 décembre : offensive républicaine vers Teruel.

1937

Janvier : le ministre CNT de l'Industrie recommande l'intervention du gouvernement central après avoir reçu, au cours de ce seul mois, 11 000 demandes d'aide en provenance des entreprises collectivisées asphyxiées financièrement.

Janvier-février : campagne du POUM en faveur des Patrouilles de contrôle.

1er janvier : *Treball*, organe du PSUC, reproduit la proposition faite par l'UGT de dissoudre toutes les forces d'Ordre public, les Patrouilles de contrôle, la Garde nationale républicaine et la Garde d'assaut, afin de constituer un corps unique de sécurité intérieure. La CNT affirme son désaccord avec cette proposition, finalement acceptée, au moins en partie d'abord par ses représentants à la Généralité.

13 janvier : Valence bombardée la première fois.

17 janvier : début de l'offensive rebelle contre Málaga.

19 janvier : Radio nationale d'Espagne est inaugurée avec un discours de Franco.

23 janvier : événements dans le village de La Fatarella que le PSUC utilisera d'abord pour se retirer des Patrouilles de contrôle qui vont être par ailleurs l'objet de toutes les attaques contre les conquêtes de la révolution au nom de la sécurité intérieure.

Février : bataille del Jarama. Nouvel échec franquiste contre Madrid.

8 février : prise de Málaga par le corps expéditionnaire italien. La population civile qui quitte massivement la ville fait l'objet de bombardements incessants (plusieurs milliers de morts).

11 février : décrets de la Généralité destinés à renforcer la cohésion du gouvernement.

17 février : contre-attaque républicaine sur le Jarama.

27 février : fin des affrontements sur le Jarama.

28 février : l'organe du PSUC, *Treball*, demande un corps unifié de sécurité, en même temps qu'il impulse une grande manifestation et un défilé militaire dans les rues de Barcelone pour une « Armée populaire », c'est-à-dire, sous l'autorité exclusive du gouvernement dont le but clairement affirmé est la *« militarisation des milices »*.

Fin février : modification statutaire de la CNT qui donne la maîtrise de l'organisation à un petit groupe tout puissant.

Mars-avril : poursuite de la campagne du POUM contre les décrets d'Ordre public et en faveur d'un Front ouvrier révolutionnaire CNT-FAI-POUM.

4 mars : la Généralité publie les décrets d'Ordre public qui prévoient la création du Corps unifié de sécurité intérieure (CUSI), la dissolution de la Junte de sécurité intérieure et celle des Conseils d'ouvriers et de soldats, et enfin, l'interdiction de syndicalisation faite aux membres du CUSI. *Solidaridad Obrera* (4 mars) écrit : *« Et bien que comme organisation disciplinée nous nous soumettions (...), nous considérons erronée la création de ce Corps unique de Sécurité, totalement étranger aux luttes et aspirations du peuple travailleur. »*

8 mars : les rebelles entament la bataille de Guadalajara dans le but d'isoler Madrid. Contre-offensive républicaine soutenue par les tanks et les avions russes. Echec de l'offensive franquiste.

10 mars : *Solidaridad Obrera*, s'inquiète de la manipulation de l'UGT à laquelle se livre le PSUC.

18 mars : décret d'incorporation obligatoire des réservistes des classes 32 à 35 dans « l'Armée populaire » ; ces décrets de militarisation signent l'arrêt de mort des milices armées en Catalogne, sciemment privées de matériel de guerre lourd, notamment sur le front de l'Aragon, par le gouvernement installé à Valence ; celui-ci refuse armes et argent à la Généralité tant que cette dernière ne se sera pas soumise aux décrets de constitution de l'Armée populaire.

Mars : constitution du groupe « Les Amis de Durruti ».

27 mars : L'importante fédération locale de groupes anarchistes de Catalogne appelle à ne pas obéir aux décrets d'Ordre public qui, malgré leur publication dans le *JO* du 4 mars, resteront lettre morte et ne modifieront pas la dualité de pouvoirs d'ordre public.

28 mars : la démission en bloc des conseillers de la CNT est rendue publique, ouvrant ainsi une crise à l'intérieur du gouvernement de la Généralité.

Fin mars : dans la seule région de Valence, où nombreux étaient les paysans riches à avoir soutenu des gouvernements anti-ouvriers avant le 19 juillet, la *Federación Campesina* (Fédération paysanne) constituée à l'initiative du PCE revendique officiellement 50 000 adhérents, redoutable concurrent du Conseil levantin unifié des exportations agricoles (CLUEA), constitué par l'UGT et la CNT pour contrôler le gros marché de l'orange.

7 avril : à Barcelone, présentation par le PSUC et l'UGT d'un « plan de victoire » reprenant leurs propositions antérieures, en opposition totale et ouverte avec tout ce que la CNT avait défendu.

1er avril : la Légion Condor nazi bombarde Jaén. Représailles contre les factieux emprisonnés.

7 avril : meeting de la CNT à l'*Olimpia* de Barcelone pour justifier son soutien à un commandement unique du nouvel organisme de sécurité intérieure, à la condition qu'il soit épuré et que la syndicalisation soit autorisée. On sait qu'aucune des deux conditions ne sera remplie, mais la CNT maintiendra son soutien.

8 avril : bombardement républicain sur Valladolid.

11 avril : lors d'un grand meeting de la CNT à *La Monumental*, les Amis de

Durruti animent une grosse « bronca » contre Federica Montseny, venue apporter son soutien à la politique d'hésitations et de reculades successives de la direction de la CNT devant Companys et le PSUC, qui considéraient la crise gouvernementale résolue.

16 avril : le gouvernement de Valence dépêche vers la frontière, à Puigcerdà, quelques unités réorganisées de carabiniers en vue de récupérer cet élément essentiel au contrôle du commerce extérieur, des devises et des armes.

18 avril : les Amis de Durruti tiennent meeting au Poliorama, au cours duquel ils exigent le départ des dirigeants compromis et le retour à l'esprit du 19 juillet, celui des mesures révolutionnaires en réponse au soulèvement factieux.

19 avril : constitution du parti unique *Movimiento Nacional* à partir de la Phalange espagnole et des JONS.

24 avril : attentat manqué contre le chef de la police barcelonaise, le stalinien Rodríguez Salas ; mort de l'un de ses accompagnants et assassinat, le lendemain, d'un dirigeant du PSUC secrétaire du ministre du Travail.

25 avril : dans un meeting du POUM, Nin répond à l'appel des Amis de Durruti et propose un Front ouvrier révolutionnaire CNT, FAI, POUM. Les jeunesses libertaires et celles du POUM scellent une alliance.

26 avril : bombardement de Guernica par la Légion Condor.

26 avril : les Amis de Durruti appellent à en finir avec la Generalitat et à constituer une junte révolutionnaire. C'est la première fois qu'un regroupement anarchiste pose de manière positive la question du pouvoir ouvrier.

27 avril : l'enterrement du secrétaire du ministre du Travail est transformé par le PSUC en manifestation monstre contre les « incontrôlés » ; *La Batalla* (28 avril) dira : *« Il s'agit d'un climat moral préparatoire à des actions de plus grande envergure. »*

27 avril : grave incident à Puigcerdà, au passage de la frontière avec la France où les forces de sécurité abattront sept militants anarchistes et leur « chef » au cours d'un affrontement avec ces derniers qui gardaient la frontière.

29 avril : des groupes d'hommes armés mobilisés par les Comités locaux occupent les rues de Barcelone ; le gouvernement suspend ses activités ; l'atmosphère de la ville est très tendue ; les discussions pour le traditionnel défilé du 1er Mai UGT-CNT sont également suspendues faute de trouver un terrain d'entente ; les Amis de Durruti couvrent les murs de Barcelone de leurs mots d'ordre révolutionnaires, dont le POUM reprend à son compte l'essentiel : *« Tout le pouvoir pour la classe ouvrière et organes démocratiques des ouvriers, paysans et combattants, comme expression du Pouvoir prolétarien »*. Les Gardes républicains et les Gardes d'assaut, en application des décrets d'Ordre public, continuent à tenter de désarmer les milices dans la rue.

2 mai : *Solidaridad Obrera* écrit : *« Essayer de désarmer le peuple, c'est se placer de l'autre côté de la barricade (...). Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte. »*

3 mai : occupation à Barcelone de l'édifice du célèbre central téléphonique, *La Telefónica*, place de Catalogne, par des forces de sécurité commandées par le membre du PSUC, Rodríguez Salas, nouveau commissaire à l'Ordre public, en accord avec Artemio Aguadé, de l'ERC et conseiller de Sécurité intérieure. Il s'agit d'un coup de force visant la situation de fait accomplie. Il s'agit aussi d'une provocation, puisque c'est en toute légalité, confirmée, que UGT et CNT contrôlent la Telefónica. Pour le PSUC, qui ne conteste pas la légalité de l'occupation, le scandale, ce sont les écoutes permanentes pratiquées par les travailleurs sur les lignes téléphoniques des autorités de la Généralité comme du président de la République. Devant les mitrailleuses en batterie au deuxième étage, les Gardes d'assaut, amenés par trois camions reculent ; Rodríguez Salas demande des renforts qui occupent les alentours ; arrivent alors des camions entiers d'hommes armés de la CNT, de la

FAI, des Jeunesses libertaires. Les conseillers de la CNT exigent la destitution immédiate d'Aiguadé et de Rodríguez Salas, ce que refuse résolument Companys.
La grève générale s'installe. Les barricades sont la réponse populaire largement improvisée des ouvriers de Barcelone et des banlieues ouvrières, maîtresses de la plus grande partie de la ville en quelques heures. Les responsables de la CNT affirment que les casernes contrôlées par la CNT ne bougèrent pas.

Nuit du 3 au 4 mai : réunion POUM-CNT-FAI-Jeunesses libertaires. Le POUM en appelle à la direction de la CNT pour la prise du pouvoir : *« Il faut choisir : la révolution ou la contre-révolution. »* La proposition est rejetée. Le lendemain commencent les négociations entre Companys et un représentant de la direction de la CNT (Valerio Mas), connu pour sa grande modération.

4 mai : la CNT et la FAI demandent à la radio un cessez-le-feu général : *« Déposez les armes ! Comprenez que nous sommes tous frères ! »* Une délégation de la CNT et de l'UGT arrive à Barcelone en provenance de Valence où s'est réfugié le gouvernement de la République ; García Oliver fait un discours demandant la démobilisation ; le lendemain, Federica Montseny en fera autant.

4 mai : *La Batalla* écrit : *« Il faut que la classe des travailleurs (...) impose la formation du Front ouvrier révolutionnaire et procède immédiatement à l'organisation des Comités de défense de la révolution. »* Le POUM continue de demander la destitution des deux *« auteurs directs de la provocation, l'annulation des décrets réactionnaires d'Ordre public et la création des Comités de défense de la révolution. »* Les Amis de Durruti, le petit groupe de bolcheviks-léninistes, ainsi qu'une partie des militants du POUM, restent très actifs.

5-6 mai : persistance de durs combats dans les rues de Barcelone malgré une accalmie le matin du 6, à la suite des appels au calme insistants de tous les responsables syndicaux gouvernementaux, répétés sur tous les tons, pathétique, fraternel, unitaire, solidarité de classe, « antifasciste », menaçant, injurieux, calomniateur. García Oliver, alors ministre de la Justice, et Mariano Vázquez, secrétaire de la CNT, ainsi que Federica Montseny utilisent tout leur crédit pour faire cesser les combats : *« En de nombreux endroits, les militants ont déchiré systématiquement leur carte syndicale »* (Mariano Vázquez à García Oliver, discussion par télégraphe, 6 mai).
Mundo Obrero, journal national du PCE, mène campagne contre le « trotskysme », fauteur de troubles à Barcelone. Le journal *El Socialista* demande de l'ordre à l'arrière. Les Amis de Durruti demandent que les responsables de la provocation soient passés par les armes. La CNT prend d'assaut le palais de justice. La Telefónica se rend. Le gouvernement, à Valence, décrète que l'Ordre public soit transféré sous l'autorité de l'exécutif central, décision accueillie avec soulagement par les « républicains autonomistes » de l'ERC et Companys, dont la terreur que leur inspirent les ouvriers en armes est bien supérieure à leur attachement à l'« autonomie » de la Catalogne. Formation d'un nouveau gouvernement de crise CNT, ERC, UGT (PSUC) et UR (Rabassaires).

7 mai : dans une capitale abandonnée par des combattants sans responsables, 1 500 Gardes d'assaut demandés par la Généralité depuis le 3 mai et une unité de carabiniers en provenance de Valence font leur entrée dans la ville ; en quatre jours, arriveront 12 000 hommes de troupe équipés du matériel le plus moderne qu'on n'a jamais vu sur le front. Au total, entre 300 et 400 morts et plusieurs milliers de blessés.

9 mai : accentuation de la campagne frénétique du PCE sur un axe double : le POUM, agent trotskyste du fascisme, doit être interdit et, si le gouvernement est faible, il en faut un autre.

11-12 mai : dans une déclaration, le comité central du POUM invite les travailleurs à rester en état de mobilisation permanente et rejette la responsabilité de la défaite sur la direction de la CNT ; les attaques se multiplient contre les locaux du POUM qui propose un gouvernement CNT et UGT en Catalogne.

13-17 mai : crise du gouvernement Largo Caballero, qui tombe le 17 mai car il se refuse à interdire le POUM.
Formation du gouvernement de Front populaire de Negrín, sans l'UGT ni la CNT ; celle-ci mènera campagne jusqu'à fin juin en accusant le PCE de conspiration et en demandant la réintégration de toutes les forces antifascistes dans le gouvernement républicain, ce qui n'empêche pas la direction de la CNT d'écarter Balius et ses partisans.

14 mai : le PSUC réclame la mise hors-la-loi du POUM et des Patrouilles de contrôle.

21 mai : nouveau bombardement républicain sur Valladolid.

29 mai : des bombardiers républicains attaquent un cuirassé allemand.

30 mai : offensive républicaine sur Ségovie.

31 mai : l'escadre allemande bombarde Almería (nombreux morts et importants dommages matériels).

Fin mai : *La Batalla*, journal du POUM, est interdit.

9 juin : décision de dissolution des Patrouilles de contrôle, symbole du pouvoir révolutionnaire.

12 juin : l'évacuation de Bilbao a commencé.

Mi-juin : arrestation des dirigeants du POUM dont le dirigeant, Andreu Nin, est arrêté par la police ; il est livré au Guépéou qui le torture et le tuera le 21 juin.

17 juin : le cuirassé républicain *Jaime Ier*, un des meilleurs bâtiments de l'escadre républicaine, explose et coule avec ses 300 marins.

19 juin : chute de Bilbao.

6 juillet : la bataille de Brunete commence.

10 août : des unités militaires « communistes » commandées par Enrique Líster ont été envoyées sur le front d'Aragon et mettent fin à la collectivisation des terres.

13-15 août : plenum péninsulaire des régionales de la FAI.

24 août : importante offensive de l'Armée populaire dans le but de prendre Saragosse.

26 août : les troupes rebelles entrent à Santander.

1er septembre : échec de l'offensive républicaine sur Saragosse, qui se détourne sur Belchite.

15 octobre : des chasseurs et des bombardiers républicains lancent une importante attaque contre l'aérodrome de Saragosse dans lequel sont détruits de nombreux appareils.

21 octobre : les rebelles conquièrent Gijón et Avilés.

2 novembre : l'aviation rebelle bombarde Lérida.

Novembre : constitution du Front populaire national, excluant la FAI.

30 novembre : le gouvernement républicain transfère son siège de Valence à Barcelone.

15 décembre-8 janvier : encerclement et prise de la ville de Teruel par les Républicains.

1938

14 janvier : bombardement aérien sur Barcelone par l'aviation italienne.

17 janvier : puissante contre-offensive rebelle pour reprendre Teruel. La 35e division des Brigades internationales défend Teruel.

21 janvier : bombardement franquiste sur Reus et Valence.

23 janvier : des bombardiers républicains bombardent Séville.

26 janvier : Valence est à nouveau bombardée.

28 janvier : bombardement républicain sur Salamanque.

31 janvier : Franco constitue son premier gouvernement.

21-22 février : perte de Teruel.

22 février : combat aérien au-dessus de Teruel.

6 mars : un croiseur rebelle, *Baleares*, est coulé avec près de 800 hommes à bord.

7 mars : sur le front de l'Aragon, le Corps d'armée marocain brise le front républicain sur le secteur de l'Ebre.

16-18 mars : bombardements aériens sur Barcelone avec de nombreux morts dans la population civile.

22 mars : l'offensive franquiste sur l'Aragon est relancée. Les armées républicaines sont enfoncées.

3 avril : perte de Lérida et de Gandesa.

5 avril : Negrín prend en mains la question militaire.

15-18 avril : les franquistes atteignent la Méditerranée. Zone républicaine coupée en deux. La Catalogne est isolée de Madrid et de Valence.

23 avril : Franco lance l'offensive du Levant.

30 avril : Juan Negrín expose son programme politique (les treize points de Negrín) dans le but d'obtenir une paix négociée avec l'Espagne franquiste.

25 mai : violente attaque aérienne par l'aviation italienne sur Alicante.

31 mai : l'armée franquiste bombarde Granollers avec de nombreuses victimes.

14 juin : la ville de Castellón tombe.

5 juillet : fin de la conquête franquiste dans le Levant.

18 juillet : à l'occasion du deuxième anniversaire du début du « conflit », le président de la République, Manuel Azaña, prononce à Barcelone un discours sur le mot d'ordre *« Paix, pitié et pardon »* dans l'espoir de trouver une médiation diplomatique pour mettre fin à la guerre.

25-26 juillet : dans une nuit sans lune, les unités républicaines de l'Armée de l'Ebre, célèbres par leur chant de guerre éponyme, enfoncent les troupes marocaines sur l'Ebre. Des troupes franquistes arrivent en renfort avec artillerie, tanks et aviation.

1er août : intervention déterminée de la 15e Brigade internationale (BI).

2 août : commence la bataille de l'Ebre qui se terminera le 22 septembre avec le dernier combat des BI.

30 octobre : commence la contre-offensive finale de Franco sur le front de l'Ebre qui va enfoncer les lignes défensives républicaines.

7 novembre : bombardement républicain sur la petite ville de Cabra.

15 novembre : l'armée républicaine sur l'Ebre achève de se retirer.

16 décembre : l'aviation républicaine bombarde l'aérodrome de Tarragone, quartier général de la Légion Condor qui perd de nombreuses unités et essuie de lourds dégâts matériels.

23 décembre : commence la bataille de Barcelone. Six corps d'armée franquistes se lancent sur la Catalogne en un front qui va des Pyrénées jusqu'à l'embouchure de l'Ebre.

1939

15 janvier : la France accepte à nouveau que les armes pour la République espagnole transitent par son territoire.

24 janvier : le gouvernement Negrín déclare l'état de guerre sur le territoire de la République.

26 janvier : chute de Barcelone sans combat. 450 000 réfugiés espagnols fuient vers la frontière française.

28 janvier : les rebelles entrent dans Granollers

5 février : Gérone tombe ; en Catalogne, l'armée républicaine est pratiquement désintégrée.
Les aviations allemande et italienne pilonnent la dernière base républicaine d'aviation.

27 février : la France et le Royaume-Uni reconnaissent le régime de Franco.

28 février : Manuel Azaña se démet de ses fonctions de président de la République.

4-12 mars : coup de force du colonel Casado. Le Conseil de défense nationale, que ce dernier dirige, échoue dans sa ten-

tative de négocier avec Franco. Le gouvernement républicain s'exile en France.

26 mars : la reddition de l'armée républicaine commence.

28 mars : chute de Madrid. Le gouvernement franquiste déclare que la présence des crucifix dans les salles de classe est obligatoire.

29-31 mars : les dernières villes tombent, dont Carthagène, la dernière ville républicaine et la plus grande base navale de la Flotte.

1er avril : Franco annonce que la guerre a pris fin : *« Ce n'est pas la paix qui est arrivée, mais la victoire. »*

Glossaire

A

Abad de Santillán Diego : dirigeant de la CNT-FAI (Catalogne) ; occupe un poste de conseiller (ministre) à l'Economie ; aile modérée *(voir Montseny)*.

ABC : journal monarchiste ; organise le transfert de Franco vers le Maroc espagnol.

Acció Catalana (AC) : parti catalan de la classe moyenne.

Acció Popular (AP) : noyau dur des CEDA *(voir infra)*.

Adelante : journal du PSOE.

Aiguadé (parfois écrit Aiguader) Artemio : dirigeant de l'ERC. C'est lui qui a nommé le stalinien Rodríguez Salas comme chef de la police, qui organisera et dirigera l'assaut contre le central téléphonique de Barcelone, la Telefónica ; il fera appel, lui, le « catalaniste », au gouvernement central pour assurer l'ordre public.

AIT : Association internationale du travail, anarchiste.

Alcalá-Zamora Niceto : avocat et homme politique monarchiste puis républicain ; il fut le premier président de la Seconde République, de 1931 à 1936. Il dissout le Parlement en 1936 ; après la victoire du *Frente Popular* en 1936, la décision de dissolution des *Cortes* sera finalement jugée illégale par le Congrès qui procédera à la destitution d'Alcalá-Zamora et élira à sa place Manuel Azaña. Se refusera à déclarer l'état de guerre contre les militaires insurgés.

Alvarez del Vayo Julio : socialiste de l'aile gauche du PSOE, procommuniste.

El amigo del Pueblo : journal du groupe « Les amis de Durruti », organisé pour combattre la contre-révolution ; seront exclus de la CNT-FAI.

Andrade Juan : dirigeant du POUM et historien ; fondateur du PCE dont il sera exclu en 1927 pour avoir défendu les positions de Trotsky ; membre fondateur de Izquierda Comunista de España ; refuse l'invitation de Trotsky à entrer dans le PSOE qui le lui proposait ; Trotsky l'accablera de critiques cinglantes, en le voyant avec Nin gâcher une magnifique occasion d'avancer dans la construction d'un vrai parti révolutionnaire à même de jouer un rôle de premier plan auprès des mouvements révolutionnaires qui secouaient l'Espagne et dont la Catalogne était la point avancée. Constitue avec Andreu Nin le Parti ouvrier d'unification marxiste par la fusion de l'ICE avec le Bloc ouvrier et paysan.

Antonov-Ovseyenko Vladimir : consul général soviétique (Barcelone) ; exécuteur en Espagne des basses œuvres de Staline qui le fera quand même exécuter.

B

Balius Jaime : directeur de *La Noche*, journal de la CNT, vice-secrétaire des Amis de Durruti *(voir portrait)*.

Besteiro Julián : leader de l'aile droite du PSOE.

Bienio negro (les deux années noires), 1933-1935.

BOC, Bloc ouvrier paysan : résultant de la fusion, en 1930, du Parti communiste catalan et de la Fédération communiste catalano-baléare du PCE. Le gros des militants participera à la création du POUM.

Bolcheviks-léninistes : petit groupe de partisans de Trotsky ; organisent en Espagne la section de la IV[e] Internationale.

C

Carrillo Santiago : secrétaire général des Jeunesses socialistes unifiées, du PCE *(voir portrait)*.

Carrillo Wenceslao : père du précédent, personnalité du PSOE, à son aile droite.

Casado Segismundo : officier républicain, surtout connu pour son coup de force dans et contre le gouvernement Negrín à la fin de la guerre et sa tentative de négocier avec Franco la reddition.

Casares Quiroga Santiago : dirigeant de la Gauche républicaine, Premier ministre et ministre de la Guerre, se refusera fermement à armer les ouvriers contre Franco pendant les deux premiers jours, cruciaux, du soulèvement franquiste où les garnisons se soulevaient les unes après les autres, ce qui encourageait les hésitants.

CCMA : Comité central de milices antifascistes, en fait comité central des comités révolutionnaires qui naîtront comme réponse au coup d'Etat de Franco, qui vont assumer pendant quelques mois le pouvoir de fait, sans jamais prendre le pouvoir politique officiel.

CEDA : Confédération des droites autonomes ; sera intégrée, avec la Phalange espagnole essentiellement, dans *El Movimiento*, parti unique de Franco.

Comorera Joan : président de l'Union socialiste, et ultérieurement secrétaire du PSUC.

Companys Lluís : dirigeant de l'ERC *(voir infra)*, président du gouvernement de la Généralité.

D

Díaz José : secrétaire du PCE.

Durruti Buenaventura : dirigeant intransigeant de la CNT *(voir son portrait)*.

E

ERC : Esquerra Republicana de Catalunya, le parti de Companys qui, contre sa vocation, va renier tout son programme plutôt que de voir la révolution gagner la Catalogne.

G

García Oliver Juan : dirigeant de la CNT ; il eut de nombreuses et hautes responsabilités, mais n'a pas su mettre son immense popularité au service des comités révolutionnaires qui avaient surgi dans toute le Catalogne ; il s'est retranché derrière l'ambiguïté d'une formule, *« ir a por todo »* (aller jusqu'au bout), qui, faute d'être chargée d'une action décisive pour que le CCMA prenne TOUT le pouvoir, n'a pas dit clairement que les ennemis de la révolution, y compris au sein de la CNT, feraient eux, TOUT pour enlever au CCMA la partie de pouvoir que celui-ci avait conquise. Appelé en renfort pour faire rendre les armes aux travailleurs barcelonais après le coup de force stalinien contre la Telefónica, il leur dira : *« Pensez à la douleur... pensez à l'amertume de ces prolétaires antifascistes dans l'Espagne dominée par le fouet de Mussolini, ... par le fouet d'Hitler, lorsqu'ils apprendront qu'en Catalogne nous nous entretuons... Que chacun conserve, s'il le croit nécessaire, ses propres positions, mais que cesse le feu, même si vous provoque quiconque qui verrait avec intérêt qu'on ne trouve pas de solution à ce conflit... Et je déclare que les gardes qui aujourd'hui sont morts, pour moi sont des frères. Je m'incline devant eux et les embrasse... Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères »* (*Solidaridad Obrera*, 5 mai 1937, cité par Burnett Bolloten). Précisons que ces gardes dont il est question sont les gardes d'assaut transportés par les camions des staliniens *(voir portrait)*.

Généralité de Catalogne (*Generalitat de Catalunya*) : Parlement et pouvoir exécutif de Catalogne.

Gil Robles José María : leader de la CEDA *(voir CEDA)*.

Giral José : dirigeant de la Gauche républicaine. Cet ancien universitaire, professeur de chimie organique, subit la répression pour sa participation à la grande grève générale de 1917 ; à nouveau emprisonné sous la dictature de Primo de Rivera *(voir infra)* et le gouvernement Berenguer. Portefeuille de la Marine dans les deux premières années du gou-

vernement de la République ; en 1936, fut chargé par Manuel Azaña de présider le gouvernement, après l'essai de Diego Martínez Barrio de former un gouvernement pour enrayer le coup d'État militaire des 17 et 18 juillet 1936.
La guerre civile déclenchée, il fut partisan de donner des armes aux organisations ouvrières et de la dissolution de l'armée insurgée, mais ses conceptions démocratiques s'arrêtèrent devant la révolution sociale qui avait commencé en réponse au coup d'Etat, le conduisant à participer de manière active à l'étouffement de la révolution.

Gorkín Julián (Julián Gómez) : membre du comité exécutif du POUM ; directeur de son journal, *La Batalla*.

I

Ibarruri Dolores, dite La Pasionaria : membre du bureau politique du PCE ; il semble bien que son rôle était surtout émotionnel en enflammant les militants par des harangues exaltées.

L

Largo Caballero Francisco : voir portrait.

Layret Francesc : homme politique et avocat d'idéologie nationaliste catalane ; assassiné en 1920 alors qu'il se préparait à défendre des nationalistes catalanistes et des syndicalistes arrêtés, parmi lesquels Lluís Companys et le célèbre syndicaliste Salvador Seguí.

Líster Enrique : chef de la milice communiste, commandant du Quinto Regimiento (cinquième régiment), promu rapidement colonel et général par Negrín, grand partisan des exécutions sommaires pour régler les problèmes politiques.

Los Solidarios : un certain nombre de militants anarchistes forment *Los Justicieros*, qui se divisent et avec García Oliver, Ascaso et Durruti, se constitue le noyau dur du groupe *Los Solidarios* ; au point de départ (début des années 1920), il s'agit surtout d'un groupe de service d'ordre anarchiste d'une douzaine de membres au moins, un groupe d'action comme dit García Oliver dans son discours du site espagnol ágora tv. Son activité fut d'abord de récolter des fonds afin d'acheter des armes. Les banques furent leur cible.
C'est l'époque où le patronat, en particulier catalan, met sur pied des groupes de tueurs à gages chargés d'assassiner les militants syndicaux ou politiques qui les gênent, comme par exemple la grande figure de Salvador Seguí, militant de la CNT assassiné par ces tueurs, ou comme l'avocat Francesc Layret. García Oliver et ses amis n'hésitent pas à se qualifier comme les *« meilleurs terroristes de la classe laborieuse, ceux qui peuvent rendre coup pour coup au terrorisme blanc contre le prolétariat »*.
Obligés de s'exiler, des membres du groupe reviennent en Espagne en 1931 et constituent le groupe *Nosotros*, avec Ascaso, García Oliver, Ricardo Sanz, Aurelio Fernández, Gregorio Jover, Antonio Ortiz et Antonio Martínez, qui succède ainsi à *Los Solidarios*, faisant partie de tous les combats.

M

Martínez Barrio Diego : dirigeant de l'Union républicaine ; bref chef de gouvernement ; mettra tous ses efforts pour éviter la révolution ; se refusera à distribuer des armes aux ouvriers *(voir Casares Quiroga)*.

Mas Valerio : souvent présenté comme un « modéré », il est secrétaire du comité régional de la CNT de Catalogne, raison pour laquelle il doit afficher un certain engagement, mais toujours modéré, ce qui le rend parfois indispensable dans des discussions pour faire céder les « jusqu'au-boutistes ».

Maurín Joaquín : leader du Bloc ouvrier et paysan, cofondateur du POUM, cible préférée des critiques acerbes et des sarcasmes de Trotsky *(voir Andrade et Nin)*.

Miaja José : général, officier républicain, commandant de la région militaire de Madrid ; fermement opposé à la distribution d'armes *(voir Casares Quiroga)*.

Montseny Federica : dirigeante de la CNT-FAI, ministre de la Santé, fermement opposée à la révolution avec Abad de Santillán. En proie à une peur panique devant les masses révolutionnaires incontrôlées et incontrôlables, raison pour laquelle sans doute, ils ont mis tous deux la plus grande énergie à tenter de faire refluer ce flot qu'ils disaient pourtant incontrôlable.
Voici comment elle se justifiera : « *Jamais ne furent obtenues nos voix pour quoi que ce soit qui pouvait tronquer les conquêtes de la révolution sans y être autorisés auparavant par le comité national de la CNT dans lequel il y avait une représentation permanente du comité péninsulaire de la FAI* » (lettre de Federica Montseny à Burnett Bolloten du 21 avril 1951).

N

Negrín Juan : voir portrait.

Nin Andreu (Andrés en espagnol) : leader de Izquierda Comunista (la Gauche communiste) ; rupture avec Trotsky ; dirigeant fondateur du POUM ; deviendra ministre de la Justice dans la Généralité. Refusant « d'avouer » que le POUM est à la solde de Franco et de Hitler, il sera assassiné par la police politique stalinienne *(voir son portrait et supra Andrade)*.

Nosotros : groupe anarchiste *(voir Los Solidarios)*.

P

POUM : Partido de Unificación Marxista *(voir Andrade, Nin et portrait de Largo Caballero)*.

Prieto Indalecio : leader des socialistes dits du centre, ministre de la Marine et de l'Air, ministre de la Défense ; ministre des Finances dans le premier gouvernement républicain de 1931 ; propriétaire du journal *El Liberal* de Bilbao, influent dans le Nord industriel. Prieto est décrit comme un orateur aussi enflammé qu'habile manœuvrier, jouissant d'un immense prestige parmi les républicains libéraux. Comme le dira un homme politique de droite, Miguel Maura, dirigeant du Parti républicain conservateur et un des acteurs de la République de 1931, *« Prieto est l'espoir, non seulement des modérés du Front populaire mais aussi de nombreux modérés de droite »*.

Primo de Rivera José Antonio : fils du dictateur Primo de Rivera ; leader de la Phalange espagnole qui sera intégrée dans El Movimiento de Franco.

PSUC : Partit socialista unificat de Catalunya, qui sera le PCE en Catalogne *(voir portrait Carrillo)*.

R

Regulares : troupes marocaines de l'armée espagnole ; réputées pour leur férocité au service de Franco.

Rodríguez Salas Eusebio : membre du PSUC ; organise la tentative d'occupation à Barcelone de l'édifice du célèbre central téléphonique, la Telefónica, place de Catalogne, par des forces de sécurité qu'il commande ; nouveau commissaire à l'Ordre public, en accord avec Artemio Aiguadé, de l'ERC, et conseiller de Sécurité intérieure.

S-T-U-V

Solano Wilebaldo : secrétaire général de l'organisation de jeunesse du POUM.

Tarradellas Josep : dirigeant de l'ERC, Premier conseiller et conseiller des Finances, désigné par Companys pour représenter la Généralité dans le CCMA.

UGT : Union générale des travailleurs, syndicat d'obédience socialiste.

UR : Unió de Rabassaires. Union de petits paysans qui, dans son congrès de 1936, se prononce pour la collectivisation.

Vázquez Mariano : secrétaire national de la CNT.

L'échec de la dictature de Primo de Rivera (1923-1930)

Andreu Camps

Le 13 septembre 1923, Primo de Rivera, haut gradé de l'armée, organisait un coup d'Etat, établissant un directoire militaire qui a duré jusqu'en 1930. La monarchie, le roi Alphonse XIII, avait « accepté » le coup d'Etat en lui donnant la couverture du régime, ce qui l'a ensuite mené à sa perte.

Le coup d'Etat a suspendu la Constitution de 1876, Constitution monarchiste, qui établissait un système d'alternance entre le Parti libéral et le Parti conservateur, les deux grands partis bourgeois, dans un cadre de souveraineté partagée entre la monarchie et les Cortes.

Les causes qui ont engendré ce coup d'Etat militaire sont à rechercher dans le fait que ce régime était en complet décalage avec la réalité sociale du pays, notamment avec le développement du mouvement ouvrier, l'existence de puissantes organisations syndicales — notamment l'UGT et la CNT qui se partageaient plus ou moins par moitié les effectifs du prolétariat industriel, des employés du commerce et des services publics, de la fonction publique et des journaliers agricoles — et enfin le développement du PSOE depuis sa constitution à la fin du siècle précédent.

Le mouvement ouvrier avait montré sa puissance

Le mouvement ouvrier avait montré sa puissance en 1909 dans sa mobilisation contre l'envoi de troupes au Maroc, notamment à Barcelone dans ce qu'on appelle « la semaine tragique ».

La grève révolutionnaire d'août 1917, même si elle s'est soldée par un échec, montrait de nouveau la force du prolétariat et de ses organisations. Cependant, il faut remarquer la naissance d'un mouvement catalaniste puissant, né de l'incapacité des PSOE-UGT et CNT à répondre sérieusement, chose relativement facile dans les années du « triennat bolchevique », à des aspirations qui pouvaient trouver une issue dans un cadre fédéral sans briser l'unité de la classe ouvrière sur tout le territoire de l'Etat espagnol. Cette situation a contribué à alourdir et rendre encore plus difficile la situation politique lors de toutes les tentatives d'organiser la société en fonction des besoins de la bourgeoisie. Et la situation créée a littéralement contaminé l'atmosphère politique en Espagne, jusqu'à la prétendue « transition » et son organisation en Communautés autonomes sur tout le territoire espagnol contre les véritables aspirations des peuples basque et catalan, voire galicien, mouvement dans lequel se sont engluées nombre d'énergies saines.

Bien entendu, la monarchie et les partis d'alternance ne représentaient ni de près ni de loin la classe sociale déterminante et productive de la nation.

Le régime apparaissait dans tout son parasitisme

Le régime, avec le roi à sa tête, apparaissait dans tout son parasitisme, qui atteint son apogée lors des aventures coloniales au Maroc. La défaite d'Annual, dans le Rif marocain, le 22 juillet 1921, où les troupes du général Sylvestre ont

été anéanties par les Kabilas du Rif dirigées par Abdelkrim, a démontré les limites de l'aventure coloniale et l'impuissance de l'armée. Il ne faut pas oublier que c'est seulement avec l'aide de l'armée française et l'utilisation, pour l'une des premières fois, des gaz toxiques que le Rif a été « pacifié » quelques années plus tard.

Mais la défaite d'Annual a secoué toute la société et a obligé le régime à constituer une commission d'enquête. Le général Picasso a établi un rapport détaillé qui démontre la corruption généralisée dans les sommets de l'Etat, les « intérêts » des généraux africanistes liés à toutes sortes de trafics, y compris la responsabilité du roi en personne.

Le "rapport Picasso"

Même s'il s'agit d'une anecdote, il faut dire que fut annexé à ce rapport celui du général Batet qui détaille l'activité de ces généraux africanistes, notamment du commandant Franco, très connu dans les bistrots et cercles des ministères, mais inconnu sur les champs de bataille. Franco n'a jamais oublié ce rapport ; après le soulèvement du 18 juillet 1936, il a fait fusiller Batet.

Le scandale qu'a révélé le « rapport Picasso » a été sans doute l'une des raisons qui a amené Primo de Rivera, avec le consentement du roi, à organiser le coup d'Etat militaire. A cela s'ajoutait la nécessité d'épurer l'armée, car pour contrer les officiers africanistes, s'était constituées depuis 1917 dans l'armée de terre, des « juntas » de défense qui rassemblaient des officiers pour la défense d'une armée au service de la nation et pas à celui de la camarilla de la cour.

Primo de Rivera a utilisé le coup d'Etat militaire pour dissoudre ces « juntas ». Lors de la proclamation du coup d'Etat, le dictateur a énoncé les problèmes existants : *« L'inflation, le terrorisme, la mauvaise gestion financière, l'agitation séparatiste, l'impasse politique, le problème marocain et la menace communiste. »*

Les Cortes furent suspendues *sine die*, le « rapport Picasso » enterré, les Africanistes ont renforcé leur contrôle sur l'armée et les « juntes » ont été épurées, ce qui a entraîné un conflit permanent dans l'armée durant toute la dictature, notamment au sein de l'artillerie et de l'aviation.

Primo de Rivera a essayé de régler plusieurs problèmes en même temps : d'un côté, tenter d'unifier la bourgeoisie. Pour cela, il a constitué un parti, l'Union patriotique, qui avait vocation à être un parti unique, excluant dans les faits les dépouilles du parti monarchiste. D'un autre côté, pour régler la situation dans le mouvement ouvrier, il a passé un accord avec la direction du Parti socialiste, notamment Largo Caballero, secrétaire de l'UGT, en établissant l'Organisation corporatiste nationale, et en le nommant membre du Conseil d'Etat.

L'Organisation corporatiste nationale, même si elle présente des aspects fascisants — le fascisme est au même moment en train de se développer en Italie —, tente d'intégrer l'UGT sans la dissoudre, sans constituer un syndicat unique obligatoire, mais en établissant une instance de concertation, des comités paritaires, qui avaient pouvoir de décision dans le règlement des conflits sociaux, comités paritaires constitués par des représentants de l'UGT et de l'Union générale des patrons, sous la supervision du ministère du Travail.

Le Parti socialiste, à l'instar de l'UGT, a été fortement privilégié. En revanche, les persécutions contre la CNT et le jeune Parti communiste ont été implacables.

Un plan pharaonique d'ouvrages et de travaux publics

Le directoire militaire a tenté de se donner une base sociale avec la mise en place d'un plan pharaonique d'ouvrages et de travaux publics.

Mais l'Espagne, qui avait tiré son niveau économique de sa neutralité pendant la Première Guerre mondiale, qui avait permis le développement rapide des industries exportatrices de textile, de

l'agro-alimentaire, des industries extractives pour le matériel de guerre, la sidérurgie et la métallurgie, les mines de fer, de charbon, etc., subit, à partir des années 1920, le contrecoup de la reconstruction de la France et de l'Allemagne et enregistrait le tarissement de sa manne exportatrice. Précisons tout de même qu'il convient de nuancer cette évolution vers une société industrielle puisque la véritable industrialisation a été fort modeste ; en revanche, c'est surtout l'immense richesse patrimoniale issue de la « neutralité » pendant la guerre de 1914-1918 qui en a été l'élément essentiel et qui, d'ailleurs, a empêché cette couche d'aristocrates et de gros bourgeois commerçants de faire évoluer l'ensemble de l'économie espagnole, sauf en Catalogne et au Pays Basque essentiellement.

De plus, les investissements spéculatifs énormes réalisés dans les expositions universelles de Séville et de Barcelone provoquèrent un trou béant dans les finances publiques, amenant le Trésor à faire fonctionner la planche à billets et entraînant une inflation record.

Les premières années de la dictature ont pu faire croire au mirage d'un pays en marche, mirage qui s'est évanoui très rapidement et a conduit, notamment à partir du début de l'année 1929, à un épuisement du régime à tous les niveaux.

Le général Berenguer, qui remplaça le dictateur le 31 janvier 1930, dans son ouvrage intitulé *De la dictature à la République*, porte un jugement définitif : *« Nous étions arrivés à un moment où, du point de vue des travaux publics, la banqueroute annoncée était inévitable. »*

Mais il ne s'agissait que de l'aspect économique de l'usure de la dictature à tous les niveaux.

Trotsky, dans sa lettre : *« Les tâches des communistes en Espagne »*, du 25 mai 1930, écrit notamment : *« La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule, sans révolution. En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature qui ne se justifiait plus aux yeux des classes bourgeoises par la nécessité d'écraser immédiatement les masses révolutionnaires représentait en même temps un obstacle aux besoins de la bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté. »*

C'est dans ces conditions que Primo de Rivera, le 31 décembre 1929, conscient de la crise, proposa au roi de convoquer au début de l'année 1930 des élections municipales, première étape pour des élections aux Cortes et au Sénat. Le roi exprima sa réserve sur ces propositions.

C'est dans ces conditions que le 26 janvier 1930, le dictateur envoyait une lettre publique à tous les chefs d'armée pour tenter de passer en force et de valider ses propositions. La réponse fut très mitigée, et cela obligea Primo de Rivera à présenter sa démission au roi.

L'interrègne Berenguer ou l'impuissance à sauver la monarchie

Le 1er février 1930 se constitua le nouveau gouvernement présidé par le général Dámaso Berenguer dont l'objectif était de préparer une transition pour rétablir la Constitution de 1876. Selon Berenguer, la constitution de son Conseil des ministres représentait la chute de la dictature.

Il écrivait sur les conséquences de la dictature : *« Je ne crois pas que dans aucun pays, sauf dans le cours d'une révolution, on en soit arrivé à une situation de désorganisation si complète de la structure politique que celle que nous connaissons dans notre pays. »* Berenguer expliquait, dans son langage feutré, que la dictature avait détruit tous les partis du régime, avait laissé la monarchie isolée et contraint la bourgeoisie à devenir républicaine.

Et malgré tout, elle n'a pas réussi à écraser le mouvement ouvrier. Même semi-intégrée, l'UGT s'est développée, la CNT dans la clandestinité, a gardé le contrôle sur les secteurs majeurs du

mouvement ouvrier (Catalogne, Valence, une grande partie de l'Aragon, et l'Andalousie...) et la chute de Primo de Rivera a fait que le Parti socialiste a pris tout de suite ses distances par rapport au nouveau gouvernement.

Berenguer cite un rapport de la Direction générale de la Sécurité (ministère de l'Intérieur) : « *Le Parti socialiste qui, selon les rapports officiels, était progouvernemental et garant de l'ordre, ne l'a pas été avec nous. Tout de suite, il a pris ses distances envers notre gouvernement, montrant sa subordination aux mots d'ordre internationaux* (il fait référence à la IIe Internationale — NDR) *montrant son fond marxiste et opposé à la monarchie.* »

Berenguer a fait face à un lourd héritage. Pendant plus de six ans, Primo de Rivera avait gelé les rapports sociaux et économiques, sapé les institutions de l'Etat en dissolvant les municipalités et les Cortes et en dispersant les partis traditionnels du régime, augmenté toujours plus les divisions au sein de l'armée. Tous ses plans pharaoniques de travaux publics, ce qu'on a appelé la « modernisation autoritaire du pays », même s'ils ont été à l'origine de la construction des voies actuelles de transports modernes et d'un plan hydrologique national jamais achevé, ont entraîné un désastre économique et une inflation du parasitisme de l'Etat sans réussir à écraser le mouvement ouvrier.

"Incapable d'établir une nouvelle légalité"

L'historien Eduardo Gonzalez Calliera, dans son livre *L'Espagne de Primo de Rivera : la modernisation autoritaire (1923-1930)*, édité en 2005, conclut son analyse de la dictature de la manière suivante : « *En dernière instance, le régime de Primo de Rivera n'a pas réussi à satisfaire les demandes et aspirations d'aucun des secteurs qui ont permis l'instauration de la dictature : les forces armées se sont divisées sur des conflits corporatistes ; l'oligarchie latifundiaire s'est vue menacée par les tendances à la modernisation qui favorisaient le capitalisme industriel ayant tiré bénéfice du protectionnisme mais étouffé par la bureaucratie, par l'excès d'interventionnisme de l'Etat et la crise de la monnaie. La classe moyenne, une fois réglé le problème du Maroc et gelée la menace de l'ouvriérisme révolutionnaire a commencé à exiger la récupération des libertés perdues. Une de ses manifestations a été l'agitation chez les étudiants (...). La dictature a été incapable d'établir une nouvelle légalité et a légué à la monarchie un avenir difficile.* »

L'année au pouvoir de Berenguer (1er février 1930-14 février 1931) a constitué la recherche désespérée de points d'appui pour maintenir la monarchie et ce, sans rétablir la Constitution de 1876, mais en se fixant comme objectif l'élection de Cortes constituantes, le 1er mars 1930. Cette opération échoua. Trois grands éléments l'expliquent :

— tout d'abord, le 16 août 1930, la majorité des forces politiques, y compris d'anciens monarchistes, se disaient républicaines et établissaient un pacte, le pacte de San Sebastián, avec l'accord d'Indalecio Prieto, dirigeant du PSOE opposé à Largo Caballero et avec le soutien de la CNT. Le pacte de San Sebastián constituait un comité révolutionnaire dont l'objectif était la proclamation de la République ;

— le 14 novembre 1930, l'UGT, dirigée par Largo Caballero, organisait une grève générale à Madrid en protestation contre l'intervention de la police contre les travailleurs du bâtiment, soulignant donc la rupture définitive du PSOE et de l'UGT avec le régime. Au mois de novembre 1930, le rapport mensuel de la Direction générale de la Sécurité écrivait notamment : « *Du point de vue social prolétarien, ce moi-ci a été le plus violent depuis août 1917.* »

— le 12 décembre 1930, une rébellion d'un secteur des officiers dans la garnison de Jaca, près des Pyrénées, et sur l'aéroport de Cuatro Vientos, à Madrid, était soutenue par un appel à la grève générale de la CNT. Les grèves et manifestations ont duré jusqu'au 20 décembre, date à laquelle le gouvernement fut obligé de proclamer l'état de guerre et arrêta les membres du Comité révolutionnaire, y

compris Largo Caballero, bien qu'il ait été membre du Conseil d'Etat.

Le 14 février 1931, les patrons décidèrent de se retirer de l'Organisation corporatiste et des comités paritaires. C'était l'échec de la tentative du général Berenguer pour maintenir la monarchie.

Face aux élections convoquées pour le 1er mars, le 31 janvier 1931, *« la direction des partis républicains, Parti radical socialiste, Action républicaine, Fédération républicaine de Galice et Droite libérale républicaine rendaient public un appel à l'abstention aux élections que le gouvernement préparait »*.

Le succès des républicains aux élections municipales

Le 3 février, le PSOE et l'UGT appelèrent aussi à l'abstention. Le 14 février 1931, le gouvernement Berenguer présenta sa démission. Le 17 février était constitué le gouvernement Aznar qui décida de convoquer des élections municipales pour le 12 avril 1931.

Bien que municipales, ces élections seront l'occasion de se prononcer sur monarchie ou République. Les forces républicaines l'emportèrent largement. Le roi prit la fuite quelques jours plus tard et la République fut proclamée.

« Six années de dictature de Primo de Rivera ont nivelé et comprimé toutes les formes de mécontentement et d'indignation. Mais la dictature portait en elle-même les vices incurables de la monarchie espagnole : forte à l'égard de chaque classe séparément, elle restait impuissante envers les besoins historiques du pays. C'est la raison pour laquelle la dictature s'est brisée contre les écueils des difficultés financières et autres avant même que la première vague révolutionnaire ait pu l'atteindre. La chute de Primo de Rivera a réveillé tous les mécontentements et tous les espoirs. Le général Berenguer est ainsi devenu le portier de la révolution. » (Léon Trotsky, *La révolution espagnole et les tâches communistes*, 24 janvier 1931).

Face à l'effondrement de la monarchie, le prolétariat espagnol a reconstitué ses forces et ses organisations. Une nouvelle révolution s'annonçait.

Andreu Camps

De 1931 à 1936 : la révolution ouvrière mûrit

José Antonio Pozo, Luis Gonzalez et Manuel Cuso

Les cinq années de la IIe République espagnole qui ont précédé la guerre et la révolution ont été des années denses, car, durant cette période, la lutte de classes a concentré les besoins, les expériences accumulées par toutes les classes sociales, en particulier depuis la révolution de 1868-1873 (1).

Les besoins économiques, les intérêts de classe, l'expérience de chaque classe, couche et secteur social, se transforment à partir de 1931 en action, en conscience, en organisation, et c'est ainsi que mûrit la grande explosion révolutionnaire de 1936-1937.

Le 14 avril : l'irruption des masses

En avril 1931, les masses font irruption sur l'arène politique avec un potentiel rarement vu dans l'histoire espagnole. Lors des élections municipales du 12 avril, la population urbaine donne une victoire éclatante aux partis républicains, qui s'étaient unis l'année précédente en signant le « pacte de San Sebastian ». Pour sauver sa domination, la bourgeoisie laisse tomber le roi.

Le 14 avril, la république est proclamée dans les principaux centres ouvriers et urbains, à commencer par Eibar, Barcelone et Madrid. Ce même jour, parmi les foules innombrables qui parcourent le pays, il n'y a plus seulement le mouvement ouvrier et les formations républicaines. La paysannerie pauvre, les couches urbaines les plus exploitées et la petite bourgeoisie commencent à rejoindre le mouvement tumultueux d'une révolution qui veut changer l'Espagne, et qui, dans les années suivantes, cherchera la voie pour y parvenir.

La monarchie espagnole était le régime d'une bourgeoisie alliée aux latifundistes, au clergé, aux caciques et à la caste militaire colonialiste. Une bourgeoisie hétérogène, qui, par crainte du mouvement ouvrier, avait renoncé à liquider les survivances féodales et avait renoncé à réaliser les tâches de la révolution bourgeoise démocratique et à constituer une nation. Pour toutes ces raisons, la monarchie espagnole était un bastion traditionnel de la réaction en Europe. Sa chute redonne de l'espoir au mouvement ouvrier européen, qui, après l'écrasement de la révolution allemande de 1923, voyait se développer le fascisme et les régimes autoritaires, régimes auquel le capital avait recours du fait de son incapacité à contenir le mouvement ouvrier.

En finir avec tout ce que représente la monarchie

A partir du 14 avril, les masses cherchent à en finir avec tout ce que représente la monarchie. Frappés par la crise, des travailleurs exigent des indemnités de chômage, et, dans les campagnes, les paysans exigent que la terre soit donnée à ceux qui la travaillent. Après l'interdiction des syndicats et le régime corporatiste de Primo de Rivera (2), les travailleurs exigent tous les droits syndi-

(1) Dates de la Première République.
(2) Dictature corporatiste en Espagne entre 1923 et 1930.

caux et la journée de sept heures. Les différentes nationalités qui composent l'Espagne veulent se libérer de l'oppression et veulent la démocratie à tous les niveaux, et en particulier le droit à l'autodétermination des peuples. Ils veulent mettre fin au pouvoir du clergé et de la caste militaire.

La république surgit au milieu de puissantes grèves ouvrières se combinant avec de puissants mouvements de paysans pour la terre, rejoints par d'autres couches sociales.

En haut, on veut laisser intact l'ancien régime : les structures économiques et sociales, la machine répressive, l'infâme bureaucratie centraliste, le clientélisme à tous les niveaux... Le personnel politique de la monarchie, avec son habillage républicain improvisé, instaure, pour maintenir le régime, une coalition avec les partis républicains, centristes ou nationalistes. Mais surtout, ils réussissent à faire entrer dans cette coalition les dirigeants du PSOE (3). Dans le gouvernement provisoire et dans les gouvernements des deux années qui suivent, la clé de la situation réside dans la participation des dirigeants du Parti socialiste : Largo Caballero, Indalecio Prieto, Fernando de los Rios.

A la fois les otages et le bouclier du pouvoir des puissants de toujours

Les dirigeants du Parti socialiste et de l'UGT sont ainsi, face à la révolution, à la fois les otages et le bouclier du pouvoir des puissants de toujours. Leur participation au gouvernement accentue la division du mouvement ouvrier, puisque, à cette époque, l'appareil d'Etat aggrave la répression contre la CNT.

Dans les campagnes, la terre ne change pas de mains. La lente et misérable réforme agraire est ressentie comme une provocation par la masse des journaliers et des paysans pauvres.

Le « désordre politique » s'aggrave du fait de l'acharnement de l'appareil d'Etat contre les masses, à commencer par la brutale répression de la manifestation du 1er Mai 1931. Les lois d'exception de la dictature sont maintenues et renforcées. Entre le 14 avril 1931 et le 18 juillet 1936, excepté pendant trois mois, les droits constitutionnels sont suspendus dans les provinces.

La république poursuit la politique coloniale de la monarchie et n'apporte aucune solution au problème national, bien que, dès 1931, et de nouveau en 1934, une république catalane ait été proclamée *« dans le cadre de l'Etat fédéral »*.

Impossible en gardant le vieil appareil d'Etat

Léon Trotsky avait affirmé que la solution à la question catalane pouvait être une large autonomie, mais que cela était impossible dans un régime qui ne satisfaisait pas les aspirations les plus élémentaires des ouvriers et des paysans. Et donc, que cela était impossible en gardant le vieil appareil d'Etat avec son centralisme oppresseur, empêchant l'autodétermination des peuples. Mais la république ne peut régler aucun de ces problèmes. Même si la situation révolutionnaire suscite l'expression des aspirations nationales, les statuts d'autonomie qui sont créés sont un facteur de division des travailleurs et des peuples.

L'opposition entre le mouvement révolutionnaire des masses et le maintien d'une sorte de « monarchie sans roi » soumet toutes les organisations ouvrières à une tension extrême.

Les dirigeants du PSOE et de l'UGT, alléguant que l'heure n'était pas à la révolution ouvrière, mais à une révolution démocratique, soutiennent les politiciens bourgeois et petits-bourgeois. Or ceux-ci ne veulent résoudre ni la question agraire ni la question nationale. Ils sacrifient les exigences des travailleurs à la tâche de

(3) Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), fondé en 1879 à Madrid par le typographe Pabli Iglesias, également fondateur, en 1888, à Barcelone, de l'Union générale des travailleurs. Parti membre de la IIe Internationale en Espagne.

« *consolider le régime* » républicain, qui, selon eux, « *ouvre une large voie à toutes les revendications à caractère social* ». Résultat de cette politique : aux élections de 1933, le PSOE passe de 115 à 58 députés.

La CNT, renonçant à l'action sur le terrain politique, soutient les républicains, en particulier l'ERC (4), c'est-à-dire le régime même qui la réprime. Privant d'objectif politique les grandes grèves qu'elle organise, la CNT contribue à leur isolement et à leur répression. Elle passe de cette politique à celle, sous la nouvelle direction de la FAI (5), de la consigne de l'abstention massive aux élections, qui contribue à la victoire de la droite aux élections de 1933.

Une division sans précédent dans la classe ouvrière

Cette subordination des deux directions ouvrières (PSOE-UGT et CNT-FAI) à l'impérialisme crée une division sans précédent dans la classe ouvrière et place le pays au bord d'une crise dangereuse. Les choses sont aggravées par le cours stalinien de l'Internationale communiste, qui pousse le maigre PCE (6) à mettre en avant « *le pouvoir de soviets* » inexistants, à s'opposer au mouvement des masses pour la démocratie et à provoquer une scission dans l'UGT, au nom de la politique de division du mouvement ouvrier connue sous le nom de « troisième période ».

Dans ces premières phases de la révolution, alors que celle-ci est encore tâtonnante, il est vital de regrouper une avant-garde qui puisse jouer un rôle déterminant dans les moments décisifs. C'est dans ce but que Trotsky et l'Opposition de gauche internationale proposent un programme d'action révolutionnaire et des mots d'ordre démocratiques et sociaux, afin que l'Opposition communiste, qui vient de se constituer en Espagne, soit armée pour intervenir dans les syndicats, combattant sur l'axe de l'unification des communistes grâce à un congrès extraordinaire du PCE. Mais les hésitations de l'Opposition communiste espagnole à mener ce combat ne lui permettent pas de gagner à son programme les ouvriers communistes. Prenant le nom de Izquierda Comunista (Gauche communiste) et transférant son siège à Barcelone, en Catalogne, elle se rapproche du Bloc ouvrier et paysan, un groupe centriste issu de la fédération catalane du PC, et proche de « l'opposition de droite » dans l'Internationale communiste.

L'insurrection ouvrière d'octobre 1934

Des entrailles de la classe ouvrière surgit un nouvel élan, désormais irrésistible, de la révolution.

En janvier 1933, la division des rangs du mouvement ouvrier allemand, provoquée par la politique du stalinisme et de la social-démocratie, permet l'arrivée au pouvoir de Hitler, qui remplit les camps de concentration de syndicalistes et de militants ouvriers. C'est un choc dans le mouvement ouvrier dans toute l'Europe.

---

(4) Gauche républicaine de Catalogne, parti bourgeois nationaliste catalan créé en 1931, dirigé par LLuis Companys, président de la Generalitat en 1934, puis en 1936.

(5) La Fédération anarchiste ibérique (FAI), constituée en 1927, est une organisation anarchiste de milliers de militants, dont beaucoup de cadres de la CNT font partie.

(6) Né le 14 novembre 1921 de la fusion de plusieurs groupes issus du PSOE qui s'étaient prononcés pour la IIIe Internationale. Sa fédération catalane, partisane de « l'opposition de droite » de l'IC (Boukharine), fait scission en 1930 et fonde le Bloc ouvrier et paysan (BOC). Le PCE est alors une organisation de très petite taille, mais va jouer un rôle majeur comme courroie de transmission de la politique de la bureaucratie stalinienne par la constitution du Front populaire. Toute sa politique se concentre contre l'initiative révolutionnaire des masses et il est la pointe avancée de la répression contre tous ceux — y compris le POUM, membre du Front populaire — qui ne se rangent pas totalement aux directives de Staline. En Catalogne, les staliniens imposent l'unité organique au Parti socialiste catalan et fondent, sous leur direction, le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC).

Dans l'Etat espagnol, le mouvement de la classe ouvrière se cherche et se tourne vers ses organisations traditionnelles : l'UGT, la CNT, le Parti socialiste. Les ouvriers boycottent les bateaux nazis, recourent aux méthodes de la lutte des classes contre les licenciements. Face à la radicalisation des organisations de leurs partis, les dirigeants socialistes reconnaissent qu'ils sont au gouvernement, mais n'ont pas le pouvoir, et Largo Caballero, président du PSOE, appelle les travailleurs à lutter pour le pouvoir.

Une occasion exceptionnelle perdue

C'est dans le cadre de cette montée révolutionnaire que les Jeunesses socialistes, qui se radicalisent, invitent l'Izquierda Comunista espagnole (ICE) à rejoindre leurs rangs pour les aider à prendre le chemin de la révolution russe. Trotsky lutte de toutes ses forces, du fond de son exil, pour convaincre ses camarades espagnols de répondre positivement à ces jeunes militants socialistes, qui, sous la pression du mouvement révolutionnaire des masses, évoluent vers le bolchevisme. Contre l'avis de Trotsky, l'ICE demeure prisonnière des pressions du Bloc ouvrier et paysan. Ainsi est perdue une occasion exceptionnelle de forger un outil révolutionnaire par la conjonction des représentants de l'Opposition de gauche et d'une fraction de la jeunesse révolutionnaire du Parti socialiste. Abandonnés à leur sort, les dirigeants des Jeunesses socialistes finiront par rejoindre les rangs du parti stalinien.

Lorsque, en novembre, le résultat des élections place la droite au gouvernement, les grands propriétaires terriens et les capitalistes se précipitent pour récupérer tout ce qu'ils avaient dû céder : *« Mangez la république ! »*

« L'état d'esprit de la classe ouvrière est qu'il faut se défendre », affirme un syndicaliste au comité national de l'UGT.

Un autre ajoute :

« Pour que les masses, que la république a mises debout, ne se dispersent pas et ne quittent pas notre mouvement syndical, il faut maintenant donner le sentiment que nous préparons tous les moyens défensifs pour que la réaction ne puisse pas nous détruire. »

Une nouvelle direction

Sans avoir clairement tranché la question de savoir si la prise du pouvoir signifiera entamer la révolution sociale, l'UGT choisit en janvier 1934 une nouvelle direction qui s'aligne sur le PSOE et qui consiste à *« aller le plus tôt possible vers ce mouvement pour éviter de laisser à la droite le temps de se préparer »*. Le PSOE, l'UGT et les Jeunesses socialistes se mettent à préparer politiquement, matériellement et sur le plan organisationnel l'insurrection, en rassemblant les énergies de milliers d'ouvriers et de jeunes.

Le plénum national des organisations régionales de la CNT répond en février que *« la CNT est disposée, comme d'habitude, à contribuer de toutes ses forces à tout mouvement révolutionnaire qui tendrait à l'émancipation de toute la classe travailleuse »*.

Dans les Asturies, unité totale sous le drapeau de l'Alliance ouvrière

Peu de temps auparavant s'est constituée en Catalogne, dans le but de « sauvegarder les conquêtes » et de s'opposer à la réaction, l'Alliance ouvrière, qui regroupe les organisations socialistes, le BOC, l'ICE, l'Union de Rabassaires (7) (liée à l'ERC) et des secteurs dissidents de la CNT (organisation largement majoritaire en Catalogne). L'Alliance ouvrière devient un drapeau et une exigence des masses dans toute l'Espagne, exigence à laquelle résistent dans les faits les dirigeants des grandes organisations ouvrières. Mais dans les Asturies, cepen-

(7) Union de petits paysans-vignerons de Catalogne.

dant, l'unité des rangs ouvriers est totale sous le drapeau de l'Alliance ouvrière : l'unité PSOE-UGT-CNT avec l'ensemble du mouvement ouvrier se met en place, y compris le PCE (qui n'adoptera cette attitude que dans les Asturies).

Lorsque se forme un gouvernement avec la participation de la CEDA (8), les organisations ont des armes prêtes, des détachements ouvriers et le programme du nouveau pouvoir. Dans les Asturies, où l'unité a été réalisée de bas en haut, l'insurrection est une réalité. Dans le reste du pays, les dirigeants des organisations ouvrières hésitent, et la grève générale ne débouche pas sur l'insurrection. D'une part, les dirigeants socialistes et ceux de la CNT maintiennent la division entre leurs organisations respectives. D'autre part, les dirigeants du PSOE, y compris Largo Caballero, lorsque arrive le moment crucial... préfèrent faire confiance au président de la République, aux militaires « démocrates »... et, avant même qu'ils ne donnent l'ordre du soulèvement, l'appareil d'Etat s'est emparé des arsenaux ouvriers.

En Catalogne, sous prétexte que le gouvernement régional petit-bourgeois proclame symboliquement la République catalane, réduite au silence en quatre coups de canon, les dirigeants de la CNT, ultra-majoritaire, laissent filer. La division imposée par les dirigeants empêche que le mouvement ouvrier ne prenne la tête de la lutte pour la liberté nationale.

Une force irrépressible

Mais l'imposante et héroïque révolution asturienne, dans laquelle notre camarade Manuel Grossi eut un rôle de premier plan, montre la voie à tout le prolétariat espagnol et européen, même si elle est finalement écrasée dans le sang. Les Asturies ont démontré que le front unique des organisations ouvrières contre le fascisme était possible. Le mot d'ordre des combattants asturiens, *« Unissez-vous, frères prolétaires »* (« Unios, hermanos proletarios » — d'où le sigle UHP), prend une force irrépressible. Personne ne peut plus imposer aux travailleurs la division. Chaque jour de plus que dure le gouvernement de droite, s'affirme dans la conscience des travailleurs la nécessité de l'unité des organisations pour changer le cours des choses. L'exigence de l'amnistie pour les 30 000 prisonniers d'octobre 1934 préparait la prochaine irruption révolutionnaire.

Le piège du Front populaire

Les illusions sur les dirigeants républicains-bourgeois ou sur les institutions s'étaient évanouies assez largement, sauf dans le cas de la Catalogne, puisque Companys, le dirigeant de la Gauche républicaine, se retrouve dans la même prison que le socialiste Largo Caballero et les autres dirigeants ouvriers. Ceux-ci cristallisent tous les espoirs des masses populaires. C'est dans cette situation où la révolution avait l'initiative que le capital a alors recours — grâce au stalinisme — au gigantesque piège que fut le Front populaire.

En ce moment d'effervescence révolutionnaire, Andrés Nin (9) et les autres dirigeants liquident la Gauche communiste (ICE), au moment où elle était peut-être la plus nécessaire.

---

(8) CEDA : Confédération espagnole des droites autonomes : parti bourgeois, clérical et conservateur, dont le dirigeant le plus connu est Gil Robles, rassemblant des chrétiens-démocrates, des fascistes et des monarchistes. Le 17 juillet 1936, la plupart des membres de la CEDA rejoignent la rébellion militaire. Le Parti radical est un petit parti bourgeois, dirigé par Lerroux, dont le gouvernement envoie le général Franco écraser la révolte des mineurs des Asturies en 1934.

(9) Un des fondateurs du Parti communiste espagnol, travaille pour l'Internationale communiste à Moscou, où il collabore avec Léon Trotsky et rejoint l'Opposition de gauche. De retour en Espagne, il fonde la Gauche communiste espagnole (ICE), section de l'Opposition de gauche internationale. Mais alors que Trotsky conseillait à l'ICE d'entrer en jonction avec les Jeunesses socialistes en pleine radicalisation, Nin refusa et prit le chemin de la constitution .../...

Le 29 septembre 1935, clandestinement, dans une petite maison du quartier barcelonais de Horta, se constitue le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), par la fusion du groupe centriste appelé Bloc ouvrier et paysan et de l'ICE.

Comment regrouper l'avant-garde alors que la révolution allait occuper le centre de la scène politique ?

Parce sa préoccupation majeure était de fournir aux masses le point d'appui organisé dont elles avaient besoin, Léon Trotsky organise ceux qui restent partisans de la IVe Internationale.

Mais, pour les mêmes raisons, il choisit de rechercher la discussion politique et la collaboration avec le POUM, qu'il ne renonce pas à gagner à ses conceptions bolcheviques-léninistes.

Le Front populaire

Le 15 janvier 1936, les partis républicains-bourgeois de gauche, l'Union républicaine de Martínez Barrio et la Gauche républicaine d'Azaña signent avec le Parti socialiste, le Parti syndicaliste d'Angel Pestaña, le Parti communiste et le POUM le pacte du « Front populaire », fixant le programme de la coalition électorale ainsi constituée.

La « tactique de front populaire » fut présentée au VIIe Congrès de l'Internationale communiste par Dimitrov, sur mandat de Staline. Il s'agissait, sous prétexte de *« lutte contre le fascisme »*, de sceller l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie « démocratique ». Dimitrov déclarait :

« Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses ouvrières doivent concrètement choisir, pour le moment, non pas entre la dictature du prolétariat ou la démocratie bourgeoise, mais bien entre la démocratie bourgeoise ou le fascisme. »

Le programme en huit points du Front populaire espagnol se basait sur l'acceptation par les partis ouvriers du programme des républicains bourgeois. Côtoyant de vagues formules républicaines sur la réforme agraire, le programme se prononçait pour des réformes du règlement des « Cortes » (Parlement), réformes des municipalités, réorganisation des finances, de protection de la petite industrie ou encore pour le développement des travaux publics.

Un programme d'une des fractions de la bourgeoisie

Les partis ouvriers avaient donc accepté un programme d'une des fractions de la bourgeoisie, renonçant à toutes leurs revendications ouvrières traditionnelles. Le programme affirmait :

« La république, conçue par les républicains, n'est pas une république animée d'intentions sociales ou économiques de classes, mais plutôt un régime de liberté démocratique mû par l'intérêt public et le progrès social. »

Le pacte intégrait l'engagement de former un gouvernement exclusivement composé de républicains bourgeois, que les partis ouvriers soutiendraient sans pourtant en faire partie.

Le programme du Front populaire de 1936 est une capitulation sur toute la ligne. Les partis ouvriers s'y sont engagés *« à mettre en œuvre un plan politique commun comme base de l'accord entre leurs forces respectives en vue de l'échéance électorale prochaine, et de la norme du gouvernement que les partis républicains de gauche se devront de*

(suite note 9) d'un parti en fusionnant l'ICE et le Bloc ouvrier et paysan, une scission du Parti communiste en Catalogne. Rompant avec Trotsky et l'Opposition de gauche, Nin fonde alors le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Malgré les tentatives de Trotsky de renouer la discussion politique, l'orientation centriste du POUM pousse celui-ci à entrer dans le Front populaire et Nin à devenir ministre de la Justice du gouvernement de Catalogne. Cette couverture à gauche du Front populaire n'empêchera pas Nin, le POUM et ses militants d'être la cible de la persécution « antitrotskyste » des staliniens, accusant Nin, comme d'autres (anarchistes, trotskystes, socialistes) d'être des *« agents fascistes »*. En juin 1937, Nin et d'autres dirigeants du POUM sont arrêtés et exécutés par la police politique de Staline avec la complicité des services secrets du gouvernement républicain.

constituer — avec le soutien des forces ouvrières — en cas de victoire ».

Pour l'historien Ramos Oliveira, *« chacun de ces points était une fuite ».*

Il y était dit par exemple : *« Les républicains ne reconnaissent pas le principe de nationalisation de la terre pour la donner aux paysans, demandé par les délégués du Parti socialiste. Au contraire, ils considèrent adéquate la série de mesures qui propose la rédemption du paysan et du petit et moyen cultivateur non seulement pour être œuvre de justice, mais aussi parce que cela constitue la base la plus solide pour une reconstruction économique nationale (...). Les républicains ne reconnaissent pas le principe de nationalisation de la banque, soutenu par les partis ouvriers (...). Les républicains n'acceptent pas le paiement des jours de grève demandé par la représentation ouvrière (...). La république conçue par les partis républicains n'est pas une république animée d'intentions économiques ou sociales de classes, mais plutôt un régime de liberté démocratique mû par l'intérêt public et le progrès social (...). Les partis républicains n'acceptent pas le contrôle ouvrier revendiqué par la représentation du parti socialiste. »*

Et le reste est à l'avenant, c'est-à-dire un programme niant, les unes après les autres, les revendications ouvrières.

Ce programme intégrait cependant une exigence qui permit une authentique mobilisation populaire : l'amnistie totale des insurgés de 1934 et la réintégration, avec indemnisation, de tous les travailleurs privés de leur emploi. L'amnistie pour les 30 000 ouvriers toujours emprisonnés servit à la gauche du Parti socialiste (Largo Caballero) et au POUM à justifier leur adhésion au Front populaire, qu'ils présentèrent comme une simple alliance électorale. De la même manière, l'exigence d'amnistie agrégea le vote des ouvriers anarchistes. La CNT et la FAI, non signataires de l'accord de Front populaire, s'abstinrent, contrairement à toutes leurs traditions, de lancer leur consigne habituelle de ne pas voter, et de sabotage des élections. On calcule à un million et demi le nombre de voix s'abstenant habituellement à l'appel des campagnes anarchistes, mais qui, en 1936, se portèrent sur les listes du Front populaire afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques de 1934.

Le résultat des élections

Le 16 février, le Front populaire l'emporte avec 4 838 449 voix contre 3 996 931 pour la coalition des droites et 449 320 pour le centre sur 11 millions d'inscrits et 9,5 millions de suffrages exprimés.

De par la loi électorale, cette courte majorité se traduit par une écrasante majorité des députés des partis du Front populaire aux Cortes, soit 277 contre 132 pour la droite et 32 pour le centre.

Les élections sont une défaite cinglante pour le centre et le centre-droit. Des petits partis bourgeois comme le Parti radical sont laminés.

Il n'est pas possible de reconstituer le nombre de voix que chacun des partis qui constituent le Front populaire a obtenues séparément. Le nombre d'élus ne dépendait que des accords passés entre les organisations au moment de former les listes. La Gauche républicaine d'Azaña obtient 84 députés, l'Union républicaine de Martínez Barrio 37, la Gauche catalane de Companys 38. Les socialistes ont 90 députés, les communistes 16, le POUM 1, son secrétaire général Maurín, et le Parti syndicaliste 1, le vieux Pestaña.

La position du POUM

Le POUM avait critiqué, au moment de sa fondation, le tournant du VII[e] Congrès de l'Internationale communiste à propos duquel Maurín écrivit qu'*« il a tourné sur la question du Front populaire, c'est-à-dire de la conjonction permanente du mouvement ouvrier avec les partis bourgeois qui acceptent une politique internationale sur la base du pacte franco-soviétique »* (10).

(10) Pacte Laval-Staline, signé entre l'impérialisme français et la bureaucratie soviétique en 1935.

Le parti lui même déclara : *« La politique du front populaire que l'Internationale communiste a mise en œuvre actuellement dans de nombreux pays, et parmi eux, le nôtre, constitue une rupture complète avec les traditions du marxisme. Le front populaire, tel que le promeut l'IC, est un contact organique permanent du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie libérale »* (11).

Malgré ses déclarations de principes, le jeune POUM vacilla dès le premier instant dans le Front populaire. En novembre 1935, alors qu'apparaît la possibilité d'élections prochaines, son organe central, *La Batalla*, pointe la perspective d'alliance avec les républicains bourgeois de gauche, tout en ajoutant avec fermeté qu'il ne pourrait s'agir que d'un *« pacte de pure circonstance »* et en aucune manière *« du pacte aujourd'hui promu par Moscou »* (12). Le POUM s'adresse donc d'abord aux partis socialiste et communiste, le 4 novembre, pour leur proposer une alliance électorale des partis ouvriers. Mais cette proposition est rejetée.

Le POUM se trouve face à un dilemme

Lorsque le PSOE, le PCE et les républicains bourgeois franchissent le premier pas vers la constitution du Front populaire, le POUM se trouve face à un dilemme. La direction du POUM pense qu'il est vital pour le développement du parti de bénéficier d'une représentation parlementaire. Son comité central se réunit le 5 janvier, et Andrés Nin présente un rapport sur la « question électorale ». La résolution finale, adoptée à l'unanimité, rappelle que la loi électorale interdit à un parti nouvellement fondé d'accéder à la députation et affirme la nécessité, pour un *« parti ouvrier révolutionnaire »*, de conquérir des positions parlementaires afin d'effectuer au sein des Cortes *« un travail d'opposition révolutionnaire que ne pourrait en aucune manière accomplir ni la social-démocratie ni le PC officiel »*. Sans aucun doute, les dirigeants du POUM étaient saisis par la peur de rester isolés en n'intégrant pas le Front populaire. La tragédie du POUM est qu'à chaque occasion, après avoir défendu une position de « principe », il s'incline face à ce que ses dirigeants considèrent comme étant « la réalité » sans oser jamais défendre jusqu'au bout les principes mêmes qu'il vient d'énoncer. C'est ce qui arriva avec le Front populaire, puis avec la question de la participation au gouvernement... Le POUM sortira toujours perdant. Ainsi, à peine est-il entré dans le Front populaire au nom de considérations avant tout électorales, qu'il assiste au boycott, par les autres partis du Front populaire, de la candidature de Nin à Teruel et de celle de Gorkin à Cadix... Finalement, il n'obtient que l'investiture de Maurin comme député de Barcelone.

L'inconséquence de la position du POUM face au Front populaire est évidente. Ainsi le 17 juillet 1936, à la veille du coup d'Etat militaire, *La Batalla* publie le *« Manifeste du comité central du POUM à la classe ouvrière »*, dans lequel il est expliqué : *« Le Front populaire fut une nécessité historique (...) au cours de la période électorale comportant un double objectif concret : expulser les réactionnaires du pouvoir et libérer les 30 000 prisonniers. Son maintien ultérieur est contraire aux intérêts du prolétariat et de la révolution. »*

Mais c'est pour ajouter plus loin :

« Il nous faut impulser la formation d'un authentique gouvernement de Front populaire, avec la participation directe des partis socialiste et communiste. Ce gouvernement de Front populaire serait progressiste par rapport à celui en place aujourd'hui. »

Et de proposer une politique de pression sur cet hypothétique gouvernement.

Trotsky et la signature du pacte de Front populaire

Au sujet du Front populaire en France, Trotsky avait écrit : *« Le Front populaire*

(11) Brochure du parti « Ce qu'est le POUM et ce qu'il veut ».
(12) *La Batalla*, 15 novembre 1936.

est une coalition du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste, représentée par le Parti radical et autres pourritures de la même espèce, mais de moindre envergure. La coalition s'étend au plan parlementaire. Sur chaque plan, le Parti radical, qui conserve toute sa liberté d'action, limite brutalement la liberté d'action du prolétariat » (13).

Ces phrases peuvent s'appliquer parfaitement au Front populaire espagnol et à son attitude face au soulèvement militaire de juillet 1936.

La signature par le POUM de l'accord électoral du Front populaire provoque un grave désaccord avec Trotsky, qui considère cette décision comme une « trahison » et n'accepte pas les justifications de cette signature par les dirigeants. Nin expliquait le 5 avril 1937 que *« le mouvement pour le Front populaire exerça une telle pression que notre parti fut obligé de s'y joindre »*.

Trotsky considère au contraire qu'il s'est agi d'une pure et simple capitulation face au Front populaire. A *La Batalla*, qui cherche des justifications, invoquant des dispositions de la loi électorale, Trotsky réplique : *« La technique électorale ne peut justifier la politique de trahison consciente consistant à proposer un programme commun avec la bourgeoisie. »*

Il affirme également que la signature du pacte transforme le POUM en une *« couverture de gauche »* de la coalition. Le POUM affirme avoir signé le pacte pour *« faire échec à la droite »* et qu'il conserve sa liberté de critique vis-à-vis du Front populaire. Trotsky, très lucidement, souligne au contraire les conséquences induites par ces volte-face :

Les conséquences induites par ces volte-face

« Le tournant de La Batalla vis-à-vis du Front populaire ne peut nous inspirer aucune confiance. On ne peut pas dire le lundi que la Société des nations (14) *est un ramassis de bandits et le mardi inviter les électeurs à voter pour le programme de la SDN, pour expliquer le mercredi qu'il ne s'agissait la veille que d'une manœuvre électorale et que l'authentique programme va être à nouveau mis en œuvre. L'ouvrier sérieux s'interrogera : que diront ces gens le jeudi et le vendredi ? (...) A chaque tentative de critiquer le Front populaire — et Maurin et Nin le tentent aujourd'hui désespérément —, les bourgeois radicaux, les sociaux-démocrates et les communistes répliqueront invariablement :* "Mais vous avez vous-mêmes participé à la constitution du Front populaire et vous en avez signé le programme." *Et si ces messieurs essayent de s'en sortir avec une esquive vicieuse du type :* "Il ne s'agissait que d'une manœuvre électorale", *ils n'en auront l'air que plus ridicules. »*

Le caractère mortel du Front populaire, basé sur la soumission des organisations ouvrières aux républicains bourgeois « de gauche », s'est manifesté de manière flagrante au moment du coup d'Etat militaire de Franco. Alors que le soulèvement passait du Maroc à la péninsule, remportant avec facilité Salamanque, Burgos, la Galice, la Navarre, Séville..., le gouvernement de Front populaire tente de composer avec les insurgés, tranquillisant l'opinion publique tout en refusant de livrer des armes aux ouvriers.

« Le gouvernement déclare que le mouvement se limite exclusivement à certaines villes du Maroc et que personne dans la péninsule ne s'est agrégé à une entreprise aussi absurde », déclarait-il. Il se refuse absolument à prendre une quelconque mesure pour éviter l'extension du soulèvement. Les ministres républicains, alertés au sujet des préparatifs militaires, laissent faire les insurgés pendant quarante-huit heures sans mobiliser aucune des forces loyales de l'armée et sans donner aucun ordre. Le soulève-

(13) *« Front populaire et comités d'action »*, 1935, dans le recueil *Où va la France ?*

(14) La SDN fut fondée en 1919 dans le cadre du traité impérialiste de Versailles, sous pression du président américain, W. Wilson. Lénine la qualifiait de *« caverne de brigands impérialistes »*.

ment s'étend à Séville, Algeciras, la Linea, Ecijas, Cadix. A Pampelune, le général Mola contrôle rapidement la ville. Burgos et Valladolid tombent sous le contrôle militaire des fascistes.

Et que dit le gouvernement ? *« Quiconque facilitera l'utilisation des armes sans consentement sera fusillé »*, proclame Casares Quiroga, président du gouvernement.

De leur côté, le Parti socialiste et le Parti communiste publient conjointement la déclaration suivante :

« Le moment est difficile, mais pas désespéré. Le gouvernement a la certitude de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Dans le cas où ces moyens seraient insuffisants, la république a la promesse solennelle du soutien du Front populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir du moment où son aide sera requise. Le gouvernement ordonne et le Front populaire s'exécute. »

La politique de front populaire permet l'extension du putsch militaire

En ces moments décisifs, la politique de front populaire paralyse les organisations ouvrières et permet l'extension du putsch militaire. Trotsky dira alors :

« Pour la seconde fois en cinq ans, la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale a conduit la révolution espagnole au bord du gouffre. Incapable de mener à bien aucune des tâches mises à l'ordre du jour par la révolution — qui, somme toute, peuvent se réduire en une seule, celle de démettre la bourgeoisie —, le Front populaire impuissante le régime bourgeois en provoquant un coup d'Etat fasciste. Le Front populaire a créé les conditions favorables à la victoire du fascisme en berçant les ouvriers et les paysans d'illusions parlementaires, paralysant leur volonté politique. La politique d'alliance avec la bourgeoisie va coûter cher à la classe ouvrière, années de souffrances et de sacrifices, voire même décennies de terreur fasciste. »

Extrait du dossier
« Espagne : guerre, révolution et front populaire »,
réalisé par José Antonio Pozo, Luis Gonzalez et Manuel Cuso,
***La Vérité*, n° 49-50**
(mai 2006)

Josep Antoni Pozo : le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936

(résumé)

"Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne durant les mois de juillet à octobre 1936. Crise et recomposition de l'Etat" **: tel est le titre de la thèse que Josep Antoni Pozo a soutenue en 2002, à l'université de Barcelone, devant un jury de spécialistes de la question ; elle est rédigée en catalan et disponible en ligne sur le site de l'université de Barcelone :**

http://www.tdx.cesca.es/TESIS_UAB/AVAILABLE/TDX-1125103-161652/

Ces quelques pages se proposent de présenter cette thèse en donnant des extraits significatifs de son ouvrage, qui comporte toutes les conclusions et les documents apportés. C'est pourquoi le choix a été fait de traduire le plus souvent possible la thèse, et, bien sûr, les nombreux documents, souvent inédits, qu'elle apporte sur cette période cruciale. Sur l'objectif qu'elle s'est fixé, la thèse apporte des preuves irréfutables, dont tout travail ultérieur sur cette période devra tenir compte. Elle n'est pas une histoire globale et chronologique de l'histoire de cette période. Elle s'en tient à tous les faits authentifiés qui ont une importance petite ou grande par rapport à l'objet de la recherche ; elle parvient ainsi à donner une vision historique irréfutable, loin des polémiques partisanes, hagiographiques ou malveillantes.

N. B. : l'ERC est la gauche républicaine catalane ; l'UR est l'Union des rabassaires (petits propriétaires).

Crise et recomposition de l'Etat

LA thèse est ainsi résumée dans la présentation officielle : *"Thèse dont le thème central est l'étude des formes de pouvoir révolutionnaire apparues localement dans toute la Catalogne durant l'été 1936, comme expression tant de la crise de l'appareil d'Etat républicain que de la réponse populaire au soulèvement militaire. La recherche aborde le problème du pouvoir durant les premiers mois de la guerre civile et son rapport avec les événements révolutionnaires ; elle montre, à partir d'une utilisation exhaustive des sources d'archives — dont certaines inédites —, hémérographiques* (qui ont trait aux publications périodiques — NDT) *et bibliographiques, les clés expliquant l'affaissement d'une grande partie de l'appareil d'Etat en Catalogne, représenté par les institutions du gouvernement autonome, et l'apparition d'un pouvoir révolutionnaire, certes atomisé, mais d'une nature différente de celui du pouvoir légal ; elle montre de même les facteurs qui influèrent de manière particulière dans son élimination et le processus ultérieur de restauration institutionnelle."*

La thèse aborde également l'étude particulière de certains éléments qu'on retrouve dans la situation connue sous le nom de double pouvoir : "le bras de fer" entre le gouvernement de la Généralité et le comité central des Milices antifascistes, la réalité de la discussion interne dans le mouvement libertaire en relation avec le problème du pouvoir et l'analyse de la manière dont, localement, eurent tendance à se constituer des pouvoirs légaux, qui, d'ailleurs, finirent par exercer le pouvoir durant leur période d'existence, parfois avec le concours des autorités légales et souvent sans leur concours. Ainsi, à partir de l'étude des formes ou variantes qu'adopta le mouvement révolutionnaire à l'échelle locale — la manière dont il surgit, œuvra, évolua et ce qu'il représenta — et des caractéristiques, similitudes et différences, est analysé le phénomène représenté par les différents comités révolutionnaires qui fonctionnèrent à travers toute la Catalogne — y compris le comité central des Milices antifascistes — à partir d'une double perspective : en relation avec les organisations, partis et syndicats qui en firent partie, et en relation avec l'Etat, c'est-à-dire en relation avec les autorités légales, tant en ce qui concerne les institutions que les personnes qui, à un moment donné ou en un lieu particulier, représentèrent et symbolisèrent le pouvoir légal.

L'analyse est complétée par l'étude des luttes politiques qui installèrent à l'arrière du front une agitation continuelle quasiment jusqu'au milieu de 1937, et leur rapport avec le processus de crise et recomposition de l'Etat, avec une attention particulière portée au rôle joué par la Junte de sécurité intérieure.

Les organes de la révolution...

La thèse sur le pouvoir révolutionnaire en Catalogne en 1936 n'est certes pas nouvelle, mais J. A. Pozo affirme sur la base des faits, page 6, que *"longtemps, l'étude en profondeur des divers aspects de cette période, et en particulier de la révolution proprement dite, est restée, dans une certaine mesure, en marge de l'immense bibliographie existant sur la guerre civile espagnole, aussi paradoxal que cela puisse paraître"* ; la considérable liste de documents de tous ordres étudiés en porte témoignage. C'est là un premier et décisif mérite de cette thèse, dont les conclusions s'appuient sur un dépouillement visant à l'exhaustivité de la matière historique conservée.

Ce caractère exhaustif de l'énorme travail de dépouillement démontre d'abord la profondeur et le sérieux de ce mouvement, qui voyait, dans chaque agglomération, si petite fût-elle, des comités tenir un compte exact et quasi journalier de leur activité jusque dans les moindres détails et dans tous les domaines.

La première partie de la thèse présente la formation du pouvoir révolutionnaire en examinant comment la réaction populaire immédiate devant le soulèvement militaire crée ses comités ; est ensuite formulée l'idée du *"fractionnement"* de ce pouvoir politique, dont sont donnés des exemples significatifs (région de Gérone, Lérida, Badalona, Sabadell, Mataró, Montblanc).

J. A. Pozo rappelle qu'après la victoire du Front des gauches de février 1936, une vague de grèves et de mouvements divers a soulevé le pays, et notamment la Catalogne, au point que le patronat catalan s'insurge contre *"l'intense agitation sociale"* en exigeant du nouveau gouvernement qu'il mette en application son programme comme garant de la paix sociale. De la même manière, cette radicalisation se manifeste par la position adoptée à son congrès de mai 1936 par l'Unió de Rabassaires (en principe, petits viticulteurs), très liée au parti gouvernemental de l'Esquerra Republicana Catalana, ERC (gauche républicaine Catalane), et qui s'était prononcée pour un régime collectif de la terre, pour l'expropriation sans indemnité et le pouvoir politique du prolétariat.

Le 19 juillet 1936, lorsque le soulèvement militaire était un fait à Barcelone, un manifeste du comité régional de la CNT publié dans *Solidaridad Obrera*, amputé par la censure pratiquée par les autorités de la Généralité, donnait l'alerte sur le mouvement lancé au Maroc, appelait à la résistance et avançait le mot d'ordre de grève générale si la même chose se produisait en Catalogne ; cette position fut reprise par toutes les organisations ouvrières et par l'ensemble des villes et localités catalanes. Celles-ci, les syndicats surtout, prirent l'initiative de la riposte et entraînèrent souvent les autorités représentatives des pouvoirs légaux, lorsqu'il s'en trouvait, à adopter des positions plus dynamiques devant les événements.

Un exemple qu'on pourrait multiplier par mille est donné par la ville de Terrassa, où, le 19 juillet, les organisations qui devaient constituer aussitôt le Comité de liaison antifasciste rendaient public un manifeste dans lequel, outre l'appel à la grève générale et à la formation de milices, elles avertissaient la population de ce qui se jouait : *"Tous debout ! Nous vivons les moments suprêmes où les organisations ouvrières jouent leur droit à la vie. Aucun effort ne sera vain. La réaction fasciste doit être implacablement battue (...). Ouvriers de toutes tendances, sans exception ! Républicains avec conscience de classe, anarchistes, communistes, socialistes, syndicalistes, aucun ne doit manquer dans la lutte à mort qui se livre dans la rue. Pensez à la terreur sanguinaire des régimes fascistes"* (page 44).

Une multitude de pouvoirs locaux

Tous ces comités de liaison, d'unions de syndicats et-ou de partis, dans leur lo-

calité, étaient armés et vont se retrouver sur le devant de la scène.

D'une certaine manière, le comité central des Milices antifascistes qui se constituera à Barcelone les représentait tous, puisque tous étaient nés de la même situation ; mais, en pratique, un bon nombre d'entre eux maintint un niveau élevé d'autonomie et se montra réticent à recevoir des ordres de quiconque ; on assistait à l'éclosion d'une multitude de pouvoirs locaux, surgis directement de la crise et de l'affaissement des pouvoirs légaux.

Qu'avaient-ils en commun ? Assurer l'ensemble des tâches nécessaires à la vie et à la sécurité d'une localité sur tous les plans : matériel, ordre public, militaire, transports, vivres, travail, information, ensemble des tâches administratives. Armés, ces comités, devant des autorités républicaines molles et suspectes, vont faire réapparaître les vieilles revendications (la terre, la propriété des biens de production). Quasiment sans transition, ces comités constitués pour se défendre vont très vite passer à la lutte, qui les mènera à exercer le pouvoir par l'organisation de la vie de la cité.

Ainsi, par exemple, à Vimbodí (vallée de Barberà), les membres et sympathisants de l'Unió d'Obrers Agricultors, réunis en assemblée générale le 19 juillet même, décidèrent à l'unanimité de *"désigner un comité local du Front populaire antifasciste dans le but de prendre les armes et d'intervenir dans la surveillance et la préservation de la localité en exerçant une scrupuleuse surveillance, d'organiser des patrouilles permanentes, d'intervenir dans les centres postaux et téléphoniques, dans la station de chemin de fer en contrôlant les trains et les voyageurs, la circulation de véhicules et de personnes sur les routes, et enfin intervenir et pratiquer des fouilles dans tous les édifices à caractère collectif ou privé où se seraient manifestés des doutes à l'égard du régime actuel, en pratiquant des détentions et en procédant à la réquisition de personnes et de biens qui seront mis à disposition des autorités supérieures compétentes et en appliquant des sanctions très rapides en relation avec leur importance selon ce qu'en pensera et tranchera la totalité du comité. Tous les actes de contrôle ci-dessus spécifiés feront l'objet d'un compte rendu à la municipalité, siège des autorités locales élues par élection populaire de même idéologie et frères absolus de cette assemblée en esprit et en actes"* (archives municipales de Vimbodí, *"Procès-verbal de constitution du comité du Front populaire antifasciste de notre cité"*).

Des centaines de comités se constituèrent avec les mêmes intentions dans toute la Catalogne.

Le processus de formation fut pratiquement toujours le même : l'organisation majoritaire convoquait les autres dans le but d'établir la coordination nécessaire et prendre les premières décisions. En général, y participaient les délégués désignés par chacune des organisations ; dans les localités plus petites, c'est en général l'assemblée générale des organisations du comité qui lui donnait sa légitimité. Parfois aussi, mais plus rarement, c'est toute la population qui était invitée à venir discuter avec le comité de ses affaires.

Pas de commune sans son comité

Une semaine après le soulèvement, il n'y avait pratiquement pas de commune sans son comité, avec des noms différents selon l'implantation politique majoritaire : antifasciste, de lutte, de défense, révolutionnaire. Presque paradoxalement, l'appel lancé par la Généralité à constituer des "comités locaux de défense" comme émanation de son pouvoir servit à justifier et légaliser ceux que les masses prolétariennes organisées en partis et syndicats avaient déjà formalisés à travers leur propre action.

Sur la base des archives des différents comités conservées par les municipalités, l'auteur analyse en détail la vie quotidienne de bon nombre de ces comités.

Le comité exécutif antifasciste de Gérone et sa région : il prit en charge toute

l'administration et les services de la ville (placement des ouvriers chômeurs, destitution des fonctionnaires suspects, autorisations et contrôles des réquisitions, contrôle des livres de comptes et des compagnies d'assurances). Installé au siège de l'ancien "gouvernement civil", coprésidé par la FAI et un ex-ministre républicain, il avait la haute main sur les secteurs suivants : présidence, finances, justice et prévention, comptabilité et réquisitions, transports et carburants ; enfin, un comité de guerre et un comité de travail lui étaient adjoints.

Le plus emblématique fut celui de Lérida, dont les commissaires à l'ordre public et à la Généralité émanèrent l'un du POUM et l'autre de l'UGT ; en outre, participaient au comité les délégués nommés par les autres partis ouvriers (à l'exclusion des partis "républicains"), qui disposaient chacun de deux délégués dans le pouvoir législatif de ce comité populaire, émanation de l'assemblée générale des syndicats. En dépendaient un comité agraire plus un comité de ravitaillement, et enfin un tribunal populaire constitué après la disparition du tribunal régional d'instance. Il était constitué par toutes les organisations ouvrières et avait juridiction sur tout son district ; en relation avec lui fonctionnaient un comité d'investigation et la "brigade sociale ouvrière", qui, comme les patrouilles de contrôle de Barcelone, étaient en charge de l'ordre public ainsi que des perquisitions à domicile et des arrestations. Pour toutes ces raisons, la municipalité de Lérida, en pratique fermée, fut remplacée par un comité municipal dépendant du comité populaire constitué selon une représentation paritaire des organisations syndicales et d'où furent également exclus les partis républicains.

L'affaissement du pouvoir légal

Le soulèvement militaire brise le cadre légal de la République ; les ouvriers et les paysans, avec leurs syndicats et partis, commencent à établir un cadre qui dépasse largement le cadre institutionnel de la Deuxième République.

Et si Luis Companys, essentiellement, jouissait d'une grande popularité personnelle pour avoir été emprisonné en octobre 1934, il n'avait pu ni voulu arrêter à temps le complot militaire, qui s'était préparé au grand jour ; en fait, le cadre du gouvernement de la Généralité, représentant de l'Etat espagnol en Catalogne, est réduit à sa plus simple expression, c'est-à-dire à Companys lui-même.

Un épisode mérite d'être rapporté ; il est évoqué dans son livre par Jaume Miravitlles, *Episodis de la guerre civil espanyola*, page 69 . C'est Luis Companys qui parle : *"Maintenant, le 19 juillet, depuis mon bureau, je sonnai mon secrétaire particulier. La sonnette commençait par ne pas fonctionner, car il n'y avait pas de courant électrique. Si j'allais à la porte de mon bureau, le secrétaire n'y était pas ; il n'avait pas pu arriver au palais du gouvernement. Et même s'il y était, il ne pouvait pas se mettre en rapport avec le secrétaire du directeur général, car celui-là n'était pas arrivé à la Généralité. Et si le secrétaire du directeur général, au prix de mille efforts, était à sa place, c'est son supérieur hiérarchique qui n'était pas au rendez-vous."*

En Catalogne, les partis et syndicats ouvriers contrôlaient les ressorts les plus importants de l'appareil d'Etat. En conséquence, le maintien de l'ordre public passa aux mains des comités révolutionnaires. En même temps, par peur de la contagion, les corps et les compagnies des gardes d'assaut, de la garde nationale républicaine furent consignés, ce qui laissa la "rue" aux révolutionnaires ; outre cela, à Barcelone, les forces de police "loyalistes" avaient lutté contre les insurgés et essuyé des pertes, et un autre contingent des forces de sécurité et d'assaut était parti au front ; et pour ceux qui restaient à Barcelone, ils étaient nombreux à participer à la lutte aux côtés des combattants révolutionnaires, y compris en provenance de la terrible brigade sociale, qui se retrouva totalement disloquée et transformée en "brigade antifasciste" alors qu'elle était chargée jusqu'alors de la répression de ceux aux côtés de qui elle combattait. Enfin, pour plus de sûreté, furent créés des comités

d'ouvriers et de soldats, tous centralisés en un comité central des conseils d'ouvriers et de soldats (intégré par des délégués CNT et UGT) couvrant tous les corps d'armée et de police.

Très rapidement, le mouvement ouvrier se trouva confronté à la nécessité de relancer la production, de rétablir les services assurant le fonctionnement de la cité, d'organiser la défense et le contrôle de l'ordre public ; ce faisant, il posait les bases d'une nouvelle légalité, différente de celle qui existait jusqu'au 19 juillet, et qui lui servit pour légitimer en son nom toutes les réalisations révolutionnaires.

En même temps aussi, la Généralité conservait les mécanismes de gestion et des finances, le contrôle de la radio, assurait la continuité des rapports politiques et économiques avec le gouvernement de la République (Madrid) et les instances internationales. Elle conservait également le contrôle et le suivi des affaires dans lesquelles étaient impliqués les militaires insurgés. Et elle assumait toujours les fonctions du pouvoir exécutif, approuvant tous décrets et dispositions rendus nécessaires, qui, de ce fait, prenaient un caractère officiel avec la publication dans le *Bulletin officiel* du gouvernement de la Généralité de Catalogne, dont la parution ne fut jamais interrompue.

Gouvernement révolutionnaire à Barcelone : le comité central des Milices antifascistes (CCMA)

A l'origine, il apparaissait comme une sorte de comité de liaison chargé d'organiser la levée en masse de militants pour le front et d'assurer l'ordre public au moment où le pouvoir d'Etat était soit disloqué soit consigné dans les casernes.

Dans les plénums des unions locales et de district *(le terme* "comarcal" *n'a pas d'équivalent exact ; "district" suggère une réalité géographique assez proche — NDT)* du 2 juillet, deux positions s'affrontèrent dans la CNT, celle de García Oliver, soutenu par une union de district, qui voulait pousser les feux, et celle de la direction, beaucoup plus attentiste, dont ce dernier faisait partie. Finalement, la position victorieuse fut de maintenir le gouvernement de la Généralité et de collaborer avec les autres organisations.

D'emblée, la composition imposée par la CNT fut généreuse avec la représentation "républicaine" et mesquine à l'égard du POUM, concurrent dangereux du fait de son activisme et de sa politique d'agitation systématique vis-à-vis des masses cénétistes sensibles à son discours : 5 CNT-FAI, 5 "marxistes" (3 UGT, 1 PSUC, 1 POUM) et 5 "républicains". Cependant, au point de départ, la discussion fut tendue entre la CNT et Luis Companys, qui voulait globalement imposer à la CNT, mise devant le fait accompli, que le comité central des Milices antifascistes soit un appendice gouvernemental, chose que refusa la CNT, qui préféra garder la haute main sur le comité central des Milices antifascistes, mais sans que ce dernier apparaisse clairement comme l'organe de pouvoir "de facto" qu'il était.

Pouvoir légal et pouvoir réel

Dans son premier manifeste de la période révolutionnaire, le comité central des Milices antifascistes présentait sa constitution *"en accord avec le décret publié par le gouvernement de la Généralité dans son* Bulletin officiel *d'aujourd'hui"*, ainsi que le publiait *L'Humanitat* (21 juillet) ; de fait, il se plaçait sous l'autorité du décret publié par la Généralité, soit que la Généralité ait officialisé un fait qui lui était extérieur, soit que, dès sa naissance, le comité central des Milices antifascistes ait porté en lui sa double paternité si l'on peut dire, gros de frictions et de conflits qui jamais n'affleurèrent vraiment, malgré l'incongruité d'un pouvoir légal sans pouvoir effectif et d'un pouvoir réel se refusant à assumer le pouvoir légal.

Fin juillet, Luis Companys tente d'imposer au comité central des Milices antifascistes une réorganisation du gouvernement de la Généralité élargi au PSUC et à l'UR (Rabassaires), déjà acceptée par la régionale de la CNT et qui était apparue à García Oliver, chef incontesté du comité central des Milices antifascistes, comme une opération visant à annuler le comité central des Milices antifascistes. García Oliver menaça de dissoudre la Généralité, ce qui fit aussitôt reculer Companys. Le comité central des Milices antifascistes se maintint en conséquence avec toutes ses prérogatives à côté du gouvernement, avec qui il collaborait à la condition qu'il ne fasse pas obstacle à la marche à la révolution.

Par rapport aux autres comités locaux de milices, le comité central des Milices antifascistes adopta la même attitude que celle de la Généralité, qui ne les considéra que comme de simples instruments auxiliaires des autorités, qu'ils devaient aider et dont ils devaient garantir l'existence, chose que d'ailleurs refusèrent la plupart de ces comités locaux. La direction de la CNT laissa aux mains des "républicains" (ERC et PSUC) la direction des comités de milices de district, qui insistera, et parfois de manière menaçante, sur le fait que les comités de district ne pouvaient avoir d'autre fonction que celles qui lui étaient assignées : recrutement de volontaires et organisation des milices, respect et soutien des autorités légales.

Seul un projet politique centralisateur pouvait fédérer tous ces comités locaux, qui se refusèrent à obéir à des consignes dont ils voyaient bien qu'elles cherchaient à les dépouiller de leurs prérogatives révolutionnaires.

La Publicitat (29 juillet) publie une note de la commission des milices de district en forme d'avertissement voilé avec possibles retombées financières désagréables : *"La commission des milices de district se voit dans l'obligation de faire savoir qu'elle ne reconnaîtra comme tel que le comité local ou de district constitué avec les différentes représentations des différentes organisations antifascistes de ses localités respectives. Les comités locaux qui se constitueraient sans accepter la représentation établie de quelque organisation antifasciste que ce soit ne seront pas reconnus par la commission des milices de district."*

Les rapports établis par les délégués envoyés par le comité des milices de district montrent bien, pour s'en inquiéter, à quel point s'était généralisée la collectivisation des terres et la confiscation d'entreprises et de services sous l'impulsion et le contrôle des comités locaux, qui surveillaient de très près le fonctionnement des municipalités, quand elles fonctionnaient ou que les délégués les remettaient en fonctionnement. Ces comités locaux étaient en général bien armés et disposaient d'une force milicienne réelle pour défendre les conquêtes révolutionnaires et garantir le contrôle des arrières.

Ainsi, *La Publicitat* (2 août) publie cette note :

"Notre comité de milices de district a eu connaissance de nombreuses plaintes privées et officielles selon lesquelles il était exigé de fortes sommes d'argent à certains citoyens de la part des comités locaux, et, après avoir vérifié que, dans la majorité des cas, il a été fait recours à l'intimidation et à la menace, notre commission fait savoir :

1) Les comités locaux de milices n'ont pas d'autre mission que de recruter, organiser et former les miliciens qui se présenteront pour lutter contre le fascisme, ce qui exclut toute mesure à caractère économique.

2) Tant qu'il existe des municipalités, ce sont ces organismes et aucun autre qui ont autorité pour établir les impôts, les dons et contributions nécessaires pour résoudre tous les problèmes locaux d'ordre financier.

3) Au cas où quelques municipalités ne correspondraient pas au rapport de forces sociales existant dans chaque localité, notre commission recommande aux organisations qui représentent les noyaux sociaux sans représentation ou avec une représentation inférieure à celle qui leur revient de procéder à la constitution normale des nouvelles municipalités sans désignation de la représentation proportionnelle qui leur revient.

4) La commission des milices de district ne prend aucune responsabilité pour ce qui pourrait se passer si, par méconnaissance de ses indications, continuent ces exigences financières qui déshonorent et déconsidèrent le nouvel ordre révolutionnaire."

Les patrouilles de contrôle de Barcelone, quant à elles, exerçaient un contrôle strict et permanent grâce à l'autonomie dont elles disposaient : leur comité central ou secrétariat, au fonctionnement fort indépendant, disposait d'un pouvoir presque tout-puissant, puisqu'il avait le droit de réquisition des propriétés et des biens des personnes arrêtées, source importante de fonds propres, en plus de posséder ses propres prisons et même son tribunal d'urgence. Elles furent l'objet de toutes les attaques comme symbole du pouvoir révolutionnaire, jusqu'à leur dissolution en juin 1937.

De fait, trois "corps" de police fonctionnaient à Barcelone : les patrouilles, les corps officiels du gouvernement et les polices parallèles, ou commissions d'investigation.

Bientôt, une intense campagne de propagande fut lancée au cri de : *"Les armes pour le front"*, qui visait à désarmer ces milices locales de leurs armes longues, qui pouvaient être utiles dans des petites opérations de police, mais bien inutiles au front, qui manquait cruellement d'armes de gros calibre et surtout de balles.

Dualité de pouvoirs

Cette dualité de pouvoirs, grosse de conflits, devait être résolue pour mener à bien une politique claire dans une situation de poursuite de la guerre : l'alternative devait être tranchée : ou bien le comité central des Milices antifascistes était dissous pour entrer dans le gouvernement de la Généralité — et y entraient toutes les organisations —, ou bien le gouvernement était dissous et le comité central des Milices antifascistes assumait tout le pouvoir. Cette discussion accapara l'attention de la CNT tout le mois d'août.

Première alerte : fin août, sous la pression du PSUC, l'UGT se retire de ces comités chargés de contrôler les corps armés et de police après l'échec de la tentative du PSUC de dissoudre ce comité central à une réunion du comité de liaison CNT-FAI-UGT-PSUC. La CNT s'y refuse et ce comité central conserve son rôle de contre-pouvoir efficace et très respecté à l'intérieur des corps armés restés fidèles à la République.

Patiemment, se mit en place une mécanique d'intégration de plusieurs compétences du comité central des Milices antifascistes dans plusieurs conseils de la Généralité, d'abord par la formation de commissions mixtes comité central des Milices antifascistes-Généralité : culture, économie et industrie de guerre, acceptées par toutes les forces politiques.

De ce fait, le comité central des Milices antifascistes fut bientôt spécialisé dans la conduite des problèmes de la guerre : le PSUC et l'ERC étaient le fer de lance de cette politique d'intégration et de réduction des pouvoirs du comité central des Milices antifascistes. La CNT justifiait cet abandon en faisant mine de considérer que ces organismes mixtes étaient purement "techniques", terme par lequel la CNT couvrait d'un voile pudique sa collaboration avec la Généralité.

Malgré les dissensions au sein de la CNT et sous l'impulsion de García Oliver aidé par le POUM, le comité central des Milices antifascistes continuait de traiter de nombreux aspects autres que militaires, que toutes les forces liées au respect de l'ordre ancien (PSUC, ERC, UGT, UR) grignotaient chaque jour davantage. Mais même cette réduction des attributions du comité central des Milices antifascistes au seul domaine militaire, dans un pays en guerre, représentait de toute façon une importante — et bientôt insupportable — réduction des attributions politiques du pouvoir légal.

C'est pour cette impression de pouvoir qui se dégageait du comité central des Milices antifascistes que la délégation de nationalistes marocains venus demander de l'aide s'adressa d'abord au comité central des Milices antifascistes et non à la Généralité.

Ajoutons qu'ils prétendaient organiser un soulèvement au Maroc espagnol afin d'obtenir son indépendance. Cette initiative aurait pu constituer un tournant dans la guerre en ouvrant un nouveau front dans les lignes arrières de Franco, d'où étaient originaires ses féroces troupes d'élite, en même temps qu'il privait ce dernier de sa base de ravitaillement naturelle. Cette proposition fut rejetée par Largo Caballero de crainte de déplaire à la France, présente également dans le Rif. Sur cette question, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*.

La "terreur révolutionnaire"

Le décompte macabre dans toute la Catalogne fait apparaître un nombre de 8 352 personnes assassinées entre juillet et septembre sans aucune — ou presque — forme de procès, tant dans les zones rurales de l'intérieur que sur la côte et dans les régions industrielles. Il s'agissait de militaires qui avaient participé à la tentative de coup d'Etat, de civils qui leur prêtèrent main forte, de membres du clergé, de politiciens de droite — en particulier tous ceux qui avaient été actifs ou avaient exercé une charge, soit lors de la dictature de Primo de Rivera, soit durant la période d'après octobre 1934, propriétaires et bourgeois, auxquels s'ajoutèrent des gens qui, à un moment ou à un autre, avaient pris part à un affrontement avec les organisations ouvrières, qui les connaissaient comme indicateurs ou pour leur participation à un conflit ouvrier grave du côté des patrons. De même, il est parfaitement établi que fort peu avaient participé directement au soulèvement. De plus, la plus grande partie de ces assassinats ne fut pas l'œuvre d'isolés, d'incontrôlés ou le fruit de vengeances personnelles, mais la conséquence de mesures prises contre les amis des militaires insurgés par les paysans et ouvriers révolutionnaires, alarmés de plus par les nouvelles provenant d'autres villes. De ce point de vue, Saragosse seule, qui représentait tant pour les anarchistes, avait connu, dans la seule année 1936, 80 % des presque 7 000 assassinés par les troupes franquistes après la prise de la ville.

Bien sûr, il y eut des incontrôlés, qui procédèrent à la liquidation physique des personnes suspectées de faiblesse révolutionnaire, de sympathies pour la droite ou la religion. Mais, très vite, les comités locaux prirent bien souvent les mesures pour juguler, et s'il le fallait anéantir physiquement ces anges exterminateurs, dont certains furent fusillés pour avoir utilisé leurs armes à leur profit personnel.

Dans une note publiée par *La Vanguardia* (1er août 1936), le comité central des Milices antifascistes avertissait : *"Cinq mille miliciens armés ont désormais sous leur contrôle l'ordre révolutionnaire de la ville ! Tous ceux qui commettront des actes de pillage ou de vandalisme seront fusillés sur place. Tous ceux qui pénétreront dans les appartements privés collectifs sans l'autorisation du comité central des Milices antifascistes seront également exécutés sans autre forme de procès. Tous ceux qui, de quelque organisation qu'ils soient, se feront justice par eux-mêmes connaîtront le poids de notre justice.*

Les patrouilles de contrôle ont des ordres très sévères, qu'ils exécuteront inexorablement. La Catalogne ne peut se transformer en un bain de sang.

La Catalogne ne peut porter la tache du cannibalisme des peuples primitifs et sauvages. Le comité central des Milices antifascistes demande de manière pressante que tous les militants des organisations qui le composent se disposent à seconder et à renforcer leur action pour la santé de la révolution. Frères de travail, frères de lutte : aidez-nous en ces heures de danger."

Le coût de la révolution

L'entretien des miliciens sous les drapeaux, percevant le salaire moyen d'un ouvrier spécialisé, était assuré par le comité central des Milices antifascistes ; cela dura jusqu'à fin septembre, date à laquelle il ne fut plus en mesure d'assu-

rer le paiement des salaires à partir de ses fonds propres ; ceux-ci provenaient de l'impôt révolutionnaire imposé aux patrons sous diverses formes en plus des contributions et des baisses de salaires plus ou moins volontaires des milliers d'ouvriers travaillant jusqu'à 10 et 12 heures par jour pour un salaire de misère afin d'équiper les armées du front, le tout sur décision des comités locaux.

Le comité central des Milices antifascistes fonctionnait comme un double pouvoir, prenant en charge toutes les tâches du pouvoir, mais sans les finances du pouvoir. Du fait qu'il ne voulut pas prendre tout le pouvoir et assumer toutes les tâches d'un pouvoir au moindre coût, il fut contraint d'apparaître comme un suceur de sang qui respecta finalement la banque, mais sans argent, puisque le gouvernement, lui, gardait la maîtrise des finances publiques ; au bout de quelques semaines, il fut asphyxié financièrement.

Le gouvernement de la Généralité exerçait une pression considérable sur les municipalités en se refusant à verser les salaires des ouvriers des unités de production collectivisées tant que la nouvelle municipalité n'était pas légalement constituée.

Pendant la réorganisation des municipalités à partir d'octobre, celles-ci se retrouvèrent en quasi-faillite et, devant l'ampleur des dépenses nécessaires pour faire face aux besoins de la guerre et de la révolution, devant ces pressions financières de la Généralité, la tentation fut grande d'aller chercher l'argent là où il était et d'une manière autrement plus importante que celle que constituait la simple levée de l'"impôt révolutionnaire". Cette obligation qui fut faite aux révolutionnaires eut comme conséquence d'approfondir de manière extraordinaire le caractère des mesures prises. On en aura une idée par le rapide tableau ci-dessous, qui montre la portée des impositions extraordinaires auxquelles furent soumises les classes possédantes. Il suffit de comparer la répartition des dépenses extraordinaires engagées par les municipalités soumises aux comités et le budget prévisionnel initial (chiffres arrondis).

Grâce à ces fonds, furent lancés immédiatement des travaux publics qui donnaient du travail aux ouvriers sans emploi, dont le grand nombre était une menace permanente et dont l'occupation à un travail utile donnait parfois une aura progressiste à une nouvelle municipalité qui en manquait un peu.

La continuité du gouvernement de la Généralité

Le 22 juillet, la Généralité avait remplacé par décret tous les élus proches de la rébellion par des représentants des partis du Front populaire.

Ce n'était pas une simple mesure d'épuration que de proposer d'étendre à

Localité	Budget prévisionnel	Répartition des dépenses extraordinaires
Hospitalet de Llobregat	2 000 000	3 000 000
Sant Vicent dels Horts	112 000	100 000
El Prat de Llobregat	378 000	100 000
El Masnou	286 000	300 000
Rubí	290 000	100 000
Torredembarra	84 000	360 000
Cambrils	102 000	400 000
Manlleu	243 000	890 000
Ribes de Freser	141 000	2 390 000

toutes les municipalités la collaboration antifasciste dans le cadre de la défense de la légalité républicaine ; cela permit d'enserrer les représentants les plus décidés dans un tissu républicain "antifasciste", où se regroupaient de nombreuses petites organisations républicaines ou proches du PSUC non totalement constitué.

Mais le refus de la CNT d'accepter les places qui lui étaient réservées maintenait la structure de double pouvoir.

De nouveaux décrets élargirent considérablement les compétences des municipalités, qui, ainsi, pouvaient se prévaloir d'être un organe représentatif de l'ensemble des tâches à faire — donc, sans laisser d'espace aux comités, à qui celui-ci sera de plus en plus disputé — et avec toutes les forces "antifascistes", sauf la CNT jusqu'à son acceptation du cadre "tous unis contre le fascisme"... et contre la révolution, sous l'impulsion de l'ERC et du PSUC.

Le 4 août, le gouverneur de la Banque d'Espagne déclarait dans *L'Humanitat* : *"Il faut que le gouvernement de la Généralité soit la seule autorité en Catalogne et que les mairies soient la seule autorité dans les localités."*

La CNT franchit le Rubicon

Cette position découlait normalement de la décision des deux pénums de début et fin juillet, où la position radicale apparemment défendue par García Oliver et un comité de district (Baix Llobregat) fut défaite.

Une précision sémantique s'impose : García Oliver répétait l'expression de sa radicalité sous la forme de *"ir a por todo"*, généralement traduit par "prendre tout le pouvoir", ce qui est au mieux un faux-sens ; l'ambiguïté de la formule permet de manifester une volonté d'aller jusqu'au bout, mais sans dire clairement que ce "bout", c'est le pouvoir. Cette notion permettait de jouer la carte du radicalisme sans se séparer de ses amis dirigeants, que la chose et donc le mot effrayaient au plus haut point.

César A. Lorenzo, dans son livre *Les Anarchistes au pouvoir* (p. 79), explique ainsi le désarroi de l'organisation libertaire : *« Les militants de la CNT ne disposaient pas de plan de combat, d'orientation, de doctrine claire, de vision de ce qu'il fallait faire dans une période révolutionnaire. Le concept confédéral de "communisme libertaire", dépourvu du moindre réalisme, en dehors du temps et muet sur la voie à suivre, les laissait désemparés. Du jour au lendemain, ils durent se débarrasser de cet échafaudage abstrait, improviser précipitamment et prendre des décisions à court terme. »*

Partagés entre leur conception antipouvoir, quel qu'il fût, et les nécessités du moment, les oscillations conduisirent à la "prudence" tout en maintenant de l'extérieur un contrôle sur le gouvernement.

Lors de la réunion du 29 juillet fut posée, nationalement, la question de la participation de la CNT au Conseil national antifasciste. Tous les arguments furent développés pour réduire les résistances intérieures (présence de vaisseaux de guerre à Barcelone, différences de la situation selon les régions d'Espagne, faiblesses de l'organisation dans certaines régions, respectabilité vis-à-vis de l'extérieur), et la proposition d'implantation du communisme libertaire fut repoussée.

De la même manière fut repoussée, sans être écartée, la participation au gouvernement. La participation sous condition ne fut décidée que le 4 août, en l'absence de certaines régionales et malgré les réserves émises ; les conditions étaient une invitation officielle du gouvernement et la préservation de la liberté d'action de la CNT.

Une junte révolutionnaire

Après la chute de Badajoz, reprise par Franco, le gouvernement Largo Caballero envisagea la possibilité de constituer une junte révolutionnaire avec l'UGT et la CNT exclusivement, idée abandonnée sous les pressions conjuguées du président, Manuel Azaña, et de

l'ambassadeur "soviétique" (sources : procès-verbal du plénum national de régionales convoqué par le comité national, Madrid, 4 août 1936).

Le PSUC, dans son journal *Treball* (15 septembre), appréciait en ces termes cette initiative : *"Camarades anarchistes, la réalité est plus forte que les vœux pieux. Une junte révolutionnaire ne se constitue jamais si ce n'est lorsqu'une partie du peuple se rebelle contre un gouvernement constitué. Le gouvernement factieux de Burgos est, de fait, une junte nationale révolutionnaire (...). Ce serait une terrible naïveté que ces deux gouvernements* (celui de Madrid et celui de la Généralité) *décident de se dissoudre comme tels pour dépendre d'une junte nationale révolutionnaire, ce qui voudrait dire, au moins, que le mouvement populaire, débordant les forces du Front populaire ou les organisations du prolétariat, a débordé les cadres responsables de la politique et des organisations. Alors, toute différence légale entre le gouvernement de Madrid et celui de Burgos disparaîtrait du point de vue du droit international."*

C'est pourtant en toute connaissance de cause que cette décision fut prise, comme en témoigne, dans le procès-verbal du plénum du 15 septembre, cette intervention de la délégation catalane appuyée par celle du Levant : *"On est allé jusqu'à envisager de faire un coup d'Etat en Catalogne sous l'égide du gouvernement ; il y a une Banque de la monnaie qui nous empêche de réaliser quelque opération que ce soit ; on nous refuse le soutien économique, alors qu'à Madrid les lingots d'or crèvent d'ennui, et ainsi on ne peut rien réaliser ni en faveur des lignes avancées ni des lignes arrières. L'action du gouvernement représente un véritable sabotage de notre mouvement antifasciste et révolutionnaire, et, dans ces conditions, nous ne pouvions donner notre aval à aucune démarche vis-à-vis du gouvernement."*

Et finalement, une nouvelle fois, l'idée de la participation fut abandonnée, mais sans qu'aucune porte soit fermée pour maintenir un équilibre instable entre les composantes de la CNT.

On sait que la décision de la CNT de participer au gouvernement de la Généralité fut prise lors du plénum secret du Mouvement libertaire de Catalogne, tenu fin août. On sait moins que cette décision fut prise après que l'organisation confédérale eut déjà décidé la dissolution du comité central des Milices antifascistes, même si cela n'avait pas été rendu public. Le premier pas dans cette direction eut lieu le 17 août, lors de la réunion du plénum de sections locales et de districts : *"Le plénum décide la dissolution du comité central des Milices antifascistes, avec constitution d'autant de conseils que les besoins politiques et organiques de la vie de la Catalogne l'exigeront sur le modèle des conseils de défense, de ravitaillement, d'investigation, de culture et d'économie qui fonctionnent déjà."*

Et la résolution proposait une représentation des organisations proportionnelle *"aux masses ouvrières et politiques contrôlées"*, à l'exclusion des partis républicains bourgeois. Cette position, à nouveau discutée, fut adoptée lors d'un plénum du 21 août (AHN-SGC, dossier 39, série Bilbao, chemise 25).

Position moyenne qui tentait de maintenir la cohésion entre les plus droitiers de la direction et le secteur "anarcho-bolchevique", comme on l'appelait, mais qui marquait un moment important dans la disparition du comité central des Milices antifascistes comme organe politique, réduit maintenant aux tâches purement militaires. Plusieurs plénums furent encore nécessaires (3 et 15 septembre) pour enlever la décision.

D'accord pour dissoudre cet organe

Mais pendant que cette discussion avait lieu dans les instances, les représentants de la CNT au comité central des Milices antifascistes s'étaient déjà mis d'accord avec les autres délégués des autres organisations représentées pour dissoudre cet organe et entrer dans la Généralité.

Encore le 28 septembre, et alors que la CNT catalane avait déjà intégré la Généralité, le secrétaire général se lança dans un violente charge contre la proposition de création d'un Conseil national de défense et se fit l'avocat de la participation pure et simple au gouvernement. Il ne parvint pas à convaincre la majorité, comme le souligne César A. Lorenzo p. 185. Il obtint cependant du plénum une sorte de blanc-seing pour résoudre *"au mieux tout ce qui se rapportait au chapitre portant sur notre collaboration avec les organes de l'administration publique"* (circulaire du comité national de la CNT, 7 novembre 1936, AHN-SGC, PS Barcelona, 543).

Bien évidemment, la position d'intégrer la Généralité prise par la régionale de Catalogne, qui passait pour être le phare de l'anarchisme révolutionnaire, finit par emporter les dernières réserves.

Le choix des termes, *"remplacement du gouvernement de la Généralité par un conseil de défense de la Généralité de Catalogne avec représentation de toutes les organisations présentes dans le comité central des Milices antifascistes"*, permettait à la CNT de faire croire qu'il ne s'agissait que d'un département technique comme ceux de l'économie et de la culture, mais avec l'avantage de constituer une direction unique pour la guerre et la révolution.

A ce moment-là, le POUM, dans le meeting du 6 septembre au Gran Price de Barcelone, s'était prononcé pour un gouvernement sans ministres bourgeois et pour la constitution d'une junte nationale de défense (terminologie de la CNT), qui, à l'image du comité central des Milices antifascistes, coordonne l'action politique et militaire.

De leur côté, le PSUC et l'UGT s'étaient manifestés dès le 9 septembre, demandant que tout soit soumis à un seul mot d'ordre : *"Gagner la guerre"*, dans le journal *L'Humanitat* (12 septembre 1936).

Le résumé officiel du comité central des Milices antifascistes dans sa réunion du 14 septembre rapporte l'intervention du délégué de l'UGT (et bientôt du PSUC), pour lequel le nom du nouveau gouvernement devait être celui de conseil de la Généralité de Catalogne, qu'il devait avoir des *"fonctions globales étendues à tout le territoire"* et que seul il pouvait procéder *"à toute réquisition de propriétés et fabriques, et que personne d'autre que lui ne pouvait procéder à la collectivisation ou socialisation de l'économie du pays, mais bien sûr avec l'intervention des organisations ouvrières"*.

Les représentants de la CNT, confiants en leur appareil militaire, se refusèrent à toute discussion programmatique.

C'est García Oliver qui informa le conseil de l'accord de la CNT en ces termes : *"Le nouveau conseil ne doit pas faire autre chose que préparer les réalisations économiques qu'il faudra implanter une fois achevée la guerre, à laquelle il faut prêter maintenant la plus grande importance"*, et il donnait l'accord de la CNT *"pour que ce soit le président de la Généralité qui procède à la formation du conseil"*.

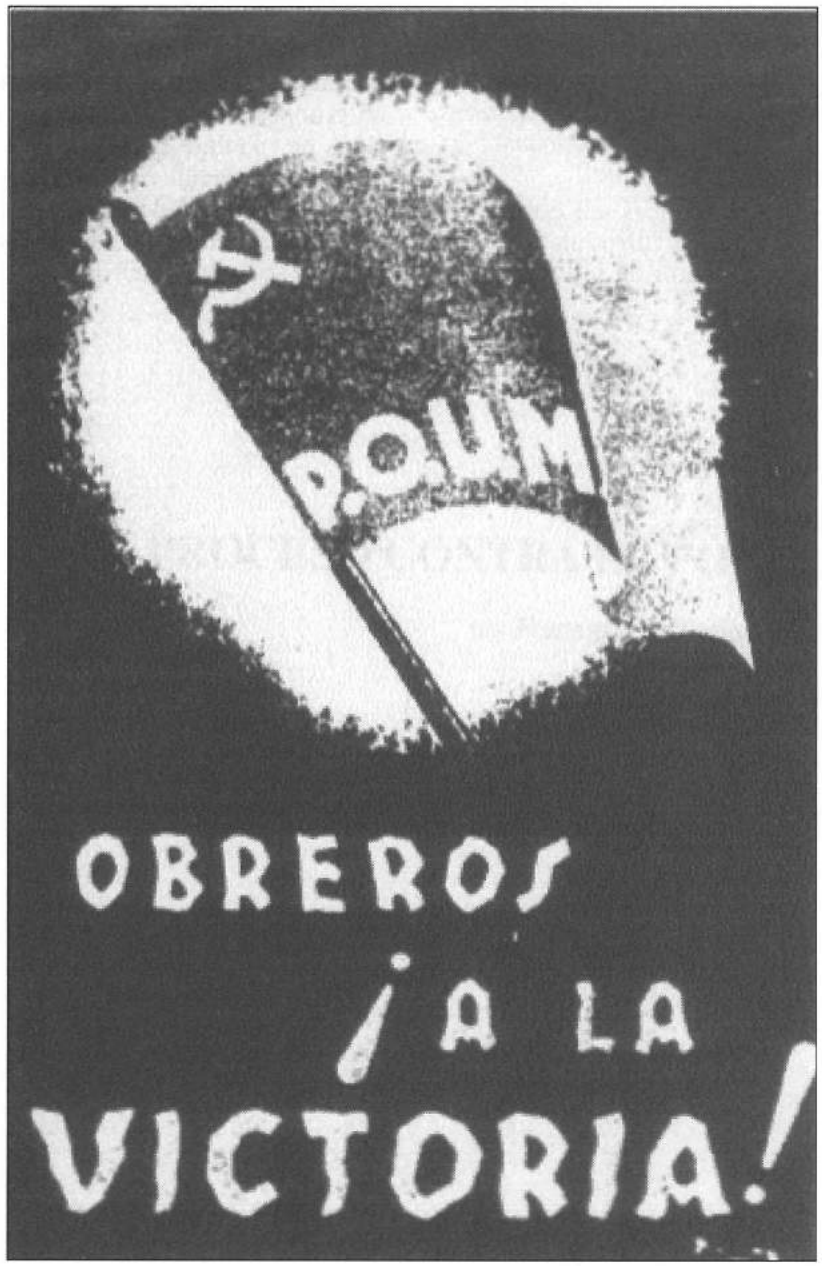
Le POUM affirma que le programme de ce conseil devait *"être de type socialiste ou socialisant"*, en insistant sur un programme de transformations sociales, parce que *"nos frères qui luttent au front veulent savoir ce qu'ils défendent et si, en réalité, cette lutte crée une société meilleure"*.

La ligne d'argumentation qui serait martelée sur tous les tons ensuite par l'ERC, le PSUC et tous les "modérés" remettait à une fin de guerre victorieuse toutes les tâches immédiates de la révolution des "impatients".

La conclusion du débat fut donnée par le représentant de l'ERC, dont pourtant l'existence et la présence au sein du comité central des Milices antifascistes dépendaient du bon vouloir de la CNT : *"Dans le but de mener la guerre à son terme heureux, nous proposons la formation d'un gouvernement qui ait comme objectif principal la lutte jusqu'à la victoire contre le mouvement armé du fascisme. A cet effet, nous proposons la formation d'un gouvernement composé de toutes les forces qui, en Catalogne, ont eu une attitude décidée contre le fascis-*

me, et qui sont la classe ouvrière, la petite paysannerie et les artisans. Ce gouvernement dirigera la guerre contre le fascisme et réalisera les transformations sociales et économiques indispensables à son écrasement historique."

Devant les résistances rencontrées, la direction de la CNT introduisit en son sein une modification de taille, consistant à remplacer la manière confédérale traditionnelle de prendre les décisions (verticalement et horizontalement) par un groupe restreint, qui prenait les décisions de manière parallèle à l'organisation (compte rendu du congrès extraordinaire de la Confédération régionale du travail de Catalogne, tenu à Barcelone du 25 février au 3 mars 1937).


P.O.U.M
OBREROS
¡A LA
VICTORIA!

Josep Antoni Pozo : restauration contre révolution

(deuxième partie) (résumé)

Dans la première partie du résumé de sa thèse, Josep Antoni Pozo a étudié la dislocation de l'Etat bourgeois et l'émergence d'organes par lesquels la classe ouvrière a tenté de définir son pouvoir propre, en particulier le Comité central des milices antifascistes (CCMA).

Dans cette seconde partie, il étudie la façon dont s'est opérée la reconstruction de l'Etat bourgeois, sous l'impulsion entre autres du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), parti stalinien constitué après la riposte ouvrière du 18 juillet 1936 au putsch fasciste, l'attitude des différents partis dans cette reconstruction, qui passait par la liquidation de tous les organismes proprement ouvriers et paysans sous la couverture de la discipline exigée par la guerre, et la résistance opposée par ces derniers à cette entreprise.

Note : l'ERC est le parti de la bourgeoisie catalane républicaine ; l'UR est l'Union des rabassaires (paysans petits propriétaires).

La reprise en main

Le nouveau gouvernement Tarradellas : 26 septembre

Le lendemain de sa formation, le journal de l'ERC reproduisait une déclaration du nouveau gouvernement, où, après avoir signalé l'accord de tous les secteurs politiques et syndicaux, il avertissait que quiconque désobéirait à ses dispositions serait déclaré factieux. Dès lors, cette maxime serait répétée à satiété dans la presse républicaine, la presse officielle et celle des partis soutenant le plus ouvertement le nouveau gouvernement de la Généralité.

Sa première démarche fut d'implanter dans toute la Catalogne son autorité, et notamment à Lérida, où, sous l'impulsion du POUM, l'implantation d'un pouvoir ouvrier était allé le plus loin. Tous les responsables avaient peur, et, courageusement, ils se firent accompagner par une centaine de gardes d'assaut, en plus de Andreu Nin, figure emblématique du POUM devenu nécessaire pour faire passer la nouvelle politique auprès des militants. Précaution inutile, le POUM, localement, soutenait la nouvelle ligne. Il en fut de même dans plusieurs villes importantes où Nin vint dire : *"Nous ne venons pas arrêter la révolution, mais lui donner forme"* (rapporté par *L'Humanitat*, journal de l'ERC, 6 octobre).

L'entrée de la CNT et du POUM dans le nouveau gouvernement donnait aux partisans de l'ordre un argument de poids, répété à l'infini : tout individu ou groupe qui se soustraira à la loi du nouveau gouvernement sera considéré comme factieux, puisque toutes les organisations qui luttent contre le fascisme y sont représentées. Evidemment, cela ne réglait pas le problème de l'obéissance effective, mais facilitait considérablement la bataille des partis d'ordre pour y parvenir. Pour ce faire, il fallut procéder à la réorganisation municipale comme mesure naturelle visant à éliminer tous les comités locaux et imposer partout la politique d'unité antifasciste.

La réorganisation municipale

Au moment du soulèvement, presque toutes les municipalités de Catalogne étaient dirigées par l'ERC. Les décrets du 9 et 12 octobre ont été la première mesure d'envergure du nouveau gouvernement : toutes les localités devaient

prendre comme base la même représentation que celle du gouvernement : 3 ERC, 3 CNT, 2 PSUC, 1 UR (rabassaires), 1 POUM, 1 ACR, soit 11 conseillers jusqu'à 5 000 habitants, 22 jusqu'à 20 000 habitants et 33 pour les villes de plus de 20 000 (*Journal officiel* du gouvernement de la Généralité de Catalogne, 11 et 14 octobre 1936).

Evidemment, le but recherché n'était pas d'établir une direction municipale en fonction des forces politiques en présence, mais de faciliter de larges majorités avec cette représentation généreuse pour les partisans de l'ordre (ERC, PSUC, UR, ACR).

C'est en ces termes que le journal de la CNT, *Solidaridad Obrera* (14 octobre), justifiait le nouveau tournant :

"Vers un contrôle efficace de la vie sociale des localités (...).

Du fait de l'absence d'un réseau de contrôle dans le développement des régions catalanes, il était inévitable que surgissent de multiples difficultés, puisqu'il pouvait arriver qu'une disposition adoptée dans telle localité retentisse dans un sens défavorable sur d'autres. Avec les dispositions adoptées, de telles difficultés seront écartées grâce à la relation et la mutuelle dépendance des organismes régulateurs (...). Ainsi prendra fin le chaos que, sur certains aspects, on a observé jusqu'ici."

De nombreux syndicats de la CNT boycottèrent l'application des décrets de réorganisation municipale et se refusèrent à dissoudre leurs comités révolutionnaires, qui dirigeaient les biens collectifs et affermissaient ainsi le pouvoir révolutionnaire.

Révélatrice de cet état d'esprit est la lettre à la direction du syndicat publiée dans le journal local (*Acció Sindical*, 15 octobre) des sections "syndicalistes" de la CNT de Valls, qui finirent par se soumettre, mais écrivirent :

"Les hommes disciplinés que nous sommes accepteront ces changements ; mais nous ne croyons pas juste que, dans ces conseils, il faille s'en tenir à la représentation qu'a celui de la Généralité (...). Il est incompréhensible que l'on essaie de donner des sièges à certains partis républicains qui, dans certaines villes, ont limité leur action non seulement à ne pas agir dans la rue, mais, de plus, à ne pas prendre part (sic) *aux comités antifascistes locaux. Faire entrer ces partis dans les nouveaux organismes directeurs de la vie politique et révolutionnaire de Catalogne apparaît injuste et erroné, puisque le peuple, avec raison, verra avec méfiance l'introduction d'éléments non révolutionnaires dans la direction de la révolution. D'autre part, si l'on s'en tient à la lettre du décret, nous nous trouverons avec des localités qui verront disparaître de leurs conseils la représentation d'organisations qui non seulement ont contribué à l'écrasement du fascisme, mais qui, de plus, ont renforcé le prestige des comités antifascistes par leur activité, leur austérité, leur intelligence."*

Ce sont tous ces anarcho-syndicalistes, réfractaires aux ordres officiels de l'organisation lorsqu'ils n'étaient pas d'accord avec eux, qui opposèrent la plus vive résistance.

Pour le POUM, sauf exceptions importantes, les bulletins, journaux, publications acceptent le nouveau gouvernement, puisque la phase de double pouvoir semble maintenant révolue.

Au chapitre des réticences, il faut citer le journal du POUM (*Acción*, 7 novembre) de l'importante ville de Tarragone : *"Le décret peut résoudre de manière satisfaisante la vie politique de la capitale* (Barcelone) *; mais dans l'immense majorité des localités, la mise en œuvre de ce décret s'est traduite par le retour des figures satisfaites des ventres-pleins ; il a réveillé l'opportunisme, et, ce qui est le plus à regretter, a expulsé les révolutionnaires au cœur sincère des lieux de décision (...). Les véritables favorisés sont ceux qui, le 19 juillet, restèrent tranquillement chez eux, ceux qui, avec un sourire moqueur, regardaient passer le révolutionnaire l'arme à l'épaule (...). Ce sont eux qui maintenant veulent et exigent la majorité du conseil municipal."*

Pris au piège de la logique de la participation au gouvernement et obligés

pour cette raison à une certaine loyauté institutionnelle, les dirigeants de la CNT et du POUM acceptèrent d'entrer dans une dynamique qui, loin de leur donner plus de force et de présence, devait les conduire à une situation où leur place serait réduite.

Mais le décret de réorganisation municipale passe mal : sur les 1 071 communes existantes, J. A. Pozo tire ses conclusions des 951 qu'il a pu étudier (sources : junte de sécurité intérieure, section districts ; livre de procès-verbaux et comptes rendus municipaux) ; et il affirme : 311 se sont constituées illégalement par rapport au décret. Courant décembre, malgré une intense campagne du gouvernement et des partis, le nombre des municipalités rentrées dans le rang n'arrivait pas à 700, pour passer à 767 en janvier 1937, à 834 en février et à 876 en mai.

Un des effets induits de cette "répartition proportionnelle" à l'imitation de Barcelone fut qu'en de nombreuses localités, des partis qui avaient droit à des sièges selon la règle de constitution de Barcelone n'y avaient pas de représentant ; ils utilisèrent cette circonstance pour implanter des sections composées de gens qui, au mieux, n'avaient jamais lutté avec les ouvriers et les paysans du lieu ; comme ils devaient être présentés à ce poste par une autorité politique ou syndicale, nombreux furent les réactionnaires qui se présentèrent, au début timidement et ensuite plus ouvertement, pour représenter tel ou tel parti, qui, ainsi, constituèrent des sections locales qu'ils n'auraient jamais pu construire par la voie militante. Tel fut le cas du PSUC, et c'est aussi celui de l'ERC, qui reconstitua sa force d'intervention à partir de l'entrée massive de tous les partisans de l'ordre dans ces partis ; le même phénomène se produisit pour la constitution des nouvelles sections de l'UGT, qui n'avait qu'un lointain rapport avec les sections de l'UGT existant avant le 19 juillet.

La plus réfractaire à la normalisation fut la municipalité de Lérida *(une grande ville pour l'époque et la région — NDT)*, où, encore en février 1937, une assemblée populaire convoquée par la CNT avec participation du POUM et de l'UGT résolut de ne pas permettre, *"quel que soit le moyen auquel nous devions recourir pour la défense de la révolution, que l'ERC et l'Acció Catalana Republicana (ACR) aient une représentation dans le conseil municipal de Lérida, ni dans aucun autre organisme de direction ou d'administration publique locale"* (conclusions adoptées à l'unanimité de la grande assemblée populaire tenue le 7 février 1937 au parc-théâtre Elysée-Reclus, AHN-SGC PS Lérida, liasse S 1).

La même chose se produisit à Gérone (importante ville de Catalogne), où l'ERC, le PSUC et un syndicat paysan furent interdits de représentation politique. De même dans les villes ouvrières et paysannes de Igualada, La Bisbal, Martorell, que la thèse étudie point par point.

Pour apprécier à sa juste mesure cette résistance, il convient de se rappeler le chantage financier sur les municipalités exercé par la Généralité. Ensuite, la généralisation des crédits accordés par le gouvernement de la Généralité contrôlant les institutions bancaires et de crédit fut un moyen de pression facile pour discipliner l'arrière et imposer pleinement son autorité avec la collaboration totale de l'ERC et du PSUC, qui s'acharnèrent particulièrement sur Lérida pour lui ôter son dû.

Les décrets dits de S'Agaró organisant ce chantage financier provoquèrent une véritable commotion dans les syndicats de la CNT et également une avalanche de critiques à la direction, accusée de couvrir les *"58 coups de canon contre la révolution"* (*Acracia*, journal de la CNT de Lérida, 27 janvier 1937) que signifiaient les 58 décrets du nouveau gouvernement en matière financière (rapport des plénums de la régionale de Catalogne du 29 novembre 1936 et du 29 janvier 1937).

Devant le danger, il fut procédé à la réorganisation du syndicat, et notamment du journal *Solidaridad Obrera*, dont le responsable fut remplacé par un homme de la direction.

Malgré l'intensité de la campagne, les interventions des directions des partis et des syndicats, les pressions finan-

cières considérables, les campagnes contre les "incontrôlés" et les déclarations qui présentaient les insoumis comme des factieux, quasiment 300 municipalités, d'une manière ou d'une autre, refusèrent de se plier aux ordres du nouveau gouvernement.

La campagne contre les "incontrôlés" et la lutte pour discipliner l'arrière

Le dilemme de la Généralité pour imposer la réorganisation des mairies était que sa seule force de persuasion lui venait des appareils des partis et des syndicats, et que l'utilisation des forces de l'ordre public pouvait déclencher une véritable guerre civile à l'arrière à cause de l'armement des milices. D'où la violente campagne qui fut ouverte par le journal de l'ERC (*La Humanitat*, octobre 1936) :

"Désormais, en Catalogne, des comités irresponsables ne peuvent plus agir... Une fois l'arrêté pris et le mot d'ordre donné, les organisations politiques et syndicales doivent rapidement le mettre en pratique. Toute résistance doit être considérée — et pas seulement en paroles — comme un sabotage de la révolution."

Déjà, l'organe du PSUC, *Treball* (13 octobre), avertissait :

"Assez des groupes irresponsables qui doivent être considérés comme des factieux. Assez des plans pour un avenir incertain sans la victoire. Assez des collectivisations forcées de la petite propriété et de la petite bourgeoisie. Assez des coercitions et des contraintes. Le conseil de la Généralité a le devoir, devant le peuple, d'en finir avec tout cela, et dans cette tâche il pourra compter fermement sur l'aide des organisations fiables et sur le peuple catalan tout entier. Le conseil de la Généralité doit désarmer les groupes qui n'obéissent à aucun contrôle et destiner ces armes et munitions à l'armée régulière, au front où elles font défaut. Et pour réaliser cela, qu'approuvent toutes les organisations, il faut une seule chose : unité, unité, unité."

Cet armement, utile comme facteur d'intimidation, mais peu utile au front, fut l'objet de l'énorme campagne *"Les armes pour le front"* ; en même temps (*Journal officiel* des 27 et 31 octobre 1936 du GGC) étaient pris deux décrets, l'un de restitution de toutes les armes et l'autre de mobilisation des classes 1932 à 1935. Mais malgré la bonne volonté de la CNT, personne ne rendait les armes.

Et pourtant, ces campagnes furent considérables, et on y consacra une grande énergie : encore en mars 1937, le commissariat à la Propagande de la Généralité lança une nouvelle campagne de désarmement, qui vit partir de Barcelone une colonne de 11 voitures remplies d'orateurs qui rendirent visite à 210 municipalités ; le résultat peut se mesurer à Sitges, où étaient signalés 70 fusils, dont un seul (en possession d'un membre de l'ERC) fut rendu.

Toutes les forces ERC, PSUC, UR, ACR faisaient pression sur les représentants de la CNT dans le gouvernement ; les conseillers (ministres) CNT étaient toujours sur la défensive dans ces questions ; mais rien n'y faisait ; c'est ce que confirme le *"Rapport du comité permanent prodésarmement volontaire"* (archives Tarradellas).

Devant cette faillite, c'est le PSUC qui prend le relais. *Treball* (6 novembre 1936) donna le ton : *"Ceux qui attaquent le gouvernement, ceux qui font obstacle aux mesures gouvernementales indispensables en temps de guerre sont en réalité des fascistes masqués"* ; en ligne de mire, le POUM et, derrière lui, tous les secteurs dans la mouvance POUM-CNT.

La lutte contre l'indiscipline sociale

Désormais installé, le gouvernement se devait de réorganiser l'appareil policier, ce qui fut l'objet d'une campagne contre "l'indiscipline sociale".

La première grande déclaration en ce sens fut faite dans le journal de l'ERC (1er novembre 1936), et le même journal du

6 novembre ajoutait un commentaire sur les déclarations énergiques de L. Companys, qui se félicitait de la pleine adhésion au gouvernement de la Généralité :

"Cela signifie qu'aucun représentant ou membre des organisations en question ne peut pas ne pas exécuter scrupuleusement les décrets et dispositions émanant du conseil de la Généralité. C'est cet engagement solennel devant le peuple qu'ont pris leurs délégués légitimes, c'est-à-dire les organisations auxquelles ils appartiennent. Personne, comité ou individu, ne peut rompre cet engagement. Tout manquement sera, tout simplement, l'acte de quelqu'un traître à la guerre et à la révolution. Un déserteur. Un factieux. Il n'y a pas de circonstances atténuantes, de prétextes ni d'excuses qui vaillent : traître, déserteur ou factieux. Rien de moins. Quel que soit l'individu, quel que soit le comité."

Le 22 octobre, la CNT avait signé le plan d'unité d'action PSUC-UGT-CNT-FAI, dont le premier point était : *"Mettre en œuvre les accords et décisions du conseil de la Généralité en y apportant toute notre influence et notre appareil interne pour en faciliter l'application"* (AHN-SGC PS Barcelona, liasse 617).

Cette notion "d'indiscipline sociale", qui suggère une vision beaucoup plus large que la mention des simples "incontrôlés", rappelle que la contestation des positions des dirigeants et la vision unifiée guerre et révolution étaient largement répandues au-delà des frontières des organisations comme le POUM et de la CNT, surtout après l'entrée de la CNT dans le gouvernement.

La junte de sécurité intérieure où étaient représentées toutes les organisations était totalement dominée par la CNT ; elle commença à fonctionner à partir d'octobre et devait être remplacée au mois de mars par le Conseil de sécurité intérieure, l'instrument qui devrait permettre le passage de l'ordre révolutionnaire à l'ordre républicain. Parallèlement, l'Etat républicain récupérait l'une après l'autre les parcelles d'un pouvoir que les révolutionnaires avaient accumulé après le 19 juillet. La composition initiale de cette junte de sécurité (ERC-CNT-PSUC-POUM-UR-ACR) assurait une sorte de continuité avec les sections de défense et investigation et les patrouilles de contrôle du Conseil central des milices antifascistes. La modification essentielle était que le nouvel organisme n'était plus aux ordres du Conseil central des milices antifascistes, mais à ceux du conseiller de Sécurité intérieure, donc aux ordres de la Généralité, dont il lui revenait de faire respecter les missions. La CNT y consentit moyennant la concession que le gouvernement devait "écouter" l'avis de la junte avant de prendre ses décisions. Et alors, mais c'était déjà trop tard, la CNT concentra tous ses efforts à empêcher les interventions des gardes d'assaut dans les nombreux conflits qui surgirent notamment avec les municipalités rebelles.

C'est sur la constitution des patrouilles de district que la discussion fut la plus rude.

Les délégués de la CNT et du POUM ne voulaient pas, et n'en démordaient pas, que la junte ait compétence à intervenir dans tous les nombreux conflits provoqués par la résistance aux ordres de réquisition pris par les localités financièrement asphyxiées par la Généralité. Voici comment cette junte de sécurité intérieure, section des districts concevait son action dans sa circulaire n° 1 (Barcelone, 9 novembre 1936) :

"Discipline de guerre et ordre révolutionnaire :

La délégation de district de la junte de sécurité intérieure tient à vous rappeler :

Il faut circonscrire aux besoins du front toutes les activités et tous les intérêts.

Aucun citoyen compris dans le territoire de juridiction de la Généralité ne pourra se refuser à réaliser des travaux pour la guerre.

Tous les citoyens éviteront de créer des problèmes qui puissent gêner l'œuvre antifasciste révolutionnaire.

Il faut de toute urgence accélérer la constitution des conseils municipaux en exécution des décrets des 9 et 12 octobre 1936. Ces conseils veilleront à tout moment au respect de l'ordre révolution-

naire mis en place auparavant par les conseils des milices antifascistes et auront à cœur de le consolider sous le triple aspect politique, social et juridique.

Il est nécessaire que les conseils de défense des municipalités procèdent au ramassage de toutes les armes à feu longues, afin de procéder de manière urgente à leur recensement et qu'elles puissent être remises, à l'exception de celles que les conseils autoriseront, au département de Défense, comme l'indique le décret du 24 août 1936.

Il faudra communiquer la liste des camarades qui constituent les patrouilles de contrôle et de surveillance de la municipalité avec nom et âge de chacun d'eux à notre délégation de district de la junte de sécurité intérieure de Catalogne.

Chaque conseil communiquera à notre délégation de district :

a) le recensement de la population flottante, qui, à partir du 19 juillet, veut résider dans la municipalité ;

b) les nom et domicile de tous les citoyens qui se refuseront à intégrer les rangs des milices populaires lorsque le département de Défense de la Généralité le demandera ;

c) tous les problèmes d'ordre public existant actuellement sur le territoire de la commune, comme ceux qui pourraient se produire à nouveau à compter du jour de réception de cette circulaire.

Il faudra articuler les fonctions des différents départements municipaux en accord avec les décrets, ordres, normes et autres dispositions émanant de la Généralité."

Les longues discussions, sans résultat pratique, s'achevèrent lorsque Companys et ses conseillers du PSUC décidèrent de réorganiser les services d'ordre public, en supprimant, quand ce serait possible, les patrouilles de contrôle et les comités d'ouvriers et de soldats, et de rétablir les corps policiers dans leurs fonctions ; ce fut l'objet des sept décrets du 7 mars 1937 relatifs à l'ordre public publiés par le conseiller à la Sécurité intérieure de la Généralité, et qui déclaraient dissous les patrouilles de contrôle, les conseils d'ouvriers et de soldats, la commission d'investigation, les conseils de défense municipaux et autres corps populaires de surveillance.

Le problème de la terre : le conflit avec les petits propriétaires

L'un des sujets qui provoqua le plus grand nombre d'interventions des délégués de la junte de sécurité, au centre de la controverse ouverte et publique sur l'ordre public, fut sans aucun doute le problème lié à la réquisition de la terre, qui ouvrit dans la campagne catalane un important conflit avec les petits propriétaires agricoles.

C'est dans la région de Tarragone que le conflit fut le plus brutal, là où le syndicalisme CNT avait ses points les plus forts. Le conflit prit la forme d'un conflit entre "collectivistes" et "individualistes".

D'un côté, l'existence d'une masse de petits propriétaires, de métayers, de petits exploitants agricoles et de "rabassaires" en principe, petits viticulteurs ("rabassa", en catalan, désigne un cep de vigne) ; la révolution du 19 juillet avait fait de ces derniers les propriétaires *de facto* des terres qu'ils cultivaient après les expropriations, et souvent la fuite des "factieux". De l'autre côté, un nombre également très important d'ouvriers agricoles journaliers qui avaient accédé à la "propriété" de la terre de la même manière que les petits propriétaires, mais, à la différence de ces derniers, par le biais d'une exploitation collective de cette "propriété".

Tous les cas de figure se présentèrent, jusqu'à celui des fermiers utilisant des salariés, chose strictement interdite, car ils ne pouvaient posséder (parfois sous forme d'usufruit) que la terre qu'ils pouvaient travailler seuls ou avec leur famille. Les terres abandonnées, et donc collectivisées, étaient quasiment toujours les plus mauvaises terres du village, et pour cause, et les coopératives installées

sur ces terres avaient le plus grand mal à en vivre.

Parfois, également, la situation était aggravée par le radicalisme de certains anarchistes acharnés à instaurer des sortes de phalanstères en accord avec leurs positions idéologiques.

Ici, pour bien apprécier les termes de ce conflit qui envenima la situation, s'impose une précision que l'auteur de cette présentation en français a encore bien connue dans un Roussillon des années 1950 pourtant détaché de la Catalogne depuis trois siècles et intégré à la nation française par la Révolution de 1789 ; elle porte sur le sens à donner à l'expression "petite propriété". Trois à cinq personnes d'une même famille pouvaient exploiter un champ de bonne terre d'une soixantaine d'ares à un hectare maximum ; cela supposait qu'il fût inclus dans le système rotatif d'irrigation très strict qui existait dans chaque village. Cette "mini"-parcelle, au prix de longues journées de travail, permettait entre quatre à six récoltes annuelles. Or nous savons que tous les partis et syndicats "ouvriers" et même "rabassaires" s'étaient prononcés pour le respect de la petite propriété, entendant par "petite" celle que la famille pouvait exploiter seule.

Les métayers dont il est question ici l'étaient au plein sens du terme, puisque le propriétaire en général apportait la terre, les semences, le fumier avec le cheval et les outils, pendant que le métayer apportait sa force de travail ; les bénéfices étaient répartis par moitié, d'où le nom de "métayer", de "mitonner" en catalan et de "medersa" en espagnol. Ce mode d'exploitation intensive était largement répandu, et, souvent, les riches propriétaires donnaient en fermage une partie de leurs propriétés selon ce contrat qui les transformait en semi-rentiers. La possession de quelques hectares de bonne terre y suffisait. Il était assez souvent pratiqué aussi par l'ouvrier agricole, soumis à l'embauche quotidienne, qui, après sa journée de travail, allait travailler la micro-parcelle qu'il avait en contrat, verbal quasiment toujours. Cette situation explique l'âpreté d'un conflit qui opposa ces deux couches socialement très proches. Or la propagande insistante sur la défense de la propriété privée, éventuellement "petite", fit que de nombreux propriétaires, pas si petits, puisqu'ils devaient employer des salariés, construisirent de nouvelles sections de l'ERC et surtout du PSUC pour défendre cette propriété "acquise" dans le feu de la révolution. Certes, la situation à la campagne était assez complexe, mais était loin d'être sans issue.

C'est surtout l'asphyxie financière des municipalités organisée par la Généralité et soutenue par toutes les forces "antifascistes" qui tendit la situation. L'abandon de fait des positions "idéalistes" et des conquêtes révolutionnaires, la dissolution des comités locaux consécutive à la réorganisation des municipalités, les tentatives de plus en plus marquées de rétablissement de l'ordre public rendirent cette situation passablement embrouillée. Cependant, l'intervention des commissions dans de nombreux conflits apportait des solutions acceptables, en tout cas acceptées, et montrait que la complexité de la situation n'était pas insurmontable. Sur ce point aussi, le dépouillement exhaustif des documents réalisé par J. A. Pozo fait table rase de la propagande du PSUC et de l'ERC, exclusivement intéressée à montrer les conflits insolubles, selon eux, provoqués par l'attitude des révolutionnaires lâchés par les organisations. Celles-ci s'étaient lié les mains et ne pouvaient résoudre des problèmes certes difficiles, et qui finirent dans quelques cas, isolés mais bien réels, par envenimer une situation de conflits latents, montée en épingle par ceux-là mêmes qui l'avaient provoquée et que les représentants de ces couches sociales proches n'avaient rien fait pour empêcher.

Les "événements" dits de La Fatarella sont très révélateurs du conflit, car c'est là que celui-ci prit le tour le plus aigu, provoquant des affrontements qui se soldèrent par la mort de 27 personnes au moins. Il s'agissait d'une localité riche, avec une vieille implantation des partis liés à la droite la plus conservatrice issue des grands propriétaires fonciers et des "caciques" faisant la pluie et le beau temps dans leur contrée.

Le conflit commença lorsqu'une douzaine de familles, de la CNT ou soutenues par elle, voulut monter une coopérative sur les terres abandonnées par les anciens propriétaires. En fait, il semble bien que sur les bonnes terres s'étaient installés les anciens métayers devenus "propriétaires" et que la coopérative n'avait que de mauvaises terres, raison pour laquelle ces familles s'emparèrent d'autres terres. Les tentatives de conciliation n'aboutirent pas et les sections locales de l'UGT, du PSUC et de l'UR, constituées après le 19 juillet par des habitants qui "prenaient le train en marche", prirent fait et cause contre la CNT ; le local de la collectivité (propriété collectivisée) fut dévalisé ; la CNT locale appela en renfort les comités locaux voisins, qui encerclèrent et prirent le village d'assaut, passèrent par les armes 7 meneurs et arrêtèrent 47 personnes. Quand le calme revenait et que le village était rassemblé pour discuter, des francs-tireurs firent feu sur l'assemblée, et, finalement, après l'intervention des gardes d'assaut, on aboutit au résultat de 27 morts.

Cependant, dans le village voisin de Mòra la Nova, qui réunissait également les conditions les plus difficiles, avec une CNT inflexible sur ses positions, on était arrivé à un accord de toutes les parties qui apportait une solution immédiate acceptable à la question de la terre, même si elle était provisoire. L'UR (rabassaires), syndicat majoritaire à la campagne, s'était d'ailleurs prononcé à son congrès du mois de mai 1936 pour la collectivisation de la terre.

Après de longues discussions, voilà ce qui fut convenu entre toutes les parties et que rapportent les "*Minutes de l'assemblée tenue à Mora la Nova le 9 décembre 1936, en présence de la CNT, de l'UGT, de l'ERC, et de l'UR des 4 districts et 37 communes*" :

« Point 1 a) nous entendons qu'il ne peut y avoir de salariés dans la modalité de l'exploitation de l'homme par l'homme ; b) il ne pourra pas non plus y avoir de métayers ni de fermiers, les terres réquisitionnées devant passer à la collectivité ; c) les "rabassaires" travaillant leur propre vigne seront respectés, mais les terres qu'ils ne pourront pas travailler comme un bon paysan iront à la collectivité ou seront mises sous le contrôle du comité local administratif, qui sera chargé de distribuer les journées à la meilleure proportionnelle possible. A mesure que les collectivités prendront de l'essor et pourront travailler, les terres réquisitionnées passeront en leur possession.

Point 2) Auront le droit d'intégrer la collectivité tous ceux qui l'accepteront volontairement (sic), *avec obligation de respecter ses statuts et à la condition que les organisations acceptent d'y entrer de manière officielle et organique avec représentation proportionnelle.*

Point 3) Cette résolution propose la création de comités de liaison des comités locaux et de district des organisations antifascistes, afin de limer les aspérités qui peuvent apparaître dans les localités.

Point 4) Là où la collectivité pourra travailler et administrer toutes les terres réquisitionnées, il ne sera pas nécessaire de désigner des comités de contrôle.

Point 5) Les métayers qui auront pris une part active au mouvement révolutionnaire verront leur droit d'usufruit respecté sur les terres qui n'ont pas été réquisitionnées et le fruit de leur travail sera vendu soit au syndicat, soit à la collectivité de leur localité, tous droits qu'ils ne pourront céder à un descendant ni par héritage ni par vente.

Point 6) Ces accords resteront en vigueur jusqu'à ce que les organisations régionales structurent un nouvel ordre social et économique à la campagne (...).

Móra la Nova, 11 décembre 1936. »

Cet accord était un compromis réalisé par des gens de bonne volonté qui voulaient vraiment conclure un accord. Mais un nouveau décret de la Généralité, publié le 1er janvier 1937 au *Journal officiel* du GGC, faisait des métayers les propriétaires des terres qu'ils travaillaient, contre les collectivités qui voulaient donner du travail à tous les ouvriers agricoles, qui se voyaient dès lors obligés de travailler pour les nouveaux petits pro-

priétaires. Cette mesure, prise contre le compromis accepté par toutes les parties, opposait les ouvriers aux petits propriétaires, qui se sentaient protégés par la manœuvre du gouvernement ERC-PSUC contre la CNT et le POUM.

Un autre décret du 20 février 1937 établirait que les "collectivistes" pouvaient abandonner la collectivité à tout moment, et que, dans ce cas, devaient leur être restitués la terre et les outils qu'ils pouvaient avoir apportés au moment d'y entrer.

Dans les conditions d'asphyxie financière imposées aux municipalités par la Généralité, les collectivités étaient privées d'argent pour acheter engrais, machines et semences ; ces décrets dressaient sciemment les petits propriétaires contre les ouvriers agricoles connaissant des conditions de travail et de vie héritées du caciquisme et des latifundia. L'accord conclu à Móra la Nova montre bien qu'il y avait une issue que la Généralité avec ses conseillers ERC et PSUC ont fermée en toute connaissance de cause, provoquant ainsi des affrontements violents entre ouvriers et petits propriétaires.

Et cette situation connue de tous ne provoqua aucune réaction des instances dirigeantes de la CNT, pas plus que du POUM d'ailleurs, si ce n'est des réactions de regrets et d'inquiétude grandissante dans une situation de paralysie politique où le gouvernement, aidé par l'ERC et le PSUC, prenait de plus en plus ouvertement l'offensive contre les conquêtes révolutionnaires.

La réorganisation des services d'ordre public et la dissolution de la junte de sécurité intérieure

Lors de la réunion du conseil exécutif de la Généralité (minutes de la session du 25 décembre 1936), le délégué du gouvernement expose clairement pour la première fois ce qui sera ensuite repris avec toujours plus d'insistance par le PSUC et l'ERC :

"Des points de vue opposés se manifestent au sein du conseil : tandis que les représentants d'un syndicat (la CNT) *croient qu'il faut utiliser comme critère d'ordre public celui de la persuasion, d'autres représentants considèrent que ce critère a déjà échoué et proposent une action énergique, autant que de besoin, pour faire prévaloir les décisions du gouvernement."*

Désormais, il ne sera pas tant question de demander l'implication et la collaboration de toutes les organisations — particulièrement celles de la CNT — que de faire pression sur le gouvernement, c'est-à-dire Companys et l'ERC, pour qu'ils fassent appliquer les décisions, même s'ils ne sont pas sûrs de la "loyauté" de tous ceux qui les prennent.

Le représentant du PSUC, Joan Comorera, assura que son organisation donnerait tout son appui *"au conseiller de Sécurité intérieure afin qu'il puisse agir avec la plus grande énergie"* ; il fut rappelé notamment que le gouvernement disposait de la légitimité que lui conférait la présence des organisations syndicales et de tous les secteurs de la gauche républicaine. Les dénégations gênées de la CNT, qui, pourtant, rappela que c'était l'asphyxie financière des municipalités qui créait ces troubles à la campagne, ne firent que rendre plus audacieux les représentants du nouvel ordre. C'est ainsi qu'il faut comprendre les déclarations du nouveau commissaire général à l'Ordre public, Rodríguez Salas, celui qui devait lancer l'attaque contre le central téléphonique en mai, qui fit savoir qu'il était *"décidé à en finir avec les incontrôlés"* (rapporté par *L'Humanitat,* 26 décembre 1936).

Le 12 février 1937, était présentée la série de décrets — dont il été question ci-dessus — réorganisant les services d'ordre public : étaient dissous les corps de sécurité et d'assaut, la Garde nationale républicaine, le comité d'investigation et de surveillance, et enfin les patrouilles de contrôle. A leur place, un seul corps, celui de la sécurité intérieure ; ensuite, vint un décret de dissolution des conseils d'ouvriers et de soldats, avec comme co-

rollaire qu'aucun parti ou syndicat ne pouvait disposer d'une force armée ; et enfin, il fut procédé à la dissolution des commissions de sécurité intérieure et de défense des municipalités, remplacées par une Direction générale de la sécurité avec pouvoir et autorité sur tous les autres départements, y compris ceux qui jusqu'alors échappaient au contrôle des commissions régionales, comme le service d'information, des frontières, des étrangers, etc. Quant aux frontières, les patrouilles de contrôle furent aussitôt remplacées par des agents gouvernementaux ; enfin, un décret rétablissait le droit de censure gouvernementale.

Ce plan de réorganisation fut approuvé avec enthousiasme par l'ERC, l'UR (rabassaires), l'UGT par la bouche de Rodríguez Salas, qui ajouta : *"La junte de sécurité a cessé d'exister comme organisme politique et elle ne doit plus être qu'un organisme technique consultatif, puisque l'opinion politique des organisations peut se manifester au sein du conseil de la Généralité."*

Les minutes de cette session du 15 février 1937 révèlent le désarroi des représentants de la CNT et du POUM, qui ne trouvèrent rien d'autre à dire que de demander un délai de réflexion pour apporter le point de vue de leur organisation à l'objet du débat.

Le conseil exécutif du 17 février s'ouvrit sur une longue énumération d'excès, exactions et autres errements attribués à la CNT, et attestés par la seule parole des représentants ERC, PSUC, UR, ACR, devant laquelle la CNT ne savait que répéter : *"Il faut traiter au cas par cas."* Finalement, une commission d'investigation est nommée, qui rapportera dans le sens prévu le 17 février, et Companys, enhardi, menace de démissionner s'il n'est pas fait suite aux demandes du gouvernement qu'il dirige.

Dans la rue, le POUM, à travers son organe *La Batalla*, mène le combat contre cette orientation en démontrant de manière précise que cette réorganisation globale du nouvel appareil policier en redonne le commandement à la plus grande partie des chefs et officiers d'avant le 19 juillet, ceux qui n'avaient pas pris part directement au soulèvement et qui étaient restés prudemment en attente des événements.

Mais la CNT, à travers *Solidaridad Obrera* maintenant normalisée, sera beaucoup plus réservée dans ses critiques, au point de ne formuler qu'une seule revendication, à savoir que le nouveau corps de sécurité fasse appel prioritairement aux membres des patrouilles dissoutes.

Des groupes de la CNT comme celui constitué autour de *La Noche*, de Jaime Balius, prendront la défense des patrouilles, et *La Noche* (26 février 1937) affirmera franchement qu'on se trouvait *"en pleine vague contre-révolutionnaire"*.

Du côté gouvernemental et progouvernemental, la propagande se déchaîne à travers *La Humanitat* et *Treball*, organes respectifs de l'ERC et du PSUC.

L'Humanitat (26 février) donnait le ton dans son éditorial, intitulé *"Un seul gouvernement, une seule armée, un seul ordre"*. Le même jour, ce journal publiait un manifeste des corps policiers réclamant *"la stricte application des directives et décisions du gouvernement"* ; le lendemain, ils manifestaient devant le conseil général d'ordre public de la Généralité pour présenter toute une série de revendications, dont la destitution du chef (CNT) des services d'ordre public. Piquée au vif, la CNT réagit avec colère ; et encore à ce moment-là, incertains, les partisans de l'ordre firent marche arrière et condamnèrent ces faits, tout en maintenant les décrets litigieux. Mais la grande manifestation qu'ils organisèrent le 1er mars pour demander une seule armée régulière coïncida avec la promulgation des nouveaux décrets (*Journal officiel* du GGC, 4 mars 1937).

La Humanitat crie victoire, notamment sur le fait qu'à la campagne, beaucoup plus réfractaire aux injonctions du gouvernement, les patrouilles ont été dissoutes et remplacées par des agents gouvernementaux.

Au cours des journées de mars, mais dans une position difficile, puisque les décrets étaient déjà signés et approuvés, de nombreux groupes de base anarchistes protestèrent contre les positions

de la direction de la CNT, et notamment de ses délégués au gouvernement.

Le journal *Idées* (2 mars 1937) d'un district (Le Baix Llobregat), qui, en juillet, avait soutenu García Oliver contre la direction, présentait le délégué CNT au gouvernement comme *"un contre-révolutionnaire et un fasciste avéré"*, et demandait sa démission.

Même attitude le 20 mars de la part de l'importante fédération locale de groupes anarchistes de Barcelone, qui demandait l'annulation immédiate du décret d'ordre public. Le 26 mars, le gouvernement se déclare en crise pour tenter de trouver une solution de compromis, après que toutes les organisations eurent accepté les modifications qu'introduisit la CNT dans les décrets approuvés. Celle-ci, devant les récriminations de ses mandants, se contenta d'encourager en sous-main ses militants à entrer dans le corps unique d'ordre public, ce qu'ils refusèrent massivement de faire et que tout aussi massivement firent les anciens corps de répression dissous avec leurs officiers.

Toute l'action de la CNT se concentra dans la tentative désespérée de retarder au maximum la décision de dissolution des patrouilles, qui ne fut effective que le 9 juin.

C'est le PSUC qui, prenant ouvertement l'offensive, présenta le 25 avril au conseil de la Généralité un document de travail dont l'exécution mettrait fin à l'existence des patrouilles de contrôle et achèverait l'unification des forces d'ordre public sous la direction de l'Etat :

"1) Retirer toutes les forces armées de la frontière et de la zone frontalière pour n'y laisser que des forces dépendant directement du conseiller de la Sécurité intérieure et faire reconnaître le droit du gouvernement de la République à occuper la ligne officielle de zone frontalière sous la forme qu'il lui appartiendra de définir ;

2) retirer des routes de Catalogne tous les contrôles non directement exercés par les forces dépendant du conseiller de la Sécurité intérieure ;

3) appliquer le décret de la Généralité sur la collecte des armes de guerre ; appliquer le décret de constitution des municipalités avec dissolution consécutive des comités qui s'attribueraient des fonctions municipales ou d'Etat ;

4) édicter un décret sanctionnant toute atteinte à la liberté de syndicalisation et toutes contraintes contre les paysans, en tant que faits favorisant la tâche du fascisme ;

5) créer immédiatement le Conseil supérieur de la guerre et réorganiser la commission des industries de guerre, en exécution des promesses faites publiquement pour résoudre la crise" (archives Tarradellas, chapitre "Ordre public" 8 A).

Ainsi était mis fin à la transition de l'ordre révolutionnaire des premiers mois à l'ordre républicain "antifasciste" ; la différence serait rapidement visible pour les militants après les événements de mai, lorsque furent arrêtés et jugés non seulement des dirigeants et militants du POUM, mais des centaines de militants de la CNT jugés pour "propagande illégale" ou pour des délits "contre la propriété" ; ils seraient emprisonnés dans l'impuissance totale de leur organisation pour l'empêcher et dans l'absence de riposte politique des dirigeants de la CNT, décidément engagés dans l'édification de "l'ordre antifasciste".

En note, J. A. Pozo cite à ce propos la thèse de François Godicheau (par ailleurs membre de son jury de soutenance) sur la *« Répression des organisations "contestataires" ou "révolutionnaires" »*, dans laquelle l'historien avance le chiffre de 3 700 "emprisonnés antifascistes", c'est-à-dire membres d'organisations ouvrières, arrêtés entre avril 1937 et janvier 1939.

Entre 1937 et 1938, la question des "emprisonnés" deviendrait le cauchemar de la direction cénétiste et l'objet de revendications permanentes de la part de la base de la CNT, qui exigerait leur libération et une attitude plus énergique de l'organisation pour leur défense.

Andrés Nin (deuxième à gauche).

Les journées de mai 1937 en Espagne

(Luis Gonzalez)

C'est sous le gouvernement de Largo Caballero, formé le 4 septembre 1936, que s'est réalisée la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois, de son armée et de ses corps répressifs, qui comprennent aussi bien les anciens corps, gardes d'assaut, gardes civils rebaptisés "gardes civils républicains" que le nouveau corps des carabiniers, des policiers des douanes, peu nombreux avant la guerre, mais qui comptera sous le gouvernement Negrín 40 000 membres.

D'autre part, le gouvernement entreprend la tâche de dissoudre les organismes de pouvoir ouvrier apparus à la suite du 19 juillet 1936 : les conseils ouvriers, les comités de ravitaillement, etc., qui sont remplacés par des organismes de la République bourgeoise comme les municipalités.

En même temps, le 27 octobre 1936, a été promulgué le décret de désarmement des ouvriers : ***"Article premier : toutes les armes longues (fusils, mitrailleuses, etc.) se trouvant entre les mains des citoyens seront remises aux municipalités ou réquisitionnées par elles, dans les huit jours suivant la promulgation de ce décret. Elles seront déposées à la Caserne générale d'artillerie et au ministère de la Défense de Barcelone pour couvrir les besoins du front. Article deux : ceux qui conserveraient ces armes après la fin du délai mentionné ci-dessus seront considérés comme fascistes et jugés avec toute la rigueur que leur conduite mérite."***

Les milices ouvrières sont dissoutes et obligées de s'intégrer dans l'armée de la République.

La restauration de l'Etat bourgeois contre les conseils et les comités

La participation des chefs de la CNT-FAI

L'œuvre de restauration de l'Etat ne fut possible qu'avec la participation des chefs de la CNT-FAI et grâce à ses organismes dirigeants. Et elle fut menée par le PCE-PSUC *(Parti communiste espagnol et sa version catalane, le Parti socialiste unifié de Catalogne – NDT)*, dont les dirigeants avaient pris, dès le début, une position clairement affirmée en faveur du maintien de l'ordre républicain pour la défense de la propriété et de la légalité, et avaient répété inlassablement leur mot d'ordre de *"Respect du paysan, du petit industriel, du petit commerçant"*. C'est vers le PC et le PSUC que se tournèrent les partisans de l'ordre et de la propriété dans l'Espagne républicaine. Magistrats, hauts fonctionnaires, officiers, policiers..., le PC cessa d'être un parti à composition prolétarienne (1).

Le PCE-PSUC est le plus grand adversaire des organismes de pouvoir ouvrier. En Catalogne, Comorera, leader du PSUC, fit de leur dissolution la première tâche de la coalition antifasciste : *"L'autorité légitime,* affirma-t-il, *doit s'imposer à la dictature irresponsable des comités."*

En même temps, la réaction commence à attaquer les révolutionnaires. C'est aussi le PCE qui prit la tête de cette offensive : son secrétaire général, José Díaz, ne cessait de répéter : *"Les ennemis du peuple sont les fascistes, les trotskystes et les incontrôlés."* Le 13 décembre, les membres du PSUC exigent que le POUM quitte le gouvernement de la Généralité. *Treball*, organe du PSUC, justifiait ainsi ce chantage : *"Il y a des preuves fondamentales et largement démontrées que cette organisation a été déloyale avec le gouvernement (...). Le POUM a encouragé une ignoble campagne d'attaques et d'injures contre l'URSS, ce grand pays prolétarien ami, en utilisant précisément les mêmes arguments que les fascistes allemands et italiens (...). Combattre l'URSS en ce moment, c'est faire œuvre de trahison. Et les traîtres et nous sont deux choses incompatibles"* (2). La *Pravda* disait le 17 décembre 1936 : *"Pour ce qui concerne la Catalogne, la purge des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a commencé : elle sera menée à bien avec la même énergie qu'en URSS."*

Un aspect fondamental de la politique de Staline

En effet, l'élimination de l'opposition révolutionnaire est un aspect fondamental de la politique de Staline, qui, au

(1) A Madrid, en 1938, selon ses propres chiffres, il ne comptait que 10 160 travailleurs syndiqués sur 63 426 militants, ce qui indique un faible pourcentage d'ouvriers.

(2) *Treball*, 13 décembre 1936.

même moment, est en train de finir d'exterminer l'Opposition de gauche en URSS et le Parti bolchevique lui-même avec les purges et les procès de Moscou.

En même temps, cette politique suscite des résistances. Une opposition révolutionnaire commence à s'organiser. Le POUM, exclu du Front populaire, est poussé à emprunter la voie de la résistance, ainsi que, avec encore plus de fermeté, son organisation de jeunesse, la Jeunesse communiste ibérique. Et aussi des pans de la CNT, particulièrement à Barcelone, où, à partir de mars 1937, s'est organisé un groupe de militants hostiles à la militarisation des milices sous le nom des "Amis de Durruti", qui publiaient le journal *El Amigo del Pueblo* ("L'Ami du peuple"), et dont l'inspirateur était Jaime Balius. Le programme exprimé par Les Amis de Durruti, avant mai 1937, se caractérisait par l'accent mis sur la gestion de l'économie par les syndicats, ainsi que sur la critique de tous les partis et de la direction de la CNT pour leur collaboration avec l'Etat. La direction de la CNT, de son côté, les accuse d'être des marxistes déguisés.

Les Amis de Durruti

Les Amis de Durruti exposèrent leur programme dans une affiche dont ils couvrirent les murs de Barcelone à la fin du mois d'avril 1937. Dans ces affiches, qui défendaient déjà, avant les événements de mai, la nécessité de remplacer le gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne par une junte révolutionnaire, il était dit ceci :

"Groupe des Amis de Durruti. A la classe travailleuse :

1. Constitution immédiate d'une junte révolutionnaire composée d'ouvriers de la ville, de la campagne et de combattants.

2. Salaire familial. Carte de rationnement. Direction de l'économie et contrôle de la distribution par les syndicats.

3. Liquidation de la contre-révolution.

4. Création d'une armée révolutionnaire.

5. Contrôle absolu de l'ordre public par la classe travailleuse.

6. Opposition ferme à tout armistice.

7. Une justice prolétarienne.

8. Arrêt des échanges de personnalités.

Attention, travailleurs : notre groupe s'oppose à ce que la contre-révolution continue d'avancer. Les décrets d'ordre public, encouragés par Aiguadé, ne seront pas mis en œuvre. Nous exigeons la libération de Maroto et des autres camarades arrêtés.

Tout le pouvoir à la classe travailleuse.

Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Face à la Generalitat, junte révolutionnaire."

"Front de la jeunesse révolutionnaire"

Les Jeunesses libertaires catalanes s'orientent dans ce sens. Avec les JCI, ils organisent à Barcelone le 14 février un meeting pour la constitution en Catalogne du "Front de la jeunesse révolutionnaire", auquel assistèrent plus de 50 000 jeunes.

Face à eux, les JSU constituèrent avec les jeunesses des partis républicains "L'Alliance de la jeunesse antifasciste", qui, pour Santiago Carrillo, était *"l'unité avec les jeunes républicains, avec les jeunes anarchistes, avec les jeunes catholiques qui luttent pour la liberté (...), pour la démocratie et contre le fascisme, et pour l'indépendance de la patrie contre l'envahisseur étranger"*.

Les staliniens entreprennent une campagne ouverte contre les révolutionnaires, et, en premier lieu, contre le POUM. *Mundo Obrero, Treball, Frente Rojo, Ahora* dénoncent tous les jours, en écho aux infâmes procès de Moscou, qui, à ce moment-là, liquident les compagnons de Lénine, les *"trotskystes"*, *"diviseurs"*, *"agents de Franco, Hitler et Mussolini"*, *"espions fascistes"*. La direction du POUM n'ose pas répondre

et essaie de se défendre en s'appuyant sur les dirigeants de la CNT-FAI. Le dirigeant valencien du POUM, Portela, accuse son propre parti de porter par ses provocations la responsabilité de ces attaques ; il demande que l'on *"élimine"* tout *"prétexte"* d'attaque venant des partis ouvriers et exige l'élimination radicale du POUM de *"toute tendance trotskyste ou trotskysante"* (3), accusant l'organisation de Madrid et la JCI dans son ensemble. A Madrid, le gouvernement et le PCE entament la répression contre le POUM. Un groupe des JSU attaque les locaux du parti et la diffusion des publications est bloquée, tout cela sur intervention directe des dirigeants du PCE José Cazorla et Santiago Carrillo, responsables de la sécurité de Madrid. En février 1937, les autorités républicaines de Madrid occupent Radio POUM et interdisent la publication de *El Combatiente Rojo*. Les bolcheviques-léninistes lancent alors l'avertissent suivant : *"L'infâme persécution qui commence contre la section madrilène du POUM n'est qu'un prologue, un ballon d'essai, que suivra la persécution contre le POUM de Catalogne, contre la FAI et la CNT, contre tous les révolutionnaires qui se refusent à sacrifier les intérêts du prolétariat au bénéfice de la bourgeoisie."*

L'Espagne républicaine à un carrefour

Ainsi, au printemps 1937, l'Espagne républicaine se trouvait à un carrefour. Les forces de la contre-révolution avaient besoin d'accomplir le dernier pas et d'écraser les révolutionnaires. Les travailleurs avaient besoin, pour défendre les conquêtes du 19 juillet, d'une nouvelle action révolutionnaire. L'opposition révolutionnaire trouvait, surtout en Catalogne, un écho croissant parmi les travailleurs de la CNT. Dans l'UGT, les partisans de Largo Caballero réagirent contre les manœuvres du PCE. Entre ces deux forces antagoniques, Largo Caballero essayait de jouer les arbitres.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne, dans un tract de février 1937, lance l'avertissement suivant adressé aux *"travailleurs de la CNT, du POUM, de la FAI et des JL (Jeunesses libertaires), tous prolétaires"* : *"Travailleurs révolutionnaires ! Nous, bolcheviques-léninistes, nous vous mettons en garde. Le Front populaire se propose comme objectif principal de liquider toutes les conquêtes révolutionnaires obtenues à la suite du 19 juillet ; il veut se mettre en situation de faire la paix avec les fascistes — également patriotes — ou de s'allier avec les bourgeois de France et d'Angleterre ; le Front populaire veut écraser la révolution.*

Il est impératif, il est nécessaire et urgent de former un front révolutionnaire du prolétariat qui se dresse contre l'union sacrée que représente le Front populaire. Sinon, les révolutionnaires seront pourchassés comme aux meilleurs temps de la réaction."

Barricades à Barcelone (4)

C'est en Catalogne que se trouvait le bastion de l'opposition révolutionnaire. Face à elle, le PSUC, que soutenait la Généralité de Companys et toute la réaction, tous considèrent, début 1937, qu'il est temps d'imposer "l'ordre" républicain.

Le 17 avril, commencent à arriver dans la zone frontière les carabiniers de Negrín, qui prétendent enlever aux miliciens de la CNT le contrôle des douanes, dont ils s'étaient emparés en juillet 1936. Les milices résistent et le comité régional de la CNT catalane essaie d'éteindre l'incendie et de négocier un accord.

A Barcelone, les forces du gouvernement tentent aussi de désarmer les milices. Pendant les dernières semaines d'avril, se succèdent les affrontements entre les gardes d'assaut et les ouvriers qui refusent d'être désarmés.

(3) *El Comunista*, décembre 1936.

(4) Sur les événements de mai 1937, voir *"Faits, signification et leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone"*, par Manuel Cuso, publié dans *La Verité*, n° 20, octobre 1997.

La réaction décide de franchir un pas et organise une provocation. Le lundi 3 mai, Rodríguez Salas, commissaire à l'ordre public et membre du PSUC, essaie d'arracher au comité UGT-CNT le contrôle du central téléphonique (la Telefónica), confisqué au trust nord-américain American Telegraph & Telephone en juillet 1936 et protégé par des miliciens CNT.

Cela constituait un excellent exemple de ce qu'était la dualité de pouvoir. Rodríguez Salas se dirige vers la Telefónica avec trois camions de gardes, désarme les miliciens du rez-de-chaussée, mais doit s'arrêter devant la menace des mitrailleuses placées en batterie dans les étages supérieurs.

La nouvelle de la provocation se répand comme une traînée de poudre. Dans les usines et les quartiers ouvriers, les ouvriers s'arment et construisent des barricades. Le mouvement insurrectionnel spontané s'étend à toute la ville et même au reste de la Catalogne.

A la tombée de la nuit, les comités régionaux de la CNT, de la FAI, des Jeunesses libertaires et le comité exécutif du POUM tiennent une réunion commune. Les représentants du POUM proposent de prendre la tête du mouvement, qu'ils considèrent comme une réponse spontanée des ouvriers de Barcelone à la provocation : *"Ou nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur, ou le mouvement échouera et ce sera notre destruction."* Mais les dirigeants de la CNT et de la FAI hésitent, manifestent leur désaccord et décident d'œuvrer pour un apaisement. Et les gens du POUM n'osèrent pas continuer sans eux.

A Madrid, le gouvernement de Largo Caballero est divisé. Un historien dira ceci : *"Largo Caballero essayait de gagner du temps dans l'espoir que la lutte s'arrêterait sans l'intervention du gouvernement. Au moment où il livrait une bataille politique pour sa survie contre les communistes, il ne souhaitait pas s'aliéner la CNT et la FAI ni augmenter le pouvoir de ses adversaires en Catalogne en y envoyant des renforts"* (5). De leur côté, les dirigeants de la CNT, Federica Montseny et García Oliver, se proposent, à la demande de Caballero, pour une médiation entre les parties. Le comité national de la CNT envoie à Barcelone à cet effet le secrétaire général, Mariano Vázquez, et le ministre de la Justice, García Oliver.

Les ouvriers étaient maîtres de la capitale catalane

Le lendemain, le 4 mai, les ouvriers étaient maîtres de la capitale catalane. Companys, après avoir rencontré les dirigeants de la CNT, désapprouve à la radio l'initiative de Rodríguez Salas contre la Telefónica et appelle au calme. Le comité régional de la CNT le soutient : *"Déposez les armes. C'est le fascisme qu'il faut abattre."* Le mercredi 5 mai, le POUM cède lui aussi : *"Le prolétariat a obtenu une victoire partielle sur la contre-révolution... Travailleurs, reprenez le travail."* Le comité exécutif du POUM discute sur ce qu'il faut faire pour conclure que, même si le pouvoir était à leur portée à Barcelone, le reste du pays ne les aurait pas suivis, et même se serait retourné contre eux. Une appréciation qui contraste avec celle de Trotsky : *"Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait reçu le soutien de toute l'Espagne. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait pas trouvé deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais y compris les paysans, se seraient mis du côté des ouvriers de la Catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste en y introduisant un irrésistible ferment de désagrégation. Dans de telles conditions, il est peu probable qu'aucun gouvernement étranger se serait risqué à lancer ses régiments sur le sol ardent d'Espagne. L'intervention aurait été ma-*

(5) Burnett Bolloten, *La Guerre civile espagnole. Révolution et contre-révolution* (p. 666 dans l'édition espagnole).

tériellement impossible, ou du moins dangereuse" (6).

Les masses résistent

Sur les barricades, les masses résistent, malgré les appels réitérés des dirigeants.

Deux organisations seulement appellent à ne pas déposer les armes : Les Amis de Durruti et la section bolchevique-léniniste d'Espagne.

Celle-ci distribue sur les barricades un libelle intitulé *"Vive l'offensive révolutionnaire"*, qui dit ceci :

"Pas question de compromis. Désarmement de la GNR et de la garde d'assaut réactionnaires. Le moment est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries qui ne travaillent pas pour la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire.

Armement de la classe ouvrière.

Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM.

Vive le front révolutionnaire du prolétariat.

Dans les ateliers, les usines, les barricades, etc., comités de défense révolutionnaire.

Section bolchevique-léniniste d'Espagne (pour la IV^e^ Internationale)."

De son côté, le groupe Les Amis de Durruti disait dans le tract qu'ils distribuèrent sur les barricades :

"CNT-FAI. Groupe Les Amis de Durruti.

Travailleurs ! Une junte révolutionnaire. Exécution des coupables. Désarmement de tous les corps armés. Socialisation de toute l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse. N'abandonnons pas la rue. La révolution avant tout. Saluons nos camarades du POUM, qui ont fraternisé avec nous dans les rues. Vive la révolution sociale. A bas la contre-révolution !"

Des conséquences tragiques

Les dirigeants du POUM avaient, une fois de plus, proposé une mesure correcte, mais n'osèrent pas la mettre à exécution pour ne pas rompre avec la CNT. Ils se refusèrent à courir le risque de s'isoler en essayant de déborder la CNT. George Orwell, milicien du POUM et témoin des événements, rapporte que *"les ordres (...) qui émanaient directement de la direction du POUM nous demandaient d'appuyer la CNT, de ne pas tirer, à moins que l'on nous tire dessus d'abord ou que nos locaux soient attaqués"* (7). Cette fois, l'erreur aura des conséquences tragiques. Après avoir poussé les ouvriers de Catalogne à rendre sans combat les barricades, le POUM sera poursuivi et sera déclaré illégal, et Andrés Nin sera assassiné par la Guépéou, en collaboration avec les responsables des services d'espionnage du PCE.

Le problème est que le POUM, qui prétend préserver à tout prix l'unité avec les dirigeants de la CNT-FAI, doit se contenter de relations diplomatiques avec eux au lieu d'essayer d'influer directement sur la base anarchiste, dans laquelle il a un certain écho, bien que, en septembre 1936, il ait commis l'erreur de dissoudre leur syndicat, le FOUS, et de faire entrer ses membres individuellement à l'UGT, dominée en Catalogne par les staliniens du PSUC, dont les manœuvres bureaucratiques empêcheront les militants du POUM d'y accroître leur influence.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne tire le bilan suivant de ces journées de mai 1937 : *"Avec les journées de mai, la bourgeoisie enregistre un nouveau triomphe, il faut le reconnaître. L'ordre public, la direction militaire sont passés entre les mains du gouvernement central. Les rares domaines d'autonomie dont jouissait la Catalogne*

(6) *"La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole"* (24 août 1937).

(7) G. Orwell, *Hommage à la Catalogne*.

ont été arrachés par les staliniens et les petits bourgeois du genre Companys. La loi considère comme fascistes les travailleurs qui ont conservé un fusil, tandis qu'arrivent sans cesse des milliers de gardes d'assaut."

De leur côté, Les Amis de Durruti, dans l'éditorial de leur journal *L'Ami du peuple*, disent : *« La crise qui s'est produite dans le gouvernement de Valence est le corollaire logique du plan contre-révolutionnaire concerté que nous avons vécu de la même manière sur le sol catalan (...).*

Largo Caballero est tombé en disgrâce (...). Les puissances démocratiques qui sont vivement intéressées par la cessation du conflit espagnol veulent préparer le terrain à un hypothétique règlement. La CNT est une gêne dans ce genre de combinaisons. Il était donc nécessaire que le gouvernement de Valence prenne la consistance du coton sur la branche.

Le Parti communiste espagnol a été le porte-drapeau de ce profond changement qu'a subi la politique espagnole (...). Les aspects essentiels de la nouvelle situation se réduisent à la construction d'une armée qui n'aura plus rien de commun avec ces hommes qui, dans les premières journées de notre révolution, sont descendus dans la rue en haillons, mais avec une foi sublime dans la cause du prolétariat (...). Et l'autre question débattue avec une grande force dans cette crise se rapporte au désarmement de l'arrière-garde, qui, en réalité, doit s'interpréter comme le désarmement de la classe travailleuse" (8).

Le POUM porte une appréciation complètement différente. Bien que Juan Andrade se montre inquiet dans ses articles sur les conséquences des journées de mai, la position officielle du parti est optimiste : il fait commencer les travaux pour ouvrir une salle de projection dans son local de Barcelone, et Julián Gorkín déclare que le POUM sera prochainement invité à revenir au sein du gouvernement catalan (9). Le comité exécutif du POUM publie dans *La Batalla*, le 7 mai, le texte suivant : *"Camarades ! Par la lutte de ces derniers jours, le prolétariat de Barcelone a clairement montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Maintenant que cette tentative a été mise en échec, la retraite s'impose."*

La répression contre les révolutionnaires et le mouvement ouvrier

Après mai 1937, la répression s'acharne contre les ouvriers. Barcelone est prise par les gardes d'assaut, qui désarment et arrêtent les ouvriers révolutionnaires. En plus des 500 morts et des 1 500 blessés, les prisons se remplissent de militants de la CNT et du POUM. Mais ils ne sont pas les seuls à être pourchassés : au PSOE et à l'UGT se produit une mise à l'écart et une élimination massives des partisans de Largo Caballero. Au POUM, tandis que la fraction de Valence demande une fois de plus une conciliation avec le PCE, une semaine avant la déclaration d'illégalisation du POUM, son comité central se voit obligé de publier une déclaration qui précise : *"Le comité central élargi (...) a décidé de proposer au Congrès la prompte exclusion du groupe fractionnel, qui, à Valence, a travaillé contre la politique révolutionnaire de notre cher parti"* (10).

Le 15 mai, les ministres communistes exigent de Largo Caballero l'interdiction du POUM. Caballero refuse (dans ses mémoires, il dit qu'il s'est opposé *"avec la plus grande énergie"* à la dissolution du POUM et qu'il *"a déclaré que, tant qu'il serait président, on ne dissoudrait aucune organisation politique ou syndicale, et que, si quelqu'un commettait un quelconque délit, il y avait des tribunaux pour cela, et qu'il n'était pas là pour faire la politique de quiconque"*) (11). A la

(8) *El Amigo del Pueblo*, n° 2, édité le 26 mai.

(9) Mentionné par Paul Thalmann dans son manuscrit inédit, *Moskau*, Madrid, Paris.

(10) *Juventud Comunista*, 10 juin 1937.

(11) Largo Caballero, *Notes historiques sur la guerre d'Espagne*.

suite de quoi, le PCE et Prieto l'obligent à démissionner et il est remplacé par Negrín. Le 28 mai, *La Batalla* est interdite. Le 11 juin, le premier acte d'accusation contre le POUM disait : *"La ligne générale et la propagande de ce parti étaient la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat."* Ce qui n'avait rien de surprenant pour un parti léniniste et révolutionnaire. Le 16 juin au soir, tous les membres du comité exécutif du POUM furent arrêtés, Nin dans son bureau, d'autres chez eux et d'autres encore au front. L'attaque contre le POUM est aggravée par le fait que ses dirigeants, qui avaient à tort caractérisé le résultat des journées de mai comme une victoire partielle, n'avaient pas prévu le déchaînement de la répression et n'avaient préparé aucune organisation clandestine. En fait, le parti préparait ouvertement son congrès, prévu pour le 19 juin 1937.

Mais cette première accusation ne fut pas maintenue. En partie parce que les bourreaux ne réussirent pas à arracher à Nin les aveux nécessaires, et surtout à cause de la campagne internationale que menèrent les amis du POUM et les partisans de Trotsky, et de la campagne que mena le POUM lui-même dans la clandestinité. Lorsque l'acte d'accusation fut établi, le POUM était accusé d'autre chose : d'avoir *"calomnié un pays ami, dont l'appui moral et matériel avait permis au peuple espagnol de défendre son indépendance"*, de critiquer les procès de Moscou *"en attaquant la justice soviétique"*, d'avoir été *"en contact avec les organisations internationales connues sous le terme général de trotskystes, et dont l'action au sein d'une puissance amie démontre qu'ils se trouvent au service du fascisme européen"*. Un langage copié sur les procès de Moscou eux-mêmes.

La technique de "l'amalgame"

Le 29 juillet, Irujo, ministre de la Justice, annonça qu'il avait envoyé devant les tribunaux, sous l'accusation d'espionnage et de haute trahison, Gorkín, Andrade, Bonet et sept autres dirigeants du POUM aux côtés du phalangiste Golfín : précisément la technique de "l'amalgame", habituelle dans les procès staliniens. Mais, finalement, l'accusation d'espionnage ne fut pas non plus maintenue pendant le procès, en octobre 1938, parce que Nin, qui aurait dû la soutenir par ses aveux (dans le style aussi des procès de Moscou), se refuse à avouer et est torturé à mort. Celui qui était alors ministre et dirigeant du PCE, Jesús Hernández, dit dans ses mémoires, intitulées *J'ai été ministre de Staline* : *« Orlov et sa bande enlevèrent Nin dans le but de lui arracher l'aveu qu'il remplissait la fonction d'espion au service de Franco (...). Le supplice de Nin commença par la procédure "sèche". Un interrogatoire implacable pendant dix, vingt, trente heures, pendant lesquelles les bourreaux se relayaient, posant toujours les mêmes questions (...). Mais Andrés Nin résistait d'une manière incroyable. Il ne capitulait pas. Il résistait. Ses bourreaux s'impatientaient. Ils décidèrent d'abandonner la méthode "sèche" et de passer à celle de la "fermeté". La peau arrachée, les membres brisés, la souffrance physique portée à la limite de la résistance humaine. Nin supporta la torture et la douleur, les supplices les plus raffinés. Au bout de quelques jours, son visage n'était plus qu'une masse informe. Orlov, frénétique, affolé par la peur du scandale, qui pourrait signifier sa propre liquidation, bavait de rage devant cet homme maladif qui agonisait sans "avouer", sans se compromettre ni compromettre ses camarades de parti, qui, par un seul mot qu'il aurait prononcé, seraient envoyés devant le peloton d'exécution. »* Sans les indispensables aveux de Nin, Andrade, Gorkín, Bonet et Gironella furent condamnés à quinze ans de prison *"pour avoir tenté de renverser l'ordre établi"*.

Trotsky dit alors à propos de Nin : *"Malgré les divergences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin menait contre la bureaucratie soviétique, la justice était entièrement de son côté. Il s'efforçait de*

défendre l'indépendance du prolétariat espagnol contre les machinations diplomatiques de la clique au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec le Guépéou pour liquider les intérêts du peuple espagnol. C'était là son seul crime. C'est ce crime qu'il a payé de sa vie" (8 août 1937).

Un processus de liquidation des organisations ouvrières

Le POUM ne fut pas le seul à être persécuté. Les prisons se remplirent bientôt de prisonniers révolutionnaires. La commission d'enquête dirigée par Félicien Challaye et l'Anglais Mc Govern fut accueillie lors de sa visite à la prison Modelo, à Barcelone, en novembre 1937, par 500 détenus qui chantaient *L'Internationale*. Toutes les organisations ouvrières subissent la persécution du gouvernement Negrín-Staline. Parmi elles, l'UGT et le PSOE, où les partisans de Largo Caballero perdent leurs positions dans un procès dont l'apogée est la dissolution de la commission exécutive de l'UGT en octobre 1937, en même temps que la direction de la CNT exclut Les Amis de Durruti. Il s'agit d'un processus de liquidation des organisations ouvrières.

Outre Nin, sont également assassinés le poumiste Kurt Landau, Moulin, organisateur du groupe bolchevique-léniniste, Erwin Wolf, ainsi que d'autres opposants à Staline et de nombreux révolutionnaires comme Camilo Berneri, dirigeant des Amis de Durruti.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne caractérise ainsi le gouvernement Negrín, responsable de la répression contre les révolutionnaires, et les dirigeants CNT qui le soutiennent : *"Le gouvernement Negrín, par son caractère antiprolétarien, est le moins indiqué pour diriger la guerre. Il est nécessaire d'organiser les masses contre lui, de préparer la prise du pouvoir. C'est le seul moyen effectif de lutter pour la victoire de la guerre et de la révolution. Par son soutien au gouvernement (...), la CNT livre les masses à leurs ennemis intérieurs, en même temps qu'elle prétend acheter un peu de tranquillité. Negrín acceptera le soutien, et continuera, aidé par les comités de direction de la CNT, la lutte contre tout ce qu'il y a en elle d'éléments révolutionnaires, comme par exemple Les Amis de Durruti, ignominieusement livrés par la CNT et la FAI à la merci de la police."*

En février 1938, les principaux dirigeants de la section bolchevique-léniniste d'Espagne sont arrêtés et restent presque un mois à la disposition du SIM et de ses méthodes d'interrogatoire et de tortures importées de Moscou, avant d'être conduits à la prison Modelo. Dans ces interrogatoires jouèrent un rôle éminent le commissaire général Javier Méndez Carballo, membre de la CNT au service des staliniens, et Julián Grimau García. Malgré cela, dans le cas de la section bolchevique-léniniste d'Espagne, les agents staliniens ne purent davantage obtenir les aveux souhaités, sauf dans le cas du jeune militant Luis Zanón Grim, qui d'ailleurs se rétracta des "aveux" extorqués dès qu'il fut transféré à la prison Modelo. Munis explique : *"Pour satisfaire une demande du GPU, le Tribunal de haute trahison et d'espionnage n° 1 demandait ma tête et celle de deux autres trotskystes, (Jaime) Fernández et Carlini. S'il ne parvint pas à voir ses vœux réalisés, c'est principalement parce qu'il ne trouva pas en nous, comme chez les accusés de Moscou, des capitulards* (sic — NDT) *complaisants"* (12).

Les bolcheviks-léninistes, et parmi eux Munis, l'Italien Adolfo Carlini, Jaime Fernández et Francisco Rodríguez sont accusés d'avoir assassiné un agent du Guépéou (13). Finalement, le procès, plusieurs fois retardé, ne put se tenir à cause de la chute de Barcelone, et les prisonniers réussirent à s'enfuir.

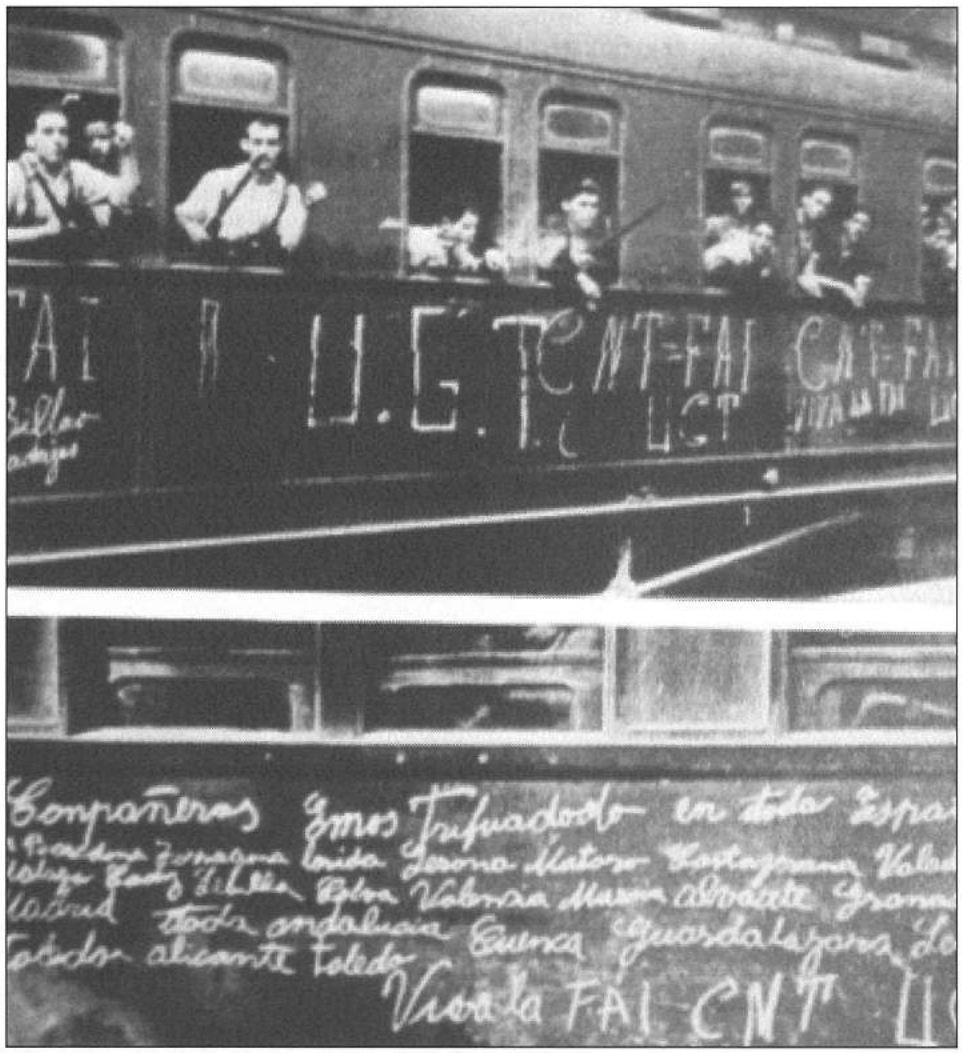
(12) G. Munis, *Jalons d'une défaite, promesse de victoire*. ZYX, Bilbao, 1977.

(13) Il s'agissait de Léon Narvicz, Polonais, capitaine des brigades internationales et agent du Guépéou. En réalité, il avait été tué par des militants du POUM.

Pendant son séjour en prison, Munis témoigna dans le procès contre le POUM et démentit les accusations de trotskysme formulées contre les dirigeants poumistes. Dans le procès, Munis déclara que les dirigeants du POUM n'étaient pas trotskystes, et que seuls l'étaient lui et la section bolchevique-léniniste d'Espagne. Comme le signale Agustín Guillamón, *« Munis, sans nul doute, fit ce qu'il devait. On ne peut pas en dire autant des militants du POUM, qui se contentèrent (...) de nier qu'ils étaient trotskystes, mais sans jamais défendre le trotskysme comme un courant du mouvement ouvrier face aux calomnies du stalinisme. Et de plus (...), quoique sachant que Munis, "Carlini" et Jaime Fernández n'étaient pas les auteurs de l'assassinat du capitaine polonais du SIM Léon Narwicz, ils n'eurent pas l'intention ou la capacité, ou l'envie, ou ne pensèrent pas qu'il était de leur devoir, ou simplement ils n'eurent pas l'occasion de les laver d'une accusation qu'ils savaient fausse, mais qui impliquait la peine de mort »* (14).

Luis Gonzalez

(14) Agustín Guillamón, *"Le procès de la République de Negrín contre la section bolchevique-léniniste d'Espagne, février 1938 à janvier 1939. Bilan", Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* (cahier n° 15), Barcelone, janvier 1999.


U.G.T
CNT-FAI
Viva la FAI-CNT

Les journées de mai 1937 à Barcelone

Wilebaldo Solano

Le 3 mai 1937, Rodriguez Salas, commissaire à l'Ordre public de Barcelone et membre du parti stalinien, dit Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), tente d'occuper avec un fort détachement de gardes civils le central téléphonique de Barcelone, géré depuis juillet 1936 par un comité syndical UGT-CNT. Les miliciens de la CNT réagissent, bien que leurs dirigeants tentent de les convaincre d'accepter ce rétablissement de l'autorité de l'Etat, mais la nouvelle suscite la grève dans de nombreuses usines de Barcelone et des barricades s'élèvent dans les rues sans qu'aucune organisation n'y ait appelé.

A l'exception des staliniens, qui dénoncent un complot fasciste, chacun note le caractère spontané du mouvement. George Orwell, présent alors à Barcelone, écrit :

« Les travailleurs descendaient dans la rue dans un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du central téléphonique et le désarmement des gardes d'assaut, qu'ils haïssaient. »

Pavel et Clara Thalmann affirment :

« Cette révolte spontanée dirigée contre les organisations staliniennes éclata comme un orage au-dessus de leur tête.

Dans toute la Catalogue, les comités reprirent le pouvoir », affirmation quelque peu exagérée. Le lendemain, le président de la Généralité de Catalogue, le républicain Companys, condamne l'entreprise de Salas et, soutenu par la direction de la CNT, dont deux ministres du gouvernement central, Garcia Oliver et Federica Montseny, débarque à Barcelone pour inviter les militants à déposer les armes, appelle à l'apaisement. Le comité régional de la CNT implore les militants anarchistes : « *Déposez vos armes. C'est le fascisme que nous devons abattre.* » Un remaniement du gouvernement autonome de Catalogue en écarte Rodriguez Salas. Le 6 mai, les combats s'arrêtent peu à peu. Le soir, on trouve les cadavres des anarchistes italiens Camillo Berneri et Barbieri, interpellés par des militants du PSUC miliciens de l'UGT. Les barricades sont démantelées. Rappelons que le représentant du Komintern et du Guépéou, Ernst Gerö, cité par Solano, est le même Gerö qui, devenu en octobre 1956 secrétaire du PC hongrois (PSOH), fera tirer sur les manifestants pacifiques de Budapest le 23 octobre, provoquant ainsi l'insurrection... Wilebaldo Solano, dans *El POUM en la Historia*, publié à Barcelone au printemps 2000, consacre à ces journées les pages traduites ci-après.

"Un des événements les plus importants et les plus dramatiques du processus révolutionnaire espagnol de 1936-1937"

La Jeunesse communiste ibérique dans les journées de mai 1937 à Barcelone

Il y a quelque temps, deux chercheurs très intéressés par les énigmes des journées de mai 1937 à Barcelone m'interviewèrent longuement. Après avoir répondu à leurs souhaits et sans réflexion préalable, en ne me fiant qu'à ma mémoire, je me mis à consulter une série de documents — certains numéros de *La Batalla* et de *Jeunesse communiste*, différents bulletins, la brochure de Marcel Olivier, le livre de Burnett Bolloten — afin de vérifier que mes souvenirs étaient en harmonie avec ce que j'avais vécu personnellement, ainsi qu'avec les textes d'hier et d'aujourd'hui, les récits et les interprétations des journalistes et historiens les plus fiables.

L'expérience se révéla intéressante et m'amena à rédiger des notes de témoignage personnel sur un des événements les plus importants et les plus dramatiques du processus révolutionnaire espagnol de 1936-1937 : les journées de mai 1937 à Barcelone. Cet article est basé sur ces notes.

Antécédents d'un affrontement

Il est impossible de comprendre quoi que ce soit si on perd de vue que les journées de mai ont été le point culminant de l'affrontement entre les forces qui voulaient continuer le processus révolutionnaire conduisant au socialisme commencé en juillet 1936 et celles qui voulaient le contenir et le détruire afin d'assurer leur hégémonie politique et rétablir l'ordre démocratico-bourgeois au moyen de la violence réactionnaire.

Ce fut un affrontement quasiment constant dès juillet 1936 et les tensions s'aggravèrent de façon dramatique au cours du mois d'avril. Dans une note politique parue dans *La Batalla*, le 2 mai, Juan Andrade écrivait : « *Au cours de ces trois derniers jours où il a existé, comme conséquence de certaines manifestations prétoriennes et de tentatives réactionnaires plus ou moins claires, une profonde exaltation dans les milieux ouvriers révolutionnaires, dans de nombreuses localités de Catalogue et dans quelques quartiers des faubourgs de Barcelone, le signe de reconnaissance des patrouilles de vigilance des ouvriers armés a été CNT-POUM (...). De fait, il s'est établi en Catalogne un accord tacite entre les camarades de notre parti et les camarades anarchistes, dès l'instant où les uns et les autres ont estimé que les circonstances étaient graves pour le cours de la révolution et qu'il était nécessaire d'endiguer les prétentions de la contre-révolution, qui aspire chaque jour à de nouvelles avancées* » (1).

Ces lignes, comme de nombreux textes écrits alors — articles de *La Batalla* et de *Jeunesse communiste*, avertissements lancés depuis notre radio, une conférence faite par moi salle Mozart et diffusée dans tout le pays —, mettaient en garde les travailleurs face aux agressions qui se préparaient contre leurs po-

(1) Juan Andrade, « *CNT-POUM* », texte daté du 1er mai 1937 (inclus dans le recueil de textes d'Andrade, *La Révolution espagnole jour après jour*, Barcelone, Edition Nueva era et Publications Trazo. 1979, p. 247).

sitions et leurs intérêts. Le 30 avril, le gouvernement avait interdit le meeting du Front de la jeunesse ouvrière révolutionnaire, qui devait se tenir à Valence et où allaient intervenir ensemble quelques-uns des dirigeants des Jeunesses libertaires (Luis Buitrago et Serafin Aliaga) et de la Jeunesse communiste ibérique (Francisco Gelada et moi), meeting insupportable pour l'ambassadeur russe et pour les dirigeants du Parti communiste. Enfin, le manifeste du POUM et de la JCI à l'occasion du 1er Mai était un véritable cri d'alarme.

Ainsi donc, la provocation de l'assaut du central téléphonique eut lieu dans un climat de fortes tensions, ce qui explique la réaction immédiate des travailleurs, qui déclarèrent la grève générale, paralysèrent la vie de la ville et élevèrent des barricades partout pour protéger leurs locaux et empêcher de nouvelles agressions des forces policières contrôlées par la Généralité et le PSUC.

La zone fortifiée du nord de Barcelone

Le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique avait son siège en haut du Paseo de Gracia, dans un immeuble confisqué à l'Institut italien après la rupture des relations avec le gouvernement de Mussolini. Dans le même immeuble, le DAS (groupe anarcho-syndicaliste allemand) disposait également d'un petit appartement. Plus bas, dans la rue Provenza, presque au croisement avec la Diagonale, se trouvait le siège du POUM du quartier de Gracia. De telle sorte que le croisement Diagonale-Paseo de Gracia, si primordial, fut immédiatement contrôlé par la JCI et le POUM. Il s'y établit pratiquement une zone de barricades, et là se regroupèrent un certain nombre de militants de la jeunesse et du parti, et même des miliciens des forces du front d'Aragon en permission à Barcelone ou des convalescents qui se trouvaient dans des cliniques du secteur. Plusieurs historiens ont parlé de cette zone fortifiée du POUM au nord de Barcelone, mais la plupart ignoraient que, dans cette zone, fonctionnait le comité exécutif de la JCI et que celui-ci, en relation constante avec le comité exécutif du POUM, avait constitué un organisme de liaison et d'action avec le comité de défense de la CNT du quartier de Gracia.

C'est ainsi qu'une grande partie du nord de Barcelone (Gracia, Sarria, Pedralbes, La Bonanova) fut pendant ces jours-là sous le contrôle dudit organisme. Les patrouilles armées de la CNT et du POUM-JCI firent régner l'ordre révolutionnaire dans tout le secteur. La Garde nationale républicaine (ex-Garde civile) de la caserne se déclara neutre et offrit des armes aux patrouilles ouvrières. Le groupe de « l'Estat catala » rejoignit le mouvement. Le PSUC disparut de toute la zone.

Le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique (Enrique Arino, Luis Roc, Francisco Gelada, Antonio Solé, Vicente Estela et moi, Wilebaldo Solano), après avoir organisé la défense militaire du secteur, décida d'établir une relation directe et immédiate avec le comité exécutif du POUM (qui s'était déplacé de la Rambla de los Estudios à la place de l'Arco del Teatro, siège du comité local de Barcelone) et avec le comité des Jeunesses libertaires de Catalogne afin de conférer un rôle opérationnel au Front de la jeunesse ouvrière révolutionnaire. Je partis vers 17 heures pour accomplir cette mission et pour assister à une réunion du comité exécutif du POUM, qui devait se tenir à la place du Théâtre.

Notre voiture, armée et protégée, ne prit pas le Paseo de Gracia, pour ne pas passer devant la Pedrera (siège du PSUC et de Gerö-*Pedro*) et la place de Catalogne. Nous suivîmes le chemin Diagonal-Paseo de San Juan, Casco Viejo, et nous pûmes constater que tous les contrôles étaient assurés par la CNT et le POUM.

En réalité, Barcelone était entre les mains des travailleurs et le PSUC se trouvait isolé dans certains de ses locaux, dans lesquels, comme nous l'apprîmes plus tard, n'abondaient pas les militants décidés à affronter les conséquences de la provocation organisée par Eusebio Rodriguez Salas (commissaire général de

l'Ordre public de la Généralité) et de ses chefs : Comorera et Gerö-*Pedro*.

L'entrevue POUM-CNT du 3 mai

Place de l'Arco del Teatro s'était établie également une espèce de zone fortifiée. Les locaux du POUM étaient fortement protégés, de même que l'imprimerie de *La Batalla*, organe central du POUM, située rue des Banos Nuevos, près des Ramblas.

La réunion du comité exécutif du POUM eut lieu vers huit heures et demie du soir. Y étaient présents Nin, Andrade, Bonet, Gorkin, Molins i Fabregas et Gironella. Il ne manquait, me semble-t-il, que Jordi Arquer, qui était à Valence, et Josep Rovira, qui se trouvait sur le front de Huesca, au commandement de sa division, c'est-à-dire une partie de cette *« équipe dirigeante assez brillante »*, selon Pierre Vilar, dans sa surprenante *La Guerre civile espagnole* (2), jugement déconcertant quand on connaît son penchant à exalter Staline et à ignorer les crimes staliniens. Car, soit dit entre parenthèses, les militants de valeur du POUM n'étaient pas tous, loin s'en faut, au comité exécutif.

En réalité, le comité exécutif du POUM, comme celui de la JCI, était réuni en permanence. Mais la réunion officielle supposait un ordre du jour, une synthèse des informations et une analyse de la situation. L'atmosphère était tendue. Essentiellement parce que les informations et les fausses nouvelles se mêlaient tout naturellement, comme c'est le cas souvent dans de pareilles circonstances.

De toute façon, le comité exécutif disposait de plus d'informations que nous sur la situation en Catalogne et sur ce qui se passait à Valence et à Madrid, et y compris au sein du gouvernement Largo Caballero lui-même (3).

C'est là que j'appris que Largo Caballero avait refusé d'envoyer des forces militaires en Catalogne et qu'il avait imposé qu'une commission UGT-CNT se déplace à Barcelone pour négocier un compromis entre les forces en lutte.

Barcelone était au pouvoir des travailleurs

Barcelone était au pouvoir des travailleurs. La Généralité et les centres de l'Esquerra et du PSUC (hôtel Colon, La Pedrera, le palais Moja) étaient isolés. C'est pourquoi Companys, sous l'instigation de Comorera, Vidiella (ministre du Travail et des Travaux publics de la Généralité et dirigeant du PSUC) et Antonov-Ovseenko — qui étaient en relation permanente avec Jésus Hernandez, l'ambassade russe et les conseillers soviétiques —, aurait demandé des renforts au gouvernement de Valence. En réalité, les forces dont disposait le gouvernement de la Généralité étaient impuissantes à maîtriser la situation. Car, comme le disait le POUM, *« les barricades de la liberté ont resurgi dans toute la ville. L'esprit du 19 juillet s'est à nouveau emparé de Barcelone »* (4).

Après avoir fait une synthèse des informations et de la situation, le comité exécutif du POUM, face à la complexité des problèmes qui se posaient, profondément inquiet, mais convaincu que les militants du parti devaient être aux côtés des travailleurs et offrir une issue politique, s'adressa au comité de Catalogue de la CNT, à qui il proposa une entrevue le plus rapidement possible. La réunion eut lieu vers dix heures du soir au local de la Via Layetana. Nin, Andrade, Bonet, Gorkin et moi faisions partie de la délégation du POUM. L'accueil fut très cordial, surtout de la part de Valerio Mas

(2) Pierre Vilar, *La Guerre civile espagnole*, Barcelone, Grijalbo-Mondadori, 1996, p. 95.
(3) En plus des institutions de la Généralité de Barcelone, le président de la République (Manuel Azana) avait son siège officiel à Barcelone, ce qui contribuait à ajouter au conflit une autre perspective non strictement catalane.
(4) *La Batalla*, 4 mai 1937.

(secrétaire du comité régional de la CNT). Nin, qui était le dirigeant poumiste qui comptait avec le plus de sympathies parmi les milieux anarcho-syndicalistes, exposa notre point de vue : nous nous trouvions dans une situation grave, exceptionnelle. Les staliniens voulaient détruire l'influence de la CNT et du POUM et liquider l'autonomie de la Catalogne. La réaction des travailleurs était magnifique, mais, comme nous l'avions déjà dit dans notre manifeste du 1er Mai, l'action *« ne peut tomber dans un mouvement sporadique, dans un putsch suicidaire qui mettrait en danger la marche triomphale de la classe ouvrière »* (5). En conséquence, il proposa une alliance des organisations anarcho-syndicalistes et poumistes, à l'image du Front de la jeunesse ouvrière révolutionnaire, pour diriger le mouvement et établir un programme politique de rénovation permettant de contenir l'offensive réactionnaire et ouvrir une nouvelle phase de la guerre et de la révolution. Naturellement, il fallait exiger la démission de Rodriguez Salas et la dissolution du conseil de la Généralité, et l'arrêt de toutes les attaques contre les conquêtes de juillet et, parmi elles, l'autonomie de la Catalogne. Mais cela n'était pas suffisant.

Valerio Mas et ses camarades écoutèrent avec grand intérêt et, à certains moments, semblaient quelque peu subjugués par les analyses de Nin et les observations de Gorkin et d'Andrade, qui semblaient correspondre à leurs intuitions. La discussion dura deux heures et il y eut un échange d'informations sur ce qui se passait à Valence, dans le gouvernement de Largo Caballero. Mais ils conclurent en disant à peu près ceci :

"Une soirée très agréable"

« Nous vous remercions de votre visite et nous reconnaissons avoir passé une soirée très agréable. Nos militants sont sur les barricades. Nous avons montré les dents. Maintenant, Companys et le PSUC devront négocier. Nous pouvons modifier la composition du conseil de la Généralité et limiter l'influence négative du PSUC. Nous réfléchirons à vos propositions. »

Nous, délégués du POUM et de la JCI, nous étions stupéfaits devant la légèreté et la myopie des dirigeants cénétistes et nous partîmes du local de la Via Layetana convaincus qu'il serait très difficile de canaliser le mouvement et de lui conférer une direction politique sérieuse et responsable. Tout cela découragea plutôt certains camarades et les amena à interpréter avec moins d'optimisme le processus qui avait commencé lors de l'assaut du central téléphonique et avec la grève générale.

Je traversai à nouveau Barcelone en évitant les contrôles, qui s'étaient intensifiés dans la soirée. Par chance, ils étaient presque tous de la CNT-FAI ou de la CNT-POUM. En arrivant à la zone fortifiée de Gracia, j'informai aussitôt les autres camarades du comité exécutif de la JCI. Il y eut, cette nuit-là, où nous pûmes à peine dormir, des discussions passionnées. Nous informâmes également tous les camarades présents, parmi lesquels se trouvaient quelques camarades allemands du DAS, le jeune intellectuel Charles Orr, trotskyste américain, très exalté, qui voulait que nous nous inspirions de Lénine, et plusieurs miliciens anglais, parmi lesquels, je pense, à un certain moment, George Orwell, si discret qu'il ne se fit pas connaître. De toute façon, cette nuit-là, le comité exécutif de la JCI décida de mieux organiser les forces dont nous disposions pour faire face à toute éventualité et tenir une réunion avec le comité des Jeunesses libertaires de Catalogne.

La colonne militaire de Gracia

La Batalla, du 4 mai, appelait les travailleurs à demeurer en *« état de mobilisation permanente »* et *« à poursuivre et intensifier l'offensive engagée, car il n'est pas de meilleur moyen de se défendre que d'attaquer »*. Après avoir réclamé l'annulation des décrets d'ordre public et la destitution de Rodriguez Salas, l'appel ajou-

(5) *La Batalla*, 1er mai 1937.

tait : « *La classe ouvrière doit imposer la formation du Front ouvrier révolutionnaire et procéder à l'organisation immédiate des Comités de défense de la révolution.* »

En haut du Paseo de Gracia, le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique avait réussi à former un de ces comités. Les anarchistes (CNT, FAI et Jeunesses libertaires) étaient avec nous et ils insistaient même sur le fait qu'il ne fallait en aucun cas prêter attention aux discours prononcés à la radio par les ministres Garcia Oliver et Federica Montseny, venus de Valence pour organiser une trêve et établir un compromis avec la Généralité et le PSUC. Et, en effet, nous nous entendions très bien et nous comptions sur des appuis de plus en plus nombreux. Du reste, toute la vie du secteur nord de Barcelone échappait au contrôle du conseil de la Généralité et dépendait de nos directives.

Le 4, justement, en fin d'après-midi, plusieurs jeunes officiers de l'Ecole de guerre de Barcelone (créée quelques mois auparavant pour former des cadres militaires) vinrent se mettre à notre disposition et nous proposèrent de constituer une colonne militaire, qui, descendant le Paseo de Gracia, prendrait La Pedrera et l'hôtel Colon et rejoindrait les forces de la CNT et du POUM qui dominaient sur les Ramblas.

L'idée de la colonne nous sembla excellente. Nous en discutâmes longuement avec les officiers qui méritaient le plus notre confiance. Parmi eux, il y avait des militants des Jeunesses libertaires et de la JCI et, surtout, Linus Moulines, appartenant à la section de Gracia. Le comité exécutif de la JCI confia la responsabilité de toute l'opération aux camarades Roc et Arino, qui se déplacèrent jusqu'à l'Ecole de guerre avec Linus afin d'accélérer tous les préparatifs. J'en informai le comité exécutif du POUM et Nin m'appela le jour même au téléphone pour me conseiller « *d'être prudent* » et de ne pas perdre le contact avec la direction du parti qui se réunissait toujours place du Théâtre.

Tandis que les responsables politiques et militaires de la colonne se pressaient dans leurs tâches d'organisation et d'armement, le comité exécutif de la JCI essaya de trouver une imprimerie au nord de Barcelone, afin de tirer des tracts et un journal, dans la mesure où l'imprimerie de Banos Nuevos était trop éloignée de notre base d'opérations.

Barcelone était morcelée par les barricades

Nous réussîmes à rédiger un tract adressé spécialement aux forces de sécurité pour les inciter à se ranger aux côtés des travailleurs. Il était intitulé « *Vive la révolution contre le chaos !* ». Mais sa diffusion fut certainement limitée, comme celle d'autres tracts qui sont cités dans des études historiques et que presque personne ne vit alors, car Barcelone était morcelée par les barricades.

Un excellent camarade, qui par la suite se distingua, au cours de la période de clandestinité stalinienne, en assurant la publication matérielle de *Jeunesse ouvrière* entre juillet 1937 et avril 1938, Antonio Trave, courut des risques énormes pour réquisitionner une imprimerie et, quand il y parvint, ce n'était plus nécessaire : l'évolution de la situation nous permettait de reprendre la publication de *Jeunesse communiste*, notre organe central, à l'imprimerie de Banos Nuevos.

Le soir, nous apprîmes la formation du nouveau conseil de la Généralité, fruit du premier compromis de la CNT avec le PSUC et la gauche (l'Esquerra). Les militants de la CNT de Gracia qui étaient avec nous, responsables du comité de défense, nous dirent qu'ils ne lui obéiraient pas et que les discours que prononçaient à la radio Juan Garcia Oliver, Mariano Vazquez et Federica Montseny étaient dépourvus de toute valeur (6). Je me souviens que nous écoutions Radio Barcelone dans la salle de réunions du

(6) Le nouveau gouvernement provisoire comprenait quatre conseillers, représentant encore quatre organisations : Carlos Marti Feud (ERC), le dirigeant du PSUC Antonio Sese (UGT), Valerio Mas (CNT) et Joaquin Pou (Union des rabassaires).

comité exécutif de la JCI, tandis que parlait Garcia Oliver, et que l'un des anarchistes présents dit : *"Il ne faut par leur prêter attention. Dans le fond, ils veulent que nous restions sur les barricades pour effrayer Companys et Comorera, et obtenir ainsi de meilleures conditions pour la négociation. Parlons de choses sérieuses. Où en est l'organisation de la colonne ? »*

Réunions avec les Jeunesses libertaires et le comité exécutif du POUM

La Batalla, du 6 mai, publiait un tract des « Amis de Durruti », dans lequel était demandée une *« junte révolutionnaire »* et où étaient salués les militants du POUM *« qui avaient fraternisé avec nous dans la rue »* (7). Au nord de Barcelone, nous ne connaissions pas bien les « Amis de Durruti ». Nous militions avec tous les militants de la CNT.

Tôt le matin, le comité exécutif de la JCI décida qu'Arino et moi descendions au centre de Barcelone pour une entrevue avec le comité régional des Jeunesses libertaires, le comité de Barcelone de la Jeunesse communiste ibérique et le comité exécutif du POUM. Les choses en étaient arrivées à un tel point que la relation directe était devenue indispensable et non le téléphone ou le recours à de courageux messagers qui traversaient Barcelone à vélo, comme ce fut le cas à plusieurs reprises pour Ramon Fernandez Jurado et Antonio Trave. Après une longue marche à travers Barcelone, de barricade en barricade, Arino et moi arrivâmes au local de la JCI de Barcelone, sur la Rambla de los Estudios, où nous pûmes constater que nos jeunes (nombreux, parmi eux, étaient si jeunes qu'ils n'avaient pas l'âge militaire et, pour cette raison, n'étaient pas au front) étaient à la hauteur des circonstances et conservaient le contrôle d'une bonne partie des Ramblas. L'expédition jusqu'à la Via Layetana, lieu de l'entrevue avec le comité régional des Jeunesses libertaires, fut plus compliquée. Mais nous pûmes voir Fidel Miro, Alfredo Martinez et d'autres camarades. Nous leur proposâmes de réunir immédiatement le comité du Front de la jeunesse ouvrière révolutionnaire et de lancer un appel à la jeunesse. Mais ils étaient très occupés par les discussions internes au sujet de la trêve et de l'arrivée des forces d'assaut et des carabiniers qu'envoyait le gouvernement de Valence. Ils firent un éloge du POUM et de la JCI, et il ne fut pas possible d'arriver à un accord précis, si ce n'est de maintenir le contact.

Un détail pittoresque : au local de la CNT, après notre conversation avec les dirigeants des Jeunesses libertaires, nous vîmes Wenceslao Colomer et Teresa Pamies (dirigeants des Jeunesses socialistes unifiées de Catalogne) qui attendaient d'être reçus par Fidel Miro, à qui, semble-t-il, ils proposèrent de rompre avec la JCI et le Front de la jeunesse ouvrière et révolutionnaire. Teresa Pamies a rappelé cette rencontre dans *Quand nous étions capitaines*, où elle affirme qu'*« en voyant Solano »*, ils eurent la preuve de ce qu'ils appelaient alors *« le complot anarchotrotskiste »*. Ce fut à cette époque-là, car ensuite ils considérèrent que de telles pensées étaient ridicules.

De la Via Layetana, Arino et moi nous allâmes vers la place du Théâtre, où nous parlâmes longuement avec Nin, Gorkin, Andrade et les responsables des barricades. Nous étions tout à fait d'accord avec le camarade José Rebull, qui présenta au comité exécutif un plan grâce auquel il voulait démontrer qu'il était possible, militairement parlant, de prendre le pouvoir. Naturellement, le problème fondamental n'était pas militaire, mais politique.

Pas du tout optimistes

Une intense activité régnait au local central du POUM. Naturellement, le comité exécutif du parti avait en sa posses-

(7) Frank Mintz et Miguel Pecina : *Los amigos de Durruti, los trotsquistas y los sucesos de mayo*, Madrid, Campo Abierto Ediciones, 1978, p. 49.

sion de meilleures informations que nous sur la situation globale et ses membres les plus éminents n'étaient pas du tout optimistes. Andrade, chargé du maintien des relations avec le comité de la FAI, nous expliqua avec une certaine amertume que les anarchistes étaient *« complètement dépassés par les événements »* et, en outre, *« se montraient hautains à l'égard des politiciens marxistes »*, comme ils disaient dans leur langage particulier. En ce qui concerne les « Amis de Durruti », avec lesquels il avait eu une longue conversation, il nous dit que, d'une part, qu'ils n'avaient pas un grand poids dans la CNT et que, d'autre part, ils n'étaient pas capables d'élaborer une politique responsable. Pour résumer ses impressions, il nous précisa : *« Vous verrez bien ; eux, tout comme les comités de défense, même en rechignant, ils se plieront aux instructions de Garcia Oliver et Federico. »*

Pour sa part, Nin, visiblement énervé et déçu, nous dit que le compromis entre la CNT, la Généralité et le PSUC était un fait, et que, malheureusement, le POUM ne pouvait ignorer la CNT ; c'est pourquoi un repli s'imposait, dans les meilleures conditions possibles pour le parti et la classe ouvrière. La conclusion était que la JCI ne devait pas précipiter le mouvement, surtout dans des secteurs comme au nord de Barcelone, où nous assumions des responsabilités importantes, et qu'il fallait tenir compte de la situation générale pour ne pas tomber dans un avant-gardisme inopérant. *« Plus que jamais, il est nécessaire que vous restiez en relation étroite avec nous et que vous ne preniez aucune initiative sérieuse sans nous consulter. »*

Après avoir participé à la réunion du comité exécutif, sur laquelle je ne veux pas m'étendre davantage, Arino et moi nous regagnâmes notre local du Paseo de Gracia plutôt perplexes. Nous traversâmes à nouveau Barcelone, avec ses barricades, ses contrôles et ses coups de feu, et nous nous précipitâmes pour informer le comité exécutif de la JCI des résultats de nos conversations et de nos démarches. Les informations et les arguments de Nin, Andrade, Gorkin et des autres camarades — en particulier sur la crise du gouvernement de Largo Caballero, le climat contre la Catalogne que créaient à Valence et à Madrid les staliniens et le compromis de la CNT avec Companys et le PSUC pour mettre fin à la rébellion des travailleurs de Barcelone — nous plongèrent tous dans une profonde réflexion. Pour comble de malheur, Roc et Solé nous dirent que les militants de la CNT de Gracia ne semblaient plus se moquer comme avant des discours de Garcia Oliver, Vazquez et Federica Montseny. Y compris dans notre zone, il s'était produit un certain changement.

Du compromis à la retraite

Le jeudi 6 mai, la situation semblait plus confuse que jamais. Les appels à la reprise du travail avaient été répétés systématiquement à la radio la veille. Et, parmi eux, l'un était signé par l'UGT et la CNT. Par ailleurs, les dirigeants de la CNT avaient exercé d'énormes pressions sur le comité régional et les comités de défense des quartiers pour calmer la lutte. Quelques militants cénétistes, déçus, avaient abandonné les barricades et les locaux syndicaux. Cependant, certaines provocations des forces de police et l'annonce selon laquelle 1 500 gardes d'assaut étaient arrivés à Tortosa envoyés par le gouvernement de Valence provoquèrent une nouvelle mobilisation de forces. De nombreux militants retournèrent sur les barricades. Mariano Vazquez et Federica Montseny se précipitèrent à la Généralité pour contacter Galarza et Largo Caballero.

Et là, ils eurent une conversation par télétype et au téléphone avec Garcia Oliver et Galarza, qui aboutit à un compromis basé sur la destitution de Rodriguez Salas, qui continuait à se cramponner à son poste, un cessez-le-feu de la part de la police et des forces de la CNT, l'abandon de l'opposition à l'entrée dans Barcelone des forces d'assaut qui, à Tortosa, attendaient les ordres.

Ce compromis, enregistré explicitement dans un document peu connu — traduit en anglais, *Notes and documents*

on the Fighting in Barcelona, de Lluis Companys —, fut communiqué au comité régional de Catalogne de la CNT et aux comités de défense.

L'ordre de se retirer des barricades

Il fut accepté sans aucun doute par le comité régional, puisque celui-ci donna l'ordre aux militants de se retirer des barricades à huit heures du matin le vendredi 7 mai. Face à de telles directives et en l'absence d'une autre perspective, les militants pensèrent qu'il était tout à fait inutile de continuer la lutte contre la volonté de leurs dirigeants et se retirèrent peu à peu des barricades.

Le comité exécutif du POUM, au courant du compromis, ne voulut pas que ses militants continuent seuls le combat abandonné par la CNT et la FAI sans obtenir de véritables garanties. Et dans une note publiée dans *La Batalla*, il affirma que les travailleurs avaient « *déjoué la provocation contre-révolutionnaire* » (8) et que, par conséquent, le retour au travail s'imposait.

Dans la même note, après avoir critiqué la politique des dirigeants de la CNT, il était affirmé que le prolétariat devait rester, cependant, vigilant. « *Il doit monter la garde, l'arme au pied* » (9).

A Gracia, les militants de la CNT, bien que mécontents, abandonnèrent peu à peu les barricades. Au croisement Diagonal-Paseo de Gracia, seuls les militants du POUM et de la JCI et les anarcho-syndicalistes allemands du DAS restèrent. Nin m'informa des décisions du comité exécutif du POUM l'après-midi du 6. Dans de telles conditions, le comité exécutif de la JCI décida de disperser la colonne qui se formait. Mais nous restâmes tous dans les locaux et nous gardâmes les armes. Nous primes les précautions qui s'imposaient pour éviter des agressions et des saccages, et nous continuâmes nos activités politiques et syndicales dans tous les domaines.

Le 9 mai eut lieu dans notre local la réunion du bureau international des Jeunesses révolutionnaires, où se produisit la rupture politique avec Willy Brandt, qui était alors secrétaire de la jeunesse du SAP (10) allemand. Par ailleurs, notre presse, bien que soumise à une censure plus sévère que jamais, fut publiée légalement jusqu'au 16 juin 1937.

Cependant, personne parmi nous n'était dupe. L'attaque du 3 mai contre le central téléphonique de Barcelone correspondait à un plan qui fut mené de manière implacable : attaque contre la Catalogne révolutionnaire, avec son autonomie réelle, son mouvement ouvrier révolutionnaire (CNT, POUM, JCI, JL) et ses conquêtes de juillet ; élimination de Largo Caballero, de la Gauche socialiste et de la CNT du gouvernement central ; assassinat de Nin et répression contre le POUM et la JCI ; ascension de Negrin et tentative de constituer la première démocratie populaire stalinienne d'Europe. Tout cela devait conduire fatalement à ouvrir les portes à Franco.

(8) *La Batalla*, 6 mai 1937, cité par Burnett Bolloten. *La Guerra civil espanola, revolucion y contrarevolucion*, Madrid, Alianzo Editorial, 1989, p. 699.
(9) *La Batalla*, 6 mai 1937, cité *ibidem*, p. 700.
(10) Parti socialiste ouvrier, formé par des opposants du PC et du PS allemands — NDLR.

Extraits de *La revolución traicionada*, de Miquel Amoros

La question du pouvoir

Page 102 :

Après le 28 juillet 1936, les syndicats appelèrent à la reprise du travail. Les comités ouvriers commencèrent à réquisitionner, à confisquer, à collectiviser, à s'approprier, etc., les usines et les magasins. Dans les quartiers, à la campagne, dans les casernes, les comités de base pullulaient :

« La constitution de comités d'ouvriers, de paysans, de miliciens et de marins fut un reflet immédiat de la destruction de l'appareil coercitif capitaliste. (...) Le comité était l'autorité suprême ; ses dispositions et décisions devaient être respectées. Leur justice, c'était la justice révolutionnaire, à l'exclusion de toute autre. La législation bourgeoise fut laissée de côté, il n'y avait pas d'autre loi que les nécessités impérieuses de la révolution. La plupart des comités étaient élus démocratiquement par les travailleurs, les miliciens, les marins et les paysans, sans distinction de tendances, réalisant ainsi la démocratie prolétarienne, et dépassant la mensongère démocratie parlementaire bourgeoise. En un mot, sur les lieux de travail, il n'existait plus qu'un seul pouvoir : le travail et les travailleurs.

L'expropriation de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens s'effectua, en général, au rythme de la constitution des comités (...).

Un semblable transfert de pouvoir se produisit en ce qui concerne l'armement. Une fois vaincue et disloquée l'armée prétorienne, les travailleurs eurent la possibilité de se procurer toutes les armes qu'ils voulaient » (Jaime Balius, *En se rappelant juillet 1936, Le Combat Syndicaliste*, 1er avril 1971).

Page 108 :

« L'heure du prolétariat » était désormais venue. Et celui-ci devait diriger la guerre et développer la révolution. Mais les arguments petits-bourgeois faisaient leur effet sur les dirigeants de la CNT et de la FAI, qui décidèrent de dissoudre le Comité central des milices et d'entrer dans le gouvernement de la Generalitat sur la base du curieux argument que les puissances étrangères enverraient à celle-ci les armes qu'elles refusaient à celui-là. Le 17 septembre, dans un plénum national, Federica Montseny et Juan López avaient présenté un rapport qui exigeait la formation d'un Conseil national de défense ; mais le plénum laissait la possibilité au secrétaire, Horacio Martinez, de décider l'entrée au gouvernement au cas où ce Conseil de défense ne pourrait pas se constituer. D'autre part, la CNT acceptait la dissolution des comités de vigilance à l'arrière-garde, la militarisation des milices, la réouverture des Cortes, le rétablissement des conseils municipaux, la fin des conseils d'ouvriers et de soldats... La distance entre la couche dirigeante libertaire et la base devenait visible. Des hiérarchies se déve-

loppaient. Il s'était constitué, entre septembre et octobre, une oligarchie libertaire de « comités responsables », qui était en train de liquider la démocratie interne des syndicats et des groupes et négociait le renforcement progressif de l'Etat et le coup de frein à la révolution.

Page 114 :

De nombreux militants pensaient que l'organisation faisait trop de concessions aux partis et que ceux-ci profitaient des positions ainsi acquises pour mettre des obstacles à l'unité contre le fascisme et saboter l'économie et la guerre. Ils estimaient que les comités responsables de la CNT eux-mêmes étaient en train d'étrangler la révolution, en permettant et en contribuant à la formation d'une bureaucratie politico-administrative.

Une commission des comités de défense confédéraux eut une entrevue avec Marcos Alcón, un homme d'action respecté et ancien secrétaire aux Transports dans le Conseil des milices, et lui proposa d'aller à la maison de la CNT-FAI et d'en chasser les dirigeants.

Malheureusement, ils considérèrent finalement que le remède serait pire que le mal et décidèrent de se retrancher dans les syndicats pour obliger, à partir de là, les comités (national et régional) à corriger leur conduite dans un sens prolétarien.

Cependant, les anarchistes français furent les premiers à exprimer publiquement les premières critiques du comportement ambigu de la direction du mouvement libertaire. L. Nicolas, dans *La Révolution prolétarienne*, ouvrit le feu contre *« une sorte de glissement vers l'union sacrée »* qui s'était manifesté dans un discours furieusement nationaliste de Federica Montseny.

Pour l'oratrice, les différences de classe et de partis étaient abolies : tous ensemble ils défendaient une Espagne *« grande »*, productrice et *« rénovatrice »* contre les *« Maures »* et le fascisme italien qui voulaient la coloniser. *« Nous sommes unis sur le front et dans la lutte, union magnifique qui fait disparaître toutes les classes, tous les partis politiques, toutes les tendances qui autrefois nous divisaient »* (L. Nicolas, *Attention à l'union sacrée*, *La Révolution prolétarienne*, n° 230, septembre 1936).

La militarisation des milices

Page 148 :

S'étant engagés dans le gouvernement, les dirigeants libertaires approuvèrent sans difficulté le décret de militarisation des Milices. Parallèlement, ils s'épanouissaient dans la haute politique. Les ministres, le secrétaire du comité national, Santillán, et d'autres entraient et sortaient constamment du bureau de l'ambassadeur russe Rosenberg et se plaisaient à rencontrer des personnalités soviétiques.

Besnard, secrétaire de l'AIT (Alliance internationale des travailleurs, anarchiste), dans le rapport qu'il élabora sur ses démarches en Espagne, affirmait sans ambages que García Oliver et Santillán étaient *« médiatisés par Ovseenko »* (ambassadeur soviétique à Barcelone). Une circulaire du comité péninsulaire de la FAI évoquait clairement le renoncement et la soumission au pouvoir : *« Si la victoire dans la guerre civile que nous menons contre les réactionnaires est ce qui rend possible la révolution, toute notre volonté et nos efforts doivent tendre à y parvenir. Et nous y parviendrons si nous le voulons, s'il y a unité dans l'action, s'il y a intelligence, et si, conscients du moment difficile que nous traversons, nous plaçons la volonté de gagner la guerre au-dessus des autres aspirations et sans que ces aspirations ne nous détournent de l'objectif de la victoire militaire. »*

Naissance du groupe "Les Amis de Durruti"

Page 166 :

Comme nous l'avons vu, la majorité des miliciens ne refusait pas la discipline et demandait aussi une armée, mais à la condition qu'elle soit contrôlée par les ouvriers. D'après Balius, *« on combattit le décret de militarisation parce que celui-ci plaçait entièrement les milices*

sous le contrôle de l'Etat capitaliste et donnait le commandement aux militaires professionnels, presque tous étrangers à la révolution que voulait le prolétariat espagnol ». Les miliciens dissidents et Balius devaient nécessairement se rencontrer, et de cette rencontre naquit le groupe anarchiste des Amis de Durruti. Balius lui-même le raconte :

« *Les Amis de Durruti ont surgi à la suite du décret de militarisation des milices. Un groupe nombreux de miliciens de la CNT basés à Gelsa abandonnèrent le front car ils n'étaient pas d'accord avec le décret en question. Une fois à Barcelone, ils convinrent de la nécessité de rester unis et en contact étroit. Ce fut le point de départ d'un groupe qui, au départ, était incolore et sans objectifs définis. Personnellement, j'étais à l'époque directeur du journal* La Noche, de Barcelone, *et je fus invité à la réunion de constitution.* »

Dans son premier manifeste : « *Au peuple travailleur* », les Amis de Durruti proclamaient leurs origines ; ils étaient les gens du 19 juillet, ceux qui commencèrent la révolution et n'étaient pas disposés à la laisser dénaturer :

« *Ces glorieuses milices ouvrières qui partirent vers l'Aragon, qui incarnaient tout l'esprit des journées de juillet, courent le risque de se changer en une armée régulière qui n'offrira aucune garantie à la classe travailleuse. Nous, qui avons toujours occupé les postes à l'avant-garde de la révolution, et qui n'avons jamais ménagé nos efforts pour la réalisation des idéaux d'émancipation sociale, nous n'allons pas maintenant accepter que se dresse une armée en marge de la classe travailleuse, et dont le contrôle légitime ne serait pas exercé par nos organisations, la CNT et la FAI.* »

L'ordre public

Page 184 :

Le problème qui mobilisa le plus les militants anarchistes fut celui de l'ordre public. Le 4 mars 1937 furent publiés par le conseiller à la Sécurité intérieure de la Generalitat sept décrets relatifs à l'ordre public, qui déclaraient dissoutes les patrouilles de contrôle, les conseils d'ouvriers et de soldats, la commission d'investigation, les conseils de défense municipaux et autres corps populaires de vigilance. Ils décidaient la création d'un corps unique de sécurité en dehors des organisations — l'appartenance à un syndicat ou un parti y était interdite — et dépendant uniquement de la Generalitat. A la suite de quoi, un ultimatum était lancé, exigeant de remettre aux autorités les armes longues qui se trouvaient encore entre des mains prolétariennes. Les forces qui subsistaient de l'ancien appareil répressif de l'Etat restaient en place : garde nationale, d'assaut, rurale et de la Generalité (Mossos d'Esquadra), véritables viviers de contre-révolutionnaires, et dont les chefs prendraient le commandement du futur corps unique. L'intention du décret de désarmer l'arrière-garde et de revenir à la situation antérieure au 19 juillet pour ainsi annuler la révolution était si évidente que la réaction fut immédiate. Un plénum régional des groupes, tenu le 8 mars, rejetait le projet d'ordre public qualifié de contre-révolutionnaire, et demandait par contre la dissolution des corps armés antérieurs au 19 juillet.

Page 208 :

La tension ne cessait d'augmenter. Le 25 mars 1937, Roldán Cortada, militant du PSUC et dirigeant de l'UGT, avait été tué lors d'un contrôle. Sans aucune preuve, la presse du PSUC accusa des militants anarchistes de Hospitalet. Rodriguéz Salas s'y rendit avec deux camions de gardes d'assaut et effectua plusieurs détentions arbitraires, que le juge annula. L'enterrement de Cortada servit de prétexte à une manifestation de la « racaille réactionnaire » de Barcelone. A Bellver de Cerdanya, trois anarchistes furent tués par la garde d'assaut, parmi lesquels Antonio Martín, maire de Puigcerda, et la CNT accepta sans combat la perte du contrôle de la frontière que cela entraîna. Le conseiller à la Sécurité intérieure, Ayguadé, profitant de la mort de Cortada, publia une circulaire dans laquelle il interdisait le contrôle des rues par les comités de vigilance. Rodriguéz Salas dé-

clara à la presse qu'il désarmerait la nuit quiconque ne serait pas membre de la police ou du corps de sécurité. La force publique, repliée dans ses casernes depuis le 28, commença à arrêter les ouvriers dans la rue et à les fouiller. La fédération locale des Jeunesses libertaires protesta et menaça, face à cette nouvelle tentative de désarmement des forces révolutionnaires : *« Pour notre part, nous déclarons solennellement aujourd'hui : nous étions, nous sommes et nous serons armés, que cela plaise ou non à Rodríguez Salas. Cette mesure ne nous concerne pas. Nous le lui répétons pour qu'il comprenne bien : nous continuerons à être armés, quoique avec les papiers tout à fait en règle, et celui qui essaiera de nous désarmer sans respecter ces papiers en règle devra passer sur notre cadavre. Et nous verrons qui désarme qui. »*

Dans les faubourgs et dans les villes, les ouvriers sortirent les armes de leurs syndicats, prirent des positions et s'emparèrent des points stratégiques. Des coups de feu furent échangés avec la police. Ils étaient décidés à ne pas se laisser désarmer. Il y avait une psychose d'affrontement entre la réaction, rassemblée autour du PSUC et de ERC, et les travailleurs de la CNT et du POUM. Les dirigeants anarchistes, s'étant engagés dans le gouvernement, acceptaient un désarmement en échange de leur participation à la direction des nouveaux corps d'ordre public, mais les ouvriers savaient que, s'ils rendaient leurs armes, ils seraient à la merci de leurs ennemis. Le regard fixé sur leurs futurs fauteuils ministériels, les dirigeants restaient dans l'expectative.

Les Amis de Durruti défièrent encore une fois les comités, en affichant sur les arbres des Ramblas, dans les rues et partout un manifeste avec les mots d'ordre suivants :

« A la classe travailleuse,

1. Constitution immédiate d'une junte révolutionnaire composée d'ouvriers de la ville, de la campagne et de combattants.

2. Salaire familial. Carte de rationnement. Direction de l'économie et contrôle de la distribution par les syndicats.

3. Liquidation de la contre-révolution.

4. Création d'une armée révolutionnaire.

5. Contrôle absolu de l'ordre public par la classe travailleuse.

6. Opposition ferme à tout armistice.

7. Une justice prolétarienne.

8. Arrêt des échanges de personnalités.

Attention travailleurs : notre groupe s'oppose à ce que la contre-révolution continue d'avancer. Les décrets d'ordre public, encouragés par Aiguadé, ne seront pas mis en œuvre. Nous exigeons la libération de Maroto et des autres camarades arrêtés.

Tout le pouvoir à la classe travailleuse.

Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Face à la Generalitat, junte révolutionnaire. »

Les journées de mai 1937

Page 213 :

La conspiration de mai fut la moins secrète de l'histoire. Pour tout le monde, il était clair que la bourgeoisie républicaine était en train de reconquérir le pouvoir que le prolétariat n'avait pas voulu prendre. Au début, en acceptant la prépondérance ouvrière, puisqu'il n'y avait pas moyen de faire autrement ; ensuite, à travers la collaboration de classe, en renforçant l'Etat. Enfin, en s'abritant derrière le Parti communiste que, comme une pièce de l'échiquier politique mondial, les agents russes plaçaient à l'avant-garde de la contre-révolution dans la République. Le prolétariat avait perdu la direction de la guerre et le commandement de ses unités ; il ne restait plus qu'à le désarmer à l'arrière-garde et le mettre à la merci de la police.

Page 215 :

L'attaque contre le central téléphonique de la place de Catalogne fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase de la patience des travailleurs. Le lundi 3 mai 1937, vers trois heures de l'après-midi, le commissaire général à l'ordre

public, Rodríguez Salas, membre du PSUC, se présenta devant l'édifice avec un ordre signé par le conseiller à la Sécurité intérieure, Artemio Ayguadé, accompagné par trois camions de gardes d'assaut, et ordonna aux travailleurs de rester les bras en l'air pendant qu'il les désarmait. Les ouvriers des étages supérieurs se défendirent aussitôt et les attaquants ne dépassèrent pas le premier étage. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre dans toute la ville. *« Dans tous les quartiers des ouvriers et des policiers couraient. Les locaux syndicaux se remplissaient. On essayait de s'armer pour se protéger d'agressions semblables dans d'autres édifices. Quelques heures plus tard, Barcelone toute entière était en armes »* (*Les événements de Barcelone*, rapport de A. Souchy, Barcelone, juin 1937). A sept heures du soir, la grève était générale et les tramways ne circulaient plus.

Page 216 :

Le 4 mai au matin, Barcelone toute entière était entre les mains des ouvriers, sauf le centre. Sur la place de Catalogne, sur le Paseo de Gracia, à la gare de France, au palais de justice, etc., les combats se poursuivaient maison par maison, à coups de fusil, de rafales de mitraillette, de grenades... Les comités régionaux de la CNT et de la FAI ne faisaient que s'adresser par la radio aux combattants en leur demandant de déposer les armes sans autre garantie que la bonne foi des gouvernants. Mais les conseilleurs des partis, Companys et Tarradellas, le président du Conseil, se refusaient à négocier avec les délégués cénétistes tant que les combats se poursuivaient. Il était clair qu'ils voulaient forcer une intervention armée du gouvernement de Valence pour incliner la balance en leur faveur (Ayguadé avait demandé mille cinq cent gardes pour écraser le mouvement). Les ministres anarchistes se réunirent avec Largo Caballero pour traiter de la situation à Barcelone, et le comité national décida d'envoyer García Oliver et Mariano Rodríguez Vázquez.

Ils arrivèrent à Barcelone en avion. Une fois arrivés à la maison de la CNT-FAI, ils se réunirent avec le comité régional, avec Santillán, un tacticien de la capitulation, et avec Roberto Alfonso, un bureaucrate qui promettait, secrétaire de la fédération locale des syndicats : tous ensemble, ils partirent pour la Generalitat, escortés par des gardes d'assaut, et là, ils décidèrent avec les forces adverses d'appeler à un cessez-le-feu à travers leur radio. De Marianet, on pouvait tout attendre, mais la voix de García Oliver provoqua la stupeur. Les ouvriers furent indignés, surtout lorsque, profitant d'une pause, les communistes et la police prirent d'assaut le syndicat des peaux et fourrures. Il y en eut qui tirèrent sur le poste de radio, d'autres qui, honteux de ce qu'ils entendaient, déchirèrent leur carte syndicale. Sur les barricades, le discours d'Oliver fut qualifié de *« baiser de Judas »*.

Page 219 :

Dans la nuit du 4 au 5 mai, fut rédigé le célèbre tract des Amis de Durruti, qui osait appeler à la révolution sociale, et qui provoqua un vrai scandale chez tous les défenseurs de l'ordre républicain :

« CNT-FAI. Groupe des Amis de Durruti

Travailleurs,

Une junte révolutionnaire. Exécution des coupables. Désarmement de tous les corps armés. Socialisation de l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse. Ne cédons pas la rue. La révolution avant tout. Saluons nos camarades du POUM qui ont fraternisé dans la rue avec nous.

Vive la révolution sociale. A bas la contre-révolution ! »

(...) Que faisait la FAI ? Santillán était invisible, et les comités régionaux des trois branches, réunis à la Maison de la CNT-FAI constituèrent une commission chargée de se maintenir en contact avec les quartiers. Son intention était de ne rien faire.

(...) Les réactions du comité régional à propos du tract des Amis de Durruti furent très négatives. Selon un procès-verbal du 5 mai : *« Cotelo nous informe qu'un tract signé des Amis de Durruti est en train d'être diffusé, et, du fait de son contenu un peu violent, la majorité des camarades est d'avis qu'il est inac-*

ceptable, et il est donc décidé de désavouer les camarades qui l'ont rédigé. »

La trahison de la CNT

Page 225 :

Le jeudi 6 au matin fut publié un manifeste conjoint des comités locaux de l'UGT et de la CNT dans lequel il était dit textuellement qu'il ne se passait plus rien et qu'il fallait se remettre à travailler :

« Le conflit qui a motivé cette situation anormale et préjudiciable à la cause du prolétariat a été résolu de façon satisfaisante par les représentants des partis et des organisations antifascistes réunis au Palais de la Generalitat. C'est pourquoi les fédérations locales de la CNT et de l'UGT ont décidé de s'adresser à tous leurs adhérents pour leur ordonner de rejoindre immédiatement leurs postes de travail. Il faut revenir à la normalité. Persister dans l'inactivité industrielle équivaut, dans ces moments de guerre antifasciste, à collaborer avec l'ennemi et à nous affaiblir nous-mêmes. »

La CNT proclamait une trêve. Mais lorsque les voitures de réparation des lignes de tramway et les tramways eux-mêmes reçurent des coups de feu, ils durent se retirer. Le métro aussi dut s'arrêter parce que, à certaines entrées, les policiers s'en prenaient aux voyageurs. Dans les centres ou les barricades communistes et catalanistes, on fouillait les ouvriers et on déchirait leurs cartes de la CNT. Profitant de la trêve et de l'abandon de nombreuses barricades, les forces de l'ordre prenaient de nouvelles positions et assiégeaient les centres libertaires les moins bien défendus. Et Santillán avouait avoir *« entendu au téléphone des camarades pleurer de rage, lorsqu'ils téléphonaient aux comités et qu'on leur répondait de ne pas tirer alors que les autres les mitraillaient »*. Les ouvriers retournèrent sur les barricades et les combats reprirent. Les durrutistes appelaient à continuer la lutte, pour des raisons de simple tactique : *« Nous, les Amis de Durruti, qui nous sommes battus en première ligne, nous voulions éviter le désastre qui se serait abattu sur le peuple s'il avait déposé les armes. Nous lançâmes le mot d'ordre de rouvrir le feu et de ne pas nous arrêter sans mettre des conditions. »* Et la radio émettait dans la nuit du 5 au 6 mai un communiqué des comités régionaux de la CNT et de la FAI désavouant cette déclaration :

« Nous sommes surpris par un tract qui circule dans la ville, signé des Amis de Durruti. Son contenu est absolument intolérable et contredit les positions du mouvement libertaire, nous obligeant à désavouer totalement son contenu.

Que cela soit clair pour tous les camarades et pour l'opinion publique en général. Nous désavouons catégoriquement ce manifeste. Les comités régionaux de la CNT et de la FAI ne sont pas disposés à laisser quiconque spéculer avec nos organisations et personne ne peut faire le jeu de positions douteuses ou peut-être de manœuvres d'authentiques agents provocateurs. Que chacun respecte les mots d'ordre des comités. Maintenant que le Conseil de la Generalitat est constitué, chacun doit accepter ses décisions étant donné que nous y sommes représentés.

Il ne faut plus d'armes dans les rues. »

Répression

Page 237 :

Le 9 mai, *Solidaridad Obrera* (journal national de la CNT) publiait discrètement la nouvelle de la mort de Domingo Ascaso. Des enlèvements étaient dénoncés. Des nouvelles d'atrocités commises dans les villages contre des membres des collectivités et de la CNT ne cessaient d'arriver et les alentours de Barcelone se peuplaient de cadavres de victimes dont les staliniens se débarrassaient sans précaution. Au cimetière de Cerdanyola furent déposés douze cadavres de jeunes libertaires du quartier de Sant-Andreu. D'autres, par contre, disparaissaient. Les corps de Alfredo Martínez et de Juan Rúa, tous deux du comité régional des Jeunesses libertaires, et celui de Juan Arís, de la division Durruti, ne furent jamais retrouvés. Le 10 mai, la censure de

presse fut rétablie. Rendus hardis par ce contexte, les catalanistes avaient occupé un local utilisé comme salle de cinéma par le syndicat du spectacle, et un autre où il y avait une exposition d'œuvres d'art, du syndicat des professions libérales. En face du garage général des tramways, un membre des Jeunesses était assassiné (...). *Solidaridad Obrera* dénonçait le manifeste du 8 mai : « *L'entité dénommée Les Amis de Durruti a lancé un manifeste, qui est une nouvelle provocation ornée d'une démagogie intolérable et que la CNT et la FAI doivent dénoncer radicalement et immédiatement.* » La théorie du complot fut un prétexte inventé par les dirigeants anarchistes pour justifier leur attitude. Selon le comité national, tout cela obéissait à un plan préalablement établi et destiné à en finir avec la CNT, en poussant ses adhérents à un combat contre les institutions. Mais la CNT, grâce à l'intelligence de ses chefs, sut y voir clair et déjoua cette perfide conspiration, en désarticulant la résistance ouvrière et en obligeant les travailleurs à abandonner les barricades, à revenir au travail et à oublier les camarades assassinés ou prisonniers. Résister à la répression qui s'abattait sur eux, c'était faire le jeu de l'ennemi. Les ouvriers devaient se contenter d'obéir aux mots d'ordre des comités responsables et respecter les décisions qu'une bureaucratie vénale et lâche adoptait dans les plénums.

Page 267 :

Des centaines de gardes d'assaut, obéissant aux ordres des juges et des responsables policiers, rentraient dans les villages, attaquant et détruisant les collectivités, rendant les terres à leurs anciens propriétaires, arrêtant et assassinant les travailleurs qui résistaient. Le journal clandestin *Libertad* faisait un parallèle avec les temps de la monarchie et de la dictature : « *Comme au bon vieux temps, les prisons se remplissent d'ouvriers révolutionnaires, de militants antifascistes, d'hommes de la CNT et de la FAI. Il y en a quelque 150 à Barcelone et 500 dans toute la Catalogne. Sur ordre gouvernemental pour la plupart, accusés de délits imaginaires pour certains. Tout à fait comme avant, voire pire. Veut-on imiter "les autres" ? Veut-on amener le peuple à la dangereuse impression que le fascisme n'est pas seulement du côté de Franco ?* »

Il y avait quinze ouvriers de Tarragone condamnés à mort à cause des événements de mai dans cette ville, et la méthode recommandée par les comités de s'adresser aux autorités n'avait comme résultat qu'une plus grande répression. « *Après les entrevues avec les autorités, le ministre de l'Intérieur nous a fait toutes sortes de promesses qu'il n'a pas tenues et que, apparemment, il n'a pas non plus l'intention de tenir, à moins qu'on ne l'y oblige* » (*Anarquía-FAI*, n° 1, 1er juillet 1937).

Page 276 :

Le comité national considérait de nombreux prisonniers comme des délinquants qui méritaient ce qui leur arrivait et que quelques prisonniers de plus ou de moins n'avaient guère d'importance : « *Soyons précis : tout ce qui brille n'est pas d'or. Et même s'il est vrai que de nombreux camarades étrangers en Espagne ont été arrêtés et sont encore emprisonnés de façon arbitraire, il y en a beaucoup d'autres qu'une organisation responsable ne peut pas défendre. On peut nous accuser de ne pas avoir réussi à faire libérer ces camarades, mais nous demandons au congrès : est-ce que la tragédie que nous vivons actuellement en Espagne et nos reculs militaires ne sont pas plus importants que quelques camarades étrangers emprisonnés ?* »

Et ceux qui disaient ces choses croyaient avoir le droit de demander l'aide du prolétariat international, sans se demander ce que pourraient penser les organisations prolétariennes d'une République qui écrasait ses meilleurs hommes comme le feraient des fascistes, et avec le silence coupable des organisations sœurs.

La guerre civile et le Comité d'action marocaine

Pierre Chevalier

Quelques informations en guise d'introduction

Depuis 1931, Robert-Jean Longuet, en tant qu'avocat mais surtout militant socialiste, défend et soutient les nationalistes marocains face à la répression française. Il agit en désaccord avec la ligne politique de son propre parti, la SFIO.

17 juillet 1936, soulèvement militaire à Melilla, au Maroc « espagnol » ou plutôt Maroc khalifien contre le gouvernement légal de la République espagnole.

19, 20 et 21 juillet, soulèvement militaire étendu à la métropole. La résistance populaire armée s'organise et triomphe dans de nombreuses régions.

25 juillet 1936, réception, à Barcelone, de Julio Alvarez del Vayo par Juan Garcia Oliver, représentant de la CNT au comité central des milices, pour lui remettre un message à transmettre à Francisco Largo Caballero afin que ce dernier fasse pression sur le gouvernement espagnol pour proclamer l'indépendance du protectorat espagnol au Maroc.

29, 30 et 31 juillet 1936, conférence internationale du Mouvement pour la IVe Internationale réunie salle Pleyel à Paris. Dans la résolution sur les peuples coloniaux opprimés, on peut lire : *« Malheur à vous, peuples opprimés du Maroc et des autres pays colonisés si, à votre tour, vous vous faites les complices de vos oppresseurs impérialistes. »* A l'issue de la conférence, David Rousset se rend au Maroc et Jean Rous en Catalogne puis en Espagne.

Ces quelques éléments chronologiques nous montrent bien que le Maroc est un des lieux essentiels de la guerre d'Espagne. Certes, d'autres lieux et d'autres moments creusent la défaite des travailleurs espagnols, mais ce n'est pas l'objet de ce texte qui s'attache essentiellement à montrer les tentatives que Marocains, Espagnols ou Français ont faites pour empêcher le Maroc d'être la base arrière du franquisme.

Les relations entre les protectorats et leurs métropoles

C'est en 1912 que la France et l'Espagne se partagent le protectorat sur le Maroc, menaçant par là même l'équilibre économique précaire de ce pays, aggravé, peu après, par l'introduction, au travers du système colonial, de la crise économique.

Du côté français, le général Lyautey préside à la « pacification » de la zone sud du pays, tandis qu'au nord, l'Espagne, après avoir tenté d'intégrer les populations autochtones, se voit confrontée à la révolte d'Abdelkrim el-Khattabi, plus connu sous le nom d'Abd el-Krim. La volonté espagnole de bâtir une élite marocaine dévouée à ses intérêts a permis à l'aîné des Abd el-Krim de suivre des études à Tétouan et Fès. Il devient journa-

liste, cadi (1) à Melilla et travaille dans l'administration espagnole (2). Il veut, imitant l'exemple turc de Kemal Atatürk, transformer cette partie du sultanat en une « République des tribus confédérées du Rif » contrôlant la plus grande partie du Maroc espagnol et rejetant le pouvoir du sultan sans essayer de se penser en chef religieux (3).

Lyautey ayant échoué lorsque la guerre s'est étendue à la zone française, le maréchal Pétain est envoyé pour diriger les troupes françaises, tandis que Primo de Rivera commande les troupes espagnoles. *« Parmi les officiers servant sous les ordres de Pétain, on trouve Noguès, Monclar, Giraud, de Lattre de Tassigny et La Roque et, côté espagnol, Franco, Goded, Kindelan, Queipo de Llano, Mola, Yagüe et Miaja »* (4).

En juin 1936, le commandement supérieur des troupes françaises du Maroc (5) envoie au ministère des Affaires étrangères un *« plan de défense du Maroc répondant à l'éventualité d'une carence du contrôle de l'Espagne sur les tribus de l'empire chérifien soumise à son protectorat »*. En annexe de ce plan est indiqué : *« Nous avons mesuré en 1925 le grave danger que fit courir au Maroc français l'insurrection des tribus de la zone espagnole, née des premiers succès des chefs riffains* (sic), *et que notre neutralité a laissé se développer pendant plusieurs années jusqu'à ce qu'elle déborde sur notre propre zone »* (6). Plus loin l'auteur ajoute : *« Misère qui sévit d'autre part dans la zone espagnole et que l'autorité protectrice s'emploie peu à soulager, y crée un malaise voisin du mécontentement, favorable au désordre »* (7). *« La proclamation de la République en Espagne suscita au sein des nationalistes de la zone* (Nord) *un espoir considérable dans la mesure où ils croyaient que le vent de la réforme qui allait souffler sur la péninsule ne pouvait pas ne pas toucher le protectorat espagnol »* (8). Quelques réformes spectaculaires confirmeront cette impression, mais très vite il fallut déchanter, car soit elles ne furent pas appliquées, soit on revint dessus. Du côté français, aussi, des erreurs ont été faites. Ainsi, on promulgua un dahir (9) qui, en fait, séparait les populations berbères de celles des villes, au grand dam des musulmans du monde entier.

Rêvant, dès la fin de l'épopée d'Abd el-Krim, d'un Maroc unifié, des Jeunes Marocains s'unifièrent dans le « Comité d'action marocaine », faisant taire leurs désaccords sur la rénovation politique du pays ou la réforme de l'islam (CAM, 1934).

En France comme en Espagne, la réponse des fronts populaires aux aspirations des nationalistes marocains, au nord comme au sud, est soit la répression soit le silence, comme l'écrit un responsable socialiste habitant au Maroc... ou comme le déclare M. Rouzé, socialiste de gauche d'Oran : *« Le Front populaire ne veut pas plus du nationalisme arabe que de n'importe quel autre »* (10).

---

(1) Juge musulman dont la compétence s'étend aux affaires religieuses.

(2) Yasmina Lahlou, « Ce jour-là, 27 mai 1926, Abdelkrim el-Khattabi rend les armes », *Jeune Afrique-L'Intelligent*, n° 2315, semaine du 22 au 28 mai 2005, p. 52.

(3) Alain Ranvier, « La guerre du Rif », *Le Peuple français*, n° 24, octobre 1976, pp. 23 à 26.

(4) Mathieu Seguela, *Pétain-Franco, les secrets d'une alliance*, Albin Michel, Paris, 1992, p. 16.

(5) Document fait sous la responsabilité de Marcel Peyrouton, Résident général au Maroc d'avril à août 1936... et futur ministre de Pétain.

(6) Archives du ministère des Affaires étrangères, Maroc, 1917-1940, volume 604-605, *Sédition au Maroc espagnol*, juillet 1936-août 1936, « Commissaire supérieur des troupes du Maroc : annexe au plan de défense du Maroc répondant à l'éventualité d'une carence du contrôle de l'Espagne sur les tribus de l'empire chérifien soumise à son protectorat », page 2.

(7) *Ibid.*

(8) Abdelmajid Benjelloun, *Contribution à l'histoire du mouvement nationaliste dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956)*, thèse de doctorat en droit public soutenue à la faculté de droit de Casablanca, le 3 décembre 1983, p. 23.

(9) Décret du sultan promulgué par la Résidence.

(10) Michel Rouzé, *Oran Républicain*, daté du 7 février 1937, responsable des socialistes de gauche à Oran, réagissant à la dissolution de l'Etoile nord-africaine, in Benjamin Stora, *Nationalistes algériens et révolutionnaires français au temps du Front populaire*, p. 63.

Les contacts entre les gouvernements et le Comité d'action marocaine (CAM)

Les contacts entre autorités françaises et rebelles espagnols existent.

Le 21 juillet 1936, un officier français, le capitaine L., rencontre à Tétouan le général Franco. Dans le compte rendu qu'il en fait pour le ministère des Affaires étrangères, il note : « *Le général s'exprime en un français très pur ; il me déclara qu'il était le chef du mouvement déclenché depuis quatre jours, qu'il était le plus haut commandant d'Espagne et le commandant en chef du corps d'occupation* » (11).

Plusieurs initiatives ont lieu pour susciter une révolte dans la zone nord.

Ainsi, Robert-Jean Longuet, membre de l'association juridique internationale, patronnée par Campinchi, Moro-Giafferi et Jean Longuet, se proposait d'intervenir en faveur de toutes les victimes de l'oppression et du fascisme. Lorsque la guerre d'Espagne éclata, c'est avec cette organisation qu'il se rendit au Maroc pour examiner, en relation avec les Jeunes Marocains, la possibilité d'organiser dans la zone espagnole une révolte contre les franquistes (12).

Abel Paz, dans *Un anarchiste espagnol, Durruti*, précise que Juan Garcia Oliver, dirigeant de la CNT en Catalogne et membre du comité central des milices antifascistes, entra en contact « *quelques jours avant notre révolution* » (13) avec un Egyptien, Argila, proche du comité panislamique de Genève. Il reprit le contact dès le soulèvement puis se rendit à Genève pour rencontrer des membres des représentants de ce comité panislamique. « *Pendant le déjeuner, la personne qui les accompagnait, précise J. R. Magrina présent à la réunion comme membre du comité de propagande du comité central des milices et proche de Garcia Oliver, l'informa de nos projets et il promit de transmettre nos propositions aux leaders nationalistes marocains. Il s'agissait, très concrètement, de solliciter l'aide de Torres et de son organisation* (14), *en faveur de la République espagnole, en échange de quoi nous pourrions concéder l'autonomie ou l'indépendance du Maroc espagnol selon leurs vœux* » (15).

Pour Victor Alba : « *Narcís Molins i Fàbrega avait connu, pendant son service militaire au Maroc, Abdel Torres (je ne suis pas sûr du prénom, je suis sûr du nom ; il était le chef d'un groupe nationaliste marocain) et il a proposé au POUM d'établir des contacts avec lui en 1936. Il les a établis* » (16). Or « *fin août 1936, il* (Narcis Molins i Fabrega) *participe à Paris aux rencontres avec les nationalistes marocains qui avaient pour but de favoriser une insurrection dans le protectorat espagnol sous contrôle franquiste* » (17).

David Rousset, comme nous l'avons indiqué précédemment, était au Maroc. Sa « *tâche consistait à organiser une section française au Maroc et une section marocaine de la IVe Internationale, dans le cadre du POI* (Parti ouvrier internationaliste — NDLR). *J'étais pour cela en rapport avec le Comité d'action marocaine qui représentait le mouvement nationaliste marocain et qui à l'époque était encore un mouvement unifié. Les principaux personnages avec qui je me suis trouvé en relation à ce moment-là étaient el-Fassi (...), Ouazzani et Abdeljalil (...). Me trouvant à Fez au mois d'août 1936,*

(11) Archives du ministère des Affaires étrangères, Maroc, 1917-1940, volume 604-605, compte rendu de la rencontre entre le Capitaine L. et le général Franco du 21 juillet 1936, p. 2.
(12) *Ibid.*
(13) Abel Paz, *Un anarchiste espagnol, Durruti*, Paris, Quai Voltaire éd., 1993, p. 429.
(14) L'organisation d'Abdelkhalek Torrès s'appelle « Comité d'action nationale » depuis le 1er février 1936.
(15) Abel Paz, *op. cit.*, p. 428. Abel Paz cite une lettre que J. R. Magrina lui a écrite.
(16) Victor Alba, lettre du 7 mai 1995. Notons que, par ailleurs, N. Molins i Fàbrega négocie avec Jean Rous sur la question de la IVe Internationale.
(17) Pelai Pages i Blanch, *Diccionari biografic del moviment obrer als països catalans*, Universitat de Barcelona éd. et publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelona, 2000, p. 926-927.

j'ai eu, sur la question de la guerre civile espagnole, une perspective nouvelle ; autrement dit, je me suis rendu compte que si on organisait un soulèvement militaire au Rif espagnol, on prenait Franco dans une tenaille et que, en second lieu, on créait une situation très difficile pour les troupes marocaines de Franco (...). La difficulté pour moi, c'était mon manque de relation avec l'Espagne, et notamment Barcelone (...). Jean Rous, qui se trouvait à ce moment-là à Barcelone, était (...) en étroite liaison avec le POUM (...). Mais encore fallait-il atteindre Jean Rous. Au même moment, l'anarcho-syndicaliste Robert Louzon était à Barcelone et en rapport avec Rous. Louzon était en rapport avec la CNT et la FAI. Or à Barcelone s'est posé le problème du Maroc espagnol, et c'est à ce moment-là que Rous a suggéré à Louzon de venir me voir à Fez (...). Finalement, les négociations, qui ont duré pratiquement tout le mois d'août, ont abouti à un premier accord : les Marocains ont décidé qu'ils sépareraient diplomatiquement et, dans une certaine mesure, réellement la zone française du Maroc et la zone espagnole (...) et ils ont désigné Ouazzani et Abdeljalil pour m'accompagner à Barcelone » (18).

David Rousset nous raconte la suite :

« *Nous sommes partis du Maroc vers la France. Nous avons débarqué à Port-Vendres et nous avons passé à pied la frontière par Port-Bou. Nous sommes arrivés très facilement à Barcelone. Le problème, c'est qu'à Barcelone nous avons été les invités du POUM. C'est avec eux que j'avais des relations. Ceux qui dominaient, c'étaient les anarcho-syndicalistes (CNT-FAI). Mais il était impossible de traiter avec la CNT-FAI tant qu'on était dans l'enceinte du POUM* » (19).

Le contact est donc pris avec le Comité central des milices dominé par la CNT-FAI. Dans une brochure, Jean Rous écrit : « *Presque à la même époque (début août), un camarade de la IV^e^ Internationale est venu accompagner à Barcelone des dirigeants nationalistes marocains qui, à la condition de certaines assurances politiques allant jusqu'à la libération du Maroc, s'engageaient à fomenter la révolte contre Franco dans le Maroc espagnol* » (20).

La biographie du *Maitron* concernant Robert Louzon relève : « *En août 1936, d'accord avec la CNT d'Espagne, il alla au Maroc contacter les Marocains du Comité d'action pour qu'ils tentent d'empêcher Franco de recruter des Arabes dans le Riff* » (21). Et « *un jour, est arrivé en face de la porte de l'immeuble du POUM un groupe armé et on a assisté à des entretiens curieux entre les "poumistes", la CNT et la FAI* » (22). « *Nous sommes sortis avec tous nos bagages du POUM, mais nos bagages ont été fouillés par les gars du POUM avant que nous sortions. A dix mètres de là, il y avait les forces armées de la CNT et de la FAI. Ils nous ont fait passer cet espace de terrain comme si nous passions une frontière ennemie* » (23). « *Puis, nous avons été reçus par la direction du comité central des milices (...). On nous a donné une villa à Barcelone où les négociations se sont poursuivies pendant le mois de septembre (...). Les Marocains ont posé le principe suivant :* "Nous sommes prêts, *ont-ils dit*, à opérer un soulèvement militaire dans la zone espagnole, dans le Rif, mais nous ne le ferons qu'à une condition expresse, c'est que l'on nous reconnaisse l'indépendance" » (24).

Un texte a été signé par les délégués marocains et le comité central des milices. Tous les partis de Catalogne l'ont approuvé, même le Parti communiste. Puis, « *on est passé à un troisième stade : au niveau du gouvernement de la Generalidad* » qui a approuvé le texte. « *Toutefois, la Generalidad n'avait pas le pouvoir de décider au nom de la République espagnole. On est alors passé à un quatrième stade : c'est-à-dire à une négociation directe avec le gouvernement de Madrid* » (25).

(18) Emile Copfermann, *David Rousset, une vie dans le siècle*, Plon, Paris, 1991, p. 42.
(19) Entretien avec David Rousset, 9 juillet 1990.
(20) Jean Rous, *Espagne 1936- 1939. La Révolution assassinée*, 15 février 1939, Librairie du travail, p. 26.
(21) Colette Chambelland, Robert Louzon, in *DBMOF*, *op. cit.*, tome 13, p. 317.
(22) Emile Copfermann, *op. cit.*, p. 42.
(23) Entretien avec David Rousset.
(24) Emile Copfermann, *op. cit.*, p. 43.
(25) *Ibid.*

A partir de ce moment, David Rousset est exclu des négociations ; les délégués marocains partent pour Madrid. Une première délégation du comité central des milices, composée de Aurelio Fernandez Sanchez, pour la CNT-FAI, Rafael Vidiella i Franch, pour l'UGT-PSUC, Jaume Miravitlles, pour l'ERC et Julian Gorkin, pour le POUM, part en éclaireur débuter les conversations avec le gouvernement de Madrid. Indalecio Prieto, ministre de la Marine, est le premier à les recevoir. Il se déclare, pour sa part, en accord avec la démarche et le protocole signé. Un rendez-vous est pris avec le chef du gouvernement, Francisco Largo Caballero. J. Gorkin (26) raconte cette entrevue :

« *Caballero nous reçut debout et quand j'eus terminé mon bref exposé, il déclara, laconique* : "Vous ne représentez qu'une région autonome et n'avez pas le pouvoir de négocier et signer des protocoles ou des pactes. Allez chercher ces délégués marocains afin qu'ils viennent discuter avec moi et alors nous verrons" » (27). Cependant, aucun accord ne sera signé entre les délégués et le gouvernement. Les Marocains sont revenus à Barcelone et repartis en France avec David Rousset. Après un entretien avec Blum à Paris, ils regagnèrent la zone française du Maroc.

Le 15 septembre 1936, Pierre Bernard, secrétaire général de l'AIT (28), arriva en Espagne pour convaincre les dirigeants de la CNT que la « *seule manière de sauver la révolution espagnole du bourbier où l'avait plongée Léon Blum, c'était l'internationalisation de la lutte* » (29).

Soulèvement du Maroc espagnol, libération de Abd el-Krim et, parallèlement, soulèvement au Portugal devaient être les axes de cette internationalisation. Abel Paz précise que, dans le rapport sur la venue de Pierre Bernard à Barcelone, il n'est nulle part fait allusion à la démarche de J. Garcia Oliver auprès du CAM. Le 18 septembre, P. Bernard rencontra à Madrid Largo Caballero pour l'entretenir du problème marocain ; mais en fait, Largo Caballero refusa de discuter avec le secrétaire général de l'AIT (30).

Dans un travail sur Jean Rous et le Maroc, le professeur Abdelmajid Benjelloun en fait un intermédiaire « de fortune » dans le contact direct entre le CAM et le comité central des milices. Sur ce point, nous rejoindrons M. Benjelloun lorsqu'il écrit : « *Cela* (ce qui s'est passé avant et après les rencontres de Barcelone) *ne saurait signifier que Jean Rous n'a joué aucun rôle quant à l'accord de Barcelone* » (31). En fait, il est l'intermédiaire entre le CAM-Rousset et le POUM, avec le comité central des milices au travers de Fontbernat, Miravittles ou Rovira, et même avec le « gouvernement catalan » par V. Gassol, conseiller à la Culture de la Généralité. Il a rencontré tous ces militants à la fin des années 1920 au Rollin's bar, lieu de rassemblement des Catalans « exilés » à Paris et de l'entourage du groupe de Macià, ainsi que d'autres, en 1935, au congrès du POUM.

Citons enfin ce texte de Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat marocain, dans *Le Matin du Sahara*, daté du 21 septembre 1977 : « *Cet accord, soumis pour*

---

(26) D'un point de vue anecdotique, remarquons que sur quatre délégués, deux ont appartenu au BOC (Gorkin et Miravitlles), que Vidiella a imposé lors d'une élection en 1933 une candidature commune avec le BOC à Tarragone et enfin que c'est Gorkin qui prend la parole.

(27) Entrevue de l'auteur avec Diégo Camacho (dit Abel Paz) qui m'a transmis ce témoignage.

(28) Association internationale des travailleurs, fondée en 1922, bien qu'étant la continuation de l'AIT dirigée par Bakounine.

(29) Pierre Bernard, compte rendu de sa visite en Espagne en septembre 1936, cité par A. Paz, *op. cit.*, p. 429.

(30) Notons que P. Bernard, à son retour, écrit dans son journal : « *La révolution fait marche arrière et ce n'est pas la faute du peuple, qui se bat avec un enthousiasme sans égal, mais de ses dirigeants qui vont à la traîne des événements* (...). *Si l'anarchisme commet l'erreur stupide de collaborer avec Largo Caballero, ou simplement de l'appuyer, la révolution sera perdue à jamais. L'unique moyen qu'à l'anarchisme de sortir de ce cercle infernal où il s'est laissé enfermer, c'est l'épreuve de force.* »

(31) Abdelmajid Benjelloun, *op. cit.*, p. 112.

approbation au gouvernement de Madrid ne fut jamais ratifié et il est extraordinaire de constater que, chez les dirigeants de la République espagnole composée exclusivement de militants de gauche, le réflexe colonialiste l'a emporté sur la défense de la République » (32).

Le professeur Abdelmajid Benjelloun trace, à l'aide de sources marocaines, un itinéraire de l'idée du soulèvement antirebelle au Maroc. Il rappelle en particulier : « *L'idée d'organiser un soulèvement militaire sur les arrières de Franco a germé dans les esprits un peu partout au sein des mouvements de gauche ou d'extrême gauche français ou espagnols* (...). *D'un autre côté, certains patriotes marocains de la zone sud, sous protectorat français, ont eu la même idée. De cela nous disposons de peu de sources écrites et d'un peu plus relativement de sources orales* » (33).

Puis, il décrit par le menu les tentatives de relations entre l'Espagne républicaine et les patriotes marocains : la rencontre de Genève confirmée par el-Fassi, une rencontre entre el-Ouazzani et David Rousset bien avant le déclenchement de la guerre civile, une rencontre entre Jean Longuet, R. J. Longuet (SFIO), L. Jouhaux (CGT) et Araquistain (ambassadeur d'Espagne à Paris) suivie d'une visite de R. J. Longuet à Fès, le 11 août 1936, pour évoquer le problème des relations entre le Maroc et l'Espagne. L'idée de révolte sur les arrières des troupes rebelles de Franco a donc germé dans plus ou moins tous le esprits : les anarchistes espagnols (Garcia Oliver) ou internationaux (Pierre Bernard, responsable de l'AIT et Robert Louzon, anarcho-syndicalistes écrivant dans la *Révolution prolétarienne*) ; les socialistes dissidents (Robert-Jean Longuet) ou officiels (Léon Jouhaux) ; les « trotskystes » (Rous, Rousset) ou les communistes antistaliniens (Narcis Molins i Fabrega) ; et même le Parti communiste qui est crédité par les services spéciaux français de vouloir organiser « *l'évasion d'Abdelkrim de la Réunion, afin de mettre le chef rifain* "à la tête du mouvement de rébellion (*sic*) contre le général Franco" » (34). On peut même penser que l'annonce par Queipo de Llano sur Radio Séville (11 septembre 1936) qu'« *un projet est étudié pour donner à la zone espagnole du Maroc son entière autonomie, l'Espagne se réservant l'intervention militaire pour la défense du pays et certains avantages commerciaux* » (35) est une réponse des généraux factieux aux risques de révolte sur leur base arrière nord-africaine. Il en est de même en ce qui concerne l'autorisation implicite faite à Abdelkhalek Torrès de créer un parti marocain (Parti de la réforme nationale), ou la nomination de ce même Abdelkhalek Torrès, comme ministre des Habous.

En vérité, plusieurs démarches ont été faites plus ou moins simultanément, mais seule celle de Louzon, Rousset, Rous et du CAM a abouti à un contact avec le gouvernement espagnol et avec le gouvernement français. Même si au total, elle se solda par un échec.

En guise de conclusion

N'étant ni devin ni partisan de l'histoire fiction, je ne me permettrai pas de dire ce qui aurait été si...

Il s'agissait pour moi, d'abord d'évoquer des faits qui, s'ils ne sont pas avérés par des archives écrites — à ma connaissance et pour l'instant — n'en

(32) Jean Wolff, *Les secrets du Maroc espagnol, l'épopée d'Abdelkhalek Torrès*, Eddif-Balland, Casablanca Paris, 1994, p. 204.
(33) Abdelmajid Benjelloun, *Jean Rous et le Maroc*, Rabat, 1994. ADPO 125 J 2021. Document photocopié. A propos des sources écrites, Abdelmajid Benjelloun relève : Allal el-Fassi, *Les mouvements indépendantistes du Maghreb arabe*, Tanger, éd. Guessous, 1957, et Mohamed Hassan el-Ouazzani, *Mémoires, vie et Jihad*, tome 4, 1934-1936, Fondation Mohamed-Hassan-el-Ouazzani, 1985, p. 230 et suivantes. Ces deux documents sont en arabe.
(34) Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, L'harmattan, Paris, tome 2, p. 176.
(35) Abdelmajid Benjelloun, *Contribution à l'histoire du mouvement nationaliste dans l'ancienne zone nord du Maroc (1930-1956)*, thèse de doctorat en droit public soutenue à la faculté de droit de Casablanca, le 3 décembre 1983, p. 27.

semblent pas moins avoir une forte probabilité d'être réels. Trop de gens différents les racontent, et voient Jean Rous comme un facilitateur de ces démarches.

Il s'agissait, aussi, de poser plusieurs questions.

— Aux gouvernements français et espagnol : pourquoi ne pas avoir donné suite aux avances qui étaient faites par les nationalistes ? La question coloniale n'est à l'ordre du jour ni du Front populaire ni du Frente popular.

Daniel Guérin note :

« Pour la plupart des militants SFIO, le problème de ce que nous appelons aujourd'hui la "décolonisation" était une question secondaire. (...) Ils étaient imbus de préjugés plus ou moins colonialistes et ne comprenaient rien à la question coloniale. Ils soupçonnaient de nationalisme (au sens rétrograde du mot) les luttes libératrices des colonisés (...). Tel était le maigre lest (le principe vague de « justice pour les indigènes des colonies » et la nomination d'une commission d'enquête) *jeté par les radicaux-socialistes, qui trempaient jusqu'au cou dans la fange coloniale* » (36).

De plus, le gouvernement français s'en remet aux avis de la Résidence générale du Maroc ; ainsi cette minute datée du 13 août 1936 posant la question de l'intervention du sultan du Maroc dans les affaires du Maroc espagnol, éventuellement provoquée par la France. Il conclut donc à *« un double danger à une intervention du sultan dans les affaires de la zone espagnole :*

1) Inefficacité ou risque d'intervention armée française contre les rebelles.

2) Si réussite du soulèvement des indigènes contre les rebelles, risque (par représailles ou contrecoup) d'agitation sur notre territoire (voir par exemple la rébellion d'Abd el-Krim) » (37).

Et le Frente popular attend l'aval de Paris et de Londres...

— Puis au mouvement nationaliste marocain en ces débuts de guerre d'Espagne : ceux de Tétouan, autour d' Abdelkhalek Torrès, et ceux de Fès autour d'Allal el-Fassi ou de Mohamed Hassan Ouazzani, avaient-ils les mêmes visées ? Ceux du sud (Fès) soutiennent-ils une éventuelle collusion entre Franco et les nationalistes du nord (Tétouan) ? Dès les premiers jours de l'insurrection, le chef nationaliste de Tétouan, A. Torres, est assigné à résidence. Lors d'une réunion clandestine, son mouvement décide d'adopter une position de stricte neutralité. Peu après et quelques déclarations de principe comme celle-ci : *« L'objectif ultime de notre mouvement nationaliste marocain consiste à préparer l'ensemble du pays à accéder à l'indépendance... Le véritable problème concerne la France qui cherche à s'implanter définitivement dans ce pays, même avec le pouvoir du Front populaire (...). Quant à l'Espagne, il faut qu'elle comprenne que son intérêt réside dans l'amitié des Marocains, toujours prêts, soit pour la coopération, soit pour l'opposition, suivant que la situation l'exige »* (38). Les divers avantages reçus ont séduit les nationalistes qui ont cru en la parole des rebelles... mais n'ont rien obtenu en réalité. Le Frente popular n'a rien fait, Franco fait des concessions, Torres joue le jeu de façon très opportuniste. Au sud, on déplore ce choix, la Résidence manipule l'information (39) pour montrer la solidarité des nationalistes des deux zones. Notons que des appels sont lancés pour que les Marocains refusent de s'enrôler dans l'armée rebelle et se range dans le camp de la démocratie, venant du monde arabe. Enfin, selon Georges Oved, le CAM n'a

(36) Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Julliard, Paris, 1963, p. 178.

(37) Archives du ministère des Affaires étrangères, série Maroc, volume 605. Puissances étrangères et la question marocaine. Zone espagnole du Maroc. Evénements de 1936. Sédition du Maroc espagnol du 10 au 31 août 1936.

(38) Abdelkhalek Torrès, *« La position immuable des nationalistes »*, Errif, août 1936, cité par Jean Wolf, *op. cit.*, p. 201.

(39) Je me permets d'emprunter à la remarquable analyse que fait Georges Oved, dans son ouvrage cité précédemment (note 34). Exemple de manipulations : accusation d'accord tacite des nationalistes de Fès pour le recrutement en zone sud de soldats pour Franco, surévaluation de la protestation véhémente des nationalistes du nord après la dissolution du CAM et l'emprisonnement d'Allal el-Fassi et de ses camarades.

jamais repris les violentes attaques des nationalistes du nord contre la France.

Je laisserai le militant Jean Rous conclure : « *Il est inutile de rappeler le rôle décisif joué par les troupes marocaines dans les succès de Franco... Une politique habile eut consisté à retourner les Marocains contre Franco. Mais, dans les conditions de la révolution, seule une politique révolutionnaire est habile...* "Il fallait proclamer le droit du peuple marocain à disposer de lui-même", *comme le demandait* La Batalla *début août.*

(...) Un pacte fut conclu avec les partis catalans... dont l'objet était l'indépendance de la zone d'influence espagnole au Maroc... Mais, Madrid fit une opposition catégorique ! Quelle était la raison invoquée par ces "démocrates" contre le droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes ?... Cette opposition fut dictée par l'opposition irréductible de Blum à toute concession de ce genre... qui risquait de créer une effervescence qui eut gagné le Maroc français. Blum, et son gouvernement, au nom de la Banque de Paris et des Pays-Bas, maîtresse du Maroc, s'opposèrent à toute concession de l'Espagne républicaine vis-à-vis du Maroc espagnol, par peur de la contagion... si le Maroc espagnol se rebellait contre Franco pour sa libération.

Par la suite, Franco poussa la démagogie jusqu'à conférer une certaine autonomie de façade à Tétouan... tandis que Negrin proclamait "le droit de l'Espagne aux colonies" *quelque temps plus tard.*

Résultat : ce sont les Marocains de Yagüe qui sont entrés à Barcelone.

Le "Front populaire", par sa politique, s'est aliéné les paysans et les Marocains. Le Front populaire, c'est la voie la plus courte vers la défaite dans la guerre civile... Nous l'avons vu pour deux questions précises. On pourrait le voir pour toutes les autres questions » (40).

Pierre Chevalier

(40) Jean Rous, *op. cit.*, p. 26.

Le procès des bolcheviks-léninistes espagnols (1938)

En pleine révolution espagnole, en février 1938, sont arrêtés à Barcelone les principaux membres de la section bolchevique-léniniste d'Espagne (SBLE), accusés d'avoir assassiné le capitaine Léon Narwitsch, agent du Guépéou. Le procès va se dérouler de février 1938 à janvier 1939, avec des reports successifs, afin d'éviter que celui-ci se déroule en même temps que le procès contre le POUM (octobre 1938). G. Munis, qui fut le dirigeant de la section bolchevique-léniniste d'Espagne, présente ainsi ce procès : *« Ce procès était une copie des procès de Moscou contre les vieux bolcheviks. Les accusations politiques, à savoir la publication clandestine de* La Voix léniniste, *la participation aux événements de mai 1937, la lutte pour le front unique ouvrier pour renverser le gouvernement de Negrin en faveur de la dictature du prolétariat, etc., n'intéressaient pas réellement le Guépéou, qui, depuis les coulisses et à travers Melendez, alors chef de la police, organisait le procès. L'accusation que le Guépéou tenta de mettre en avant avec un grand luxe de falsifications et de tortures n'était qu'une traduction espagnole des accusations faites à Moscou contre les hommes qui, en 1917, firent la révolution : projet d'assassinat de Negrin, Prieto, Comorera, la Pasionaria et je ne sais qui d'autre, sabotage à l'arrière-garde pour favoriser la victoire de Franco, espionnage au compte de l'ennemi et, comme ballon d'essai, assassinat d'un capitaine russe. »* Munis ajoute : *« L'accusation montre que le Guépéou comptait Prieto parmi les siens, sinon il ne l'aurait pas choisi comme "victime" des trotskystes. Un jour, tout cela sera mis au clair. »* On n'est nullement obligé d'accepter cette conclusion. L'accusation devait faire figurer des dirigeants socialistes aux côtés des deux staliniens prétendument désignés à la vindicte des trotskystes. Negrin, président du Conseil et prostalinien, et Prieto, ministre de l'Intérieur et très à droite, s'imposaient.

Et Munis poursuit : « *En donnant satisfaction à la demande du Guépéou, le tribunal de haute trahison et d'espionnage n° 1 demandait ma tête et celle des deux autres trotskystes, Jaime Fernandez et Carlini. La cause principale de son échec réside dans le fait qu'il n'a pas trouvé parmi nous, comme ce fut le cas pour les procès de Moscou, de capitulards complaisants* » (G. Munis, *Moments de défaite, promesse de victoire*, ZYX, Bilbao, 1977).

C'est régler un peu vite et d'une façon méprisante le comportement et le sort des victimes !

"Nous avons nié et nous continuons à nier, ce qui fait échouer les procès policiers..."

Après la mort de l'agent du service d'information militaire (SIM), le capitaine Narwitsch, le 10 février 1938, l'arrestation des militants de la SBLE fut très rapide. Le procès connut de multiples irrégularités : les militants de la SBLE, arrêtés le 13 février 1938, durent attendre un mois avant d'être conduits devant le juge et firent l'objet de tortures par les agents du SIM (1) ; puis les interrogatoires eurent lieu sans la présence d'un avocat. Les campagnes importantes menées en Espagne par le POUM, la SBLE et les Amis de Durruti, et au niveau international permirent de mettre en échec les plans meurtriers des agents staliniens infiltrés dans les différents organes de la République de Negrin et empêchèrent d'une certaine façon la liquidation physique des militants trotskystes.

L'entrée des troupes de Franco à Barcelone

Le procès, après de multiples reports, devait finalement avoir lieu le 26 janvier 1939, mais l'entrée des troupes de Franco à Barcelone devait le reporter pour toujours. Dans la débandade qui suivit, en janvier-février, les prisonniers politiques furent libérés. Munis (ou Muniz, selon les cas) gagna Paris ; Carlini, malade, ne put rejoindre la France qu'en août, et il fut interné dans un camp de concentration.

Voici quelques extraits des déclarations des principaux responsables de la SBLE au cours de leur procès.

Déclaration faite au tribunal n° 1

Déclaration faite au tribunal n° 1 du tribunal d'espionnage de Catalogne par Manuel Fernandez Grandizo Martinez, Adolfo Carlini Roca, Jaime Fernandez Rodriguez, Luis Zanon Grimm, Teodoro Sanz Hernandez et Victor Ondik, à Barcelone, le 14 mars 1938. Ils déclarent :

« *Que le 11 de ce mois, il leur a été communiqué le jugement fait par ce tribunal selon lequel ils sont inculpés, sous l'accusation d'avoir assassiné un certain Léon Narwitsch et de diriger en outre une prétendue organisation clandestine et d'intervenir dans ce cadre.*

(1) Service de police militaire (note de la rédaction).

Et comme nous sommes en total désaccord avec cette résolution judiciaire, puisque nous ne connaissons aucun des faits qui nous sont imputés, nous allons donc contester cette résolution sur la base des considérations suivantes :

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous, soussignés, ferons constater solennellement devant le tribunal les mauvais traitements verbaux et physiques dont nous avons été victimes de la part de la police. Il nous répugne de décrire par écrit ces scènes et ces violences. Ces interrogatoires, qui n'ont de tel que le nom, puisqu'en réalité la seule chose qui est recherchée auprès des détenus est de les effrayer et de les démoraliser physiquement, par des coups, des insultes et par la faim, dans le but de leur arracher dans cet état des aveux et de fausses déclarations, afin de satisfaire les desseins des "interrogateurs".

Nous avons été arrêtés, sans connaître les moindres motifs de notre arrestation. Nous ne connaissons que les infâmes accusations dont nous sommes victimes, à propos desquelles nous fûmes interrogés par les policiers. Nous avons nié, naturellement, avec toute notre énergie, les charges incroyables qui nous sont imputées. Ni les coups, ni les insultes, ni la faim ne nous ont fait changer d'attitude. Nous avons nié et nous continuons à nier, ce qui fait échouer les procès policiers.

"Desseins et méthodes policiers"

Ces desseins et méthodes policiers, d'autre part, ne nous ont pas surpris, en sachant de quelle manière ont été importés en Espagne des procédés de terreur qui sont constamment à l'ordre du jour dans d'autres pays et à d'autres latitudes, où sont arrachés des aveux et où sont organisés des procès face à des hommes terrorisés, dont la seule possibilité de sauver leur vie est d'avouer tout ce qu'on leur exige d'avouer.

Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas disposés à faire ces "aveux", et nous ne pensons pas que la situation politique et sociale en Espagne permette le développement de tels procédés.

Pourtant, un des soussignés — Luis Zanon Grimm —, terrorisé et démoralisé par les insultes, les coups et les plus graves menaces, a accepté de signer ce que voulait la police, dans une crise profonde de dépression physique et nerveuse dans laquelle il était plongé. Luis Zanon, de complexion faible, de caractère très impressionnable, enclin à la démoralisation due au déséquilibre nerveux dont il souffre, n'a pu résister longtemps au harcèlement policier, aux coups, aux interrogatoires pendant des heures et des heures, aux possibilités de voir cesser cet enfer en mettant simplement sa signature au bas de déclarations. Et Zanon signa ce que voulait la police. Dans l'état dans lequel il se trouvait, il aurait signé son propre arrêt de mort (...).

"Simples affirmations de la police"

Dans l'acte d'accusation est mentionnée l'existence d'une organisation clandestine, qui projetait de commettre des attentats contre des personnalités de la République. Nous ignorons où le tribunal a pu trouver de telles affabulations, si ce n'est sur la base des simples affirmations de la police.

Nous, soussignés, ignorons tout ce qui est dit à ce sujet et le tribunal le comprendra s'il tient compte et prend en considération les antécédents antifascistes des soussignés qui seront exposés à la suite.

Le seul fait existant est que la police a trouvé des exemplaires du journal La Voz Leninista (« La Voix léniniste » — NDT) *et quelques feuilles éditées par la section bolchevique-léniniste d'Espagne. Un des soussignés s'est déclaré responsable de tout ce matériel — Manuel Fernandez Grandizo Martinez —, les autres accusés n'ayant rien à voir avec tout cela. Tout ce matériel n'a rien à voir, comme il est aisé de le comprendre, avec l'assassinat de Léon Narwitsch, ni avec les assassinats de personnalités de la République, ni avec quoi que ce soit de semblable.*

"Nous sommes des combattants antifascistes"

Nous, soussignés, sommes des combattants antifascistes, beaucoup d'entre nous sont allés au front, et nous sommes connus comme tels.

Au sujet de Fernandez Grandizo, M. Julio Alvarez de Vayo, ancien ministre de la République, qui le connaît, pourra témoigner de ses activités politiques, aussi bien en Espagne qu'au Mexique. L'actuel maire de Madrid, M. Helche, le connaît également, ainsi que Manuel Albar, ancien député aux Cortes et membre de la commission exécutive du Parti socialiste. Helche et Albar le connaissent du temps où ils appartenaient à l'Alliance ouvrière de Madrid, à laquelle appartenait Fernandez Grandizo comme représentant de la Gauche communiste ; de même, Simeon Vidarte, membre également de la commission exécutive du Parti socialiste.

En ce qui concerne Jaime Fernandez, les employés des magasins Simeon de Madrid, place Santa Ana 13, où il travaillait, peuvent témoigner de sa qualité d'antifasciste, ainsi que le syndicat du commerce de la CNT de Madrid ; militant dans le mouvement ouvrier depuis 1931, il avait été un des premiers militants du Parti communiste de Corogne.

Alors qu'il faisait son service militaire à Tolède, à l'Alcazar, quand éclata l'insurrection fasciste, il passa dans le camp antifasciste, avec six autres évadés qui faisaient également leur service. Le soussigné Jaime Fernandez ne se souvient pas de leurs noms et prénoms, il se souvient seulement que l'un deux s'appelait Domingo, qu'un autre, qui était caporal, s'appelait Vicente Molina. Ces événements eurent lieu à peu près à la fin du mois d'août 1936. Les journaux de Madrid en parlèrent, y compris en publiant des photographies dans le journal madrilène Claridad.

Quant à Adolfo Carlini Roca, de nationalité italienne, il dut partir de son pays en 1924 pour échapper à la persécution du fascisme, à cause de ses activités dans le mouvement ouvrier italien. Il a séjourné en France et en Belgique, et est connu dans les milieux de l'émigration antifasciste.

En Belgique, il est connu comme antifasciste par Lasarelli, du Parti socialiste belge ; de Canterelli et Gobbi, du groupe anarchiste italien de Bruxelles ; d'autre part, dans un procès qui eut lieu en Belgique pour des raisons politiques, il fut défendu par un avocat socialiste, député, dont je ne me souviens plus du nom, donné par l'intermédiaire du syndicat du bois de cette ville.

A Bruxelles, il fit la connaissance avec les milieux de l'émigration espagnole et les fréquenta du temps de la dictature de Primo de Rivera, et il connut en particulier un certain Garcia, militant du Parti communiste.

En France, le député socialiste Philippe Amadeo le connaît tout spécialement ; Voltere et Pauli, des éléments républicains italiens, du parti républicain "Giustizia e Libéria" ont été les premiers à organiser les expéditions de volontaires pour combattre le fascisme espagnol. C'est au cours de l'une d'elles que Carlini arriva en Espagne, le 15 août ; il rejoignit alors la division Lénine sur le front d'Aragon. Il est connu également de Maseti (PS italien) et Gusti (anarchiste), le premier du bataillon Garibaldi et le second du comité régional de la CNT.

Pour ce qui est de Victor Ondik, de nationalité tchécoslovaque, il a milité au Parti social-démocrate de Tchécoslovaquie et dans les syndicats ouvriers de ce pays. Il se trouvait à Barcelone le 19 juillet, il combattit dans les rues contre les militaires fascistes, partant immédiatement au front, où il fut blessé deux fois, dans le secteur de Quicena. Ondik a le carnet de mutilé de guerre, qui lui a été délivré par la section pro-mutilés de guerre de Catalogue, qui lui a attribué le n° 422, ce qui peut être facilement vérifié par le tribunal.

Je possède en outre des documents officiels prouvant ma condition de mutilé de guerre, que je peux fournir au tribunal si celui-ci le juge nécessaire. Les antécédents ouvriers et antifascistes sont également connus des combattants suivants des brigades internationales :

Juan Yanosik, officier de la brigade internationale, membre du Parti communiste ; Vili Mazura, combattant lui aussi des brigades, et Klein, qui était à Albacete et qui travaillait au Secours rouge international ; Ondik est également connu de la plupart des miliciens tchécoslovaques des colonnes internationales. Enfin, il faut ajouter qu'un oncle de Victor Ondik, qui s'appelle Mikulicek, est actuellement député du Parti communiste au Parlement de Prague.

Finalement, en ce qui concerne Luis Zanon, de nationalité italienne, il fut expulsé de l'Institut scolaire de Milan pour "idées subversives", en octobre 1930, et il est venu en Espagne, où il a travaillé comme courtier commercial. Il est connu du président de la bourse du travail de la section de la presse (syndicat de l'industrie du papier et des arts graphiques de la CNT), le camarade Garcia ; Manuel Massachs, rédacteur tachygraphe de Solidaridad Obrera ; *J. Santana Calero, des Jeunesses libertaires, ainsi que Miguel Seba et Basilio Hernaez, appartenant également aux Jeunesses libertaires de Barcelone ; Jeronimo Galipienzo, du comité ouvrier du Borne* (l'équivalent des Halles à Barcelone —NDLR) *; ainsi que Miguel Munoz, de la même collectivité ; la camarade Angeloni et le camarade Magni, tous deux dirigeants de la Ligue italienne des droits de l'homme. Tous pourront témoigner devant le tribunal du militantisme antifasciste de Luis Zanon. »*

La deuxième partie de l'instruction du procès

Dans la deuxième partie de l'instruction du procès, en mars 1938, comparaissent des témoins et sont entendus les accusés.

Voici la déclaration de Manuel Fernandez Grandizo Martinez (« Muniz »).

« Devant Monsieur le Commissaire général, D. Javier Mendez Carballo, assisté par moi, le secrétaire habilité, agent de la Sécurité, groupe civil, D. Julian Grimau Garcia (2), *comparaît le dénommé Manuel Fernandez Grandizo Martinez, âgé de vingt-six ans, né à Torreon (Mexique), célibataire, domicilié dans cette ville, au 308, de la rue Valencia. Dûment interrogé, il déclare :*

Qu'il se considère comme le principal responsable de toute l'activité développée en Espagne par la section bolchevique-léniniste adhérente à la IVe Internationale, dont elle reçoit les directives de travail. Que l'intervention de cette organisation développée dans la clandestinité a été dirigée par lui en tant que secrétaire général et factotum de celle-ci, et par Adolfo Carlini et Aage Kielso, membres de la direction.

Interrogé sur la date du début de son intervention dans la section bolchevique-léniniste d'Espagne, il dit : à partir des événements de mai 1937.

Insistant auprès de lui pour qu'il expose quelles avaient été les interventions menées depuis cette date jusqu'à son arrestation, il répond : l'impression et la distribution de brochures, de tracts, de bulletins en allemand, ainsi que le journal La Voix léniniste *et toutes les tâches liées au but poursuivi, soit l'accomplissement des directives reçues par la IVe Internationale.*

Interrogé pour savoir s'il était vrai qu'une des directives de la IVe Internationale était, à travers leur intervention, la réalisation du front unique prolétarien, en luttant ainsi contre le Front populaire et son gouvernement, il répond positivement.

Interrogé sur la tenue des réunions du comité dans un endroit déterminé, il répond par la négative, puisqu'elles avaient lieu généralement au café, dans la rue et parfois, par hasard, à son domicile. Interrogé pour savoir si elles ont eu lieu au domicile d'Adolphe Carlini, à Pueblo Seco, il répondit qu'elles se sont tenues par hasard à ce domicile.

Interrogé pour savoir par quel moyen ils communiquaient avec la IVe Internationale, il répond : habituellement par courrier personnel, par des lettres tapées à la machine et par le "procédé du pain".

(2) Responsable du PCE, il sera condamné à mort sous Franco et exécuté par le supplice du garrot (note de la rédaction).

Interrogé pour savoir si l'éditorial de La Voix léniniste, *daté du 5 février de l'année en cours, où était attaqué le gouvernement de la République, avait été écrit par lui, il répond positivement.*

Invité à dire les noms des personnes qui le secondaient dans la rédaction de La Voix léniniste, *des brochures et feuilles clandestines, il dit qu'il y a plusieurs individus qui ne sont plus en Espagne, et que d'autres sont en prison. Il persiste à dire qu'il n'en connaît aucun et qu'on aurait beau le torturer, il ne donnerait aucun nom.*

Interrogé sur le fonctionnement de la section bolchevique-léniniste, il répond qu'elle est formée de divers corps, qui ne se connaissent pas entre eux, et que Kielso, Carlini et lui-même traçaient les lignes générales de l'intervention.

Interrogé pour savoir si Luis Zanon Grimm appartient à l'Organisation citée auparavant et les aidait dans leur travail clandestin, il répond positivement et le considère comme un collaborateur secondaire.

Interrogé pour savoir s'il connaît le capitaine des colonnes internationales Léon Narwitsch, il répond positivement, disant qu'il a eu quelques conversations avec lui, expliquant que celui-ci n'appartenait pas à l'organisation, mais au POUM.

Interrogé pour qu'il indique comment il a fait connaissance du capitaine Narwitsch, il dit ne pas s'en souvenir, bien qu'il pense que ce soit par l'intermédiaire de Kielo.

Interrogé pour savoir s'il a appris il y a peu que le capitaine Narwitsch était suspect ou provocateur, il répond positivement et ajoute qu'il l'avait appris par plusieurs camarades de Madrid.

Insistant pour qu'il dise concrètement comment lui sont parvenues les nouvelles indiquées précédemment, il répond : par un certain Eduardo Mauricio, membre du POUM, d'après des nouvelles reçues de Madrid selon lesquelles Narwitsch devait être jugé comme provocateur.

Au moment de lire sa déclaration, il explique que là où il dit que l'organisation bolchevique-léniniste reçoit des directives de la IV^e^ Internationale, il a voulu dire ce qui suit : tous les travaux clandestins sont de sa propre initiative et des membres du comité d'Espagne. Que, de la même façon, là où il est dit qu'une des directives de la IV^e^ Internationale était d'intervenir pour la réalisation du front unique prolétarien, en luttant ainsi contre le Front populaire et le gouvernement, il a voulu dire qu'ils combattent pour la réalisation du front unique prolétarien, qui s'oppose au Front populaire et à son gouvernement, dans la mesure où celui-ci maintient ses alliances avec les organisations et la politique étrangères aux intérêts du prolétariat.

Qu'il n'a rien à ajouter, que ce qui est dit est vrai, qu'il l'affirme et le ratifie, et après la lecture de cette déclaration, il la signe, en accord avec M. le Commissaire général (signé Javier Mendez, M. Grandizo, Grimau). »

A la suite de cette déclaration, Manuel Fernandez Grandizo apporte quelques précisions : *« En ce qui concerne le capitaine Narwitsch et quand il dit qu'il appartenait au POUM, il l'apprit par l'intéressé lui-même. Aussi le fait de considérer le capitaine Narwitsch comme provocateur dans la déclaration antérieure signifiait qu'il était considéré comme espion ou agent de la police du gouvernement de la République. »*

***Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 10, juin 2000**

Trotsky et le POUM

Soixante-dixième anniversaire de la création du POUM

En octobre 1935, se constitue en Espagne le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), formé par la fusion du Bloc ouvrier et paysan, dirigé par Joaquim Autin, et la Gauche communiste, dirigée par Andrès Nin, organisation jusqu'alors membre de l'Opposition de gauche internationale.
Le POUM, surtout implanté en Catalogne, sera dissous en juin 1937, au lendemain de la révolte ouvrière des journées de mai à Barcelone, à laquelle ses militants avaient pris part aux côtés de milliers d'ouvriers anarchistes. Le Guépéou, avec la complicité de militants du Parti communiste espagnol, enlève, torture et assassine Andrès Nin.
Un procès est organisé contre le POUM sous le gouvernement du socialiste Juan Negrin. Le n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article sur ce procès (1).
Nous reproduisons ci-après la lettre qu'écrivit Trostky lorsqu'il fut informé de la fondation du POUM. On remarquera qu'en dehors d'une critique qui repose sur une erreur de traduction du texte qui lui avait été remis, Trotsky pose en termes fraternels une question politique dont il juge important qu'il y soit répondu, sans prétendre dicter lui-même cette réponse. Il se fait critique lorsque le POUM signe la plate-forme électorale du Front populaire, qui se prononce pour la défense de la propriété privée, mais s'oppose — en vain — à l'exclusion des bolcheviks-léninistes du POUM par le secrétariat international. Ce dernier ne tient aucun compte de ses réserves.
Trotsky rompra avec le POUM lorsque Andrès Nin deviendra conseiller à la Justice du gouvernement de la Catalogne et participera à la dissolution des comités populaires et du comité central des milices.
Nous publions enfin des extraits d'une déclaration du POSI dénonçant la fraude politique que constitue la célébration de la fondation du POUM par le Parti socialiste catalan, héritier direct des socialistes, qui, comme Negrin ou Prieto, organisèrent ou soutinrent en 1938 le procès du POUM.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 1, avril 1998, pp. 82 à 93.

Le POUM et la IVe Internationale (1) (18 octobre 1935)

CAMARADES, le dernier numéro *de La Batalla* contient le manifeste du congrès d'unification du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste. J'attire votre attention sur un seul paragraphe, qui parle de l'affiliation internationale. Le nouveau parti se proclame adhérent de l'Unité socialiste révolutionnaire (IAG) (2).

C'est naturel pour l'Espagne, comme ce fut naturel pour la Hollande (3) ; dans les deux cas, la majorité avait appartenu à l'IAG avant la fusion. Mais l'explication de cette adhésion dans le manifeste est des plus malheureuses. Le document affirme que cette organisation internationale (IAG) *"travaille objectivement pour la reconstruction de l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases"* (4). Qu'est-ce que cela signifie, "objectivement" ? On peut dire que le prolétariat est "objectivement" forcé de se mettre sur la voie de la révolution : on sous-entend par là les lois du développement capitaliste. Mais comment peut-on parler de la même nécessité "objective" pour de petites organisations de propagande ? Le sens de leur existence est dans leur effort subjectif : quel est leur programme ? quel est leur but ? Ces critères subjectifs déterminent entièrement le rôle qu'ils peuvent jouer dans le mouvement ouvrier.

Mais, précisément, ces questions décisives demeurent sans aucune réponse. On nous parle seulement de *"l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases"*. Mais nous sommes intéressés à savoir quelles sont ces "nouvelles bases". Celles du SAP ou celles du marxisme révolutionnaire et de la IVe Internationale ? Dans le parti hollandais, une lutte acharnée se déroule sur cette question. D'autant plus longtemps le parti espagnol aura écarté la discussion des formules exactes, d'autant plus passionné et destructeur sera l'inévitable conflit entre les tendances opposées.

Nous ne pouvons qu'insister amicalement sur la nécessité de la précision théorique et politique dans l'intérêt de l'avenir du nouveau parti espagnol.

---

(1) Archives Jean Rous, Paris. Copie d'une lettre adressée aux dirigeants du RSAP, parti hollandais membre de la IVe Internationale.

(2) L'IAG était l'ancien nom du Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. Le Bloc de Maurin en était adhérent.

(3) Le RSAP avait adhéré au bureau de Londres.

(4) Il y a là une faute de traduction, car le manifeste porte *"dont l'objectif est de travailler"* et non *"qui objectivement travaille"*, etc. (note des *Œuvres* de Trotsky, tome 7, p. 34).

Le "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol et le front populaire (1) (22 janvier 1936)

L'ORGANISATION espagnole des "communistes de gauche" (2), qui a toujours été une organisation confuse, a fini, après bien des oscillations à droite et à gauche, par s'unifier, sur un programme centriste, avec la fédération catalane de Maurin, au sein du parti d'"unification marxiste" (3) (!) Induites en erreur par ce nom, certaines de nos publications ont écrit de ce parti nouveau qu'il se rapprochait de la IVe Internationale.

Rien n'est plus dangereux que d'exagérer ses propres forces sur la base d'une imagination trop crédule. La réalité ne tarde jamais à apporter une désillusion cruelle.

Les journaux nous informent qu'en Espagne, l'ensemble des partis "de gauche", tant bourgeois qu'ouvriers, ont constitué un bloc électoral sur la base d'un programme commun, qui, bien entendu, ne se distingue en rien du programme de "Front populaire" français ni de tous les autres programmes charlatanesques du même genre. Nous y trouvons et *"la réforme du tribunal des garanties constitutionnelles"* et le maintien rigoureux du *"principe d'autorité"* (!) et l'*"affranchissement de la justice de tous soucis d'ordre politique ou économique"* (l'affranchissement de la justice capitaliste de l'influence du capital !), et d'autres choses du même genre.

Le programme constate le refus, par les bourgeois républicains qui participent au bloc, de la nationalisation de la terre, mais, *"en revanche"*, à côté des habituelles promesses à bon marché pour les paysans (crédits, revalorisation des produits de la terre, etc.), il proclame (comme l'un de ses objectifs) *"l'assainissement* (!) *de l'industrie"* et la *"protection de la petite industrie et du commerce"* ; suit l'inévitable *"contrôle sur les banques"* ; cependant, puisque les républicains bourgeois, selon le texte de ce programme, repoussent le contrôle ouvrier, il s'agit du contrôle sur les banques... par les banquiers eux-mêmes, par l'intermédiaire de leurs agents parlementaires du genre d'Azana et de ses semblables (4). Enfin, la politique extérieure

(1) T 3898, 3899, publié également dans *La Révolution espagnole*.

(2) Nom de la section espagnole de l'Opposition de gauche.

(3) En 1934, aussitôt après le "tournant français", Trotsky avait proposé à ses camarades espagnols d'opérer semblable entrée dans le parti, et en particulier les Jeunesses socialistes d'Espagne, qui se développaient alors vigoureusement vers la gauche. La direction de la Izquierda comunista avait repoussé à l'unanimité cette proposition et sévèrement condamné le "tournant français", et participé en septembre 1935 à la fondation du "Partido Obrero de Unificacion Marxista" (POUM), en fait la fusion de la ICE avec l'organisation catalane du "Bloc ouvrier et paysan", qui arborait pour l'Espagne le sigle de Fédération communiste ibérique (FCI). L'animateur de ce dernier était Joaquin Maurin Jullia (1896-1973), ancien dirigeant de la CNT, puis du Parti communiste espagnol, exclu en 1930 avec sa "fédération catalano-baléare", dont il était le secrétaire. Dès 1930, les premiers heurts s'étaient produits entre Trotsky et ses camarades d'Espagne sur la question des relations avec l'organisation de Maurin.

(4) Manuel Azana (1880-1940), dirigeant de la Gauche républicaine, président du Conseil dans

de l'Espagne devra suivre *"les principes et les méthodes de la Société des nations"*. Et puis quoi encore ?

Ont signé au bas de ce honteux document les représentants des deux grands partis bourgeois de gauche, du Parti socialiste, de l'Union générale des travailleurs, de la Jeunesse socialiste — hélas ! —, du "Parti syndicaliste" (Pestana) et enfin du "Parti ouvrier d'unification marxiste" (Juan Andrade). La majorité de ces partis s'est trouvée à là tête de la révolution espagnole pendant les années de sa montée, et ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour la trahir et l'épuiser. La nouveauté, c'est la signature du parti de Maurin-Nin-Andrade (5). Les anciens "communistes de gauche" espagnols sont devenus tout simplement la queue de la bourgeoisie "de gauche". Il est difficile d'imaginer chute plus humiliante !

Il y a quelques mois est paru à Madrid un livre de Juan Andrade, *La Bureaucratie réformiste et le mouvement ouvrier,* dans lequel sont analysées, au moyen de citations de Marx, Engels, Lénine et autres auteurs, les causes de la corruption des bureaucrates ouvriers. Juan Andrade m'a adressé son livre par deux fois, les deux fois avec des dédicaces très chaleureuses, dans lesquelles il m'appelait son *"chef et maître"*. Ce geste, qui, en d'autres circonstances, n'aurait à coup sûr pu que me réjouir, m'oblige maintenant à déclarer que je n'ai jamais enseigné à personne *la trahison politique*. Or la conduite d'Andrade n'est rien d'autre qu'une *trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie*.

Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos que les "communistes de gauche" espagnols, comme l'indique leur nom même, se sont durci les traits pour apparaître, dans chaque occasion propice, comme des révolutionnaires intransigeants. Ils ont en particulier sévèrement condamné les bolcheviks-léninistes français pour leur entrée dans le Parti socialiste : jamais et en aucun cas ! Entrer de façon temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre ses chefs réformistes sous le drapeau de la révolution prolétarienne, c'est de l'opportunisme, mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste sur la base d'un programme que l'on sait malhonnête et qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, c'est du courage ! Peut-on ravaler et prostituer davantage le marxisme ?

Le "Parti d'unification marxiste" appartient à la fameuse association de Londres des "partis socialistes révolutionnaires" (ex-IAG) (6).

La direction de cette dernière se trouve actuellement entre les mains de Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party (7). Nous avons déjà écrit qu'en dépit des préjugés pacifistes surannés et vraisemblablement incurables de Maxton et autres, l'ILP a pris dans la question de la Société des nations et de ses sanctions (8) une position révolutionnaire honnête, et chacun de nous a lu avec satisfaction une série d'excellents articles à ce sujet dans le *New Leader*. Lors des dernières élections parlementaires, l'Independent Labour Party s'est même refusé à soutenir électoralement les travaillistes, précisément parce que

---

les débuts de la République. Toutes les expressions figurant entre guillemets dans le texte ci-dessus sont extraites du programme électoral du Bloc des gauches espagnoles.

(5) Parti fondé en 1933 par Angel Pestana Nunez (1886-1938), ouvrier horloger, ancien dirigeant de la CNT. Juan Andrade (né en 1897), ancien dirigeant des JS, l'un des fondateurs du premier Parti communiste d'Espagne en 1920. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès sa constitution. Andrés Nin (1892-1937), secrétaire national de la CNT en 1921, était devenu secrétaire de l'Internationale syndicale rouge la même année. Membre du Parti bolchevique, il avait rejoint l'Opposition de gauche dès 1923. Expulsé d'URSS en 1930, il avait entrepris la construction de l'Opposition de gauche en Espagne.

(6) L'ancienne Communauté internationale du travail (IAG) était devenue en 1935 "Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire". L'organisation de Maurin en était membre et le POUM y avait adhéré.

(7) Archibald Fenner Brockway, secrétaire de l'ILP et du "Bureau de Londres", sera anobli par la suite après la guerre. James Paxton, principal dirigeant de l'ILP, député de Glasgow, était pacifiste.

(8) Il s'agit de la politique des "sanctions" économiques décidées contre l'Italie, agresseur de l'Ethiopie.

ces derniers soutenaient la Société des nations. En lui-même, ce refus constituait une erreur tactique : là où l'ILP ne pouvait présenter ses propres candidats, il devait soutenir les travaillistes contre les conservateurs. Mais c'est malgré tout un détail. En tout cas, il ne pouvait être question d'un quelconque "programme commun" avec les travaillistes. Les internationalistes devaient lier le soutien électoral (des travaillistes) avec la dénonciation de la façon dont les social-patriotes britanniques rampent devant la Société des nations et ses "sanctions".

Nous nous permettons de poser à Fenner Brockway la question suivante : qu'admet au juste l'"Internationale" dont il est le secrétaire ? La section anglaise de cette "Internationale" se refuse à un simple soutien électoral de candidats *ouvriers*, s'ils sont partisans de la Société des nations. La section espagnole conclut un bloc avec des partis *bourgeois* sur un programme commun de soutien à la Société des nations. Est-il possible d'aller plus loin dans le domaine des contradictions, de la confusion, de la faillite ? Il n'y a pas encore la guerre et les sections de l'"Internationale" de Londres tendent dès maintenant vers des directions diamétralement opposées. Qu'adviendra-t-il donc d'elles quand se produiront des événements décisifs ?

Mais revenons au parti espagnol "d'unification marxiste" avec la bourgeoisie ! Les "communistes de gauche" espagnols — Andrés Nin, Juan Andrade, etc. — ont plus d'une fois rejeté notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des "conditions particulières" de l'Espagne. Argument habituel de tous les opportunistes, car le premier devoir du révolutionnaire prolétarien consiste à traduire les conditions *particulières* de son pays dans le langage international du marxisme, compréhensible aussi à l'intérieur des frontières de son propre pays (9). Mais pour l'heure, il n'est pas besoin de ces arguments théoriques. Le bloc espagnol des sommets de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de gauche n'a en lui-même rien de "national", car il ne diffère en rien du "Front populaire" en France, en Tchécoslovaquie, au Brésil et en Chine. Le "Parti ouvrier d'unification marxiste" ne fait rien d'autre que mener servilement la politique que le VII[e] Congrès de l'Internationale communiste a imposée à toutes ses sections, tout à fait indépendamment de leurs "particularités nationales". La véritable originalité de la politique espagnole réside cette fois uniquement dans le fait qu'au bloc avec la bourgeoisie a adhéré aussi la section de l'Internationale de Londres. Tant pis pour elle ! Quant à nous, nous préférons la clarté. Il se trouvera certainement en Espagne de véritables révolutionnaires pour démasquer impitoyablement la trahison de Maurin, Nin, Andrade et consorts, et pour poser les éléments d'une section espagnole de la IV[e] Internationale.

(Quelques jours après la parution de cet article, le SI votait une résolution dénonçant publiquement l'attitude des membres de la Gauche communiste qui avaient *"couvert cette opération de trahison"*, les excluant et appelant *"les ouvriers révolutionnaires espagnols et tous les militants restés fidèles à la LCI et à sa politique"* à *"fonder la section espagnole de la IV[e] Internationale"*. Trotsky n'était pas d'accord avec cette décision administrative.)

(9) A la recherche de justifications pour leur politique, Maurin-Nin invoquent le système électoral espagnol, qui rend très difficiles les candidatures indépendantes pour le jeune parti (voir la résolution du comité central, *La Batalla*, n° 234). Mais cet argument est dénué de valeur. La *technique* électorale ne peut justifier la *politique* de trahison que constitue le lancement d'un *programme commun* avec la bourgeoisie (note de Léon Trotsky).

Portraits

Ce numéro publie quelques portraits de dirigeants de divers courants de la guerre civile espagnole. Ce premier choix sera complété dans le prochain numéro par d'autres portraits dont ceux de José Buenaventura Durruti Dominguez, Andreu Nin, Juan Garcia Oliver, de Juan Negrin, Indalecio Prieto et Grandizo Munis, membres du groupe bolchevik-léniniste espagnol, et de l'anarchiste italien Camillo Berneri. Il comprendra aussi des extraits de la brochure de M. Casanova (Mieczyslaw Borteinstein), militant trotskyste qui avait participé à la révolution espagnole, des articles sur l'aide internationale ouvrière à la révolution et sur les Brigades internationales. Il comportera enfin une (riche) chronique des falsifications dont la révolution espagnole a été une victime de choix, de multiples côtés... et continue à l'être.

Jaime Balius Mir

(1904, Barcelone-1980, Hyères, France)

La vie et le parcours militant de Balius sont restés et restent presque inconnus non seulement du grand public mais de la grande masse des militants.

Ni l'histoire officielle franquiste, ni celle républico-stalinienne, ni même l'histoire officielle de la CNT ne donnent une place à Balius qui a pourtant joué un rôle majeur comme écrivain et journaliste anarchiste dans le processus révolutionnaire qui a secoué l'Espagne en 1931-1937.

Concernant son origine sociale, il déclarait : « *Je ne suis issu ni de l'atelier ni de l'usine. Je suis issu d'une famille bourgeoise.* » En effet, né à Barcelone, il commence à 17 ans ses études de médecine qu'il est obligé d'abandonner en raison d'une grave maladie qui l'accompagnera toute sa vie. Son parcours personnel est jalonné de longs séjours hospitaliers et de périodes de misère auxquels s'ajoutent l'exil et les persécutions politiques.

La place centrale de mai 1937

Si on veut résumer la vie de ce révolutionnaire exemplaire, c'est le rôle qu'il a joué dans l'insurrection de mai 1937, avec la constitution de l'Association des amis de Durruti dans la CNT, que nous retiendrons.

Beaucoup d'historiens, notamment anarchistes comme Jose Peirats, d'anciens staliniens comme Feran Gallego, des partisans du POUM comme Bonamusa, y compris se réclamant du trotskysme comme Pierre Broué ont complètement banalisé ou méprisé les Amis de Durruti et la place de Balius.

En 1977, lors du 40e anniversaire de mai 1937, Balius écrivait notamment : « *Les événements de mai 1937 ont représenté le moment le plus élevé de la révolution espagnole, là où le prolétariat catalan, dans la rue, essayait de manière héroïque de récupérer toutes les conquêtes de juillet 1936 volées par la contre-révolution à la tête de laquelle étaient les staliniens. Il s'agissait donc d'un véritable exploit révolutionnaire où le prolétariat catalan ne voulait plus céder d'un seul pouce face à l'offensive contre-révolutionnaire.* »

On comprend que l'effacement volontaire de la place de Balius ait été lié à la tentative de la majorité des historiens de gommer l'importance de 1937. C'est à ce moment que la révolution a été écrasée et que la guerre a été perdue. Et le bilan de cela met en cause la politique suivie par tous les partis dits républicains, du PSOE au POUM en passant par le PCE et les directions confédérales de la CNT et de l'UGT.

Du catalanisme radical au Bloc ouvrier et paysan

A l'âge de 17 ans, comme beaucoup de fils de la bourgeoisie de Barcelone, il adhère au catalanisme radical en s'affiliant au parti de Macia, l'Estat catala, qui prône l'indépendance du peuple catalan,

sous la dictature de Primo de Rivera de 1923 à 1930. Il prend ouvertement position contre la dictature et contre la monarchie. Cette période coïncide avec le début de sa maladie.

Macia, d'origine militaire, prépare en réalité une insurrection armée dont plusieurs tentatives échoueront. Balius appartient à un groupe de combat. Il est arrêté en 1925, incarcéré jusqu'en 1926, date à laquelle il s'exile à Paris. Son séjour en prison le met en contact avec les militants ouvriers anarchistes, majoritaires à Barcelone, et il commence son évolution politique.

En 1927, il arrive à la conclusion qu'il *« n'y aura pas de liberté pour la Catalogne sans l'émancipation de la classe ouvrière »*. La même année, il rentre en contact avec Maurin (communiste antistalinien) qui exerce une forte influence sur Balius et il adhère au Bloc ouvrier et paysan constitué à la veille du 14 avril 1931, date de la proclamation de la République et de la chute de la monarchie.

Entre-temps, Balius caractérise le comité révolutionnaire issu du pacte de San Sebastian *(voir l'article sur la dictature de Primo de Rivera)* comme un regroupement politique partisan d'une République monarchiste.

En avril 1931, il déclare que tout est possible. Macia proclame la République catalane fédérée aux autres peuples d'Espagne mais, sous la pression du gouvernement de Madrid, il rétablit la Generalitat. C'est la rupture définitive de Balius avec Macia dont il dit : *« Macia a trahi les beaux idéaux d'émancipation de la Catalogne et a vendu la classe ouvrière aux latifundia et au capital financier. »*

Quand il adhère au Bloc, il entraîne avec lui de nombreux militants déçus du parti de Macia, mais, rapidement, dépassant la pensée de Maurin, il affirme clairement que la seule classe qui peut régler la question nationale catalane, c'est la classe ouvrière. Balius accuse alors Maurin d'être suiviste par rapport à Macia.

La rupture avec le Bloc ouvrier et paysan

En 1933, il rompt avec le Bloc et se consacre pleinement au travail dans la CNT où il adhère au courant le plus libertaire contre les trentistes, aile réformiste de la CNT, qui cherchaient en réalité à faire dépendre politiquement la CNT de la Gauche républicaine catalane (nouveau parti de Macia — ERC).

Aux élections du 19 novembre 1933, Balius déclare : *« Face aux urnes, révolution sociale ! Aucun parti pseudo-ouvrier ne mérite notre confiance. »*

Balius occupe une place majeure comme journaliste dans les principaux journaux de la CNT, notamment *Solidaridad Obrera*.

Octobre 1934 : insurrection des Asturies. Il l'a salue, mais dénonce les forces politiques qui, en Catalogne et dans le reste du pays, abandonnent les Asturiens, notamment les nationalistes catalans.

Rappelons qu'en octobre 1934 s'est constituée l'Alliance ouvrière qui regroupe l'UGT, la CNT. En Catalogne, elle se trouve sous l'influence des partis de la gauche républicaine.

Balius et les principaux dirigeants anarchistes sont très réticents par rapport à l'Alliance ouvrière car ils considèrent que cette alliance devrait se faire autour de la CNT. Mais la révolution provoque une radicalisation dans toutes les organisations ouvrières à l'échelle nationale. L'Alliance ouvrière était un besoin pour donner une perspective à l'ensemble de la classe ouvrière et notamment pour mener le combat contre les attaques brutales du gouvernement de droite dans les « deux années noires ». En 1935, il y avait 30 000 prisonniers politiques en majorité de la CNT.

Mais l'absence de combat pour l'Alliance ouvrière ouvre la voie à la constitution du Front populaire qui remporte les élections en février 1936, notamment sur le mot d'ordre d'amnistie pour les emprisonnés.

La collaboration de la CNT avec le Front populaire

La direction de la CNT, contrairement aux élections de 1933, ne prône pas l'abstention et facilite la victoire du

front populaire. Le IVe Congrès de la CNT, en mai 1936, constitue une véritable défaite de l'anarchisme, selon Balius, et ouvre la collaboration de la CNT avec le Front populaire.

Depuis le mois de mai 1936, Balius et d'autres responsables anarchistes dénoncent l'évidence du coup d'Etat militaire. Lors du 18 juillet 1936, quand la classe ouvrière a fait échouer dans les deux tiers du pays le soulèvement de l'armée dirigée par Franco, Mola et Sanjurjo, le problème du pouvoir est posé, mais la direction de la CNT, dirigée par Garcia Oliveira, maintient le pouvoir de Companys. Quelques jours après, l'assemblée plénière de la CNT adopte un soutien au front antifasciste et donc le maintien de l'Etat bourgeois.

Balius écrira quelques jours après que cela a été une erreur très grave de laisser le pouvoir à Companys et appelle à multiplier les comités même s'il ne comprend pas le rôle du comité central des milices antifascistes.

Une révolution prolétarienne est en cours dans les villes et les campagnes. Les milices qui se constituent pour aller à l'assaut des villes tenues par les putschistes de Franco jouent un rôle social majeur. Balius explique : « *Quand la colonne Durruti* (formée pour conquérir Saragosse) *rentre dans un village, la première mesure qu'elle prend, c'est de brûler le registre des propriétés.* »

"Une liquidation éhontée des conquêtes de juillet 1936"

Le 17 septembre 1936, la CNT vote la dissolution des milices antifascistes. Le 22 octobre, la CNT rentre avec quatre ministres au gouvernement de la République dirigé par Largo Caballero. Balius écrit : « *La participation au gouvernement est une trahison et une liquidation éhontée des conquêtes de juillet 1936.* »

Durruti, dans un discours très marquant, prend ses distances par rapport à l'entrée dans le gouvernement et, quelques jours plus tard, il est assassiné à Madrid dans des circonstances obscures. L'appareil de la CNT lance une offensive pour contrôler aussi ses journaux. Balius est écarté de *Solidaridad Obrera* et de *Tierra y Libertad*.

Avec ses partisans, Balius investit un autre journal, *La Noche* (Le Soir), géré par une coopérative ouvrière de la CNT dont il devient le directeur le 18 janvier 1937. *La Noche* se transforme en journal de l'aile révolutionnaire de la CNT. C'est le seul journal de la CNT qui dénoncera les procès de Moscou dont l'objectif était de détruire internationalement le mouvement politique dirigé par Trotsky.

Le consul soviétique à Barcelone, Antonov Ovseenko, exige de Balius une rectification ce qu'il n'acceptera pas, mais le comité régional de la CNT dénonce l'éditorial de *La Noche*.

Une campagne préventive contre l'offensive stalinienne

Les signes de la contre-révolution stalinienne sont évidents. Balius et *La Noche* mènent une campagne préventive contre l'offensive stalinienne de dissolution des comités ouvriers, des patrouilles dans les quartiers, et du comité central des milices armées. Balius et ses compagnons font un pas en avant : fin février 1937 est constituée une commission d'organisation de l'Association des « Amis de Durruti » (AAD) au siège du syndicat des journalistes. Politiquement, les Amis de Durruti, selon Balius, se sont constitués en réponse au décret de militarisation des milices.

Le 15 mars 1937, ils se font connaître publiquement et lancent un appel au peuple travailleur dont l'objectif est de mener la CNT sur la voie révolutionnaire, de revenir aux origines, de récupérer les conquêtes du 19 juillet.

La réalité des Amis de Durruti (AAD) et mai 1937

Le développement d'AAD est très rapide. En quelques semaines, jusqu'en

mai 1937, ils rassemblent 5 000 adhérents de la CNT dont le noyau était à Barcelone (1 000 adhérents), exclusivement des membres de la CNT, dans les syndicats de l'alimentation, des transports, de la verrerie, de l'imprimerie, du bâtiment, de la métallurgie et du textile.

Leur mot d'ordre : tout le pouvoir aux syndicats ! Au mois d'avril, ils mènent campagne contre le coup de force stalinien qui s'annonce. Le 18 avril, dans un meeting au Poliorama, Balius explique que la dissolution du comité central des milices a été une erreur.

Le 25 avril, dans le meeting du POUM au Principal Palace, Nin répond à l'appel de l'AAD et propose un front ouvrier révolutionnaire CNT, FAI, POUM. Les jeunesses libertaires et celles du POUM scellent une alliance. Le 26 avril, AAD appelle dans un tract à en finir avec la Generalitat et à constituer une junte révolutionnaire. C'est la première fois qu'un regroupement anarchiste pose de manière positive la question du pouvoir ouvrier.

Durant les journées de mai, AAD insiste sur la question de la junte révolutionnaire et cela coïncide avec l'appel de la section bolchevique-léniniste. Ils se réunissent à plusieurs reprises avec Balius. Il est clair que, pour lui, la trahison de la CNT et du POUM a été déterminante, mais même s'il entretenait des liens d'amitié avec Munis, la section bolchevique-léniniste était à son avis trop faible pour peser.

Après l'écrasement de l'insurrection de mai, Balius tente d'organiser les forces et publie un document programmatique titré : *« Vers une nouvelle révolution. »*

"L'Ami du peuple"

Le 17 mai, Caballero tombe, car il se refuse à interdire le POUM. La direction de la CNT écarte Balius et ses partisans de la direction de *La Noche*. Le 19 mai, il publie *L'Ami du peuple*, reprenant le nom du journal de Marat, comme organe de l'AAD. Il est tiré à 15 000 exemplaires. Rapidement censuré, il sera édité ensuite clandestinement.

Le 21 mai 1937, Balius est arrêté et n'est libéré que le 20 septembre 1937. Le 27 mai 1937, le comité régional de la CNT décide l'expulsion de ses rangs de tous les éléments des Amis de Durruti. Mais la plupart des syndicats n'appliqueront pas cette mesure.

Les Amis de Durruti n'échappent pas au processus de décomposition accélérée après l'écrasement de l'insurrection qui précède l'écrasement de la révolution espagnole.

Après la fin de la guerre, Balius, exilé en France, connaît la persécution dans les camps d'internement par les commissaires staliniens et la direction de la CNT. Il s'exile au Mexique où il rencontre de nouveau Munis.

De retour en Europe, en 1960, il tente de reconstituer les Amis de Durruti. Le 20 février 1961, il arrive en France comme réfugié politique et réédite *L'Ami du peuple*.

Contre les partisans des "cinq points"

En 1963, gravement malade, il réussit à rentrer au sanatorium de Hyères où il restera jusqu'à sa mort en 1980. En 1965, il prend position contre les partisans des « cinq points » (dirigeants de la CNT qui collaborent avec Franco en rentrant dans les syndicats fascistes).

Eloigné de la réalité et de la forme prise par la recomposition du mouvement ouvrier en Espagne, il rêve encore d'une réorganisation de la CNT qui lui semble, en 1977, du fait de son opposition au pacte de la Moncloa, pouvoir se reconstruire.

On peut résumer son testament politique dans l'analyse qu'il fait de la défaite de la révolution espagnole :

« La révolution espagnole a connu deux étapes : juillet 1936 et mai 1937. A ces deux moments-là, la même erreur a été commise. Les dirigeants de la CNT et de la FAI n'ont pas osé imposer le pouvoir de nos organisations qui était soutenues par les masses dans la rue, dans les usines, dans les campagnes.

La CNT et la FAI sont les principales responsables du désastre (...). Les diri-

geants anarchistes ont cédé le terrain au stalinisme qui a été le principal facteur de désagrégation. Elles n'ont pas voulu s'imposer aux ennemis, ont suivi la bourgeoisie libérale, la petite bourgeoisie et le capitalisme international qui, sous le masque de la démocratie, a utilisé le fascisme pour écraser la révolution espagnole (...). Le réformisme de la CNT et de la FAI et le stalinisme nous ont menés à la défaite. La leçon est dure. L'importance de la révolution espagnole, on peut la mesurer en fonction des événements européens ultérieurs. Si la révolution espagnole l'avait emporté, cela aurait porté un coup au fascisme. Personne ne peut douter qu'en Espagne, le prolétariat et le capitalisme ont joué une partie décisive. Le capitalisme l'a emporté. Nous avons dit pourquoi. Le prolétariat international en porte en partie la responsabilité ou plutôt ses dirigeants, vendus à la bourgeoisie. »

La seule biographie sérieuse de Balius a été écrite par Miguel Amoros en 2003 : *La révolution trahie, la véritable histoire de Balius, les Amis de Durruti.*

Andreu Camps

Francisco Largo Caballero

(1869, Madrid-1946, Paris)

Francisco Largo Caballero est né le 15 octobre 1869 à Madrid dans une famille ouvrière. A sept ans il est déjà apprenti et va connaître pendant son adolescence les métiers les plus divers : relieur, cordier, stucateur. En 1890 il adhère à la Société des maçons de Madrid, participe à la première grève des ouvriers du bâtiment et, trois ans plus tard, il adhère à la *Agrupación Socialista Madrileña* (section socialiste de Madrid). Il sera président de la coopérative socialiste de Madrid et de la Mutualité ouvrière. Il continue d'impulser toutes les organisations ouvrières de l'époque jusqu'en 1902, année à partir de laquelle il va commencer à occuper les plus hautes responsabilités à la direction de l'Union générale des travailleurs (UGT) et dans le Parti socialiste.

En 1905 il est élu conseiller à la mairie de Madrid, et fait partie du conseil d'Etat pendant la dictature de Primo de Rivera ; il sera élu député sur les listes socialistes au cours de quatre législatures.

En 1916, l'agitation ouvrière va se développer très fortement en Espagne, avec une grève très dure chez les cheminots, rejoints bientôt par les mineurs des Asturies. La fédération socialiste des Asturies propose la grève générale contre la vie chère, position que refuseront la plupart des dirigeants socialistes, dont Pablo Iglesias, Julián Besteiro et Largo Caballero. La grève générale de vingt-quatre heures décidée par l'UGT et la CNT est effective le 18 décembre. Lors de la réunion des instances nationales de l'UGT et de la CNT, présidée par Largo Caballero, celles-ci adoptent un manifeste qui annonce la possibilité d'une grève générale illimitée en vue d'obtenir « *des changements fondamentaux de système qui garantissent au peuple des condi-*

tions minimales de vie décente et le développement de ses activités émancipatrices ».

La grève générale révolutionnaire de 1917

Aux Asturies, la grève générale révolutionnaire de 1917 appelée par la CNT et l'UGT a été vécue et préparée avec la plus grande intensité ; elle va toucher les principaux centres industriels. Mais son échec viendra de la rapide arrestation de l'imprévoyant comité de grève à Madrid, dont Largo Caballero fait partie.

A l'automne 1918, de gigantesques manifestations catalanistes entraînant les couches populaires ont lieu à Barcelone, autour du grand leader Francesc Macià. L'Assemblée des parlementaires catalans avait rédigé un projet de statut au début de 1919, qui fut ratifié par les représentants de 1 046 municipalités sur un total de 1 072.

Largo Caballero, se revendiquant de l'internationalisme, fait une dernière tentative pour tenter d'unir dans un même mouvement l'émancipation ouvrière et la reconnaissance des nationalités.

Au congrès du PSOE de 1919, l'opposition menait combat pour l'adhésion à la IIIe Internationale (Internationale communiste, IC). La motion finale proposant le maintien dans la IIe Internationale en attendant que l'IC tienne son congrès ne fut adoptée que par 14 000 mandats contre 12 500 pour l'adhésion à l'IC. En mars 1919 s'était tenu le premier congrès de l'Internationale communiste, mais Largo Caballero, avec Julián Besteiro, au nom du PSOE et de l'UGT, participe à des rencontres internationales pour reconstituer la IIe Internationale et l'Internationale syndicale dite d'Amsterdam.

Il assistera à la conférence de Berne et au congrès d'Amsterdam en 1919, où s'est constituée la Fédération syndicale internationale dont il sera un membre actif dans tous les congrès. Cette année-là, il participe également à la conférence de Washington où s'est constitué l'Office international du travail, dont il fréquenta les conférences jusqu'en 1933, les deux dernières comme ministre du Travail.

En 1925, meurt le fondateur du PSOE, Pablo Iglesias. Largo Caballero lui succède à la tête du syndicat, dont il a été le vice-président de 1908 à 1918 et le secrétaire général de 1918 à 1938.

Pendant le régime dictatorial du général Primo de Rivera, il maintient une certaine collaboration de l'UGT avec celui-ci.

La République est proclamée

Les 12-14 avril 1930, aux élections municipales qui viennent d'avoir lieu, les forces républicaines l'emportent largement. Le roi prend la fuite quelques jours plus tard sans abdiquer et la République est proclamée. En mai, sous l'égide de Largo Caballero, sont créées des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers ; mais le 14 novembre 1930, l'UGT, sous l'impulsion de Largo Caballero, organise une grève générale à Madrid pour protester contre l'intervention de la police contre les travailleurs du bâtiment, soulignant ainsi la rupture définitive du PSOE et de l'UGT avec le régime.

Le 12 décembre 1930 a lieu une rébellion d'un secteur des officiers, soutenue par un appel à la grève générale de la CNT. Le 20 décembre, le gouvernement proclame l'état de guerre et arrête les membres du Comité révolutionnaire, y compris Largo Caballero, bien que membre du Conseil d'Etat.

Toute l'énergie des forces conservatrices fut mise à saboter les tentatives les plus timides d'un Largo Caballero toujours préoccupé d'améliorer, si peu que ce fût, les terribles conditions de vie et de travail que connaissaient les travailleurs espagnols dès leur plus jeune âge.

En avril 1931, il devient ministre du Travail

A l'instauration de la IIe République en avril 1931, il devient ministre du Travail des gouvernements Alcalá-Zamora et Azaña, fonction qu'il va occuper jus-

qu'en septembre 1933. Son attitude constante, fidèle à ses préoccupations peut être résumée par cette affirmation mainte fois répétée dans les colonnes du journal *El Socialista* (16 avril 1931) : *« Je suis ici envoyé par la souveraineté nationale (...). J'espère que vous travaillerez tous avec loyauté. »*

Souvent, ce sont les dirigeants socialistes et de l'UGT qui imposent la modération à leur base pour ne pas répondre aux provocations et pour, selon eux, ne pas mettre en danger la République. Le résultat de cette politique provoqua une profonde déception dans cette base, ce qui conduisit à un triomphe des Droites autonomes (CEDA) aux élections de 1933.

Le "Lénine espagnol"

Mais, justement, 1933 est aussi l'année où Largo Caballero s'affirme ouvertement partisan de la dictature du prolétariat et contre la République bourgeoise. C'est probablement à partir de là que Santiago Carrillo, dans les meetings, salua à pleine voix, repris par les autres jeunes, Largo Caballero comme le *« Lénine espagnol »*, cette étiquette légendaire intéressée et intéressante pour tous ceux qui vont mettre à profit son autorité pour liquider les organismes du pouvoir révolutionnaire dans les mois d'août 1936 à 1937.

En 1934, à la différence des Asturies, où le mouvement révolutionnaire est préparé à partir de la base et de l'unité de la majorité des organisations ouvrières, réunies dans des « alliances ouvrières », dans le reste de l'Etat, le PSOE croit en une action conspirative, dans laquelle les militaires « proches » avaient un rôle important. Le mouvement est un échec total, et, naturellement, les responsables les plus directs, toujours aussi imprévoyants, seront emprisonnés. Parmi eux, Largo Caballero avec son « dauphin » Santiago Carrillo, qui ne seront libérés qu'en février 1936. Durant ces mois de prison, Largo Caballero étudie Marx et Lénine et radicalise ses positions. A sa libération, il affirma qu'il sortait de prison *« plus rouge qu'il n'y était entré »*.

En décembre 1935, le plénum national du PSOE tente d'élargir l'Alliance ouvrière en Front populaire en s'alliant avec les républicains, ce qui provoquera la démission de Largo Caballero comme président du parti.

Largo Caballero avait signé le programme du Front populaire au nom de l'UGT. Un historien sérieux comme Burnett Bolloten considère qu'il ne s'agissait là que d'une alliance tactique avec les républicains libéraux en vue d'obtenir la victoire dans les urnes. Le 12 janvier 1936, quelques jours avant la publication du programme, Largo Caballero avait exposé sa position dans une réunion, retranscrite dans le journal du PSOE :

« Notre tâche est d'apporter le socialisme. Et lorsque moi je parle du socialisme... je parle du socialisme marxiste. Et en parlant du socialisme marxiste, je parle du socialisme révolutionnaire... Notre aspiration est la conquête du pouvoir politique. Le procédé ? Celui que nous pourrons employer !... Il faut que soit bien compris qu'en marchant avec les républicains de gauche nous n'hypothéquons absolument en rien notre idéologie et notre action, et je ne crois pas non plus qu'ils exigent cela de nous, parce que si cela était, ce serait comme nous demander de trahir nos idées. C'est une alliance, une coalition circonstancielle, pour laquelle a été fait un programme qui probablement ne va pas nous satisfaire, mais que moi, dès cet instant, je le dis à vous tous ici et à tous ceux qui peuvent entendre et lire, que ... tous, tous unis, nous devons partir au combat pour le défendre... Ne faiblissez pas, ne vous découragez pas à cause de choses complètement essentielles qui sont dans notre idéologie et que vous ne verriez pas dans ce programme électoral. Non. Cela ne pourra jamais être un motif pour cesser de travailler avec la plus grande foi et tout l'enthousiasme pour le triomphe. Nous devons le faire, malgré tout. Car ensuite, camarades, après le triomphe, et une fois que nous serons dégagés de tout engagement, ah !, nous aurons l'occasion de leur dire à tous, absolument à tous, que nous, nous poursuivons notre chemin, sans in-

terruption, si c'est possible, jusqu'à parvenir au triomphe de nos idéaux » (*El Socialista*, 14 janvier 1936, cité par Burnett Bolloten in *La guerra civil española. Revolución y contrarrevolución*, page 75).

Son révolutionnarisme vide de contenu

Le soulèvement d'octobre des Asturies indiqua les limites du courant « Largo Caballero », et son révolutionnarisme vide de contenu face aux tâches concrètes d'une insurrection dont il avait si longtemps brandi la menace prise au sérieux par les « frères prolétaires » (UHP, *Uníos hermanos proletarios*, "Unissez-vous frères prolétaires", était leur cri de ralliement). Hélas, ils furent incapables de l'organiser lorsque vint le moment, dans un secteur combatif où ils avaient de l'influence et des responsabilités.

L'échec de ce courant et son incapacité à « régénérer » le PSOE et à rompre définitivement avec le réformisme devait se traduire à l'intérieur du parti par le triomphe des thèses de Prieto — partisan de la collaboration avec les républicains — et, un peu plus tard, par le passage des Jeunesses socialistes au stalinisme, l'organisation qui, avec pratiquement 40 000 militants, s'était constituée comme fer de lance du courant « Largo Caballero ».

Le 16 février 1936 voit la victoire électorale de la gauche. Companys et les conseillers de la Généralité sortent de prison et reprennent leur poste. Très rapidement, l'insurrection contre la République va être préparée au grand jour par une grande partie de l'état-major. Elle a finalement lieu les 17 et 18 juillet. Malgré les atermoiements gouvernementaux, la rébellion est écrasée en Catalogne par le peuple en armes, constituant ses comités qui, en même temps, réorganisent la société sur de nouvelles bases puisque l'Etat républicain s'est effondré.

Une nouvelle fois, après 1917 et 1934, se pose clairement l'alternative inconciliable, au-delà des mots et des discours : contre ou avec les comités et la révolution ?

D'une grande ténacité dans le refus

Le 4 septembre 1936, Largo Caballero a formé ce qui sera son premier gouvernement de la République après la victoire électorale de février. L'épreuve décisive va se présenter à lui devant la réaction révolutionnaire et sociale des travailleurs catalans, mais pas seulement. Largo Caballero fera preuve d'une grande ténacité dans le refus opposé à tous les compromis proposés par les dirigeants de la CNT, qui devront ravaler tous leurs principes pour participer au gouvernement qu'il dirigera à partir du 3 novembre. Largo Caballero est au faîte de sa notoriété. Reste à savoir ce qu'il va en faire.

Le 18 septembre 1936, Pierre Bernard, secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs (AIT) rencontrait, à Madrid, Largo Caballero pour l'entretenir du problème marocain et ouvrir un front au Maroc, à l'arrière des troupes de Franco. Mais, en fait, Largo Caballero refusera de discuter avec lui. Il se refuse également à aborder ces questions lors de l'entrevue avec une délégation catalane (Généralité et tous partis « antifascistes » confondus) venue lui exposer la situation, préférant, dit-il, discuter directement avec les délégués marocains, ce qui finalement ne se fera jamais, malgré les demandes pressantes des patriotes marocains.

On comprend mieux ce refus quand on sait quelle attitude a adoptée le nouveau gouvernement Largo Caballero constitué au tout début de novembre 1936.

La réaction "démocratique" contre la révolution ouvrière

A la fin 1936 et au début 1937, le processus de liquidation de l'ordre révolutionnaire que les ouvriers avaient imposé lors des journées de juillet après la victoire sur les militaires insurgés commençait à se faire sentir dans toute l'Es-

pagne républicaine sous l'impulsion de la coalition des socialistes de droite (Prieto), du PCE et des républicains.

La réaction « démocratique » contre la révolution ouvrière commença à se manifester, particulièrement après la dissolution, en Catalogne, du comité central des milices antifascistes de Catalogne, et ensuite la constitution d'un gouvernement d'unité antifasciste avec la participation de la CNT et du POUM. Et tout spécialement aussi à partir de la formation du second gouvernement Largo Caballero, début novembre, selon toujours le même processus : l'intégration des dirigeants de ces organismes révolutionnaires dans les structures du « nouvel » Etat républicain.

Il est certain que, pour les partisans de l'ordre républicain et de l'enterrement de la révolution sociale, la formation de ces gouvernements constitua un événement politique majeur, dont ils tirèrent une conclusion : une fois que les dirigeants de la CNT — essentiellement — et ceux du POUM eurent franchi le pas de la collaboration gouvernementale à Barcelone et à Madrid, il fallait réduire tous les secteurs qui, dans les diverses organisations, au nom des conquêtes de juillet, se refusaient à accepter le nouvel état de choses.

Il fallait liquider effectivement, pied à pied, chaque conquête. Dans cette tâche d'une ampleur considérable, le prestige accumulé de Largo Caballero allait être un élément de poids dans la balance des contre-révolutionnaires au sens strict du terme.

On comprend mieux aussi toute la propagande qui voulait parer, contre la plus élémentaire évidence, le vieux combattant socialiste du prestige de Lénine, avec cet éloge à satiété répété du « Lénine espagnol ».

Le jour du 1er Mai, l'UGT et la CNT, qui firent un meeting commun à Madrid, adoptèrent un document commun soutenant la discipline militaire sous les officiers bourgeois et exigeant de chasser des syndicats ceux qui résistaient à cette ligne.

Le 2 mai, dans plusieurs villes de Catalogne ont lieu des tentatives de reprendre aux comités leurs acquis ; le 3 mai, l'affaire prendra une tournure d'une tout autre nature à Barcelone qui se couvrira de barricades contre la tentative stalinienne de reprendre la Telefónica, qui devra se rendre le 6 mai après des combats acharnés.

Largo Caballero prendra alors l'initiative de décréter que l'Ordre public soit transféré sous l'autorité de l'exécutif central à Valence, ce à quoi les fervents catalanistes de toutes obédiences ne verront aucun inconvénient, bien au contraire.

La campagne des staliniens s'intensifie

Après le retrait des ouvriers révolutionnaires des rues de Barcelone, la campagne des staliniens contre le gouvernement Caballero s'intensifie. *Adelante*, organe de la fédération socialiste de Valence, tente de répondre le 11 mai : *« Tous contre les provocateurs ! On ne peut pas gagner la guerre ni faire la révolution contre la moitié de la classe travailleuse espagnole. »*

Mais c'est trop tard. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT avaient été appelés au gouvernement uniquement parce que leurs organisations contrôlaient les usines, le front et la rue.

Toutes les mesures que le « gouvernement de la victoire » prit pour restaurer l'Etat bourgeois et supprimer les organes du pouvoir ouvrier, mesures culminant dans son opposition à l'insurrection de Barcelone, créaient les conditions pour un gouvernement ouvertement contre-révolutionnaire.

De leur côté, l'UGT de Largo Caballero et les fédérations socialistes qu'il contrôle mettent l'accent sur la défense des institutions de la République et du gouvernement, qu'ils voient menacé par les événements de Barcelone. Mais défendre ces institutions contre les ouvriers révolutionnaires de Barcelone, c'est s'aligner sur les staliniens et les bourgeois contre les organes et les conquêtes de la révolution, comme en définitive l'a fait le gouvernement Largo Caballero depuis le début.

Les attentats et provocations contre les révolutionnaires

Les attentats et provocations contre les révolutionnaires vont se poursuivre dans tout l'Etat espagnol, en particulier à Madrid, Valence et Bilbao. Et dans ce processus, rendu possible par l'implication des dirigeants de l'UGT et de la CNT, des secteurs décidés à aller plus loin dans la contre-révolution se renforçaient, et il se constituait une alliance entre les « républicains » bourgeois, les staliniens et la droite du Parti socialiste, alliance qui finira, après les événements de mai, par chasser Largo Caballero du gouvernement ainsi que les dirigeants de la CNT qui, l'un comme les autres, avaient mis tout leur prestige pour désarmer les travailleurs dressés pour défendre une conquête éminemment symbolique, la Telefónica, au profit d'une unité de tous contre Franco, vidée de son contenu révolutionnaire, et au mépris de la plus évidente « efficacité ». Une fois utilisés pour la besogne de désarmer la révolution, Largo Caballero et les dirigeants de la CNT seront déposés. La bourgeoisie républicaine a montré au grand jour qu'à choisir, elle a préféré la victoire de Franco à la victoire de la révolution.

De nombreux livres ont été écrits, essayant de cerner et de trouver une logique dans l'attitude de Largo Caballero. Cet exercice, sondant l'âme d'un responsable politique et d'un homme d'Etat, paraît bien vaine et bien peu utile. Contentons-nous de suivre les méandres d'une action menée par un homme de talent, foncièrement réformiste et attaché aux libertés démocratiques, mais dont le réformisme s'est trouvé totalement impuissant devant les tâches que lui ont présentées les événements auxquels il avait lui-même participé. Aux moments décisifs, au moins trois fois dans sa vie, en 1917, en octobre 1934 et en mai 1937, il n'a pas pu, ou su, ou voulu (peu importe) faire face. Ajoutons qu'il n'y a pas été aidé non plus par l'Opposition communiste, qui a dédaigné entrer dans le PSOE alors qu'ils étaient invités à venir y renforcer l'aile gauche, ce que leur proposait Trotsky. Cela n'a fait que confirmer la tragique absence d'une véritable avant-garde révolutionnaire, si petite fût-elle, que Largo Caballero n'aurait probablement pas manqué d'aider à cristalliser en authentique parti révolutionnaire. Son incapacité à aller jusqu'au bout l'a préservé malgré tout de la dernière vilenie qu'exigeaient de lui ses « alliés » de la veille : le 15 mai, les staliniens, les républicains bourgeois et la droite du PSOE renversaient son gouvernement en saisissant l'occasion de la digne attitude du vieux syndicaliste qui se refusait à interdire le POUM. Largo Caballero, qui essaya de résister, fut placé en arrêt domiciliaire.

Roland Corominas

Santiago Carrillo

(1915, Gijon - 2012, Madrid)

Santiago José Solares naquit à Gijón, Asturies, le 18 janvier 1915, fils de Wenceslao Carrillo Alonso-Forjador, ouvrier fondeur et militant du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de l'Union générale des travailleurs (UGT), et de Maria Rosalía Solares Martínez. Il passa sa petite enfance aux Asturies jusqu'au moment où son père devient en 1924 dirigeant national des deux organisations. C'est alors

que la famille va vivre à Madrid où elle s'installe dans le quartier ouvrier de Cuatro Caminos où ils vivront toujours au milieu des difficultés économiques, car les maigres émoluments que les organisations ouvrières assignaient à leurs dirigeants couvraient difficilement les besoins d'une famille avec cinq enfants.

Apprenti dans une imprimerie

Santiago Carrillo étudie à Madrid, au groupe scolaire Cervantès (situé dans son quartier, Cuatro Caminos) qui dépendait de l'Institution libre d'enseignement et que dirigeait Ángel Llorca. Plus tard, il devait dire qu'il avait fréquenté le meilleur collège de l'Espagne de l'époque. A la fin de l'enseignement primaire il est choisi pour suivre l'enseignement du second degré (baccalauréat), mais comme sa famille ne pouvait pas payer les droits d'examen, il abandonne les études en même temps qu'il commence à travailler comme apprenti dans une imprimerie. Peu après, il s'inscrit aux Jeunesses socialistes d'Espagne (JSE) ainsi qu'à l'UGT.

En 1930, à 15 ans, il commence à collaborer comme journaliste au journal *El Socialista*, organe central du PSOE. Il fait son apparition dans l'histoire pour la première fois en 1931 lors de la proclamation de la République le 14 avril, parce qu'il se trouvait là comme apprenti rédacteur de *El Socialista* à la Puerta del Sol lorsque fut hissé le drapeau républicain. Il n'avait que 16 ans.

Après la proclamation de la République, il est chargé de l'information parlementaire. Carrillo côtoie les grands journalistes chargés de l'information parlementaire des autres journaux : Víctor de la Serna (*Informaciones*), Wenceslao Fernández Flórez (*ABC*), Manuel Azaña (*El Sol*)...

L'âme de l'école

Carrillo fut l'un des dirigeants des JSE qui se vit entraîné par la radicalisation de cette organisation pendant le « biennat noir » de la IIe République (1). En 1933 il se fait remarquer comme directeur du deuxième cours de l'école socialiste d'été de Torrelodones. Le 1er août, *El Socialista* disait dans une note qu'il publiait sous le titre *« A l'air libre »* : *« Aujourd'hui sera inaugurée la deuxième année de l'école socialiste d'été. Plus de cent jeunes camarades, recrutés dans toute les provinces d'Espagne, vont vivre, quelques semaines durant, en pleine campagne, avec comme seule préoccupation les différents problèmes théoriques et pratiques de notre parti. L'initiative a pris forme grâce à la ferveur que dans leur travail mettent les camarades de la Fédération nationale des jeunesses. »*

L'âme de l'école n'est autre que le jeune Santiago Carrillo, qui prononcera les paroles d'ouverture. Et c'était lui qui présentait les conférenciers, tous membres importants du comité fédéral du PSOE. Le 5 août, lorsque Julián Besteiro, dirigeant de la droite du PSOE, donnait une conférence sur *« les chemins du socialisme »*, Santiago Carrillo l'interpella lorsque celui qui était encore président de l'UGT (mais déjà plus du PSOE) attaqua durement toutes les dictatures possibles en y incluant la « dictature du prolétariat » et se montra partisan d'un « socialisme démocratique ».

Il s'opposa également à Indalecio Prieto lorsque, le 8 août, ce leader, également de l'aile droite du PSOE, déclara que ce n'était pas le moment de la dictature du prolétariat. Lors de ces journées, Carrillo s'enthousiasma pour les paroles de Largo Caballero, toujours ministre du Travail, et cela parce que le président du PSOE se déclara ouvertement partisan de la dictature du prolétariat et contre la République bourgeoise. On dit que c'est alors que Santiago Carrillo salua à pleine voix, repris par les autres jeunes, Largo Caballero comme le *« Lénine espagnol »*.

(1) C'est sous le nom de « biennat noir » qu'est connue la période du gouvernement de droite (Parti radical et CEDA) entre 1933 et 1935. Durant cette période, la classe ouvrière espagnole et ses organisations, et en particulier le PSOE, l'UGT et les JSE, connurent une forte radicalisation, dont l'épisode culminant fut la révolution des Asturies de 1934.

Dans la minorité révolutionnaire du parti socialiste

Dans son militantisme politique, de ce fait, Carrillo se situe dès le début dans la minorité révolutionnaire du parti socialiste (opposée à une majorité réformiste). Bientôt, il se fait remarquer par sa capacité d'analyse et sa facilité dialectique. En 1933, il est nommé directeur de publication de *Renovación*, organe de la Fédération des jeunesses socialistes d'Espagne, à partir de laquelle il défend sa position révolutionnaire en la diffusant au sein des Jeunesses.

Carrillo eut des interventions remarquées dans le V[e] Congrès des Jeunesses socialistes, qui se tint dans la Maison du peuple à Madrid le 18 et les jours suivants du mois d'avril 1934. Cent soixante-quatre délégués y participèrent, représentant 40 758 membres fédérés. Carrillo fut chargé de l'exposé sur *« la position politique et la mission des Jeunesses dans un Etat socialiste »*. A la fin du congrès, lors de l'élection d'une nouvelle commission exécutive, Santiago Carrillo fut choisi comme secrétaire général, avec 16 200 voix en sa faveur (le président élu fut Carlos Hernández). Carrillo fut également désigné comme directeur de *Renovación*.

La résolution approuvée au congrès affirme : *« Premièrement, son adhésion la plus enthousiaste au principe de la tactique du Parti socialiste ouvrier espagnol, d'autant plus que son actuelle position révolutionnaire est vivement partagée par la totalité des jeunes socialistes. Deuxièmement, sa croyance résolue dans les principes de la révolution prolétarienne et dans le fait que les moments actuels ne permet pas d'autre issue que l'insurrection armée de la classe travailleuse pour s'emparer du pouvoir politique intégralement, instaurant ainsi la dictature du prolétariat. »* Une autre des conclusions approuvées disait que *« les Jeunesses socialistes, en cas de guerre impérialiste, ajouteront leurs efforts à ceux des autres organisations antiguerre pour la transformer en guerre civile »*.

Après le triomphe d'Hitler en Allemagne en 1932, en raison surtout de la division entre ouvriers socialistes et communistes fomentée par Staline, en vertu de laquelle le Parti communiste allemand appliquera jusqu'au bout la doctrine basée sur la mise sur le même plan de la social-démocratie et du fascisme, une vague de radicalisation gagne tous les partis socialistes.

Dans le PSOE de l'époque se constituent deux courants. Le groupe dominant au début sera celui des réformistes, dirigé par Besteiro et Prieto. L'autre groupe, numériquement important aussi, qui adopte les positions des révolutionnaires, suit Francisco Largo Caballero. Carrillo commence à collaborer étroitement avec Largo Caballero. Bientôt il gagnera l'estime de celui-ci, au point d'être considéré comme son « dauphin ».

Une composante fondamentale de la radicalisation de la "famille socialiste"

Les Jeunesses socialistes, qui croissent de manière exponentielle et bientôt dépassent les 100 000 adhérents, seront une composante fondamentale de la radicalisation de la « famille socialiste ». Ce sont ces Jeunesses qui encouragèrent d'abord, appuyèrent ensuite et enfin entraînèrent Largo Caballero sur la voie de la révolution vers la dictature du prolétariat.

Des années plus tard, Indalecio Prieto dira depuis son exil du Mexique, lorsque prit fin la guerre civile, que la faute de ce qui était arrivé au socialisme espagnol dans les années 1933 et 1934 incombait en grande partie aux Jeunesses socialistes. Le même Prieto dira beaucoup plus tard qu'*« il est curieux de penser que cet homme appelé Santiago Carrillo Solares était déjà en 1934, à peine âgé de 19 ans, l'âme et le moteur de la radicalisation et bolchevisation du Parti socialiste ouvrier espagnol »*.

Comme il était l'un des plus proches collaborateurs de Largo Caballero, Carrillo fut chargé d'organiser à Madrid l'« opération révolutionnaire » que pla-

nifiait le comité fédéral du PSOE, avec Largo Caballero et Prieto à la tête. Mais, à la différence des Asturies où le mouvement révolutionnaire est préparé à partir de la base et de l'unité de la majorité des organisations ouvrières réunies dans des « Alliances ouvrières », dans le reste de l'Etat, le PSOE croit en une action conspirative, dans laquelle les militaires « proches » avaient un rôle important. Aux Asturies éclate une véritable révolution, mais dans le reste de l'Etat, le mouvement est un échec total et, naturellement, les responsables les plus directs seront emprisonnés. Parmi eux Largo Caballero et Santiago Carrillo.

Tous deux restèrent en prison jusqu'au triomphe du « Front populaire » en février 1936. Durant ces mois de prison Largo Caballero étudie Marx et Lénine, radicalise ses positions. Lors de sa libération, Largo affirma qu'il sortait *« plus rouge qu'il n'y était entré »*.

En ces temps-là, la direction radicalisée des Jeunesses socialistes se rapproche des positions trotskystes. L'organe de la Jeunesse socialiste de Madrid, *Renovación*, lança un appel spécialement adressé aux militants de Izquierda Comunista (IC, Gauche communiste), qu'elle considérait comme *« les meilleurs théoriciens et les meilleurs révolutionnaires d'Espagne »*, afin qu'ils se joignent à eux pour combattre ensemble l'aile réformiste du PSOE. Mais les dirigeants de la Gauche communiste, Nin et Andrade, repoussent cette invitation et mettent comme condition à l'unité que les JSE rompent avec le PSOE : ils préfèrent s'unifier aux « révolutionnaires » du BOC de Joaquín Maurín, pour finir par constituer le POUM.

La lettre de Carrillo à la Gauche communiste

Santiago Carrillo, en tant que secrétaire général de la Fédération des jeunesses socialistes, adresse alors, le 6 janvier 1935, une lettre au comité de jeunesse de la Gauche communiste : *« Votre réponse à l'invitation que nous vous avons adressée pour l'unité d'action a produit en nous une désagréable surprise. Vous n'ignorez pas de quelle manière nous, lors des journées qui ont précédé octobre, nous avons défendu votre droit, en tant que fraction du prolétariat, à participer aux organismes d'unité d'action, contre l'opinion des représentants de l'Union des Jeunesses communistes, qui vous taxaient de traîtres et de contre-révolutionnaires. Lorsqu'on a essayé de vous porter atteinte, nous nous y sommes opposés, sans tenir compte du fait que votre insignifiance numérique et votre très maigre sphère d'influence ne nous récompenseraient pas de cet effort. Nous le faisions uniquement par esprit de solidarité et dans le désir d'arriver à une authentique unité... Votre attitude ne nous étonne pas, si nous considérons que bien que vous soyez la fraction trotskyste espagnole, on observe chez vous depuis quelque temps déjà, un éloignement des thèses politiques de Trotsky. Si vous niez même votre raison d'existence, si vous vous écartez chaque jour davantage de votre propre chef, comment pourrions-nous être surpris que vous vous éloigniez de nous et du prolétariat en général ? »*

La fusion des jeunesses socialistes et communistes

C'est cette radicalisation des jeunes socialistes et leur désir d'avancer vers l'unité des organisations ouvrières que mettra à profit l'appareil stalinien. On encourage l'unité d'action des jeunesses socialistes et communistes. Les deux organisations convoquent des manifestations et participent à des meetings de manière unitaire. Le 4 avril 1936, dans un meeting qui se tient sur la place de Madrid, on officialise la fusion des jeunesses socialistes et communistes, laissant la place aux JSU (Jeunesses socialistes unifiées), qui seront bientôt soumises à la politique de Staline. Carrillo et d'autres dirigeants sont invités par les représentants de l'Internationale communiste en Espagne à faire le voyage de Moscou, où ils rencontrent Staline. De ce voyage Carrillo reviendra transformé en un stalinien pur et dur.

"Nous ne luttons pas pour la révolution sociale"

Bientôt, le Carrillo radicalisé donnera des preuves de sa soumission à la politique de collaboration avec la bourgeoisie, de défense de la république bourgeoise et de l'ordre bourgeois. C'est ce qu'il exprima dans le congrès de jeunesse qui se tint à Valence le 15 janvier 1937 : *« Nous ne luttons pas pour la révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste ni communiste. La JSU n'est pas une jeunesse marxiste. »*

Peu avant le coup d'Etat militaire du 19 juillet 1936, Carrillo s'installe à Madrid. Lorsque le 6 novembre le gouvernement de la République se déplaça à Valence, la Junte de défense de Madrid fut créée, sous la présidence du général Miaja, ex-membre de la très monarchique Union militaire espagnole et ensuite du PCE, dont Carrillo fut nommé conseiller de l'ordre public. Ce même jour, Carrillo s'inscrivit au PCE.

C'est pendant son mandat de conseiller de l'ordre public que se produisent les massacres de Paracuellos del Jarama. Devant la chute imminente de Madrid, il fut décidé d'évacuer les prisonniers sympathisants des rebelles afin d'éviter qu'ils rejoignent l'armée ennemie. Le matin du 7 novembre, le convoi qui transporte les prisonniers dévie ou est dévié sur Paracuellos del Jarama, localité où les prisonniers furent fusillés. Les jours suivants, ces faits se répétèrent avec quelques-uns des convois de prisonniers. D'autres parvinrent à destination. Quelque 2 000 prisonniers furent assassinés. La guerre terminée, les franquistes accusèrent Carrillo d'avoir été mêlé à ces faits.

Membre du comité central du PCE

En 1937, il fut nommé membre du comité central du PCE. A ce moment-là, il avait déjà clairement manifesté qu'il ne lui restait pas le moindre vestige de « trotskysme ». Depuis son entrée dans le PCE en novembre 1936, Carrillo ne cessa d'insister, dans le sillage du secrétaire général du PCE, José Díaz, depuis différentes tribunes, sur l'équivalence trotskysme-cinquième colonne. Quarante ans après, tandis qu'il justifie la répression contre le POUM en falsifiant ce qui s'est produit en mai 1937 à Barcelone et nie la responsabilité du PCE dans l'assassinat de son principal dirigeant Andreu Nin, Carrillo écrit : *« Entre les paroles de ces derniers* (les trotskystes) *et celles de Staline comme de ceux qui l'accompagnent, choisir où se trouvait la vérité était une sorte d'article de foi, et nous, nous avons choisi de croire les dirigeants soviétiques »* (2).

La lettre de Carrillo à son père

A la fin de la guerre se produit un coup d'Etat militaire à Madrid. Il est dirigé par le colonel Casado et le général Miaja. Dans la junte qui se constitue, il y a plusieurs civils membres du Parti socialiste. Parmi eux, Julián Besteiro et le père de Santiago, Wenceslao Carrillo. Carrillo doit alors réaffirmer sa fidélité au PCE et à Staline et adresse à son père le 15 mai 1939 une lettre rendue publique :

« J'ai reçu la lettre que tu m'as envoyée de Londres. Je ne pensais pas te répondre. Mais ensuite, j'ai cru utile de t'écrire, pour que tu connaisses les raisons pour lesquelles j'ai décidé de rompre toute relation avec toi. La trahison de Casado, Besteiro, Miaja, Mera, Wenceslao Carrillo et Cie a établi une séparation si profonde entre, d'un côté la masse du peuple et les organisations et les hommes qui lui sont fidèles, et de l'autre, les éléments qui, dans le cours de la guerre, se préparaient à brader l'Espagne à Franco, que désormais il ne pourra plus jamais y avoir rien de commun entre les uns et les autres (...). Votre coup d'Etat contre-révolutionnaire, votre trahison dans le dos a livré l'héroïque peuple espagnol, pieds et

(2) Santiago Carrillo, *Eurocomunismo y Estado*, 1977.

mains liés à Franco et aux détachements de l'Ovra et de la Gestapo (...). Toute votre bande savait bien que pour parvenir à livrer à Franco un peuple grand et héroïque, comme l'est le peuple espagnol, il fallait avant tout discréditer et désarmer les communistes, parce que nous, les communistes, nous qui avons toujours dit la vérité au peuple, nous qui sommes la chair et le sang de la classe ouvrière, nous n'allions pas permettre que se consomme cette trahison (...). Vous tous, ennemis du peuple qui vous êtes conjurés pour aller contre mon parti et ses hommes.

Officiers de familles fascistes comme Casado, agents de la réaction internationale, comme le profasciste Besteiro, militaires ambitieux comme Miaja, aventuriers de la FAI, caballéristes-trotskystes (...). Et les ouvriers socialistes qui un jour ont cru en la sincérité du gauchisme séditieux du groupe Largo Caballero — ton chef et principal inspirateur — ont compris que le gauchisme-trotskysme des Largo Caballero, Araquistain, Baráibar, Zancajo et Cie, tous agents du fascisme, conduit au même but que le préfascisme de Besteiro (...). Je me sens tous les jours plus orgueilleux d'être un soldat dans les rangs de la grande Internationale communiste, que toi et tes complices haïssez tant (...). Tous les jours grandit mon amour pour l'Union soviétique et le grand Staline (...). Lorsque tu demandes à entrer en contact avec moi, tu oublies que moi, je suis un communiste, et toi, un homme qui a trahi sa classe, qui a vendu son peuple. Entre un communiste et un traître il ne peut y avoir de relation d'aucune sorte. Toi, tu es désormais resté de l'autre côté des tranchées. »

Carrillo restera fidèle à Staline et à la bureaucratie stalinienne. En tant que secrétaire général du PCE à partir de 1960, en application de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme que défendait la bureaucratie de l'URSS, il défendit la politique de « réconciliation nationale » avec le franquisme. A la mort de Franco, il défendra l'instauration de la monarchie présidée par l'héritier de Franco. Sa politique conduira le PCE à perdre, entre 1977 et 1982, 80 % de ses membres. Ecarté alors de la direction, il rompt, entraînant avec lui un groupe de militants qu'il conduira finalement au PSOE.

Le roi Juan Carlos lui a rendu hommage à sa mort pour son rôle déterminant dans la « transition ».

Lluís Companys Jover

(1882, el Tarrós, Lérida-1940, Barcelone)

Lluís Companys Jover est né dans une famille de grands propriétaires ruraux ; dans sa jeunesse, il s'installe à Barcelone pour suivre des études de droit. A la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e], la situation politique en Catalogne et en Espagne a été déterminée par la crise de 1898 (1) et par l'apparition d'un large mouvement régénérationiste qui a imprégné toute l'activité politique. Encore très jeune, il se lie à différents mouvements républicains et en particulier à Francesc Layret (2). En 1917, en pleine crise révolutionnaire, il

fonde le Parti républicain catalan (PRC) et entre à la rédaction de *La Lucha* (La Lutte) comme porte-parole. Aux côtés de Layret, il a personnifié l'aile gauche du PRC et durant ces années, il s'est construit une solide réputation d'avocat au service des travailleurs. En 1920, il est arrêté et déporté au château de La Mola (Mahón). Layret est chargé de sa défense, mais il est assassiné.

Dans les années 1920, il est élu député et sera l'un des fondateurs de l'Union des Rabassaires *(petits viticulteurs — NDT)*, dont il dirige l'organe d'expression, *La Terra*. En 1928, il participera à la coordination de tous les partis catalans qui dirigent l'opposition contre Primo de Rivera. En novembre 1930, il est l'un des signataires du Manifeste du comité révolutionnaire de Catalogne, raison pour laquelle il se verra obligé de se cacher pendant un certain temps, ce qui l'empêchera de participer à la première conférence des gauches, tenue en mars 1931, qui devait donner lieu à la formation de la Gauche républicaine catalane *(Esquerra Republicana Catalana, ERC, parti bourgeois républicain — NDT)*. Malgré tout, il est élu à la direction du nouveau parti, et il apportera à l'ERC ses liens avec le monde ouvrier et le syndicalisme.

La responsabilité de proclamer la République

Pendant la période républicaine, Companys se hissera aux premiers rangs de l'activité politique. Après les élections municipales d'avril 1931 —qui ont frayé la voie à l'effondrement de la monarchie d'Alphonse XIII et à l'arrivée d'un nouveau régime —, il prend la responsabilité de proclamer la République, depuis le balcon de la municipalité, sans en référer à la direction du parti ni à Macià (3), lequel, de son côté, agacé par cette initiative unilatérale, lui « répond » en désignant Jaume Aiguader (4) comme maire de Barcelone. Député aux Cortes en 1931, il dirige la minorité de l'ERC. En 1932, il est élu député au Parlement catalan, dont il est nommé président. En 1933, il est nommé ministre du gouvernement Azaña et, à la mort de Macià (décembre 1933), il est élu président de la Généralité. En 1934, il proclame l'Etat catalan à l'intérieur de la République fédérale espagnole. Arrêté et jugé, il sera condamné à trente ans de réclusion. Il fut libéré avec plusieurs milliers de détenus après la victoire électorale du Front populaire en février 1936 et reprit sa place à la présidence de la Généralité. En juillet de cette même année, son intervention est décisive pour que les forces de police — aux ordres du gouvernement autonome — restent fidèles au gouvernement de la République et combattent, avec les militants ouvriers, les militaires qui s'étaient soulevés.

Une fois le soulèvement vaincu à Barcelone, il comprend parfaitement que ce moment est celui des organisations ouvrières. Il décide, en accord avec les dirigeants de la CNT et des autres organisations ouvrières, la constitution du Comité central des milices antifascistes, organisme auquel il prétend attribuer un rôle auxiliaire de celui du gouvernement de la

(1) En 1898, après une brève guerre avec les Etats-Unis, l'Espagne perd les dernières possessions de son empire colonial, Cuba, Porto Rico et les Philippines. On y voit souvent l'origine de la crise d'ordre militaire mais aussi économique et politique surtout à cause de l'effondrement du système monarchique d'où est issue cette crise.

(2) Homme politique et avocat d'idéologie nationaliste catalane ; assassiné en 1920 alors qu'il se préparait à défendre des nationalistes catalanistes et des syndicalistes arrêtés, parmi lesquels Lluís Companys et le célèbre syndicaliste Salvador Seguí.

(3) Francesc Macià, ancien militaire, homme politique catalan, d'idéologie républicaine et catalaniste. Président de la Généralité de Catalogne, il fut l'un des fondateurs des partis Estat Català (1922) et Esquerra Republicana de Catalunya (1931). A sa mort, Lluís Companys lui succède.

(4) Participe à la fondation de l'ERC, devient maire de Barcelone en avril 1931, ville qui lui assurera d'être député de 1931 à 1936. Sera arrêté en 1934 pour les mouvements révolutionnaires aux Asturies. Aura une activité politique marquée par l'opposition à toutes les conquêtes révolutionnaires de 1936 jusqu'à sa démission du gouvernement Negrín.

Généralité, mais qui finit par devenir, par la force des événements et par le refus initial de García Oliver et des représentants de la CNT, une sorte de contre-pouvoir des pouvoirs légaux. Conscient de cette situation et conseillé par Juan Comorera (5), avec l'assentiment de quelques-uns des dirigeants de la CNT catalane, il essaye de casser la position qu'était en train de prendre le Comité central des milices en formant un nouveau gouvernement de la Généralité dans lequel il fait entrer des représentants d'un parti constitué quelques jours auparavant à peine : le PSUC, la section catalane du parti stalinien. La manœuvre est mise en échec par l'opposition de García Oliver qui menace à son tour d'abolir la Généralité si ce nouveau gouvernement n'est pas immédiatement modifié. Companys n'a pas d'autre solution que de céder, et les conseillers du PSUC démissionnent à leur tour.

Cet épisode lui confirme une appréciation qu'il fera sienne et maintiendra quelques mois durant : lui, qui est partisan de « l'unité antifasciste », comme formule pour contenir la révolution et la circonscrire en tout cas à la lutte contre le fascisme, sait que, pour l'instant, la participation de la CNT n'est pas seulement nécessaire mais indispensable. Il sait également que la majorité des dirigeants de la CNT catalane et des éléments qui y sont influents (Mariano R. Vázquez, Federica Montseny, Abad de Santillán...) sont sur la même ligne, mais ne sont pas prêts pour l'instant à avancer davantage, par peur de la réaction qui pourrait apparaître chez les militants libertaires. Rétablir la pleine autorité du gouvernement de la Généralité exige d'en finir avec le pouvoir que représentent le Comité central des milices antifascistes et les différents pouvoirs révolutionnaires locaux qui existent à travers toute la Catalogne. A cela, il parviendra finalement fin septembre 1936, après que les délégués de la CNT au Comité central des milices antifascistes, comme le reste des délégués des autres organisations (y compris le représentant du POUM) eurent accepté de dissoudre cet organisme pour se mettre à constituer un nouveau gouvernement de la Généralité avec la participation de tous les groupements politiques de l'antifascisme.

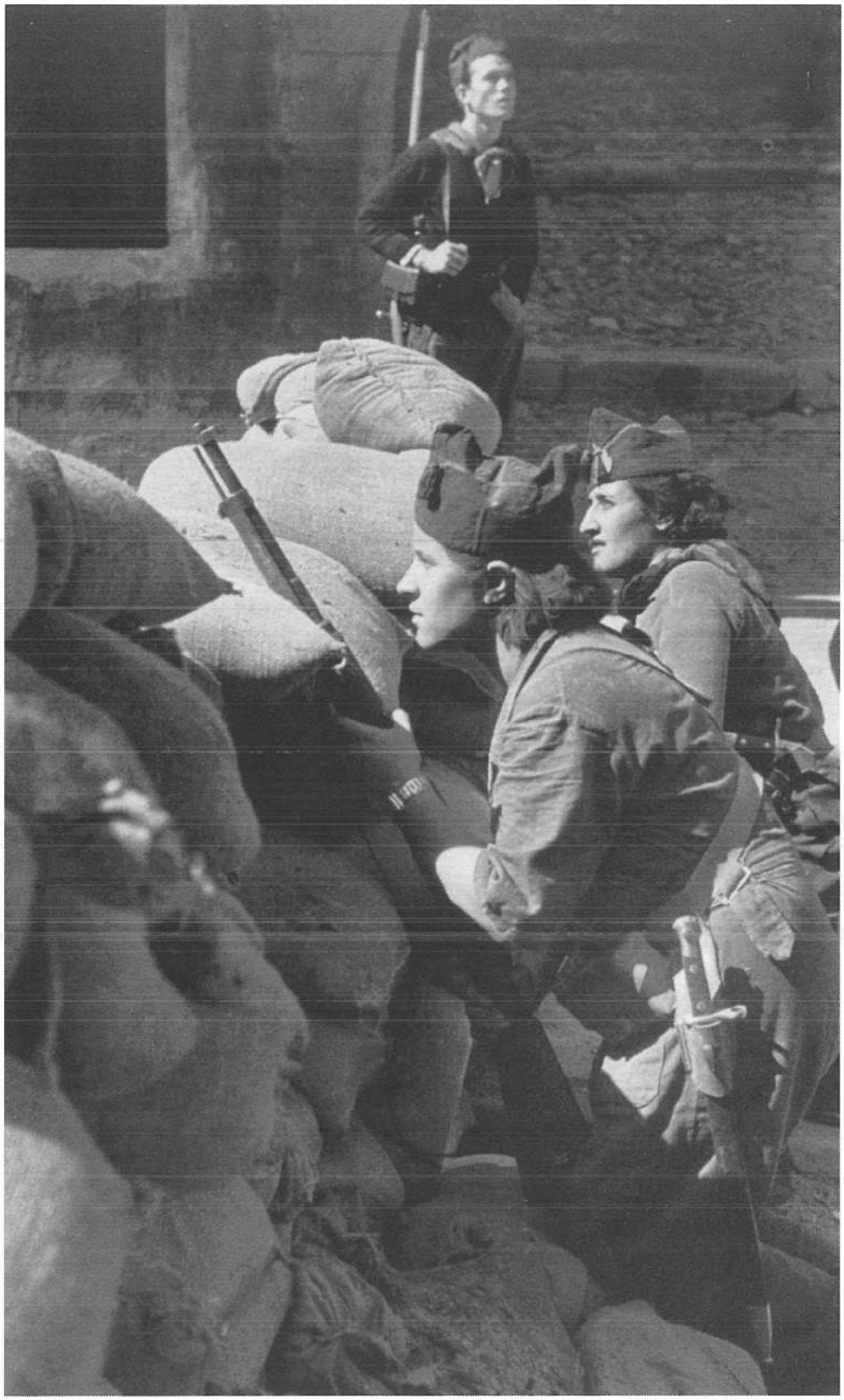
Affronter les anarchistes

Au début de 1937, l'appréciation de Companys par rapport au rôle de la CNT changera de manière substantielle, après avoir constaté que la présence de l'organisation confédérale dans le gouvernement n'était pas une garantie suffisante pour que les dispositions de ce dernier soient observées par les militants de la CNT, et, après avoir également « écouté » les voix qui se sont fait entendre à l'intérieur de son propre parti, ainsi que les demandes insistantes du consul de l'URSS à Barcelone, Antonov-Ovseyenko, et du dirigeant du PSUC, Juan Comorera, il décidera d'affronter les anarchistes.

Le processus de reconstruction de la légalité républicaine ou « antifasciste » que Companys a défendu avec ardeur dès les premiers moments vivra cependant un épisode qui finira par éloigner le président catalan des autorités de la République espagnole : les faits de mai 1937 qui éclatent à Barcelone au début du mois, comme réponse du prolétariat à la tentative de hold-up de la *Telefónica* par la police, dirigée par un militant du PSUC, auront comme conséquence que le gouvernement de la République prenne directement en charge les services d'ordre public en Catalogne (qui avaient été transférés en 1933-1934), ce qui sera interprété, avec raison, comme une ingérence dans les fonctions et les prérogatives du gouvernement catalan.

En janvier 1939, il passe la frontière, et en février, il s'installe à Paris. Dans la France occupée par les Allemands, Companys décide de rester aux côtés de son fils malade et il est arrêté à La Baule par la police politique espagnole, en collaboration avec la Gestapo. Transféré à Madrid, il est torturé et soumis à un conseil de guerre très sommaire, une parodie de jugement truffé d'irrégularités que, encore aujourd'hui, la monarchie et les différents gouvernements n'ont pas osé annuler. Il est fusillé le 15 octobre 1940 dans le château de Monjuïc.

(5) Militant d'obédience socialisante, très proche de l'ERC, va intégrer son petit parti dans le PSUC, qui est le PCE en Catalogne et dont il devient le premier secrétaire général.



ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360